

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°428

NOVEMBRE 2020

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **TURQUIE: CONTRAINT DE RÉVÉLER LES VRAIS CHIFFRES DE L'ÉPIDÉMIE, LE POUVOIR REDOUBLE DE RÉPRESSION**
- **BÜLENT ARINÇ: LIBÉREZ DEMIRTAŞ ET KAVALA**
- **ROJAVA: CRAINTE D'UNE NOUVELLE OFFENSIVE MILITAIRE TURQUE DURANT LA PÉRIODE DE TRANSITION POST-ÉLECTORALE AUX ÉTATS-UNIS**
- **BAGDAD: LA MAJORITE ARABE DU PARLEMENT IRAKIEN REMET EN CAUSE LE BUDGET DU KURDISTAN**
- **IRAN: INCAPABLE D'EMPÊCHER LES ATTAQUES SUR SON TERRITOIRE, LE RÉGIME CHERCHE DES BOUCS ÉMISSAIRES AU KURDISTAN**
- **LE KURDISTAN, PAYS DES CENTENAIRES?**
- **PROPOSITIONS DE LECTURE**

TURQUIE : CONTRAIT DE RÉVÉLER LES VRAIS CHIFFRES DE L'ÉPIDÉMIE, LE POUVOIR REDOUBLE DE RÉPRESSION

Avec une chute de 33% depuis janvier, la livre turque, poursuivant son effondrement, a atteint le 3 le taux historiquement bas de 10 livres pour un euro. Inquiets, les investisseurs étrangers ont continué à se retirer du marché turc, alors qu'à l'intérieur, les citoyens les plus aisés amplifiaient la chute en achetant du dollar pour protéger leurs économies (*Al-Monitor*). En s'opposant au relèvement des taux d'intérêt, probablement pour des raisons religieuses, le

président turc a longtemps limité les possibilités de lutte contre une dégradation économique accentuée par l'expansion de la pandémie. Puis, effectuant un des virages à 180° dont il a le secret, il a démis le 7 le directeur de la banque centrale, le remplaçant par Naci Agbal, son ancien ministre des finances (2015-2018). Dès le lendemain, le ministre des finances actuel (et gendre du président), Berat Albayrak, jusque-là largement considéré comme son successeur désigné, annonçait par un simple

post sur *Instagram* sa démission pour «raison de santé». Les relations entre Albayrak et Agbal sont notoirement exécrales... Ces décisions ont permis une légère remontée provisoire de la livre turque. Le 10, *TurkStat* a publié des chiffres peu convaincants pour le chômage d'août, contestés dès le lendemain par le syndicat DISK dans son propre rapport. Le même jour, un sondage *MetroPoll* indiquait qu'en cas d'élections immédiates, l'AKP obtiendrait moins de 30% des votes (*Bianet*)...

Inquiet, le pouvoir s'est montré de plus en plus nerveux sur l'économie... Le 12, le député HDP de Şırnak, Hüseyin Kaçmaz, a soumis au parlement une question concernant un citoyen arrêté pour avoir critiqué dans une interview télévisée la politique économique du gouvernement. Kaçmaz a rappelé que, selon l'article 26 de la constitution, «toute personne a le droit d'exprimer et de diffuser ses pensées et ses opinions par la parole, par écrit, par l'image ou par d'autres moyens, individuellement ou collectivement», alors que plus de 100.000 enquêtes ont été lancées pour critiques du président turc, et 30.000 personnes sont poursuivies pour cette même raison... (*Bianet*). Le 19, lorsque la Banque centrale a procédé à sa plus forte hausse de taux d'intérêt en deux ans, la livre est immédiatement remontée de 2 % contre le dollar (*Al-Monitor*): pour les investisseurs, on revenait enfin à une politique monétaire sensée...

Parallèlement, la gestion par le gouvernement turc de l'épidémie de COVID-19 est de plus en plus critiquée depuis que le ministre de la Santé a admis fin septembre qu'il ne publiait plus depuis le 29 juillet l'ensemble des chiffres dont il disposait, mais seulement les cas symptomatiques, sous le terme «patients». Selon un document révélé par le député CHP Murat Emir (opposition kémaliste), le nombre de cas réellement répertoriés au 10 septembre atteignait 29.377, vingt fois plus que le nombre officiel, 1.512! Cet artifice de comptage permettait au pouvoir de dissimuler l'ampleur réelle de l'épidémie. Le 14 novembre, les chiffres officiels sont devenus encore moins crédibles lorsque le maire CHP d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu a indiqué que la ville avait enregistré 164 décès causés par une

«maladie infectieuse» alors que le ministère rapportait seulement 92 décès dus au Covid-19 pour l'ensemble du pays! Le 20 novembre, le nombre officiel de décès dépassait 12.000, le plus élevé depuis le premier cas en mars. Comme le ministère n'indiquait pas le nombre total de cas, l'Union des médecins de Turquie (TTB) a publié ses propres chiffres: plus de 47.000 morts. Puis le 23, İmamoğlu a comparé le nombre de décès à Istanbul depuis le 1^{er} novembre aux chiffres des années précédentes: 450 contre 202, 190 ou 180... Déclarant que les chiffres d'İmamoğlu devaient être les vrais, le HDP a appelé le ministre de la Santé, Fahrettin Koca, à démissionner... Ce n'est que le 25 que le ministère a commencé à inclure les cas asymptomatiques dans ses chiffres quotidiens, annonçant 28.351 nouveaux cas (dont 6.814 «patients» symptomatiques), pour un nombre total avoisinant le demi-million: 467.730. Le 27, avec 29.132 nouveaux cas, le nombre de décès du coronavirus s'établissait officiellement à 13.014, et le 28, de nouveau, les chiffres de la municipalité CHP d'Istanbul, 179 décès en 24h, jetaient le doute sur ceux du ministère, 177 pour tout le pays... Au 30, on était à 185 décès pour toute la Turquie... et à 173 pour Istanbul (*Bianet*).

Confronté à l'intérieur à une opinion publique de plus en plus critique, le Président turc a poursuivi la politique extérieure militariste qui lui assure le soutien de son allié d'extrême-droite, le parti ultranationaliste MHP, dont il est de plus en plus dépendant. L'usage comme chair à canon des djihadistes de la soi-disant «Armée nationale syrienne», en réalité une force mercenaire à son service, appuyés par les drones de fabrication turque, lui permet d'éviter des pertes qui

augmenteraient encore son impopularité. À l'intérieur, l'organisation paramilitaire du MHP, les «Loups Gris», est devenue un soutien indispensable à un pouvoir qui se positionne de plus en plus à droite. D'où la colère de M. Erdoğan à l'annonce le 2 de la dissolution de ce mouvement en France après ses attaques contre la communauté arménienne...

Mais l'alliance AKP-MHP commence à connaître des tensions. Après l'annonce par M. Erdoğan le 13 d'une réforme judiciaire, certains dans l'AKP, comme Bülent Arınç, co-fondateur du parti, ancien Vice-premier ministre et membre du Conseil présidentiel, annonçaient soutenir la libération d'Osman Kavala et Salahattin Demirtaş, ce qui a provoqué la rage du MHP. C'est le maffieux ultranationaliste Alaattin Çakıcı, proche ami du leader du MHP Devlet Bahçeli, qui est monté au créneau pour exprimer celle-ci dans plusieurs lettres menaçant le leader du CHP Kemal Kılıçdaroğlu, et qualifiant Kavala et Demirtaş de «traîtres»... Le 24, Arınç, «lâché» par Erdoğan, a démissionné du Conseil présidentiel (*Bianet*). Non seulement, Çakıcı n'a pas été poursuivi pour ses menaces, mais le 30, un tribunal a ordonné l'arrestation d'un homme qui l'avait «insulté» sur les réseaux sociaux, et dont la famille a témoigné avoir été menacée par les Loups Gris (*Duvar*).

Le 2, *TurkSat* publiait les chiffres de la population carcérale turque: 291.546 détenus à la fin 2019, avec 10,1% d'accroissement en un an. En 2010, il y avait en Turquie 163 détenus pour 100.000 habitants; en 2019, on était passé à 351... Le 11, l'association *Civil Society in the Penal System* (CIST) a publié son propre rapport sur les prisons turques, réalisé notamment avec

le soutien de l'ambassade néerlandaise. Le rapport note une augmentation rapide de la population carcérale turque entre 2005 et 2015, encore accélérée après la tentative de coup d'État de 2016, si bien qu'après 2018, «la population carcérale turque était supérieure à la moyenne mondiale», d'où une dégradation des conditions d'hygiène et de respect des droits des détenus, par exemple avec la saisie du courrier (*Bianet*).

Concernant le grave incident des deux citoyens kurdes jetés d'un hélicoptère militaire, Osman Şiban et Servet Turgut (depuis décédé de ses blessures), le député indépendant Ahmet Şık a publié un rapport rendant compte de plusieurs témoignages locaux. Il en ressort que les informations mettant en cause les militaires proviennent des militaires eux-mêmes. Şık a précisé que, selon la déclaration d'Osman Şiban, la chute depuis l'hélicoptère n'est en fait qu'une partie «d'une nuit entière de torture et de lynchage»... Comme dans toutes les affaires les mettant en cause, les autorités n'ont pas ménagé leurs efforts pour réduire au silence tous les journalistes ayant couvert l'affaire. Le 24, après avoir incarcéré le journaliste de l'agence de presse *Mezopotamya* Dindar Karataş, la police a lancé un second raid sur le bureau de *Mezopotamya* à Van, où elle a confisqué du matériel informatique. Le 27, le ministre de l'Intérieur Süleyman Soyly, après avoir confirmé l'ouverture d'une enquête, a tenté d'excuser les coupables en déclarant que «leur commandant avait été assassiné par les terroristes», et qu'il disposait d'«éléments montrant que Osman Şiban avait aidé et soutenu ceux-ci...

Ce n'est malheureusement pas la première exaction antikurde des forces de sécurité, comme est venue le rappeler la conclusion

du procès de l'officier de police qui avait abattu de huit balles à Bağlar (Diyarbakir) durant le Newrouz 2017 Kemal Kurkut, un jeune violoniste kurde de 23 ans. Malgré la réquisition par le procureur de 9 ans de prison pour «violence excessive», le policier a été tout simplement acquitté pour «preuves insuffisantes». La scène avait pourtant été entièrement photographiée par le journaliste de *Roj TV* Abdulrahman Gok. Le policier a déclaré avoir cru que Kurkut portait une bombe et allait commettre un attentat-suicide, alors que les photos montrent que, quand il a été abattu, Kurkut était torse nu car les policiers d'un point de contrôle l'avaient obligé à retirer sa chemise pour vérifier qu'il n'était pas armé! Gok, qui travaille maintenant pour *Mezopotamya*, est accusé de «propagande pour une organisation terroriste» et risque 20 ans de prison (*Rûdaw*, *Al-Monitor*).

Dans une autre affaire, le 22, la famille d'un Kurde de Yüksekova, Şerali Dereli, a raconté à un journaliste de l'agence *Mezopotamya* comment Dereli, un homme âgé en mauvaise santé qui ne sortait guère plus que pour s'occuper de ses deux chevaux, avait été tué par balles le 29 octobre dans son champ avec ses chevaux par les militaires turcs. Quand le HDP a porté la question de l'assassinat de Dereli au parlement, les médias pro-AKP ont accusé la victime d'avoir utilisé ses chevaux pour convoier de la drogue. Lorsque des députés HDP ont assisté à la veillée mortuaire de Dereli, le journal *Sabah* a fait sa une avec le titre «*Le HDP soutient un convoyeur de drogue*»...

Dans encore un autre cas, Bahtiyar Fırat, un Kurde de Hakkari arrivé le 14 octobre à Istanbul pour prendre un avion vers Téhéran, et qui avait dispa-

ru après avoir appelé sa famille pour signaler que son taxi était suivi, a finalement été retrouvé le 30. Détenu dans un commissariat de la ville, il portait des marques de coups et de torture sur le corps, et était si choqué qu'il était incapable de parler (*Duvar*).

La répression des activités culturelles kurdes s'est également poursuivie. Ainsi la pièce de théâtre *Bêrû*, (*Sans visage*) une adaptation kurde de la pièce *Klaxon, trompettes... et pétarades* du prix Nobel italien Dario Fo, dont une représentation avait déjà été interdite à Istanbul en octobre, a de nouveau été interdite, cette fois à Şanlıurfa. Comme pour la première interdiction, la troupe de théâtre n'a été prévenue qu'au dernier moment; le barreau de la ville a indiqué sur Twitter que la décision avait été délibérément prise après les heures de travail (*SCF*).

Quant à la «réforme judiciaire» annoncée par Erdoğan, elle s'est révélée très largement cosmétique. La liste des arrestations et des condamnations pour motifs politiques, déjà bien longue, a continué de s'allonger durant novembre. Après des arrestations les derniers jours d'octobre de membres du HDP à Istanbul, Nusaybin et Adana, le 4 novembre, Kadriye Tören et Ali Coşkun, co-présidents HDP d'Osmaniye ont été incarcérés, avant d'être inculpés de terrorisme le 9. Le 6, dans le cadre de l'enquête sur le Congrès pour une société démocratique (DTK), 26 membres du Syndicat des travailleurs de l'éducation et des sciences (*Eğitim-Sen*) ont été incarcérés dans une série de raids lancés à Diyarbakir (*Bianet*). Le 9 à Şırnak (Cizre), dix membres du HDP ont été arrêtés dans des raids lancés sur leur domicile, parfois avec des brutalités. La co-maire destituée de Cizre, Berivan Kutlu a aussi été

arrêtée, comme la co-présidente HDP de Şırnak, Güler Tunç, contre laquelle neuf enquêtes différentes ont été ouvertes. L'une d'elles aurait pour motif qu'elle s'était rendue sur la tombe de son mari et son beau-frère tués par l'armée turque en 2015 pendant le couvre-feu sur Cizre! Huit membres du conseil municipal de Cizre ont également été arrêtés (*Bianet*). Le 10, Murat Aydın, membre de l'Assemblée du HDP, a été arrêté à Bingöl. Selon l'agence *Mezopotamya*, il a été accusé d'«appartenance à une organisation». Le 12, une dizaine de personnes ont aussi été arrêtées à Özalp (Van), dont plusieurs membres du HDP, ainsi que deux autres membres de ce parti à Horasan (Erzurum) et un à Kahramanmaraş. À Mardin, le maire du district de Derik, Abdulkarim Erdem, précédemment destitué, a été condamné à 95 mois de prison pour «appartenance à une organisation terroriste» en même temps que six autres prévenus. Le 13 très tôt, la police a lancé de nouveaux raids à Diyarbakir, arrêtant au moins 12 personnes, dont le co-maire destitué de la municipalité de Sur, Cemal Özdemir et sa collègue féminine, Filiz Buluttekin, ainsi que quatre soignants licenciés précédemment par des décrets-lois. Durant l'une des perquisitions, les policiers ont pointé leurs armes sur des enfants (*RojInfo*).

Tôt le matin du 20, dans un coup de filet antikurde de grande ampleur, la police, toujours dans le cadre de l'enquête sur le DTK, a interpellé dans des raids domiciliaires 72 personnes à Diyarbakir, Adiyaman, Istanbul et Izmir. Du matériel informatique a été saisi. Parmi les personnes arrêtées figurent des responsables politiques, des médecins, avocats, journalistes et militants de la société civile, et notamment 24 avocats, dont

17 appartenant au barreau de Diyarbakir. Une autre procédure judiciaire visant les anciens dirigeants du barreau de Diyarbakir pour avoir commémoré le génocide arménien et utilisé le mot «Kurdistan» dans leurs déclarations est aussi en cours. Au total, des mandats ont été établis pour 101 personnes. «Hier on parlait de réforme, aujourd'hui nouvelle répression contre les Kurdes», a tweeté Emma Sinclair-Webb, directrice de *Human Rights Watch* pour la Turquie. La Commission internationale des juristes (CIJ) s'est jointe aux appels en faveur de la libération immédiate de tous les détenus (*Al-Monitor*, *AFP*). Un acte d'accusation a également été préparé contre les «Mères du Samedi», a-t-on appris le 23. Plus spécifiquement, sont visées les 46 personnes arrêtées en août 2018 quand la police a attaqué le 700^e rassemblement de ces femmes qui se rassemblent chaque samedi Place Galatasaray à Istanbul pour demander des nouvelles de leurs enfants disparus. Accusés de «participation non armée à des manifestations et des marches illégales» et de «refus de se disperser malgré les avertissements», ils risquent une condamnation pour infraction à la loi sur les manifestations (*Bianet*).

À Diyarbakir, Eşref Mamedoğlu, membre du HDP, a été condamné à dix ans et sept mois de prison pour «propagande terroriste» et «appartenance à une organisation terroriste» (*WKI*). Le 26 au matin, en une nouvelle opération policière, 26 activistes kurdes ont été interpellés chez eux tôt le matin à Istanbul (*Kurdistan au Féminin*). Le même jour, à Diyarbakir, le député HDP d'Antalya, Kemal Bulbul, a été condamné à six ans et trois mois de prison pour «appartenance à une organisation terroriste». A été retenue contre lui sa participation à une réunion du DTK il y a plus de deux ans. Bulbul a indiqué avoir été invité par le DTK

comme responsable de deux organisations d'Alévis, ajoutant que s'il était invité aujourd'hui, il y assisterait à nouveau. Son avocat a fait appel du jugement (*Rûdaw*). Le 27, cinq membres du conseil d'administration de la Chambre des architectes de Diyarbakir ont été arrêtés, tandis que 15 autres étaient incarcérés lors de raids domiciliaires à Batman et que Cemile Altan, membre du conseil municipal de Siirt, était arrêtée (*Ahval*). La même nuit, la police a lancé un raid nocturne sur le bureau du HDP à Van. Les policiers ont changé les serrures des locaux, laissant les nouvelles clés sur les portes ainsi qu'un message sur un tableau blanc: «*Salam alaikum*, nous sommes ici» (*Bianet*)...

Selon le décompte de l'agence *Mezopotamya*, au 28 novembre, depuis l'annonce de la «réforme judiciaire» faite par M. Erdoğan le 13, une réforme sensée selon le président turc mettre davantage l'accent sur le respect des droits humains, au moins 415 personnes avaient été interpellées, et onze d'entre elles ensuite formellement arrêtées... En fin de mois, on approchait les 500 arrestations (*Ahval*, *WKI*).

Parallèlement, les attaques contre les journalistes ayant le tort de couvrir des sujets non appréciés du pouvoir se sont poursuivies. Le 10, le journaliste Çağlar Tekin, de *Tele-1 TV*, a été brièvement incarcéré pour avoir publié en 2016 des photos montrant des membres de Daech utilisant des véhicules militaires pris à l'armée turque – des photos déjà publiées par l'agence d'État *Anatolie*, puis ensuite supprimées. Le 26, la police antiterroriste a lancé à Istanbul un raid contre des journalistes, des responsables politiques et des défenseurs des droits humains dans lequel 19 personnes ont été appréhendées, sur 25 recher-

chées (*Bianet*). La condamnation le 10 novembre de la Turquie par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) pour avoir, après la tentative de coup d'État de 2016, mis en détention provisoire dix journalistes du journal d'opposition *Cumhuriyet* ne semble guère avoir impressionné les autorités turques. La CEDH a jugé que les détentions ne reposaient sur aucune raison plausible, et que les articles incrimi-

nés ne contenaient «aucun soutien ni promotion de l'usage de la violence dans le domaine politique», et a condamné l'État turc à verser 16.000 euros pour dommage moral à chacun des journalistes (*AFP*).

Enfin, c'est le 26 que s'est conclu à Ankara le procès de la tentative de coup d'État de juillet 2016. 337 des 475 prévenus, officiers (dont des généraux) et civils, ont été

condamnés à des peines de réclusion à perpétuité pour leur implication, 60 à des peines allant de six à seize ans, et 75 acquittements ont été prononcés. Ce n'est pourtant qu'une petite partie des condamnations déjà prononcées, puisque la tentative a fait l'objet de pas moins de 290 procès, dans lesquels plus de 2.500 condamnations à perpétuité ont déjà été prononcées... (*Le Monde*)

BÜLENT ARINÇ : « LIBÉREZ DEMIRTAŞ ET KAVALA »

J'ai protesté en lisant les actes d'accusation contre Demirtaş, Kavala»: Le membre du Haut Conseil consultatif présidentiel Bülent Arınç, qui est également l'un des membres fondateurs du parti au pouvoir pour la justice et le développement (AKP) et un ancien président du Parlement, a fait des remarques sur la détention préventive continue de Selahattin Demirtaş, l'ancien coprésident de le Parti démocratique des peuples (HDP) et Osman Kavala, l'homme d'affaires et défenseur des droits arrêté. En assistant à une émission en direct sur *Habertürk TV* le 19 novembre, Arınç a évoqué les actes d'accusation contre Kavala et Demirtaş et a déclaré: «Je pensais qu'ils ne pouvaient même pas être l'œuvre d'un enfant, j'avais même envie de porter ma robe d'avocat». Exprimant son «étonnement» que Kavala soit toujours arrêté, il a déclaré: «Demirtaş peut également être libéré».

Arınç a brièvement dit ce qui suit: «Il est à la fois possible qu'un acte d'accusation soit déposé contre une personne arrêtée depuis 3-4 ans et qu'il ou elle soit libéré avec cet acte d'accusation. Je dis cela en me fondant sur le principe d'exceptionnalité de l'arrestation, en invoquant le principe que «l'arresta-

tion ne doit pas devenir une punition».

«Alors que la question de Demirtaş a été soulevée, je voudrais dire quelque chose à ceux qui nous écoutent maintenant. Il y a un très beau livre d'histoires écrit par Demirtaş, son nom est *Devran* [traduit en français sous le titre «Et tournera la roue»]. S'il vous plaît, achetez et lisez-le. Je l'ai lu dans ce processus. Vous ne changerez peut-être pas votre point de vue sur Demirtaş après l'avoir lu, mais tant de choses changeront dans vos esprits sur les Kurdes et le traumatisme subi par les Kurdes. [...] L'un des [groupes] lésés de ce pays est les Kurdes. Nous avons tous besoin de lire ce qui s'est passé dans la prison de Diyarbakir en 1980 [période du coup d'État militaire] à partir des histoires de *Devran*.

«Lorsque j'étais vice-Premier ministre, certaines personnes ont été libérées dans le cadre du processus de règlement [pour la question kurde]. Cela [il] peut également être libéré. Les juges, les procureurs et les tribunaux devraient penser de manière libérale. Même s'il n'est pas écrit comme tel, «penser de manière libérale» est à la base de la réforme judiciaire qui doit être introduite aujourd'hui.

Et, à propos d'Osman Kavala:

«Les allégations contre Kavala ont été rassemblées dans un nouvel acte d'accusation. Mais l'homme est arrêté depuis 2017». [...] «Ils m'apportent des actes d'accusation, ils pensent peut-être [hautement] à moi. Je l'ai lu. Je suis étonné qu'il soit toujours arrêté. Il a besoin d'être libéré. Je dis cela sur la base de ce que j'ai lu. Je ne suis ni juge ni procureur. Chers juges et procureurs... En droit pénal, vous ne pouvez pas simplement briser le cœur d'une personne en deux et regarder ce qu'il y a dedans. Vous ne pouvez pas fabriquer des preuves fondées sur le doute, la suspicion ou la comparaison. [...] J'ai été avocat pénaliste pendant 30 ans. Quand j'ai lu ces actes d'accusation, j'ai protesté en disant: «Ce ne pouvait même pas être le travail d'un enfant». «En fait, quand j'ai dit: "J'ai envie de porter ma robe d'avocat", un troll de notre cercle m'a dénoncé en m'appelant "Bülo en robe". Les gens qui connaissent la loi pourraient penser que ces accusations sont décousues, ils pourraient tout aussi bien penser que cela vise à affaiblir une certaine perception. N'est-ce pas ce qui s'est passé avec le pasteur [Andrew] Brunson? N'est-ce pas ce qui s'est passé avec [le journaliste] Deniz Yücel? Ils se sont rencontrés à Büyükkada, oh les traîtres, qui sait de quoi ils ont

parlé là-bas... Nous ne pouvons briser le cœur de personne en deux et regarder là-dedans. Nous saurons de quoi ils ont parlé. Nous saurons pourquoi ils se sont rencontrés. Nous saurons s'ils ont agi conformément à ce qu'ils ont fait, nous examinerons le début de l'incident matériel. [...] Je dis cela en tant que personne de droit, ces personnes devraient être libérées, au moins par mesure de précaution. Le tribunal pourrait rendre son jugement. Parce que le jugement qui doit être rendu par ce tribunal a

un mécanisme de contrôle. Il ira d'abord à la cour d'appel puis à la Cour de cassation».

Ces déclarations ont valu à l'ex-Vice Premier ministre des critiques virulentes du président Erdogan et de son allié d'extrême droite Devlet Bahçeli. Devant le tollé suscité dans les médias, M. Arinç s'est dit meurtri et a démissionné de son poste au Haut Conseil présidentiel.

Par ailleurs, l'ex-député de Diyarbakir et cofondateur de

l'AKP Ihsan Arslan a été déféré à l'unanimité de la direction de l'AKP devant le conseil de discipline de ce parti. Son crime: avoir déclaré dans un entretien avec la section turque de la BBC qu'il pensait «qu'on n'était pas très loin d'une transition vers un système parlementaire».

Dans la Turquie d'Erdogan, même les vétérans de son parti n'ont pas la liberté d'opinion. Ils doivent suivre le chef (*Reis*) sans broncher et sans exprimer la moindre opinion personnelle.

ROJAVA : CRAINTE D'UNE NOUVELLE OFFENSIVE MILITAIRE TURQUE DURANT LA PÉRIODE DE TRANSITION POST-ÉLECTORALE AUX ÉTATS-UNIS

Les deux principales forces politiques kurdes en Syrie, le Parti de l'unité nationale kurde (PYNK), alliance récente de partis proches de l'Administration autonome du Nord-Est syrien (AANES), et le Conseil national kurde (CNK, ENKS en kurde), dans l'opposition à l'AANES, ont toutes deux déclaré ce mois que, contrairement à ce qu'affirment certains médias locaux, les pourparlers qu'elles avaient engagés depuis juin, sous médiation américaine et française, n'avaient pas échoué, mais étaient seulement suspendus. Notamment, Mazloum Abdi, commandant des Forces démocratiques syriennes (FDS), a indiqué à *Al-Monitor* avoir reçu récemment une délégation ENKS venue d'Erbil. À Washington, Sinem Mohamed, représentante aux États-Unis du Conseil démocratique syrien (CDS), l'aile politique des FDS, a déclaré le 10 lors d'un événement public que les discussions se concentraient désormais sur la manière dont l'ENKS pourrait participer à l'administration locale. Elle a cependant ajouté que le volet

militaire, et notamment la participation des «Rojava Peshmergas», pour l'instant toujours stationnés sur le territoire irakien, n'avait pas encore été abordé. Par ailleurs, le «Front Paix et Liberté», un groupe d'opposition créé l'été dernier par l'ENKS et plusieurs partis d'opposition assyriens et arabes, a confirmé son soutien au dialogue intra-kurde. Son porte-parole Gabriel Moushe, membre de l'Organisation démocratique assyrienne (ODA) a déclaré le 9 à *Kurdistan-24* que «à l'avenir, nous voulons que toutes les composantes [ethniques] et nations de la région, y compris les Assyriens, les Syriaques, les Chaldéens, les Arabes et les Kurdes, participent à ces négociations, afin que l'administration actuelle puisse être ré-établie de manière juste». Ajoutant que l'ODA avait envisagé de rejoindre l'AANES en 2014, mais que les pourparlers avaient échoué, Moushe a exprimé l'espoir que d'autres communautés ethniques rejoignent une nouvelle administration plus inclusive et démocratique (*Kurdistan-24*). Le 9, le commandant des FDS a dans une interview à *Al-Monitor*

déclaré: «Si ces pourparlers [intra-kurdes] aboutissent [...], je suis convaincu que cela aura un impact positif sur nos liens avec la Turquie. Cela priverait la Turquie de prétextes pour son hostilité permanente contre nous». Montrant un optimisme prudent en déclarant espérer que la victoire du démocrate Joe Biden aux États-Unis mènerait à un changement d'attitude d'Ankara à l'égard du Rojava, il a indiqué être prêt pour des discussions avec la Turquie sans conditions préalables (*WKI, Al-Monitor*).

Cependant, la Turquie, qui a déjà lancé trois opérations militaires contre l'AANES et occupe une partie de son territoire, maintient sur celle-ci malgré deux cessez-le-feu, négociés respectivement avec les médiations russe et américaine, une pression militaire quasi-permanente, soit directement, soit au travers de ses mercenaires djihadistes. Ceux-ci lancent régulièrement des tirs sur des villes situées juste au-delà de leur zone de contrôle, comme Manbij, Aïn Issa ou Girê Spî (Tall Abyad), tandis que les drones turcs multiplient les survols.

Parallèlement, la Turquie consolide sa présence dans les territoires syriens qu'elle contrôle: au nord de Kobané et entre Amûdê et Darbasiya (Djéziré), elle construit le long de la frontière des murs qui empiètent largement sur le territoire syrien, annexant *de facto* des villages en violation du droit international. Selon l'Organisation des Droits humains de Cizîr, la même méthode a été utilisée à Afrin pour annexer 2.700 hectares, accompagnant la destruction d'environ 13.000 oliviers et pistachiers.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a rapporté le 8 que les FDS et les mercenaires pro-turcs s'étaient opposés dans de violents engagements à Shahba, à l'ouest d'Afrîn, qui avaient fait des victimes des deux côtés. En milieu de mois, les affrontements se sont encore intensifiés près de Ain Issa et de l'autoroute stratégique M4, et au moins cinq civils ont été blessés par des tirs turcs. La Turquie a également bombardé des positions des FDS près de Girê Spi (Tell Abyad). Le 17 au soir, le Centre d'information du Rojava a rapporté de nouveaux bombardements d'artillerie lourde de mercenaires pro-turcs sur des villages près d'Ain Issa, Seda et Malik, le camp de déplacés, et la route internationale M4 (*Kurdistan-24*). Le 22 au soir près d'Ain Issa, selon l'OSDH, de nouveaux affrontements entre FDS et mercenaires djihadistes pro-turcs ont fait au moins 11 morts parmi ces derniers, dans certains des combats les plus intenses des dernières semaines entre les deux camps. Ceux-ci ont commencé après que les djihadistes ont lancé une attaque sur les positions des combattants FDS, dont un nombre non spécifié ont également été blessés ou tués. Le 23, devant l'avance des mercenaires pro-turcs, les FDS

ont miné les abords du village de Ma'laq, près d'Ain Issa, avant de s'en retirer. Les mines ont fait de nombreux morts parmi ces derniers: d'abord établi à 21, le bilan est ensuite monté à 31, soit les pertes les plus lourdes en une seule opération pour ces djihadistes depuis leur prise de contrôle de Tell Abyad en octobre 2019. Les forces russes stationnées à Ain Issa ont apporté leur médiation pour la restitution des corps par les FDS (*WKI, OSDH*).

Le 24, Aram Hanna, porte-parole du Conseil militaire syriaque, membre des FDS, a déclaré que les tirs d'artillerie turcs sur Ain Issa et ses environs, comme sur la petite ville chrétienne de Tell Tamr, déjà incessants auparavant, s'étaient accrus après les élections américaines du 3 novembre. L'information a été confirmée le 27 par le porte-parole des FDS, Kino Gabriel, qui a indiqué que si la situation avait été calme les mois précédents, les attaques turques s'étaient intensifiées la dernière semaine. La co-présidente du Comité exécutif du Conseil démocratique syrien, Ilham Ahmed, a accusé la Russie, qui s'était portée garante du cessez-le-feu, d'être en partie responsable par son inaction de son non-respect par la Turquie, puisqu'elle a des forces stationnées à Ain Issa (*Kurdistan-24*). Le 29, les FDS ont publié un communiqué dénonçant les lourds bombardements des trois jours précédents sur la ligne de front d'Ain Issa et surtout ceux lancés tôt le matin même sur les villages de la zone Tall Abyad / Girê Spî, qui ont visé directement des habitations de civils et blessé deux enfants.

Cet accroissement récent des activités militaires turques contre le Rojava, ainsi que les nombreux vols de reconnaissance près de Serê Kaniyê (Ras al-

Ain) et le récent retrait de sections du mur dans la région de Darbasiyah (*RojInfo*) font craindre à la population civile le déclenchement d'une nouvelle offensive turque. Le 26, *Ahval* s'est demandé si la Turquie ne se préparait pas à utiliser sa dernière «fenêtre de tir» avant l'arrivée au pouvoir aux États-Unis de Joe Biden pour prendre la nouvelle administration de vitesse en lançant une nouvelle offensive en pleine période de transition. Le site d'actualités a rappelé que début octobre, le parlement turc avait approuvé un projet de loi prolongeant l'autorisation des campagnes militaires transfrontalières en Syrie et en Irak jusqu'au 30 octobre 2021...

Parallèlement, informations et témoignages sur les exactions des mercenaires djihadistes de la Turquie dans les territoires qu'ils contrôlent continuent à s'accumuler. Le 2, le *Morning Star* a publié un témoignage particulièrement effrayant d'une femme kurde d'Afrin arrêtée chez elle en avril 2018, puis emmenée côté turc à Kilis où elle est passée en jugement, avant d'être remmenée à Afrin pour y être incarcérée: «J'ai moi-même assisté à l'assassinat dans la prison de la ville de Kilis de quatre jeunes gens de 25 à 30 ans», a-t-elle déclaré. «Un homme âgé a également perdu la vie suite à de graves tortures». Détenue cinq mois, elle a été nourrie de porc et d'aliments avariés, avec une quantité d'eau insuffisante. Elle a vu des femmes fouettées et une suspendue la tête en bas et frappée jusqu'à perdre connaissance. Selon elle, les mercenaires ont justifié leurs actes en affirmant que «torturer les femmes kurdes est *halal*». Elle a indiqué que parmi les prisonniers d'Afrin, se trouvaient aussi des enfants de 5 à 12 ans, également soumis à la torture... Selon le projet *Missing Afrin Women*, 161 femmes ont été enle-

vées depuis mars 2018. Environ un tiers ont été libérées, mais on ignore où se trouvent les autres... Au total, des centaines de Kurdes ont été kidnappés depuis les invasions turques d'Afrin et du Nord-Est syrien, la plupart ayant été assassinés ou objets de demandes de rançon.

Selon les médias kurdes locaux, deux habitants d'Afrin, Bader Kutu et Mustafin Kolin, ont été enlevés en début de mois par les mercenaires djihadistes. Le 11, l'organisation de défense des droits humains d'Afrin a affirmé qu'un Kurde de 35 ans, Luqman Yusef Mustafa, arrêté le 3 septembre dernier à Jindiris, était mort sous la torture aux mains du MIT, les services secrets turcs dans la tristement célèbre prison de Ma'aratah, à cinq kilomètres à l'ouest d'Afrin. Selon l'organisation, le corps de la victime a été remis à sa famille le 10 novembre pour être enterré dans un quartier de Jindiris «sous la surveillance étroite des services de renseignement et de la police militaire turcs». *Kurdistan-24*, qui rapporte l'information, précise qu'il n'a pu en obtenir confirmation d'autres sources, mais aussi bien l'organisation que l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) ont rapporté que l'administration de la prison avait déclaré que l'homme était mort d'une crise cardiaque, et les deux sources concourent à estimer que le rapport médical en question a été fabriqué de toutes pièces, tandis que la famille accuse les mercenaires d'avoir «torturé leur fils à mort»...

Thomas McClure, un chercheur basé sur place du *Centre d'information sur le Rojava*, a déclaré à *Kurdistan-24* que «des dizaines d'arrestations» au cours des deux derniers mois avaient visé des membres kurdes des conseils locaux que la Turquie avait mis en place à Afrin pour tenter de

légitimer son occupation. Près de 25 d'entre eux sont toujours détenus. Pour McClure, la Turquie cherche à saboter les discussions en cours entre l'AANES et l'ENKS tout en en profitant pour rééquilibrer à son profit la composition ethnique de la région qu'elle occupe: «La torture et le meurtre de M. Mustafa montrent encore une fois que la Turquie bloque toute tentative d'avancée vers la paix et un nouveau règlement politique en Syrie», a-t-il conclu.

Durant novembre, les FDS ont aussi poursuivi leurs actions contre Daech, annonçant en début de mois la capture fin octobre d'un commandant de cette organisation, connu sous le nom d'Abu Jihad Al-Ansari, et de sept autres djihadistes à Al-Busayra, dans la province de Deir Ezzor (*OSDH*, *WKI*). La semaine suivante, les FDS ont annoncé l'arrestation, lors de plusieurs raids menés avec soutien aérien américain, de quatre djihadistes dans la même région, qui semble être devenue un centre d'activités de Daech. Durant la deuxième semaine du mois, les FDS ont annoncé la capture de trois djihadistes à Jadîd Eked, Shadadi et Al-Hol dans des opérations de sécurité menées conjointement avec la coalition anti-Daech, tandis que deux combattants des FDS étaient tués dans une attaque sur un village de Deir Ezzor. De nouveaux raids lancés en fin de mois ont permis de capturer huit autres djihadistes dans cette région (*WKI*).

Le 16, les forces de sécurité kurdes ont encadré le départ du camp d'Al-Hol de 515 Syriens, déplacés ou membres de familles de combattants de Daech, en majorité des femmes et des enfants appartenant à plus 120 familles. Cette vague de départs, annoncée par le CDS dans un

communiqué, était la première depuis l'annonce le mois dernier par l'AANES que des milliers de Syriens allaient être autorisés à retourner dans leur région d'origine. Près de 10.000 personnes devraient au total pouvoir quitter le camp, qui selon l'ONU abrite plus de 64.000 personnes, dont une majorité d'Irakiens et 24.300 Syriens. Quelque 6.000 Syriens avaient déjà quitté le camp par vagues successives suite à des négociations avec des chefs de tribus arabes, majoritaires dans l'Est syrien. À la mi-octobre, 600 ex-membres de Daech avaient également été libérés suite à une amnistie générale (*AFP*).

Concernant la pandémie de COVID-19, alors que la Syrie, frappée par une seconde vague, continue à tenter de dissimuler son ampleur, le virus se répand aussi dans la région administrée par l'AANES. Le 10, l'Institut kurde de Washington (*WKI*) annonçait au Rojava au moins 5.000 cas et 143 décès. L'administration autonome a réagi à ces chiffres en prolongeant de deux semaines le verrouillage partiel mis en place sur son territoire. Le 23, la Dr. Jiwan Mustafa, co-présidente de l'Autorité de santé de l'AANES a indiqué que la région avait connu 100 nouveaux cas en une semaine, 53 hommes et 47 femmes, soit un total de 6.691 cas depuis le début de la pandémie, dont 183 étaient décédés. Pour tenter de limiter les risques de propagation, la coalition anti-Daech a distribué à 26.500 membres des forces de sécurité kurdes, les *asayish*, masques, gants et désinfectant pour les mains et les surfaces, et des ateliers de formation aux gestes barrières ont également été organisés (*Syrian Democratic Times*).

Sur le plan de la politique intérieure, l'AANES a poursuivi son

dialogue avec la société civile au travers d'une série de consultations tenues dans tout le Nord-Est syrien, et en particulier avec des leaders tribaux arabes. Ces différentes réunions, désignées sous le nom de «Symposium national», ont abouti à l'annonce de réformes visant à améliorer aussi bien l'inclusion politique que les conditions de vie au niveau économique dans la région de l'administration autonome. Comme dans le reste de la Syrie, la pandémie de COVID-19 et la forte dépréciation de la livre syrienne ont eu des conséquences désastreuses pour la région. Le volet économique des réformes annoncées inclut un contrôle des prix, un soutien renforcé à l'agriculture, et «l'auto-gestion des produits de base», ce qui pourrait inclure le pétrole de Deir Ezzor. Sur le plan politique, des élections locales devraient être tenues dans un délai d'un an. La tribu arabe des Aqidat notamment, dont les leaders ont été dernièrement visés par plusieurs assassinats, avait fait des

demandes précises à l'AANES et à la coalition anti-Daech. Des «mesures de lutte contre la contrebande, la bureaucratie et la corruption» ont également été annoncées (WKI).

Par ailleurs, l'AANES a suscité l'approbation de la vice-présidente du Conseil américain pour la liberté religieuse internationale (USCIRF), Nadine Maenza, qui s'est rendue sur place fin octobre en un voyage non-officiel et y est demeurée plusieurs semaines avant de gagner la Région du Kurdistan d'Irak, où elle a accordé le 21 une interview à la chaîne kurde locale *Rûdaw*. Elle a rapporté avoir été surprise très positivement par l'inclusion des minorités dans la gouvernance locale, l'égalité de genre et la liberté religieuse qu'elle a constatées au Rojava. Elle a notamment déclaré que c'étaient les Kurdes de Syrie qui avaient mis la région sur la voie qu'elle suivait actuellement: «L'autonomie a commencé dans les régions kurdes», a-t-elle indiqué, ajoutant qu'elle

attribuait la note de «dix sur dix» à l'AANES en matière de liberté religieuse. Concernant l'hostilité turque à l'égard du Rojava, elle a déclaré: «L'histoire utilisée par la Turquie pour justifier son invasion, selon laquelle les citoyens du Nord-est syrien sont des terroristes, est ridicule. [Le gouvernement du Rojava] défend la liberté religieuse, l'égalité des sexes, et même les jardins». Mme Maenza a encouragé la communauté internationale à condamner la politique turque, et en particulier les «atrocités horribles commises contre les minorités religieuses dans les zones que la Turquie occupe en Syrie». Très critique de la politique du Président turc, elle a affirmé: «Il est temps que le gouvernement américain envisage des sanctions car le président Erdoğan a certainement ignoré les instructions du président Trump. [...] Il a fait exactement ce qu'il avait dit qu'il ne ferait pas, commettre des atrocités, tuer des gens... l'administration devrait envisager de sévères sanctions».

BAGDAD :

LA MAJORITE ARABE DU PARLEMENT IRAKIEN REMET EN CAUSE LE BUDGET DU KURDISTAN

Le 12 novembre, le parlement irakien a adopté un texte de loi de financement d'urgence autorisant le gouvernement à emprunter sur le marché international. Même si les députés n'ont approuvé qu'un tiers du montant demandé, 10 milliards de dollars sur 35, celui-ci devrait permettre au gouvernement de boucler un budget mis à mal par la baisse des cours du pétrole. Mais pour la Région du Kurdistan, l'aspect le plus important de cette session est le conflit qui a opposé les députés kurdes à leurs collègues chiites et à une partie des sunnites. Ceux-ci ont fait adopter un article

selon lequel le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) ne recevra sa part du budget fédéral que s'il remet à Bagdad les revenus générés par ses propres exportations de pétrole. S'opposant à ce que leur budget soit lié à des questions pétrolières non encore résolues entre Bagdad et leur Région, les députés kurdes ont quitté la salle (*Reuters*). La loi, incluant l'article 5(2) contesté par les Kurdes, a été votée en leur absence, par la majorité arabe.

En août dernier, Bagdad et Erbil s'étaient accordés sur un paiement mensuel de 270 millions de dollars (un montant bien infé-

rieur au budget antérieur du GRK, dont le fonctionnement nécessite 780 millions de dollars) en échange de la fourniture quotidienne de 250.000 barils de pétrole. L'amendement de la commission des finances du Parlement a introduit comme nouvelle condition le transfert à Bagdad de l'ensemble des revenus pétroliers du GRK plus ceux de ses douanes, ce qui réduirait les revenus mensuels du GRK de 764 à 293 millions de dollars (WKI). Avant même l'adoption de l'article controversé, le deuxième vice-président du Parlement irakien a qualifié cette exigence de «déclaration de guerre».

Le 15 à Erbil, les trois présidences de la Région du Kurdistan, le président du Parlement, le Premier ministre et le Président de la Région, ont tenu une réunion pour discuter cette loi. Dans son discours d'ouverture, le président Nechirvan Barzani a critiqué «le langage et le ton» du projet de loi, comme «ceux de la punition» et un contenu «contraire aux principes de coexistence, d'équilibre des pouvoirs et de coopération, qui sont les principes les plus importants sur lesquels l'Irak a été construit en 2003...». Il a exprimé son inquiétude devant une évolution dangereuse du pays. Se référant à l'accord intérimaire passé en août, que le GRK avait accepté malgré un budget d'un montant «bien inférieur à ce que nous devrions légalement recevoir», il a déclaré que la nouvelle loi avait coupé court au processus entamé jusqu'à ce qu'un accord définitif soit trouvé sur la loi de finances 2021 «par l'intermédiaire de la société SOMO sur la part des revenus pétroliers de la région». Il a cependant réitéré la volonté du GRK de poursuivre les négociations: «Le pétrole n'est pas le seul problème entre nous et Bagdad. Nous avons également d'autres problèmes sérieux et si nous ne les résolvons pas, l'Irak ne sera pas en mesure de maintenir sa stabilité», a-t-il ajouté avant d'appeler les Nations Unies à intervenir pour aider à «résoudre les désaccords entre les deux parties». Répondant ensuite aux questions des journalistes, Nechirvan Barzani a indiqué qu'une délégation se rendrait rapidement à Bagdad pour tenter de trouver une solution.

De son côté, aussitôt après le vote de la loi, le chef du PDK, Massoud Barzani, a qualifié celle-ci de «coup de poignard dans le dos du peuple du Kurdistan» (*Kurdistan-24*).

Le 25, le GRK a décidé d'envoyer à Bagdad un courrier officiel demandant la part du budget de la Région pour les quatre mois de mai, juin, juillet et octobre, précisant que «le retard du paiement de la part du budget n'est pas lié à l'adoption récente d'une loi litigieuse sur le déficit fiscal, et constitue «une violation des droits légitimes du peuple kurde»: selon l'accord signé en août, le cabinet Kadhimi devait envoyer mensuellement 320 milliards de dinars (268 millions de dollars).

Le 26, le Premier ministre irakien a promis au vice-président du Parlement Basheer Haddad de verser les salaires d'octobre aux fonctionnaires du Kurdistan. Cette promesse a provoqué une vive réaction des membres de l'alliance Sayrûn de Muqtada Sadr et de la coalition Nasr de l'ancien Premier ministre Haider al-Abadi: «Le premier ministre ne peut pas envoyer cet argent au Kurdistan», a déclaré à *Rûdaw* Falah Abdulkareem, de *Nasr*, «s'il le fait, il sera poursuivi en justice».

Le 29, le porte-parole du GRK, Jutyar Adil, a assuré sur la chaîne kurde *Rûdaw* que, selon les instructions du Premier ministre, celui-ci commencerait rapidement à distribuer les salaires, que Bagdad verse le budget ou non. Il a ajouté que le GRK «respecte son obligation d'envoyer [à Bagdad] plus de 250.000 barils de pétrole par jour, ce qui représente 50 % des revenus générés par le passage des frontières», et qu'il respecterait la loi budgétaire irakienne malgré son profond désaccord avec celle-ci.

Les conséquences de ce bras de fer budgétaire n'ont pas tardé. La dernière semaine du mois, des enseignants d'écoles kurdes sont entrés en grève à Kirkouk. Le 30, le Parlement d'Erbil a reporté la

session prévue pour discuter des salaires et des moyens prévus par le GRK pour obtenir un accord avec Bagdad.

Durant ce mois, l'organisation djihadiste Daech a poursuivi ses attentats dans la zone séparant les lignes des militaires irakiens de celles des pechmergas kurdes. En début de mois, ces derniers ont lancé des attaques contre les djihadistes dans la région de Qarachokh (Makhmour) avec le soutien de la coalition anti-Daech. À Kirkouk, les forces de sécurité ont arrêté au moins trois commandants de Daech et ont tué un djihadiste préparant un attentat à la bombe et en ont blessé un autre près de Hawija. Cela n'a pas empêché un autre attentat le 9 au cours duquel un policier irakien et un milicien ont été tués et six autres personnes blessées. Dans un effort pour empêcher ces attaques, l'armée irakienne a déployé des troupes supplémentaires dans le district de Hawija, et a également remplacé la police fédérale au nord de la ville de Kirkouk, mais les djihadistes ont poursuivi leurs attentats et leurs enlèvements de civils. Malgré qu'un nouveau raid, toujours près de Hawija, ait permis d'arrêter le 15 deux autres responsables djihadistes, un nouvel officier de police a été tué et deux autres blessés par des snipers dans les jours suivants. La semaine du 16, au moins huit civils et membres des forces de sécurité ont été victimes des djihadistes près de la limite administrative entre les provinces de Salahaddin et de Kirkouk. À l'inverse, 12 djihadistes ont pu être éliminés. Par ailleurs, une des demandes des Kurdes concernant Kirkouk est peut-être sur le point d'être entendue: selon plusieurs médias irakiens, le Premier ministre Mustafa al Kadhimi pourrait prochainement décider de transférer la responsabilité de la sécurité dans la

province aux agences locales de maintien de l'ordre. Ce transfert est demandé par les Kurdes depuis l'imposition de la loi martiale sur la province le 16 octobre 2017 suite au référendum sur l'indépendance du Kurdistan d'Irak.

En fin de mois, les forces de sécurité irakiennes ont arrêté un djihadiste à Hawija et six autres ont été éliminés dans les monts Hamrin par les forces anti-terroristes avec le soutien de la coalition internationale. Enfin, deux hommes kurdes enlevés par Daech près de Touz Khourmatou il y a six mois ont été libérés contre une rançon de 40.000 dollars (WKI).

Concernant le COVID-19, comme le montrent les statistiques mises en ligne par le GRK (<https://gov.krd/coronavirus-en/dashboard/>), le Kurdistan a connu durant novembre une lente décline du nombre de nouveaux cas journaliers, qui avait connu son maximum au 27 octobre avec environ 1.600 cas en 24h, pour descendre au 30 novembre à 415 cas, un nombre encore très élevé pour environ cinq millions d'habitants. Au 23, on était encore à 490 cas et 17 décès. Le 24, le gouverneur d'Erbil, Firat Sofi, a succombé à la maladie. En fin de mois, le nombre total de cas depuis le début de l'épidémie approchait les 100.000 et les 3.000 décès. Pour l'ensemble de l'Irak, où la décline du nombre d'infections quotidiennes a commencé à peu près au même moment qu'au Kurdistan, au 30 on était à 550.000 cas recensés, 2.114 nouveaux cas et 34 décès en 24h pour un total de 12.258 (<https://www.worldometers.info/coronavirus/country/iraq/>).

Le 7, la *Task Force coronavirus* irakienne, un comité fédéral coordonnant la réponse du pays à la maladie, a publié une directive fixant la rentrée scolaire pour fin novembre 2020. En fin de mois, le représentant de l'OMS en Irak, Adham Ismail, sur le départ, a déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec le ministre de la Santé du GRK, Saman Barjinji, être «impressionné» par la réponse du GRK à la pandémie et sa coopération avec sa propre institution (*Kurdistan-24*).

Début novembre, l'opération turque anti-PKK «Griffes du Tigre» sur le sol du Kurdistan d'Irak a de nouveau alimenté les tensions entre Kurdes. Alors que le PDK accuse le PKK, en attirant la Turquie vers le sud, d'être responsable des constantes violations de ses frontières par l'armée turque, et au-delà, de mettre en danger le statut constitutionnel du Kurdistan d'Irak, le PKK, en retour, accuse le PDK de se faire l'agent de la Turquie contre lui... Les tensions avaient déjà été aiguës en octobre par une série d'événements, notamment le 8 octobre, l'assassinat du directeur des forces de sécurité du poste-frontière de Serziri, Gazi Salih Alihan, dont le GRK a accusé le PKK. Celui-ci a rejeté l'accusation, son commandant Murat Karayilan avertissant qu'une fois le PKK éliminé, «la Turquie s'attaquera à Erbil». Puis le 9 est intervenu l'accord entre Bagdad et Erbil sur la gestion du Sindjar, qui visait clairement à en écarter le PKK et les Yézidis qui s'y étaient ralliés. Quelques jours plus tard, le 14 octobre, l'envoi de pechmegas du PDK à Zine Werté (Rawandouz), à l'ouest des monts Qandil, le sanctuaire du PKK à la frontière iranienne,

avait encore augmenté les risques d'affrontement direct PDK-PKK. Après un accrochage et un retrait partiel des forces du PDK, les tensions se sont un peu apaisées, et grâce à l'intervention de personnalités indépendantes, des discussions auraient commencé (*Al-Monitor*). Le 25 octobre, selon un communiqué du GRK daté du 27, l'oléoduc reliant le Kurdistan au port turc de Ceyhan a été frappé par une explosion. Le communiqué n'a pas immédiatement précisé sur quel territoire l'explosion avait eu lieu ni qui en était l'auteur, mais le PKK était un suspect évident...

Le 4 novembre, les tensions PDK-PKK sont remontées quand une attaque du PKK utilisant une bombe artisanale à Chamanke (Dohouk) a tué un peshmerga du PDK et en a blessé deux autres. Le PKK a affirmé que la patrouille avait traversé son territoire et a de nouveau accusé le PDK de soutenir les opérations turques contre lui. Le Premier ministre du GRK a immédiatement dénoncé l'attaque, déclarant que «toute attaque contre les forces des peshmerga constitue une attaque contre la région du Kurdistan, ses institutions et son peuple». Les tensions PDK-PKK se sont quelque peu apaisées, mais la Turquie a poursuivi ses frappes sur le territoire irakien. La deuxième semaine du mois, les avions de chasse turcs ont lancé de nouveaux bombardements sur Sangasar, entre Qandil et Suleimanieh, près du lac de Dokan (WKI). La semaine suivante, dans le cadre de l'accord passé avec le GRK, le gouvernement irakien a déployé au Sinjar trois brigades de la police fédérale.

IRAN : INCAPABLE D'EMPÊCHER LES ATTAQUES SUR SON TERRITOIRE, LE RÉGIME CHERCHE DES BOUCS ÉMISSAIRES AU KURDISTAN

Le 27 novembre, le physicien Mohsen Fakhrizadeh, haut responsable du programme nucléaire iranien, a été assassiné dans la banlieue de Téhéran, en pleine rue dans son véhicule. Qu'une telle opération ait pu être menée démontre l'incapacité du régime, malgré l'omniprésence de ses forces de sécurité, à protéger ses responsables, même sur son propre territoire. Les opérations anti-iraniennes se sont multipliées depuis janvier 2020. Si l'assassinat ciblé par un drone américain du général Ghassem Soleimani a pris place à Bagdad, les attaques suivantes, dont une longue série visait des sites nucléaires ou des raffineries, ont bel et bien eu lieu dans le pays, dont l'explosion du site nucléaire de Natanz le 2 juillet, puis l'assassinat en août en plein Téhéran du numéro deux d'*Al-Qaida*, Abou Mohammed Al-Masri (dont Téhéran a d'ailleurs nié qu'il vivait sur son territoire). Même si l'amiral Ali Shamkhani a accusé l'organisation d'opposition des Moudjahidine du Peuple d'être impliquée dans le dernier assassinat aux côtés des services secrets israéliens (*La Croix, New York Times*), manière d'expliquer la connaissance du terrain qu'implique une telle action, le succès de l'opération n'en constitue pas moins un camouflet pour la République islamique. Et le fait que l'opération ait pu être montée avec pour premier objectif d'embarrasser la future administration Biden (*Le Monde*), comme si la souveraineté iranienne était somme toute une variable secondaire, vient encore aggraver la situation.

En réponse, et pour tenter de se dédouaner de l'accusation d'in-

efficacité, il est à craindre que le régime ne cherche des boucs émissaires chez les Arabes du Khouzistan ou les Kurdes, déjà accusés d'intelligence avec l'ennemi... En effet, dans le *Financial Times*, un responsable du régime a pointé du doigt anonymement les minorités ethniques en déclarant que «la crise économique comme la présence de groupes dissidents politiques et ethniques facilitent le recrutement par Israël de personnes pour perpétrer les assassinats» (*La Croix*). S'il est un point sur lequel il a raison, c'est bien la gravité de la situation économique de ces minorités, gravement discriminées par la politique de Téhéran. Quasiment au même moment que l'assassinat de Fakhrizadeh, le Centre statistique d'Iran publiait son rapport mensuel sur l'indice des prix à la consommation (IPC). Selon ce document, le Kurdistan iranien est toujours l'une des régions les plus pauvres et les moins développées du pays, la province kurde d'Illam connaissant la plus forte augmentation mensuelle des prix à la consommation, soit 8,8%. En termes d'augmentation de l'IPC, la province du Kurdistan (capitale Sanandaj), se classe quatrième, avec +7,1%...

Plus largement, *Le Monde* a publié le 26 sous le titre «La classe moyenne iranienne menacée de disparition par la crise économique», un article parlant d'une économie «minée par une corruption endémique et une mauvaise gestion», et rapportant qu'à cette date, «l'euro s'achetait [...] à presque 300.000 rials au marché noir, soit deux fois plus qu'il y a un an», avant d'ajouter: «Pour assombrir encore ce tableau, la pandémie de Covid-19 a porté un nouveau coup dur

à l'économie du pays, le plus touché de la région avec officiellement 46.207 morts – un chiffre sans doute sous-estimé».

Sous-estimé, certes: les autorités iraniennes semblent avoir remporté le triste record du mensonge d'État concernant la pandémie. À la même date, l'Organisation des Moudjahidine du Peuple d'Iran (OMPI) calculait à partir de sources régionales un nombre de décès près de quatre fois plus élevé, avec un chiffre dépassant 169.000 dans 465 villes du pays. Parmi les chiffres provinciaux calculés par l'OMPI, on comptait 6.170 décès en Azerbaïdjan Occidental, 2.991 au Kurdistan, 3.646 à Kermanshah et 1.695 à Ilam. Au 28, deux jours plus tard, l'OMPI donnait les chiffres suivants: 6.310 décès en Azerbaïdjan Occidental, 3.006 au Kurdistan, 3.691 à Kermanshah et 1.750 à Ilam (*NCRI*).

Comme toujours, une répression terrible frappe les malheureux jeunes hommes kurdes contraints par la crise à s'engager dans le dangereux métier de porteur transfrontalier, ou *kolbar*. Le 31 octobre déjà, deux frères, Muslim et Mosleh Ghasimi, avaient été visés par des garde-frontières turcs au moment de retourner en Iran, le premier est ensuite mort de ses blessures à l'hôpital de Hakkari (*WKI*). D'autres *kolbars* avaient été blessés ou tués fin octobre par des garde-frontière iraniens. Par ailleurs, le 4, un autre porteur a été grièvement blessé près de Piranshahr par une mine datant de la guerre Iran-Irak près de Paveh. Trois autres *kolbars* ont été tués la semaine suivante, selon l'association KMMK de défense des droits humains au

Kurdistan. Deux ont été tués près de Chaldiran dans deux embuscades les 5 et 6, et un troisième, Khosar Sharifi, est mort de ses blessures le 7 à l'hôpital à Sanandaj (WKI). Le 17, un autre *kolbar* a été abattu au Hawraman et, aussi selon le KMMK, deux autres ont été tués par les *pasdaran* (Gardiens de la révolution) près d'Oshnavieh (Shino) le 18 et le 19, et un troisième par des tirs d'artillerie de l'armée iranienne près de Saqqez (WKI). Par ailleurs, un berger a retrouvé le corps d'un *kolbar* nommé Murtaza Azizi, qui avait disparu depuis quatre mois, près de la frontière irano-irakienne dans la province de Kermanshah. Enfin, un autre *kolbar* a été tué par une mine de la guerre Iran-Irak près d'Oshnavieh (Shino) le 21. Les 24 et 26, des gardes-frontières iraniens ont blessé trois *kolbars* près du poste frontière de Newsud (Kermanshah). Le 26, un camionneur kurde a été tué par des tireurs inconnus à Ahwaz. Le 27, un autre *kolbar* a été tué dans une embuscade de soldats iraniens près de Sabzeyar et enfin, un autre a été blessé le 29 près de Bradost (WKI).

La répression frappe toujours de nombreux Kurdes, par des arrestations ou des condamnations. Elle a commencé dès le 1^{er} du mois avec l'arrestation de deux hommes à Servabad (Salawla), un autre à Divandareh et un dernier à Hawraman, auquel a été refusée l'assistance d'un avocat. Selon un rapport du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), la première semaine du mois, le régime a déployé de nombreuses troupes dans la région d'Ouromieh tandis que

les *pasdaran* lançaient des frappes d'artillerie dans les montagnes.

À Saqqez, l'ancien membre d'un groupe d'opposition kurde Faiq Yousifi a commencé à purger une peine de six mois de prison, de même que l'activiste Andesha Sadri, arrêtée le 7 octobre. Le 10, le défenseur de l'environnement Jalal Rostami a débuté à Sanandaj une peine de 30 mois de prison pour «appartenance à un parti kurde d'opposition». Il avait été précédé dans la même prison la semaine précédente par deux autres activistes, Rahim Rafa'ti et Rahman Tabesh, condamnés à 43 mois pour le même motif. Par ailleurs, un activiste kurde du village de Naj, Pishitwan Afsa, a aussi entamé une peine de cinq ans à Sanandaj pour sa participation aux manifestations de novembre 2019. Toujours à Sanandaj, un Kurde qui s'était converti au christianisme, Mortaza Jaafer, déporté de Turquie où il s'était réfugié, a été condamné à 15 ans de prison pour avoir «répandu la perversion sur terre» (*mofsed-e fil arz*).

Les forces de sécurité ou l'*Etelaat* (Service de renseignement) arrêtent parfois des gens très jeunes, comme un adolescent de 18 ans, Poya Bostani, le 12 à Piranshahr, ou Sena Nekaie, 14 ans, dont le KMMK a annoncé en début de mois qu'elle avait été arrêtée le 27 octobre à Marivan par des officiers de l'*Etelaat* se faisant passer pour des responsables éducatifs... Le 24, l'Institut kurde de Washington (WKI) a rapporté qu'une jeune femme de 17 ans, Aynaz Zarae, accusée d'appartenir à un parti kurde d'opposition, dont la mère avait

elle-même été condamnée à 15 ans en juillet, avait été condamnée par le «Tribunal révolutionnaire» d'Ouromieh à cinq ans de prison pour «atteinte à la sécurité nationale».

Les 10 et 12, les *pasdaran* ont arrêté neuf Kurdes à Paveh, les accusant de les avoir attaqués. Mais selon des associations locales de droits humains, leur arrestation serait en fait due à leur refus de remettre leur bétail aux *pasdaran* lors d'un raid le 6 novembre... Enfin, trois activistes kurdes nommés Hamed Shiekhi, Nabi Malawaisi et Ayoub Kakakhani ont commencé à purger une peine d'un an de prison pour «appartenance à un parti kurde d'opposition». Le 24, le procès du journaliste kurde Murtaza Haqbayan, accusé d'avoir divulgué des documents officiels exposant la corruption de hauts fonctionnaires iraniens sur les médias sociaux, s'est ouvert à Sanandaj. Le 25, un prisonnier kurde de la prison centrale d'Urmia, Hojat Nazhat, s'est immolé par le feu pour protester contre le refus des autorités iraniennes de le libérer après qu'il a purgé sa peine d'un an.

En fin de mois, cinq militants kurdes arrêtés en octobre 2019 pour appartenance au parti kurde Komala et «actes contre la sécurité nationale» ont été condamnés à cinq ans de prison. Enfin, le régime a incarcéré plusieurs activistes kurdes dans tout le pays, notamment Anisa Maiher à Kermanshah, Darwesh Murdai à Eslamabad-e Gharb, Wahed Abbaszada à Baneh et Ahmad Mohammadi à Saqqez (WKI).

LE KURDISTAN, PAYS DES CENTENAIRES?

Nonobstant les guerres et les épreuves diverses, le Kurdistan serait encore un pays de «super centenaires»? Ainsi, l'Agence de presse iranienne a annoncé le 19 novembre le décès à l'âge de 138 ans du «doyen de l'Iran», Ahmad Soufi dans son village près de Saqqez dans la province du Kurdistan.

Il s'avère que Ahmad Soufi n'était pas seulement le doyen de l'Iran mais il était aussi le doyen de l'humanité car la doyenne actuelle reconnue la Japonaise Kane Tanaka, née en 1903 «n'a que» 117 ans. Selon la carte d'identité (*chinasnameh*) d'Ahmad Soufi, citée par l'agence, il était né le 28 février 1882 et il est mort de vieillesse. Il y a quelques jours, le 15 novembre, son «dauphin», un autre Kurde iranien, Hatim Muhamadi, est

décédé à l'âge de 130 ans à Delouran dans la province kurde d'Ilam où il passait son temps en faisant du jardinage et en s'occupant de ses vignes.

La légende des Kurdes centenaires est fort ancienne. Dans les années 1920-1930 un certain Zaro Agha, né en 1774, dans le village de Medan de la province ottomane kurde de Bitlis, avait défrayé la chronique et suscité la curiosité des gérontologues occidentaux. Avant son décès en 1934, à l'âge de 157 ans selon les registres d'état civil turcs il a été invité aux Etats-Unis, en Angleterre et en France où les médecins ont pu examiner sous toutes les coutures ce doyen exceptionnel de l'humanité.

Le secret de leur longévité exceptionnelle? Outre l'air pur et les

eaux limpides des montagnes du Kurdistan, un régime alimentaire, forcément bio, à base de céréales, de légumes et de légumineuses (lentilles et pois chiches), des noix, fruits secs et friandises à base de raisin, des produits laitiers de brebis et de chèvres et le délicieux miel local mille fleurs, de la viande seulement lors de grandes occasions quelques fois dans l'année. Et bien sûr une vie active à tout âge. Certains de ces centenaires fumaient modérément des cigarettes roulées avec du tabac local, d'autres pas du tout. Quand aux médicaments, le centenaire Ahmad Soufi «ne se souvenait plus» quand il avait pour la dernière fois pris un médicament chimique, se contentant de se soigner avec les remèdes à base de plantes de la médecine traditionnelle.

PROPOSITIONS DE LECTURE

En cette période de confinement qui s'allonge où nombre d'activités culturelles sont suspendues, nous nous réjouissons tous de l'ouverture dès ce samedi 28 novembre des librairies. C'est l'occasion pour vous suggérer la lecture de trois livres récents et importants sur les Kurdes dont nous n'avons pu faire la présentation à l'Institut kurde à cause des restrictions dues à la crise de COVID-19.



Si je t'oublie Kurdistan,
Olivier Weber
(Ed. L'aube)

Défenseur de la cause kurde depuis longtemps, Olivier Weber s'est à nouveau rendu sur le terrain

à la rencontre de ces militants de la liberté et des peshmergas, «les combattants de la mort». En Syrie et en Irak, il a vu des partisans et

des partisans prompts à se battre encore, dans l'attente de l'aide internationale ou de volontaires comme lors de la guerre d'Espagne. Désireux de bâtir un Moyen-Orient en paix. Impatients de reconstruire la mémoire de la Mésopotamie. Fiers de montrer leur expérience démocratique avec le respect des minorités, l'égalité entre les femmes et les hommes, un modèle de société qui représente un véritable laboratoire des droits de l'Homme au Moyen-Orient.

L'Occident va-t-il achever de leur faire croire en leur proverbe,

selon lequel ils n'ont «pour amis que les montagnes», ou va-t-il enfin se montrer à la hauteur?



Témoignage d'une île-prison: de l'exil aux prix littéraires,
Behrouz Boochani
(No Friend but the Mountains),

de Behrouz Boochani
(Ed. Hugo, «Doc»).

Il avait fui l'Iran pour s'exprimer librement et pour échapper à la prison, dont il était menacé pour son engagement politique en faveur de la cause kurde. Mais en 2013, le bateau qui devait conduire Behrouz Boochani en Australie a été intercepté par les autorités et le journaliste est depuis détenu sur l'île de Manus, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au nord de l'Australie.

Au fil de milliers de SMS, envoyés à l'aide d'un téléphone portable secret à un ami traducteur, Behrouz a documenté la vie dans ce camp de détention monstrueux, les multiples violations des droits humains, les conditions de vie déplorables, l'incompréhension et le désespoir des prisonniers innocents. Comme tant d'autres dépouillé de son identité, de son humanité et de son individualité, Behrouz a réussi à faire entendre dans une oeuvre magistrale la révolte silencieuse des migrants injustement traités à travers le monde. Ceux qui, comme le peuple kurde, n'ont plus que la montagne pour alliée.

C'est une victoire pour l'humanité. C'est une victoire contre le système qui nous a réduit à des numéros, a déclaré le journaliste et cinéaste Behrouz Boochani après l'annonce du jury du *Victorian Prize for Literature*.

«Behrouz Boochani a produit un tour de force littéraire, journalistique et philosophique. Ce livre est

sans doute l'un des plus importants publié en Australie depuis 20 ans» – *The Saturday Paper*

«Une oeuvre d'art époustouflante qui échappe à toute description. Une écriture belle et précise, mélangeant les traditions littéraires émanant du monde entier, mais plus particulièrement des pratiques kurdes» – Jury du *Victorian Prize for Literature*

Et enfin pour ceux qui ne l'ont pas encore lu :



Selahattin Demirtaş.

Selahattin Demirtaş est incarcéré depuis le 4 novembre 2016 à Edirne, en Turquie, aux confins de la Grèce et de la Bulgarie; il encourt une peine de 183 ans de réclusion parce qu'il croit en la liberté, la démocratie et la paix. Kurde de Turquie, avocat des droits humains, il est le leader charismatique du HDP, parti d'opposition pro-kurde et féministe, le plus progressiste du Proche-Orient. Après *Aurore*, écrit en prison et paru en 2018, qui a obtenu le prix Montluc Résistance et liberté et le prix Lorientales 2019, Selahattin Demirtaş a conti-

Et tournera la roue (Ed. Emmanuelle Collas), recueil de nouvelles écrites en prison par le charismatique leader kurde

nué d'écrire dans une geôle de douze mètres carrés et d'affirmer sa foi dans l'avenir. Elles se nomment Sevtap, Zeynep ou Esmer. Ils s'appellent Devran, Serhat ou Cemsid. Tous, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, on les reconnaît, ces gens ordinaires dont le destin se mêle à celui d'un pays, la Turquie. De l'intime au politique, avec lucidité, humour et bienveillance, Selahattin Demirtaş évoque, dans une galerie de portraits drôles, touchants ou révoltants, ceux qui sont soumis à la précarité, l'exil ou les inégalités sociales. D'une grande puissance d'évocation, ce livre, qui nous rappelle que toujours «la roue finira bien par tourner», est une invitation à résister et à ne jamais perdre espoir. Selahattin Demirtaş est nommé pour le prix Nobel de la paix 2019.

Lors d'une récente émission de la chaîne *Habertürk TV* l'ex-vice-Premier ministre turc, Bülent Arinç, a recommandé la lecture de ce recueil pour comprendre combien les Kurdes sont maltraités et lésés en Turquie. Cette recommandation a suscité un tollé des nationalistes turcs et la colère d'Erdogan car M. Arinç, avocat pénaliste de formation, affirmait en même temps que l'acte d'accusation concernant Demirtaş était ridicule et intenable, «un travail d'enfant» et demandait la libération du leader kurde en détention préventive depuis 2016 ainsi que celle du philanthrope turc Osman Kavala.



November 1, 2020
Par Karwan Faidhi Dri

Former Kirkuk governor Najmaldin Karim dies at 71

Najmaldin Karim, ousted governor of Kirkuk province, died in Washington DC early Saturday after suffering a stroke. Karim was a fervent supporter of the Kurdistan independence referendum, a stance that cost him his job and forced him to flee Kirkuk.

In his will, Karim said “he wants to be buried in Kurdistan temporarily and then moved to Kirkuk when the city is free, secure, and under the control of the Peshmerga,” according to a statement from his office.

Born in Kirkuk in 1949, Karim moved to Mosul as a student to study medicine. He joined the Kurdish Peshmerga forces in 1972 and became the special physician of famed Kurdish leader Mullah Mustafa Barzani. Karim accompanied Barzani to the United States for medical treatment and later died.

Karim stayed in the US until 2009 when he returned to the Kurdistan Region. Three years later, he became governor of Kirkuk on the ticket of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

He raised the Kurdistan flag in the disputed city of Kirkuk, championed the 2017 Kurdistan independence referendum, and supported Kirkuk taking part in the vote. A month later, in October 2017, Iraqi troops and Iranian-backed paramilitary forces drove the Peshmerga out of Kirkuk and other disputed areas. Karim was removed from his post by Baghdad and a warrant was issued for his arrest. Karim fled to Erbil.

Karim defended his controversial decision to fly the Kurdish



Kirkuk governor Najmaldin Karim, pictured days ahead of the September 2017 Kurdistan independence referendum, died on October 31, 2020, aged 71. File photo: Najmaldin Karim/Facebook

flag in Kirkuk, saying it would “strengthen brotherhood in Kirkuk, not jeopardize it” and he aspired to unify the many ethnic groups that live in the province and contest local elections.

Prime Minister of the Kurdistan Regional Government Masrour Barzani said in a statement that Karim “played an important role in Kurdistan peoples’ struggle for freedom and introduced the Kurdish issue in diplomatic and academic centers in the world.”

He added that Karim had worked on strengthening coexistence in the multi-ethnic province of Kirkuk as its governor.

President Nechirvan Barzani said that both as a physician

and a Peshmerga, Karim contributed to Kurdish revolutions of Aylul (September) and Gulan (May) against Iraqi government in the sixties and the seventies.

Elham Ahmad, President of the executive committee of the Syrian Democratic Council in northeastern Syria (Rojava), described Karim as a “great Kurdish leader.”

The co-chairs of Turkey’s pro-Kurdish Peoples’ Democratic Party (HDP), Pervin Buldan and Mithat Sancar, praised Karim’s leadership in multi-ethnic Kirkuk.

“Despite the existence of various voices and colours in Kirkuk, Najmaldin Karim managed to administer the city, leaving a significant impact on

co-existence among the nations and protecting the peace for all the components. His dream and objectives are the legacy of the Kurdish nation and the friends of Kurds,” read a statement from them.

The US Consulate General in Erbil extended condolences on Karim’s passing. “We share our deepest sympathies with Karim’s family, his friends, and the people of the Iraqi Kurdistan Region and Iraq,” it stated.

Clarisse Pasztory, former head of the European Union’s liaison office in Erbil, described Karim as a “sly, compassionate, unyielding son of Kurdistan and champion for cohabitation in Kirkuk. His legacy preceded him, may he now RIP.”

The Washington Post

November 2, 2020
By Harrison Smith

Najmaldin Karim, 'one-man lobby' for Kurdish interests on Capitol Hill, dies at 71

Dr. Karim devoted nearly all his life to the dream of a united, independent Kurdistan, a long-sought home for millions of Kurds across Syria, Turkey, Iran and Iraq. As a young doctor in Iraq, he abandoned his medical career to join the peshmerga, the Kurdish military force, then became the personal physician to its flamboyant leader, Mustafa Barzani, during an unsuccessful revolt against Iraqi forces.

When Barzani went into exile in the United States in 1976, seeking medical treatment for lung cancer, Dr. Karim went with him. He completed a fellowship in neurosurgery at George Washington University and later treated patients such as White House press secretary James Brady, who survived being shot in the head during a 1981 assassination attempt on his boss, President Ronald Reagan.

Dr. Karim went on to spend more than two decades in private practice while beating a path to the offices of diplomats, policymakers and think-tank officials, urging them to back the Kurds in their campaign for self-determination. He launched the nonprofit Washington Kurdish Institute, serving as its founding president, and successfully championed the creation of a Kurdish language service at Voice of America.

"I don't know when he slept, because if he wasn't at the Kurdish Institute he was doing neurosurgery," said Jonathan Randal, a former foreign correspondent for The Washington Post.

In a phone interview, Randal credited Dr. Karim with literally "saving my neck" in a 1984 surgery, and described him as



Najmaldin Karim, then the provincial governor of Kirkuk, visits Kurdish and Turkmen Shiite forces on the front lines after they recaptured the northern Iraqi town of Bashir from the Islamic State in 2016. (Marwan Ibrahim/AFP via Getty Images)

"a one-man lobby for the Kurds at a time when nobody had heard about them in the United States, and nobody in the American government wanted to hear about them," for fear of antagonizing Iraq, Turkey and Iran.

Dr. Karim helped turn the tide while bringing a slew of Kurdish leaders to Washington, including Jalal Talabani and Hoshiyar Zebari, a future Iraqi president and foreign minister, respectively. He helped arrange meetings with politicians such as then-Sen. Joe Biden, the current Democratic presidential nominee, and testified before the Senate Foreign Relations Committee in 1990 on Saddam Hussein's attacks against the Kurds, presenting a list of thousands of villages that Hussein's troops had destroyed in northern Iraq.

"He really is proof of what one person can do," said Peter Galbraith, a former Senate staffer who became U.S. ambassador to Croatia and an adviser to the Kurdish regional government in Iraq. "The Iraqi government was spending hundreds of thousands, maybe millions of dollars on their representational activities in Washington. And Najmaldin,

who was a volunteer, was much more effective."

Dr. Karim won the trust of policymakers in part "because he was factual, candid and nice," Galbraith added, and became known as "the person who can explain the United States best to the Iraqi Kurdish leadership," including Barzani's son Masoud, the longtime president of Iraq's semiautonomous Kurdistan region.

After the Persian Gulf War, Dr. Karim became increasingly involved in opposition politics, traveling to Vienna to join other dissidents in the Iraqi National Congress. In the wake of the U.S.-led invasion of Iraq in 2003, he visited the country several times and decided he could "do more." He moved to Kirkuk in 2009, was elected to the Iraqi parliament the next year and was sworn in as governor in 2011.

Dr. Karim took charge of a city and surrounding province home to one of Iraq's most lucrative oil fields, as well as about 1 million Arabs, Turkmen, Assyrians and Kurds with competing claims to the city.

He was forced to travel the streets by armored car, and

the only house deemed secure enough for his residence was a villa once occupied by a cousin of Saddam Hussein, who was nicknamed "Chemical Ali" for launching poison-gas attacks on Kurds.

During his six years in office, Dr. Karim was credited with tightening security, clearing sewage from the streets and increasing electrical service. "There may just be a light at the end of the tunnel," Iraq analyst Michael Knights wrote in a 2013 dispatch for Foreign Policy magazine, praising Dr. Karim for setting the city on a path toward reconstruction.

While trying to quell ethnic strife in Kirkuk, Dr. Karim continued to press for Kurdish autonomy. Peshmerga forces took control of the city in 2014, amid battles with the Islamic State, and three years later Dr. Karim angered the federal government in Baghdad when he raised the Kurdish flag alongside the Iraqi flag over official buildings.

Later in 2017, he also threw his support behind a Kurdish independence referendum spearheaded by Barzani, which asked voters in Kurdistan and disputed territories such as Kirkuk whether they favored an independent Kurdish state. The effort triggered strong protests from Baghdad, Turkey, Iran and the United States, which feared that it would further fracture the country.

More than 90 percent of voters said "yes" to independence, according to official results, but the referendum dramatically backfired. Iraqi forces and Iranian-backed militants moved into Kirkuk and forced Dr. Karim to flee to Irbil, the capital of Iraqi Kurdistan. Dr. Karim said he left his home after

being tipped off that Iraqi forces were coming to capture or kill him, and he blamed members of his own Kurdish political party for selling out the city.

"I really think that was the day part of my dad died," Shwan Karim said by phone.

In an interview with NPR a month after fleeing to Irbil, Dr. Karim said he feared for his life, and accused European and American forces of "hypocrisy" for not helping the Kurds in their independence effort, given the peshmerga's role in battling the Islamic State. An Iraqi court later is-

sued a warrant for his arrest, on what Dr. Karim characterized as politically motivated corruption charges.

"What happened in Kirkuk," he told NPR, "was treachery and treason."

Najmaldin Omer Karim was born Aug. 12, 1949, the third of 13 children. His mother was a homemaker, and his father was an imam whose Kurdish nationalism helped spark Dr. Karim's work in the Kurdish student union and peshmerga.

He later recalled that at age 13 he saw Iraqi soldiers publicly execute Kurds, including the

father of one of his best friends, and hang their bodies in the streets. "I still see that face — all those faces — right in front of me," he told the New York Times in 2017. By then, some of his friends and relatives had also disappeared or been killed under Hussein, including a brother-in-law and nephew who were gunned down by an Iraqi helicopter.

Dr. Karim received a medical degree from the University of Mosul in 1972. Three years later, he married Zozan Al-Qadhi, the daughter of a peshmerga general. After they came to the United States, Dr. Karim became a founding

member of the Kurdish National Congress of North America, an advocacy group that he led as president in the 1990s.

In addition to his wife, of Silver Spring, Md., survivors include four children, Shwan Karim of New Rochelle, N.Y., Sierwan Karim of Miami, Carwan Karim of Sydney and Aveen Karim of Washington; six brothers; two sisters; and four grandchildren.

His son Shwan said that Dr. Karim's will specified that he be returned to Iraqi Kurdistan and buried there temporarily, "until the day Kirkuk is free from occupation."



November 1, 2020
By Khazan Jangiz

Two kolbar brothers shot by Turkish border guards in Iran

ERBIL, Kurdistan Region — Two Kurdish kolbar brothers were shot by Turkish border guards in Iran's Western Azerbaijan province on Saturday, according to a human rights watchdog.

Brothers 24-year-old Muslim Ghasemi and 22-year-old Mosleh Ghasemi were among a group of kolbars targeted by Turkish border guards near the village of Kuran, located roughly 75 kilome-

tres north west of the city of Urmia. While both brothers were shot, only Muslim has died of his injuries, according to France-based Kurdistan Human Rights Network.

Kolbars are semi-legal porters who transport untaxed goods across the Kurdistan Region-Iran border. Many are pushed into the profession amid high unemployment, particularly in Iran's Kurdish provinces. Dozens of them are either killed or

wounded every year by Iranian security forces, and sometimes Turkish security forces.

Two other brothers from the same village of Kuran were killed this past summer. Shamzin was injured on July 1 by Iranian border guards, eight days later he succumbed to his injuries in a hospital in the Turkish city of Van. His older brother Arsalan was shot and killed on May 24 by Turkish border guards.

An estimated 79 kolbars and tradesmen were killed by Iran's military forces, accidents, or natural disasters at the Iranian border in 2019, with another 66 injured, according to statistics by the Kurdistan Human Rights Network (KHRN). Among those deceased, 57 people were shot dead by border guards, and 22 were killed in accidents such as during police chases and mine explosions, as well as natural disasters.



November 1, 2020
By Jabar Dastbaz

'A genius': Kurds mourn revered poet Jalal Malaksha

MALAKSHA, Iran — Poets, politicians and fans have paid tribute to Jalal Malaksha, a prominent Kurdish poet who for decades

brought the plight of Kurds to life on paper.

Malaksha died on Saturday from a lung condition at the age of 69.

His funeral was attended by a large crowd, including family, friends, poets, writers and admirers of his work.

"As you all know, my father dedicated his entire life to serve Kurdish literature and embody the plight of his nation in his poems," Malaksha's son Shaho

told Rudaw English through tears. "My father had a chronic ailment in his lungs. He could no longer endure the pain. Yesterday evening, he left us forever."

The 40-year-old was touched at the large crowds who turned out to pay a final goodbye to his father, buried at Bahasht Mohammedi cemetery in his village of Malaksha, 20 kilometers west of Sanandaj.

"I feel pleased when I see such a large turn-out despite the coronavirus, out of their loyalty to him. They help heal our pain."

Malaksha is survived by three sons.

The late poet touched upon the suffering and persecution of Kurds in his work, and was imprisoned several times before and after the 1979 Islamic Revolution for the "political nature" of his work, Shaho said.

Admirers of his work have said he created a "golden era" for Kurdish poetry.

"The life of Jalal Malaksha could be divided into three phases, with one before the Iranian Islamic Revolution of 1979. Due to



Mourners at the funeral of Jalal Malaksha in Malaksha on November 1, 2020. Photo: Jabar Dastbaz/Rudaw

his close ties with [Tehran], he used to write his poems in Persian. Following the revolution and the subsequent events of East Kurdistan, he started to write and recite poems in Kurdish. He had a style of his own," said Mahmood Mahmoodi, a poet from Sanandaj.

Prominent officials also paid tribute to Malaksha following his death.

"I share in my sorrows with poets," wrote Kurdistan Region President Nechirvan Barzani.

'A genius'

Adil Barzanji, a writer and a close friend of Malaksha described him as "an adventurous and critical poet."

"It is a disaster. It is heartbreaking. The king of East Kurdistan's poems has passed away. He was born in pain and died in pain. A genius poet of Iranian Kurdistan has bade [us] farewell."

Barzanji said Malaksha was an editor of Urmia's Kurdish magazine for 14 years, and served as

editor-in-chief of Erbil's Prshing Magazine. He was also a member of the Iran Writers Council.

Poet Simin Chaichi, a close friend of Malaksha, described his death as "heartbreaking".

"It is a heartbreaking passing. His death will create a great vacuum in Iranian Kurdistan's literature," she said. "What was really important was that he dedicated his life to serve literature and human values such as justice."

"The passion and loyalty of his fans at this procession tells us how understanding he was of the grief of every single one of these people here," she said.

Although he was well-loved, his fans have said they wish he was revered in life as well as in death.

"Unfortunately, the bulk of our poets die lonely. I had visited Mr. Jalal many times. He had dedicated his whole life to serving Kurdish literature. It is unfortunate to see that our people are reminded of such people only after their deaths. This is so heartbreaking," said Soma Haider.

LE FIGARO

2 Novembre 2020
Par Nicolas Baverez

« Il faut arrêter Recep Erdogan ! »

Face à la politique de conciliation conduite par Chamberlain vis-à-vis de Hitler, Winston Churchill observait que « la politique de l'apaisement revient à nourrir un crocodile en espérant qu'il vous mangera en dernier ». Cette même stratégie est poursuivie par l'Otan et par l'Union européenne face à Recep Erdogan. Si l'impérialisme néo-ottoman et l'islamisme de la Turquie d'Erdogan diffèrent profondément du totalitarisme nazi, la menace qu'ils représentent pour la démocratie et l'Europe n'est pas moins dangereuse.

La Turquie d'Erdogan a mis à

profit le retrait rapide et désordonné des États-Unis impulsé par Donald Trump ainsi que l'épidémie de Covid-19 qui ravage et paralyse l'Occident pour durcir la nature autoritaire du régime et pour accélérer son expansion extérieure.

Au plan intérieur, Recep Erdogan a achevé la liquidation de l'héritage de Mustafa Kemal en transformant Sainte-Sophie en mosquée en juillet. Cumulant tous les pouvoirs depuis la mise en place de la nouvelle Constitution de 2018, il a entrepris de contrôler et d'islamiser la société et l'économie. Il a ainsi créé un État-AKP dans la

police, la justice et l'éducation, confisqué des centaines d'entreprises pour les confier à des oligarques proches de lui, placé sous surveillance les médias et les réseaux sociaux, formé des milices armées de l'AKP qui terrorisent la population.

Au plan international, la Turquie poursuit méthodiquement la reconstitution de l'Empire ottoman et la conquête du leadership du monde sunnite au détriment de l'Arabie saoudite et de l'Égypte, à travers son alliance avec les Frères musulmans. Elle a pris ses distances avec l'Otan et ne constitue plus

qu'un allié virtuel depuis l'achat de systèmes antimissiles russes S-400. Elle déstabilise l'Europe à travers le chantage aux réfugiés et la radicalisation des communautés turques immigrées. Elle est engagée dans trois guerres ouvertes dans le nord de la Syrie, en Libye et au Haut-Karabakh. Enfin, elle a ouvert trois fronts contre l'Europe en violant la souveraineté de la Grèce en mer Egée, à Chypre et dans les Balkans dont elle a entrepris la réislamisation.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la stratégie de la tension avec la France - des insultes

contre Emmanuel Macron à l'appel au boycott des produits français en passant par les incidents maritimes en Méditerranée. La France, par ses valeurs qui ont inspiré Mustafa Kemal, par ses engagements, par la présence sur son sol de la plus forte communauté musulmane en Europe, par sa volonté de faire émerger un islam national compatible avec la démocratie et avec un État laïc, constitue en effet une cible privilégiée pour Erdogan comme pour les djihadistes, ainsi que le rappelle tragiquement le nouvel attentat perpétré à Nice.

La menace que constitue la Turquie, qui est de par son histoire, son poids démographique et sa géographie, une puissance majeure pour l'Eu-

rope, ne doit pas être sous-estimée. Force est toutefois de constater que Recep Erdogan est surtout fort de la faiblesse des démocraties. Sa dérive cherche à masquer l'effritement de son leadership ainsi que la crise sanitaire et économique qui mine son pays.

Les élections municipales de 2019 ont ainsi vu l'AKP perdre la plupart des grandes villes - à commencer par Istanbul -, tandis que la contestation monte dans les classes moyennes éduquées et urbaines ainsi qu'auprès des jeunes (la moitié des 83 millions de Turcs a moins de 30 ans) et des femmes qui ne sont plus que 42 % à porter le voile contre 63 % en 2008. Par ailleurs, l'épidémie de Covid-19 a échappé

à tout contrôle et tous les signaux d'une crise financière majeure sont réunis.

Enfin, sur le plan international, la Turquie est de plus en plus isolée, n'ayant pour derniers soutiens que le Qatar, ses affidés de Tripoli et de Bakou ainsi que les Frères musulmans dont l'influence ne cesse de reculer, au moment où ses relations avec Moscou se tendent du fait de son intervention militaire dans le Caucase.

L'Europe n'a pas d'autre choix que de rompre avec le déni et de mettre en place le cantonnement de la Turquie. Seule l'Union européenne peut reprendre le contrôle de ses frontières et assurer le respect de sa souveraineté en Méditerranée.

Face à Erdogan, l'Union doit ainsi déployer une stratégie organisée autour de cinq volets : soutien politique et financier à la Grèce et à Chypre ; arrêt de la fiction de l'adhésion de la Turquie à l'Union ; suspension de l'accord douanier et sanctions économiques contre Recep Erdogan, sa famille et les oligarques proches en cas de poursuite des agressions ; saisine de la Cour internationale de justice de La Haye sur la délimitation des zones économiques exclusives en mer Egée ; dialogue renforcé avec la société civile turque et l'opposition.

Cessons d'engraisser le crocodile turc. Coupons-lui l'appétit en arrêtant de l'alimenter et en asséchant le marais islamiste grâce auquel il prospère !

Le Monde

2 Novembre, 2020

Par Julien Bouissou et Jean-François Chapelle

En Turquie, le boycott des produits français risque de fragiliser l'économie nationale

Par un effet boomerang, l'appel au boycott des produits français lancé, lundi 26 octobre, par le président turc, Recep Tayyip Erdogan, risque de se retourner contre l'économie nationale. Plusieurs médias progouvernementaux ont fait circuler une liste des près de 150 marques tricolores concernées, dans divers secteurs. Parmi ceux-ci figurent les produits alimentaires, les cosmétiques et le prêt-à-porter. Les constructeurs automobiles, les stations essence Total et les enseignes de la grande distribution sont également visés, de même que les cours de langue des instituts français. Problème : de nombreux produits dits « français » sortent en réalité des usines du pays.

Près d'une voiture sur cinq vendues en Turquie est assemblée dans des usines du groupe Renault, dont celle si-

tuée à Bursa (nord-ouest), où travaillent 6 000 personnes. Danone emploie environ 2 000 salariés dans ses huit centres turcs de conditionnement d'eau minérale et dans sa grande usine de produits laitiers à Kirklareli, en Thrace orientale. Son concurrent Bel dispose, lui aussi, d'une usine dans la même région. Près de 150 000 emplois dépendent directement de la présence économique française en Turquie. Si la grande majorité de la classe politique turque s'est rangée derrière le chef de l'Etat dans ses accusations visant Emmanuel Macron à propos des caricatures de Mahomet, certains sont plus sceptiques concernant le boycott. « Il y a des marques françaises qui produisent en Turquie. Va-t-on également les boycotter ? Ce sont nos citoyens qui travaillent là-bas ! » s'est emporté, mardi 27 octobre, Ali Babacan, ancien

membre des gouvernements Erdogan passé dans le camp adverse, sur le plateau de la chaîne conservatrice d'opposition Karar TV.

« Trop tôt pour mesurer l'impact » de cette décision

Une circonspection partagée par certains analystes. « L'avion présidentiel produit spécialement pour [Erdogan] a été construit par Airbus, en France. Pensez-vous qu'[il] va le renvoyer ? » s'interrogeait mardi Murat Yetkin, un commentateur expérimenté de la vie politique turque, dans son bulletin, le Yetkin Report. Ce n'est pas la première fois que les Turcs sont appelés à boycotter les produits français. En 2006 déjà, la même consigne avait été donnée, après l'adoption à l'Assemblée nationale d'une loi réprimant la négation du génocide arménien de 1915. « Certaines en-

treprises françaises ayant pignon sur rue en Turquie, comme les stations essence Total ou l'enseigne Carrefour, ont vu leur chiffre d'affaires baisser significativement pendant plusieurs semaines », note une source des milieux d'affaires franco-turcs, sous couvert d'anonymat. En 2012, au moment du passage de ce texte devant le Sénat – finalement invalidé par le Conseil constitutionnel –, la nouvelle campagne contre les produits tricolores a eu moins d'incidence. « Mais la situation a permis à certaines entreprises turques de renégocier leurs contrats avec leurs partenaires français », observe la même source.

Pour la France, les possibilités de riposte commerciale sont limitées, même si la Turquie dépend davantage du marché hexagonal que l'inverse

« Même s'il est trop tôt pour en

mesurer l'impact, il n'y a pour l'instant aucun boycott massif en Turquie », relativise le ministre délégué au commerce extérieur, Franck Riester, qui précise que « le boycott est circonscrit à quelques pays comme le Qatar, le Koweït et la Jordanie ». Pour la France, les possibilités de riposte commerciale sont limitées, même si la Turquie dépend davantage du marché hexagonal que l'inverse. En 2019, l'excédent commercial turc vis-à-vis de la France s'est élevé à 2,4 milliards d'euros. Mais Paris doit d'abord convaincre Bruxelles d'adopter des sanctions économiques, comme il a l'intention de le faire lors du Conseil européen des 10 et 11 décembre.

« **Situation de dépendance vis-à-vis de l'UE** »

La controverse franco-turque s'ajoute aux désaccords sur la Syrie et la Libye, ainsi qu'aux querelles sur les frontières maritimes dans des zones riches en champs gaziers en Méditerranée orientale, qui ont déjà conduit les dirigeants européens à menacer Ankara, début octobre, de représailles économiques. Bruxelles rappelle que le pays doit respecter les engagements auxquels il est soumis dans les accords commerciaux signés avec l'Union européenne (UE). « Les appels au boycott sont contraires à l'esprit de ces engagements et éloigneront encore davantage la Turquie de l'UE », prévient Peter Stano, l'un des porte-parole de l'Union. « D'ailleurs, si l'on y regarde de plus près, Ankara est dans une situation de dépendance vis-à-vis de l'UE, qui re-

présente 40 % de ses échanges commerciaux, alors qu'elle ne représente que 4 % des échanges commerciaux de l'UE », fait remarquer Franck Riester.

D'éventuelles sanctions fragiliseraient une économie déjà minée par la crise due au Covid-19. Les revenus tirés du tourisme devraient passer de 35 milliards à 20 milliards de dollars (de 30 milliards à 17,1 milliards d'euros) entre 2019 et 2020 et le produit intérieur brut, chuter de 5 % en 2020. Au cours d'une présentation devant des investisseurs étrangers, dont la vidéo a été mise en ligne par la chambre de commerce franco-turque, le conseiller financier de l'ambassade de France, Thierry Borel, s'est inquiété de la situation économique du pays. La dété-

rioration de la balance des paiements constitue, selon lui, la « fragilité la plus préoccupante ». Le déficit de la balance commerciale, qui a atteint les 30 milliards de dollars au cours des huit premiers mois de 2020, est « énorme », alors que les réserves de la Banque centrale turque sont « très faibles » et ne couvrent que deux mois d'importations (en excluant les réserves d'or).

Il porte surtout un jugement sévère sur la politique économique turque. A ses yeux, les prévisions de la feuille de route économique d'Ankara pour les trois prochaines années sont « fantaisistes ». « La crédibilité des institutions est très faible, et en particulier celle de la banque centrale », conclut-il.



2 novembre, 2020
Par Nicolas Poincaré

Qui se cache derrière le mouvement ultra-nationaliste turc des "Loups Gris", officiellement dissous par le gouvernement?

Le groupe ultra-nationaliste turc Les Loups Gris, impliqué dans de récentes actions violentes contre la communauté arménienne en France, a été dissous mercredi lors du conseil des ministres, a annoncé mercredi sur Twitter Gérald Darmanin. "Le mouvement des Loups gris a été dissous en conseil des ministres, conformément aux instructions du Président de la République", a tweeté le ministre de l'Intérieur, soulignant dans son décret que ce groupuscule "incite à la discrimination et à la haine et est impliqué dans des actions violentes". Cette an-

nonce intervient dans un contexte de fortes tensions diplomatiques entre la France et la Turquie autour du traitement des musulmans en France.

Ce groupuscule a été notamment pointé du doigt après les récentes rixes ayant opposé communautés turque et arménienne à Décines-Charpieu, près de Lyon. Une inscription "Loups Gris" a par ailleurs été taguée sur le mémorial du génocide et le Centre national de la mémoire arménienne près de Lyon, profanés dans la nuit de samedi à dimanche. Ce mouvement avait déjà orga-

nisé plusieurs manifestation la semaine dernière.

En Turquie, les "Loups Gris" sont considérés comme un mouvement d'extrême-droite, ultra-nationaliste, nostalgique de l'empire Ottoman, quand les Turcs régnaient sur tout le Moyen-Orient. Les "Loups Gris" détestent dans l'ordre: les Arméniens, les Chrétiens en général et les Européens en particuliers. Ils combattent également les Juifs et les homosexuels. C'est une organisation paramilitaire, rattachée au MHP, parti nationaliste longtemps dans l'opposition mais

qui s'est rallié à l'actuel président Erdogan, il y a trois ans. C'est l'alliance du parti islamiste et du parti nationaliste. Dans les faits, ils ont souvent servis de bras armé pour les services secrets turcs: c'est d'ailleurs un de leur militant qui était venu assassiner trois réfugiés kurdes à Paris, en 2013. C'est aussi un "Loup Gris" qui avait tiré sur le pape Jean-Paul II à Rome en 1981.

Et en France, que représentent-ils?

En France, c'est un groupe informel de membre de la

communauté turque ou bien de Franco-Turcs ultra nationalistes, qui cherche en ce moment à importer chez nous le conflit qui oppose l'Arménie à l'Azerbaïdjan au Haut Karabakh. Une guerre de plus en plus violente dans le Caucase entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, pays très proche de la Turquie.

Les "Loups Gris" ont donc signé ce week-end des dégradations sur le mémorial du génocide arménien à Décines-Charpieu, dans la banlieue Lyonnaise. Ils ont inscrit à la peinture "Loup Gris et RTE". RTE comme Recep Tayyip Erdogan, le président turc. Ce monument est le plus ancien en Europe consacré au génocide perpétré par les Turcs sur les Arméniens en 1915, qui a fait un million et

demi de morts et dont les Turcs ne veulent pas entendre parler.

L'A7 bloquée

La semaine dernière déjà, de spectaculaires manifestations avaient rassemblées des militants des "Loups Gris": à Vienne en Isère, à Décines dans le Rhône et à Dijon en Côte d'Or. En réalité, c'est d'abord une action des Arméniens qui a mis le feu aux poudres. Ils ont bloqué l'auto-route A7 mercredi matin pour alerter sur la guerre dans le Caucase et ils ont bousculé des Turcs qui se trouvaient dans le bouchon. Le soir même, la communauté turc a organisé une manifestation à Vienne, puis une autre à Décines, dans la banlieue lyonnaise: c'est là que vit la plus grosse communauté armé-

nienne de la région...

Ces militants ont défilé en faisant le signe de ralliement des "Loups Gris": former la tête d'un loup avec les doigts de sa main. Tout en criant: "A bas l'Arménie, vive la Turquie", "On est chez nous" ou bien encore "Allah Akbar".

Et le lendemain nouvelle manifestation sauvage à Dijon. Sauf que le lendemain on était jeudi, c'est à dire au soir de l'attentat dans l'église de Nice. Et donc entendre des manifestants crier "Allah Akbar" ce soir-là. Cela a forcément marqué les esprits.

Est-ce que ces manifestants étaient nombreux?

Non quelques centaines à chaque fois. Mais quelques centaines de manifestants très

déterminés et très bruyants, manifestant sans autorisation, de nuit dans des villes moyennes généralement tranquilles. Ça donne donc des images très frappantes et qui ont fait le tour des réseaux sociaux.

D'autant qu'à Dijon, on avait déjà vu au printemps dernier des Tchétchènes qui étaient venus de toute l'Europe pour s'en prendre à des dealers d'origine nord-africaine. Et à Décines en juillet dernier, un rassemblement d'Arméniens avait fait l'objet d'une descente de Turcs venus du département voisin de l'Ain...

Tout cela donne l'image d'une France qui se communautarise. D'une France pour le coup victime de "séparatisme".



WASHINGTON KURDISH INSTITUTE

November 2, 2020

Erdogan seeks a second ethnic cleansing campaign against the Kurds

A year ago, Turkey's authoritarian President Recep Tayyip Erdogan launched his second major military campaign against the Kurdish population of Syria with the publicly-stated aim of ethnically cleansing the region. Turkey's first major military operation in Syria was the invasion of the Afrin region in January 2018, an act of aggression that was, for the most part, ignored by the US media and political establishment. This invasion killed thousands and displaced over 150,000 civilians from the once peaceful area. However, following US President Trump's phone call with Erdogan in October 2019, the Turkish military and its jihadist proxy groups launched another unprovoked invasion of northern Syria, taking aim at the US-backed Syrian Democratic Forces

(SDF), who had just recently eliminated the so-called caliphate of the Islamic State (ISIS) terrorist organization, under the pretext of the SDF's alleged links to the Kurdistan Workers' Party (PKK). The PKK has been fighting the Turkish state for the rights of the Kurdish people for decades, and is listed as a terrorist organization by Turkey, the US, and the European Union (EU). These false claims by Erdogan and his ultra-nationalist coalition partners were to justify a campaign to eliminate Kurdish presence in northern Syria, just as was being done in Afrin. As a result of this second, even larger scale Turkish military invasion, over 300,000 Kurds and other Syrians were displaced, and many of their homes were repopulated with Syrians from other parts of the country, in-

cluding Turkish-backed jihadist fighters and their families. America had seemingly lost interest in the region, and certainly ceded a great deal of influence. With the drawdown of American presence, Russia eagerly expanded its presence in Syria, as did the Assad regime. At the same time, Iranian-backed militias enjoyed greater freedom of movement, and ISIS terrorists were resurgent, despite periodic US airstrikes. Despite a partial reversal of the US decision to withdrawal, it remains unclear for how the small numbers of US troops will remain in Syria.

A recent intensification in the Turkish military bombardment of the Kurdish region make plan Erdogan's intentions to continue his campaign of ethnic cleansing against the

Kurds of Syria, with his most recent threats coming just last Wednesday. Erdogan has a track record of using foreign military adventures to shift the focus of Turkey's citizens whenever the country's dire economic enters a new crisis. Furthermore, whenever he seems to be losing popularity inside Turkey, Erdogan looks to create issues abroad. For example, since the Turkish invasion in 2019, Erdogan has openly directed Turkish military and political intervention into Libya, the Eastern Mediterranean, Iraq, and Armenia. In addition, he attempts to expand Turkey's roles in Somalia, Lebanon, and Yemen. By using various tactics to boost Islamic and nationalist sentiments abroad, Erdogan has, to some degree, been successful in drawing the attention of at least some of Turkish

public to these issues, but sooner or later many of Turkey's citizens tire of foreign quagmires and economic misfortune, and realize that Turkey is rapidly losing friends in the international arena.

Erdogan knows that the upcoming presidential elections have dominated almost every aspect of life in the US, and the foreign policy is the least concern of most Americans at the moment. Most likely, whether or not President Trump is reelected, Erdogan would prefer to launch another invasion during the current time of distraction, and while Trump still has just over two and a half months in office.

The bad news for the Kurds is that there are many reasons why Erdogan could be successful in launching another attack on the Kurds of Syria. First, Erdogan's personal rela-

tionship with President Trump has been essential – the US could certainly have prevented this invasion of areas formerly under their American influence, while the other major powerbroker in Syria, Russia, was certain to have no problem with such aggression. President Trump could easily allow another invasion by Erdogan, having spoken many times about the need to reduce American military presence abroad. Second, it is true Erdogan was able to sell his interventions to the Turkish population, though he failed to achieve much. For example, in Libya, Erdogan is slowly being sidelined by the international community as his main proxy has already resigned. A similar story has unfolded in the Eastern Mediterranean when a coalition of all neighboring states and the EU has stopped Turkey from making any further

provocative moves and exploring natural resources near the Greek islands. In Armenia, Russian jets have downed Turkish drones in response to Erdogan's active support for Azerbaijan's dictator in the Nagorno-Karabakh conflict. Meanwhile, despite Erdogan's frequent bluster against the EU, and most recently against France in particular, he will not be able to take too much of an aggressive stance due to Turkey's dependence on the EU in various ways, including, most importantly, economic dependence. Unfortunately, the Kurds remain very vulnerable to Erdogan's aggression, and are always convenient card to be played when Erdogan wants to rally support and distract the masses within Turkey. Erdogan's Islamist-nationalist coalition government controls almost the entire media establishment in the country, and

fans the flames of hatred toward Kurds, especially during military campaigns. At the same time, Russia, the chief foreign backer of the Assad regime, has not offered the Kurds any options other than surrender to the regime in Damascus, which generally means a slower death for the Kurds versus a more rapid death at the hands of the Turkish military if another invasion occurs. In addition, there is speculation that Russia may have made a bargain with Turkey, discussion the exchange of Idlib for the Kurdish region. Unless the US maintains its small but extremely effective military presence Syria, one year after the most recent Turkish invasion, the situation of the Kurdish-led administration and millions of civilians currently enjoying relative stability under this administration will be uncertain, with more pain and suffering on the horizon.

Kurdistan au féminin

2 novembre 2020

Des soldats turcs tuent un kolbar kurde et en blessent un autre

Les forces des régimes turc et iranien poursuivent leurs attaques meurtrières contre les kolbars kurdes à la frontière turco-iranienne.

Des soldats turcs ont ouvert le feu sur deux kolbars (les personnes qui portent sur leurs dos de la marchandise à travers les frontières iraco-turco-iraniennes qui divisent le Kurdistan) dans la zone frontalière entre le village de Güldalı (Bilindbasan) dans le district de Yüksekova à Hakkari et le village de Koranê dans la province d'Urmiya au Kurdistan oriental. Les frères Mosleh Kasimî (23



ans) et Mohsin Kasimî (22 ans) ont été blessés par le feu alors qu'ils traversaient le village de Koranê à la frontière turque.

Alors que les kolbars blessés étaient emmenés à l'hôpital

d'État de Hakkari, Misleh Kasimî a perdu la vie et son corps a été placé à la morgue.

Mislim Kasimî, en revanche, serait dans un état stable après avoir été touché par deux balles dans la jambe gauche.

Kemal Alizade, un parent des frères kolbar a déclaré que l'incident a eu lieu vers 4 heures du matin hier matin. Il a rapporté que ses proches avaient été abattus par des soldats turcs alors qu'ils rentraient chez eux après avoir laissé leurs chargements dans la zone frontalière. (ANF)

Bien qu'illégal, le kolbari est une pratique locale qui est depuis longtemps acceptée comme normale dans les régions kurdes économiquement sous-développées où de nombreux habitants en dépendent pour survivre.

Torturing Kurdish women deemed legal by Turkish-backed mercenaries in Syria, survivor says

TORTURING Kurdish women is deemed “halal” (lawful) by Turkish-backed jihadist groups in northern Syria, a survivor of one of the terrorists’ camps in Afrin said today.

Mercenaries from the Sultan Murad and Ahrar al-Sham brigades are accused of subjecting women to rape and brutal beatings while working in the so-called civil police force established after Turkey’s 2018 invasion of the peaceful north Syrian canton.

An eyewitness, identified only as Sara, gave details of her ordeal after she was arrested by the mercenaries at her home in April 2018, accused of hiding weapons on behalf of the Syrian Democratic Forces (SDF), the Kurdish-led fighters who defeated Isis in the semi-autonomous enclave known as Rojava.

“They took me to Turkey’s Kilis [a city in south-central Turkey, near the border with Syria], after which they put me before a court and then imprisoned me in Afrin later,” she explained.

“I myself witnessed four young men aged between 25 and 30 being slaughtered in Kilis city prison,” she said. “An elderly man also lost his life due to severe torture.”

Sara was held for five months and was fed pork and rotten food, with a limited supply of water. She witnesses women being hit with whips and one hung upside down by her foot and beaten until she passed out.

The mercenaries justified their actions by claiming that “torturing Kurdish women is halal,” Sara explained.

She said that almost 50 children aged between five and 12 were among those held in the prison in occupied Afrin and that they too suffered brutal torture.

Sara added that she is afraid to return to her home in Afrin due to the security situation and called for the international community to take action.

“I am afraid that I will be arrested, tortured and kidnapped again, because I had a hard time getting out of Afrin via some smugglers to [the Syrian Kurdish city of] Kobane,” she said.

A United Nations report issued in February suggested that terrorist groups are guilty of the “war crimes of hostage-taking, cruel treatment, torture and pillage” in Afrin.

According to the UN, Kurds are the main victims of the gangs, which have confiscated land and property including olive trees, a major source of income for thousands of farmers.

In May, the Morning Star reported the discovery of a “torture camp” in Afrin where mainly Kurdish and Yazidi women were held by militia from the Hamza Division.

Amid allegations of rape and sexual abuse, footage has circulated on social media appearing to show the women being stripped naked and tortured in the northern Syrian camps.

According to the Missing Afrin Women Project, 161 women have been kidnapped since March 2018. About a third have been released from captivity, but the whereabouts of the rest is unknown.



3 Novembre 2020

L’implication des « Loups gris » dans l’assassinat des militantes kurdes à Paris

Les Loups gris, une organisation islamo-fasciste totalement à la botte du sinistre président turc Recep Tayyip Erdogan, n’ont pas surgi en France du jour au lendemain.

Cette formation turque ultranationaliste dont l’extrême violence s’est manifestée au grand jour en France, à la fa-

veur de plusieurs événements récents, représente, à n’en pas douter, une menace grave pour la sécurité du pays. Il faut dire qu’il s’agit là de la branche paramilitaire du Parti d’action nationaliste (MHP), qui compose, avec l’AKP d’Erdogan, la coalition islamo-nationaliste au pouvoir en Turquie. Les Kurdes, les Arméniens et les opposants turcs de gauche

ont particulièrement souffert, surtout dans les années 90, de l’atrocité de cette organisation ultra-violente qui a de tout temps agi au service du pouvoir turc.

Le massacre de Maraş dans lequel 120 Kurdes ont perdu la vie en 1978 et celui de Çorum en 1980, qui a fait 65 morts, ne sont que deux exemples, parmi tant

d’autres, des pogroms perpétrés par l’organisation paramilitaire des Loups gris.

Aujourd’hui, comme dans le passé, l’organisation islamo-fasciste des Loups gris s’attaque aux groupes ethniques et politiques s’opposant à l’État turc.

Depuis les années 70, elle constitue un des piliers essen-

tiels des Services de renseignement turcs (MIT).

Contrairement à ce que dit le journaliste Robin Korda, dans un article paru dans Le Parisien, le 30 octobre, les Loups gris sont bien implantés en France, à travers diverses structures associatives et sportives, et ce, depuis les années 90.

Le triple assassinat des militantes kurdes à Paris

Omer Güney, un nom que les Kurdes et, particulièrement ceux de France, n'oublieront jamais. Le 9 janvier 2013, les militantes kurdes Sakine Cansiz, Fidan Dogan, et Leyla Saylemez sont assassinées en plein jour, au cœur de Paris.

Peu de temps après, un turc du nom d'Omer Güney est ar-

rêté et incarcéré dans la maison d'arrêt de Fresnes, dont il ne ressortira jamais vivant.

Au fil de l'enquête, l'on apprend que l'individu travaille pour les services de renseignements turcs et qu'il s'est infiltré dans les milieux kurdes en France pour accomplir une mission, et pas n'importe laquelle : exécuter des dirigeants du PKK.

Un enregistrement sonore diffusé sur YouTube par une source anonyme, un an après les assassinats, révèle une discussion entre Omer Güney et deux autres membres du MIT, portant sur la planification des assassinats de Paris. L'enquête permet aussi de découvrir la proximité de l'assassin avec l'organisation paramilitaire des Loups gris. Plusieurs témoignages recuei-



lis par des journalistes auprès des proches de Güney, en Allemagne, en France et en Turquie, confirment son allégeance aux Loups gris, de même que des photos le montrant faire le signe du groupe islamofasciste.

En France, le grand public vient de connaître les Loups

gris à travers les événements survenus ces derniers jours à Décines, Viennes et Dijon, mais cette mouvance qui cultive la violence est implantée depuis longtemps sur le sol français. Son implication dans le triple assassinat des militantes kurdes montre de quels actes terroristes elle est capable.

l'express

4 Novembre 2020
Guillaume PERRIER

Comment Erdogan cherche à établir un leadership moral sur le monde musulman

Alors que la Turquie s'enfonce dans la crise économique, Recep Tayyip Erdogan poursuit sa stratégie va-t-en guerre, avec en ligne de mire les élections de 2023.

Au pouvoir depuis dix-huit ans, Recep Tayyip Erdogan entend bien s'y maintenir. Depuis 2015, le Reis gouverne avec le parti d'extrême droite MHP (Parti d'action nationaliste), ainsi qu'avec une frange nationaliste laïque et anti-occidentale, influente au sein de l'armée. Une alliance vert brun qui, depuis des mois, le pousse dans une fuite en avant belliqueuse. Pour remobiliser sa base militante et faire oublier la crise économique qui mine son pays, Erdogan est prêt à tout. Il provoque des tensions diplomatiques et militaires, même avec ses voisins et ses alliés. Après avoir envahi à trois reprises le nord de la Syrie pour en déloger les Kurdes, la Tur-

quie a débarqué en Libye en janvier dernier. Elle a envoyé le mois suivant des bus de migrants prendre d'assaut la frontière grecque et provoqué une quasi-bataille navale en Méditerranée orientale durant l'été. Enfin, elle est allée soutenir l'Azerbaïdjan à la reconquête du Haut-Karabakh. A chaque crise succède une autre crise.

Cette projection de la Turquie hors de ses frontières est souvent interprétée comme une forme de nostalgie impériale, une récupération de la puissance ottomane dans un environnement géographique qu'elle a dominé durant plus de quatre cents ans. Le navire de prospection envoyé dans les eaux de la Méditerranée, l'Oruç Reis, le nom turc du corsaire ottoman Barberousse, en serait le symbole. Mais ce "néo-ottomanisme" n'est qu'un aspect de la stratégie politique d'Erdogan. La doctrine militaire qui justifie les

élans expansionnistes et la remise en question des frontières maritimes s'appuie d'abord sur une vision nationaliste revancharde. Celle d'une Turquie à l'étroit dans ses frontières, assiégée et menacée par les Occidentaux, comme au lendemain de la Première Guerre mondiale. Mavi Vatan ("Patrie Bleue") doit être défendue. Cette théorie élaborée dans les années 2000 par l'ancien chef de la marine turque, Cem Gürdeniz, a été adoptée par Ankara. Pour son concepteur, interrogé par la revue Le Grand Continent, il s'agit "de protéger la Turquie contre cette pression impérialiste qui la pousse vers la terre". Cette lecture anti-impérialiste la rapproche naturellement des visions iranienne, russe et chinoise, pays qu'elle "fréquente" depuis 2015.

Issu des rangs islamistes, Recep Tayyip Erdogan a embrassé ce nationalisme tur-

quiste, tout en conservant son noyau de fidèles, dont il maîtrise les codes et les attentes. Il ne manque jamais l'occasion de faire vibrer la fibre religieuse. Il remobilise les islamistes lorsqu'il convertit Sainte-Sophie en mosquée ou lorsqu'il sonne la charge contre les caricatures de Mahomet. Il cherche à apparaître comme le nouveau leader d'un "monde musulman" en défendant les minorités opprimées et en prêchant la parole de la Turquie autour de la Méditerranée, mais aussi sur le continent africain. Son ambition n'est pas de restaurer le califat ottoman (aboli par Mustafa Kemal Atatürk), qui donnait aux sultans pleine autorité sur les musulmans du monde entier, mais d'établir un leadership moral. Tout le monde ne voit pas cette ambition d'un très bon œil. Les puissances arabes traditionnelles - l'Egypte, l'Arabie saoudite et les Emirats, cherchent à

le contrecarrer. Pour y parvenir, Erdogan s'appuie sur une galaxie de mouvements islamistes, proches des Frères musulmans et du Qatar, et défend une identité islamique et turque. Moins paradoxal qu'il n'y paraît. "En 1980, la junte militaire a promu la synthèse

turco-islamique, juge le politologue Umut Özkirimli, associé à l'université de Barcelone. Aujourd'hui, Erdogan est le président de ce courant idéologique nationaliste et conservateur.

"En Turquie, poursuit-il, dans le nationalisme, l'islam a toujours

été partie prenante, même du temps de Mustafa Kemal." Erdogan dessine sa propre ligne en réalisant une synthèse idéologique et historique. Elle se résume à un slogan, utilisé par le président turc dans ses discours récents. "Notre mission, c'est de restaurer la force des

Seldjoukides (les conquérants turcs arrivés en Anatolie au XI^e siècle), la conscience des Ottomans et l'esprit de la République." Avec, comme horizon, les prochaines élections en 2023, année du centenaire de la fondation de la république turque. Et sa consécration ?



4 Novembre 2020

Ankara «répliquera fermement» à la dissolution d'un groupe ultra-nationaliste turc en France

Des partisans du MHP turc forment le signe de ralliement des «Loups gris» lors d'un meeting à Istanbul, en mai 2015.

C'est un nouvel épisode des fortes tensions qui enveniment ces dernières semaines les relations entre Paris et Ankara. La Turquie a prévenu, mercredi 4 novembre, qu'elle allait « répliquer fermement » à la dissolution par la France de la mouvance ultra-nationaliste turque des « Loups gris »,

accusée d'inciter à la discrimination et à la haine à l'encontre des Arméniens et des Kurdes. Dans un communiqué au ton particulièrement virulent, le ministère turc des Affaires étrangères qualifie la décision française de « provocation ». Il y voit la preuve que le gouvernement français serait « complètement sous la coupe des milieux d'influence arméniens », il l'enjoint à « protéger la liberté d'expression et de réunion des Turcs de France » et promet de « ré-

pliquer de la façon la plus ferme ».

Ankara qualifie d'« objet imaginaire » ce que les autorités françaises désignent comme le « mouvement des "Loups gris" ». En Turquie, les « Loups gris » sont un surnom donné aux membres et aux sympathisants des « Foyers idéalistes », une formation qui gravite depuis cinquante ans dans l'orbite du parti d'extrême droite ultra-nationaliste MHP. S'ils disposent dans le-

pays d'une existence légale, ceux qui se qualifient de « Loups gris », en Turquie et à l'étranger, sont souvent de simples sympathisants de cette idéologie qui considère comme une menace les minorités religieuses et ethniques. Ces cinq dernières années, les « Loups gris » se sont rapprochés, de fait, de Recep Tayyip Erdogan, car le MHP est devenu l'allié de pouvoir indispensable du chef de l'État turc.



4 Novembre 2010

Nombre record de participations aux cours de kurde en ligne

Les cours proposés en ligne par l'Institut kurde d'Istanbul suscitent un intérêt considérable. L'Institut a une capacité de 600 participants et prévoit de l'augmenter dans les prochains jours, pour le trimestre d'automne. L'application de cours en ligne créée par l'Institut kurde d'Istanbul dans le contexte de la pandémie a attiré une grande audience. L'Institut a déclaré avoir reçu 600 demandes d'inscription dans les heures

qui ont suivi l'annonce de l'application sur les réseaux sociaux.

Eyyüp Subaşı, membre de l'Institut, a parlé à l'agence de presse kurde Firat News de cet intérêt grandissant pour le kurde malgré les pressions exercées par le régime turc sur la langue.

Subaşı a indiqué que les inscriptions étaient limitées à 600 personnes afin de garantir le bon

déroulement des cours, ajoutant cependant que de nouvelles inscriptions pourraient être possibles dans les semaines à venir. "Avant l'épidémie, a-t-il dit, nous avions du mal à atteindre beaucoup de personnes car nos cours se déroulaient davantage dans l'association. Avec la mise en place de cours en ligne, nous avons des candidatures venant de tout le pays, mais aussi de l'étranger".

Et de poursuivre : "L'intérêt

grandissant pour les cours d'apprentissage et d'approfondissement du kurde indique le désir des Kurdes de se réapproprier leur langue. Bien que les tentatives et les politiques de l'État visant à criminaliser la langue et la culture kurdes se poursuivent, le peuple kurde continue à protéger sa langue et sa culture. Le grand intérêt pour les cours de langue est un message clair face à l'intolérance et l'hostilité à l'égard du kurde."

L'ombre d'Erdogan sur la France

Abitrant la première communauté musulmane d'Europe, l'Hexagone constitue une cible de choix pour le président turc, qui y envoie ses imams et ses « loups gris ».

Sur son site, elle se définissait comme une « association islamique au service de l'humanité ». Accusée d'entretenir des liens avec « la mouvance islamiste radicale », Baraka City a été dissoute le 28 octobre par le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin. Son fondateur, Idriss Sihamedi, militant salafiste soupçonné d'être en contact avec des terroristes, a aussitôt demandé l'asile politique en...

Turquie. En pleine passe d'armes entre le président Recep Tayyip Erdogan et Emmanuel Macron, la dissolution de l'ONG, largement relayée par les médias turcs pro-régime, a donné un nouvel écho aux discours enflammés du « reis » d'Ankara contre son rival français, accusé d'« islamophobie » et de « fascisme ». Et le souligne aussi l'influence grandissante de la Turquie et de ses relais associatifs et religieux dans l'Hexagone. Au point de constituer une menace pour l'ordre public ? La question n'est pas saugrenue. Les défilés inquiétants de militants islamistes et nationalistes turcs dans plusieurs villes françaises, ces derniers jours, font craindre l'importation de la violence politique turque sur notre sol.

Pour son premier discours sur le « séparatisme islamiste », le 18 février, Emmanuel Macron avait choisi Mulhouse (Haut-Rhin). La ville alsacienne est le siège d'une importante communauté turque, qui fait l'objet de toutes les attentions de la « mère patrie » et du Qatar, qui y a financé une im-

mense mosquée, le centre An-Nour. De son côté, l'organisation turque Milli Gorus (Vision nationale), le courant historique de l'islam politique turc dont est issu le parti AKP d'Erdogan, y a ouvert, en septembre, l'école Avicenne, un établissement privé. En Europe occidentale, Milli Gorus contrôle environ 500 mosquées, surtout en Allemagne, mais aussi en France (71), dont le complexe Eyyup Sultan à Strasbourg (Bas-Rhin). Et des projets sont envisagés à Grigny (Essonne) et à Creil (Oise).

Alignée sur le président turc, cette organisation islamiste, qui entretient des liens avec les frères Ramadan et la nébuleuse proche des Frères musulmans, travaille de concert avec l'Union des affaires culturelles turco-islamiques (Ditib). A elle seule, la branche française de la puissante administration turque du culte musulman (Diyanet) est à la tête de plus de 250 mosquées dans l'Hexagone.

Ces dernières années, l'islam turc n'a cessé de se renforcer au sein du Conseil français du culte musulman. L'instance nationale a été dirigée entre 2017 et 2019 par le Turc Ahmet Ogras, un proche d'Erdogan et de l'AKP, et un ancien du Milli Gorus. Il fut aussi l'un des cofondateurs de l'Union des démocrates turcs européens, l'extension de l'AKP auprès de la diaspora en Europe. Avant d'être chargé des questions de culte, il avait organisé des rassemblements contre la loi sur le génocide arménien, en 2011 et 2012.

Si la Turquie de Recep Tayyip Erdogan a renforcé l'encadrement de sa diaspora (environ 500 000 Turcs et Franco-Turcs en France), c'est avant tout pour des raisons électorales. Depuis 2007, les Turcs domici-

liés à l'étranger ont le droit de voter aux élections nationales. Leurs voix comptent. « Les Turcs utilisent tous les leviers à leur disposition dans un but diplomatique et politique. Cette tendance s'est renforcée avec Erdogan. La Ditib est devenue un outil très puissant pour Ankara », observe Bernard Godard, ancien fonctionnaire du bureau des cultes au ministère de l'Intérieur et auteur de La question musulmane en France (Fayard, 2015). C'est la Ditib qui salarie les imams : ils sont des fonctionnaires détachés par la Turquie auprès de ses communautés à l'étranger. La France compte environ 150 imamsturcs, soit la moitié des chefs de prière étrangers sur son sol, un quorum qui a régulièrement augmenté ces quinze dernières années.

Au-delà des mosquées, l'activisme pro-turc s'est déplacé sur le terrain politique.

Jusqu'à ce jour : Emmanuel Macron a en effet affirmé vouloir mettre fin progressivement au système des imams détachés. « Cette sortie de l'islam consulaire est extrêmement importante pour pouvoir réduire ces influences étrangères et s'assurer que chacune et chacun respecte pleinement les lois de la République », a-t-il déclaré à Mulhouse. Déjà, le dispositif Elco (Enseignements langues et cultures d'origine), qui concernait neuf pays, dont la Turquie, a été supprimé cette rentrée. Certains professeurs de langue turque envoyés par Ankara étaient accusés de relayer la propagande politique et religieuse de leur pays.

Au-delà des mosquées, l'activisme pro-turc s'est intensifié sur le terrain politique. Les médias officiels liés à Ankara – l'agence Anatolie et la chaîne publique TRT – ont fait la part belle, dans leurs versions fran-

cophones, aux islamistes et aux activistes numériques les plus acharnés. Et ce, à un moment où les militants pro-Erdogan n'hésitent plus à investir les rues des villes de France. Ces derniers jours, ils ont bruyamment manifesté à Dijon (Côte-d'Or), à Vienne (Isère) et à Décines (Rhône), dans la banlieue lyonnaise, fief d'une importante communauté arménienne. « Ici, c'est la Turquie ! Où sont les Arméniens ? » ont hurlé près de 250 pro-Erdogan en paradant dans la ville le 29 octobre. Le 24 juillet, Décines avait déjà été le théâtre d'une démonstration de force de Turcs proches des Loups gris, une organisation liée au parti ultranationaliste turc MHP, allié d'Erdogan, dont Gérard Darmanin a annoncé la dissolution à compter du 4 novembre. Armée de bâtons et de couteaux, la bande, menée par un gros dur de 23 ans aux allures de gangster, Ahmet Cetin, avait conduit une expédition punitive remarquée. Dans une vidéo sur les réseaux sociaux, Cetin avait alors déclaré : « Que le gouvernement [turc] me donne 2000 euros et une arme, je ferai ce qu'il y a à faire en France. » Cette sortie lui a valu une comparution devant la justice pour « incitation à la haine ». Son jugement a été mis en délibéré au début du mois de novembre.

Aujourd'hui, Ahmet Cetin, un Franco-Turc, est devenu l'une des têtes de pont des réseaux d'action pro-Erdogan en France. Comme beaucoup d'autres, il est issu du Conseil de la justice, de l'égalité et de la paix (Cojep), fondé dans les années 1990 à Belfort par des islamistes et nationalistes turcs, avec le soutien de Jean-Pierre Chevènement, afin d'encadrer la communauté turque des quartiers populaires. Basée à Strasbourg, cette ONG peut s'enorgueillir d'être

reconnue et consultée par l'ONU ou le Conseil de l'Europe. Mais son agenda est aligné sur Ankara. Elle s'investit ainsi dans la contestation du « prétendu génocide arménien » et contre son enseignement en histoire, n'hésitant pas à faire

pression sur des professeurs. Elle soutient la lutte contre le « terrorisme » menée par gouvernement turc et dénonce l'islamophobie en France. Le Cojep, qui a des liens financiers avec l'AKP, est dirigé depuis la première heure par Ali

Gedikoglu, condamné pour « incitation à la haine » en 2018 pour avoir qualifié de « parasites » des figures de l'opposition au président. Selon lui, Recep Tayyip Erdogan serait « le Mandela du XXI^e siècle ». Son fils Hamza Gedikoglu a été

nommé conseiller du président cet été. Les membres du Cojep sont également à l'origine du parti Égalité et justice, créé par la Turquie pour mener campagne sur le sol européen. Avec des succès très limités. Mais pour combien de temps ?

l'express

05 novembre 2020
Par Guillaume Perrier

La « mission » du régime d'Ankara

A lors que la Turquie traverse une crise économique majeure, son président tente d'établir un leadership moral sur le monde musulman, quitte à souffler sur les braises.

Au pouvoir depuis dix-huit ans, Recep Tayyip Erdogan entend bien s'y maintenir. Depuis 2015, le reis gouverne avec le parti d'extrême droite MHP (Parti d'action nationaliste), ainsi qu'avec une frange nationaliste laïque et anti-occidentale, influente au sein de l'armée. Une alliance vert-brun qui, depuis des mois, le pousse dans une fuite en avant belliqueuse. Pour remobiliser la base de ses militants et faire oublier la crise économique qui mine son pays, Erdogan est prêt à tout. Il provoque des tensions diplomatiques et militaires, même avec ses voisins et ses alliés. Après avoir envahi à trois reprises le nord de la Syrie pour en déloger les Kurdes, la Turquie a débarqué en Libye en janvier dernier. Le mois suivant, elle a envoyé des bus de migrants prendre d'assaut la frontière grecque et a quasiment provoqué une bataille navale en Méditerranée orientale durant l'été. Enfin, elle est allée soutenir l'Azerbaïdjan contre l'Arménie, à la reconquête du Haut-Karabakh. A chaque crise succède une autre crise.

Cette projection de la Turquie hors de ses frontières est souvent interprétée comme la manifestation d'une nostalgie impériale, une récupération de la puissance ottomane dans un environnement géographique qu'elle a dominé durant plus de quatre cents ans. Le navire de prospection envoyé dans les eaux de la Méditerranée, l'Oruç Reis, le nom turc du corsaire ottoman Barbe-rousse, en serait le symbole. Mais ce « néo-ottomanisme » n'est qu'un aspect de la stratégie politique d'Erdogan.

Le « néo-ottomanisme » n'est qu'un aspect de la stratégie politique d'Erdogan

La doctrine militaire qui justifie les élans expansionnistes et la remise en question des frontières maritimes s'appuie d'abord sur une vision nationaliste revancharde. Celle d'une Turquie à l'étroit dans ses limites territoriales, assiégée et menacée par les Occidentaux, comme au lendemain de la Première Guerre mondiale. Mavi Vatan (« Patrie Bleue ») doit être défendue. Cette théorie élaborée dans les années 2000 par l'ancien chef de la marine turque, Cem Gürdeniz, a été adoptée par Ankara. Pour son concepteur, interrogé par la revue *Le Grand Continent*, il s'agit « de protéger la Tur-

que contre cette pression impérialiste qui la pousse vers la terre ». Une lecture qui la rapproche naturellement des visions iranienne, russe et chinoise, pays qu'elle « fréquente » depuis 2015.

Issu des rangs islamistes, Recep Tayyip Erdogan a embrassé ce nationalisme turquiste, tout en conservant son noyau de fidèles, dont il maîtrise les codes et les attentes. Il ne manque jamais l'occasion de faire vibrer la fibre religieuse. Il remobilise les islamistes lorsqu'il convertit Sainte-Sophie en mosquée ou lorsqu'il sonne la charge contre les caricatures de Mahomet. Il cherche à apparaître comme le nouveau leader d'un « monde musulman » en défendant les minorités opprimées et en prêchant la parole de la Turquie autour de la Méditerranée, ainsi que sur le continent africain. Son ambition n'est pas de restaurer le califat ottoman (aboli par Mustafa Kemal Atatürk), qui donnait aux sultans pleine autorité sur les musulmans du monde entier, mais d'établir un leadership moral. Tout le monde ne voit cependant pas cette ambition d'un très bon œil : les puissances arabes traditionnelles – l'Égypte, l'Arabie saoudite et les Emirats – cherchent à le contrecarrer.

Pour parvenir à ses fins, Erdogan s'appuie sur une galaxie de mouvements islamistes, proches des Frères musulmans et du Qatar, et défend une identité islamique et turque. Moins paradoxal qu'il n'y paraît. « En 1980, la junte militaire a promu la synthèse turco-islamique », juge le politologue Umut Ozkirimli, associé à l'université de Barcelone. Aujourd'hui, Erdogan est le président de ce courant idéologique nationaliste et conservateur. « En Turquie, poursuit-il, l'islam a toujours été partie prenante dans le nationalisme, même du temps de Mustafa Kemal. »

Erdogan dessine sa propre ligne en réalisant une synthèse idéologique et historique. Elle se résume à un slogan, utilisé par le président dans ses discours récents. « Notre mission, c'est de restaurer la force des Seldjoukides [NDLR : les conquérants turcs arrivés en Anatolie au XI^e siècle], la conscience des Ottomans et l'esprit de la République. » Avec, comme horizon, les prochaines élections en 2023, année du centenaire de la fondation de la République turque. Et la consécration du reis ?

Turquie : les Loups gris, alliés contre-nature du président Erdogan

L'organisation fascisante, qui sert de bras armé au parti ultranationaliste MHP, a longtemps combattu les islamistes avant de s'en rapprocher ces dernières années.

L'auriculaire et l'index en l'air, l'annulaire et le majeur joignant le pouce, la main ainsi levée vers le chef forme une tête de loup. C'est le symbole de ralliement du mouvement ultranationaliste turc des Loups gris, que le gouvernement français a banni de l'Hexagone mercredi. Une décision qui a profondément agacé "Ankara. Non sans ironie, les autorités turques ont rappelé qu'aucune organisation portant ce nom n'était recensée. Leur nom officiel est en effet *Ülkü Ocakları*, en français «les Foyers idéalistes».

Mais au-delà de la bataille des mots, cette organisation, qui exige de ses membres l'adhésion pleine et entière à une idéologie fascisante, existe bel et bien. Depuis des années, elle a pignon sur rue en Turquie, surtout depuis que son parti d'attache, le Parti d'action nationaliste (MHP), est devenu en 2016 l'allié du président Erdogan, et de facto la boussole idéologique de la vie politique turque.

Terre, drapeau et religion

Fondés dans les années 60, les Foyers idéalistes ont longtemps constitué la milice du MHP, créé par le colonel Alparslan Türkeş. Ce militaire avait commencé sa carrière politique en appelant la Turquie à s'allier à l'Allemagne nazie. Il fut aussi le meneur des putschistes qui déposèrent et firent exécuter le Premier ministre Adnan Menderes en 1960. Dans les années 70, les Loups



Lors d'une manifestation à Ankara, en l'honneur d'un étudiant tué dans des affrontements entre gauche et extrême... © Pacific Press

gris se livrèrent à une guérilla urbaine contre les révolutionnaires marxistes-léninistes et le mouvement insurrectionnel kurde naissant. L'époque est sanglante : les Foyers idéalistes sont impliqués dans plusieurs massacres, dont celui de Kahramanmaraş, dans le sud du pays, qui fit plus de 100 morts en décembre 1978.

L'idéologie du mouvement est réactionnaire, anticommuniste, antiminorités, et homophobe. Sa vision de la Turquie se drape dans l'imaginaire folklorique des peuples dits «nomades». Le lien à la terre, au drapeau et à la tradition, et par extension à la religion, est sacralisé. Ce mouvement pousse à son extrême la définition de la citoyenneté héritée du fondateur de la République, Mustafa ((Kemal Atatürk : n'est citoyen que celui qui est turc et sunnite.

«Actions illégales»

A partir de la fin des années 70, les Foyers idéalistes ont noué des relations secrètes avec l'appareil sécuritaire turc. Ces liens se sont renforcés dans les années 80 et 90, à mesure que la guerre entre l'Etat turc et la

guérilla kurde du PKK gagnait en intensité. «Les *Ulkücü* ont conduit des actions illégales au nom de l'Etat profond», rappelle Burak Bilgehan Ozpek, politologue et fondateur du groupe de réflexion *Daktilo 1984*. Un triangle se forme alors, au nom de la défense de l'intégrité de l'Etat et par extension de la nation, entre Loups gris, politiciens et mafieux. «La mafia elle-même justifie son existence en disant que sans elle, la rue serait au PKK», explique le chercheur. Il souligne que bien qu'agissant en toute illégalité, les Loups gris vouent un culte «sacré» à l'Etat.

Paradoxalement, après avoir longtemps voué aux gémonies les partis islamistes, et notamment le Parti de la justice et du développement (AKP) du président Erdogan, le MHP en est devenu l'allié en 2016. Ayant perdu le soutien des libéraux après la répression du mouvement populaire de Gezi en 2013, des Kurdes en 2014, puis de ses alliés *gülenistes* en 2016, le chef de l'Etat avait désespérément besoin d'un nouvel appui. Erdogan prétend désormais incarner la défense de l'Etat contre les séparatistes du

PKK et les «terroristes» *gülenistes*. Or quiconque s'arroge cette mission est inattaquable, aux yeux des nationalistes.

Arbitre du jeu politique

Ce rôle était autrefois l'apanage du Conseil national de sécurité, tenu par l'armée. L'instance décidait de la légitimité de tel ou tel parti, en fonction de la menace qu'il représentait pour l'intégrité de l'Etat. Longtemps, les islamistes ont été victimes de ce Conseil, qu'Erdogan a rendu impuissant. Ironie de l'histoire, «l'AKP veut que le MHP joue le rôle du Conseil national de sécurité et lui confère cette légitimité», explique Özpek. En conséquence, le rôle d'arbitre du jeu politique est désormais dévolu à l'un de ses acteurs.

Reste que la famille d'extrême droite est divisée. «Beaucoup d'*Ulkücü* restent allergiques à l'islamisme. Et une nouvelle génération de militants émerge, plus ouverte et éduquée que la précédente», souligne Özpek. Cette frange du mouvement des Foyers idéalistes est en partie représentée au sein du *Yeni Parti* («le Bon Parti»), créé en 2017 à la suite d'une scission du MHP par la «louve» Meral Aksener. Sa formation s'est alliée à l'opposition kémaliste du Parti républicain du peuple (CHP, *laïc*). Alors que le jeu politique turc se déporte toujours plus à droite, cette coalition d'opposition bancal tente vaille que vaille de se démarquer du gouvernement sur les questions de sécurité nationale, avec un succès pour le moment limité. Pour se maintenir au pouvoir, Erdogan a donc aujourd'hui plus que jamais besoin du soutien du MHP et de ses Loups gris.

La porte-parole du Parlement du Sud-Kurdistan appelle les partis kurdes au dialogue

Rewaz Fayeq, porte-parole du parlement du Sud-Kurdistan, appelle au dialogue suite au déploiement militaire du PDK dirigé par le clan Barzani dans les zones où sont situées les bases de la guérilla du PKK, au nord de l'Irak.

Dans un communiqué publié sur le site du parlement du Gouvernement régional du Sud-Kurdistan (KRG), Rewaz Fayeq, porte-parole du Parlement, a déclaré qu'un conflit inter-kurde serait un « crime contre les valeurs du peuple » et souligné que le dialogue était le seul moyen de ré-



soudre les conflits : « Toutes les parties doivent placer les intérêts nationaux au-dessus de tout le reste et mettre les intérêts partisans au second

plan. La volonté pacifique du peuple kurde qui qualifie la guerre civile de crime et ne la considère pas comme légitime, doit être respectée. »

Et de poursuivre : « Je demande à tous de mettre leur esprit pacifique au premier plan en cette période sensible et de tenir compte des hautes valeurs du peuple du Kurdistan. Dans une période déjà marquée par la lutte contre Daesh, la crise économique et la pandémie du Coronavirus, il y a plus que jamais un besoin de réconciliation, d'unité et de paix sociale. »

Pour finir, la Députée de l'Union patriotique du Kurdistan a souligné que la population attendait une désescalade de la situation tendue des deux côtés.



6 novembre, 2020
par Fehim Taştekin
traduit du turc par Renaud Soler

« La Turquie pousse les Kurdes à une guerre fratricide »

La poursuite de l'opération Griffes du Tigre, débutée depuis plusieurs mois dans la région du Kurdistan irakien, où se trouvent les camps du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), alimente les tensions entre les Kurdes. L'envoi des Peshmergas dans la région de Zine Wertê, rattachée au sous-district de Rewanduz, à l'ouest des monts Qandil, a conduit le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) et le PKK au bord de l'affrontement. Le PDK a été accusé d'agir sur ordre de la Turquie. Le 9 octobre, alors que la situation n'était pas apaisée, la signature d'un accord entre Erbil et Bagdad, visant à éradiquer le PKK dans les monts Sinjar – conformément au vœu de la Turquie d'empêcher la constitution d'un deuxième Qandil – et

à écarter les Yezidis liés au PKK de l'administration, complique les affaires. Depuis le 14 octobre, les accusations réciproques ont laissé place à l'affrontement du côté du mont Garê.

Les forces spéciales Leşkerê Gulan, sous le commandement du président issu du PDK Mesrur Barzani, et les commandos Zerevani ont lancé le 14 octobre une opération dans le mont Garê, dont l'objectif est de reprendre un camp dans une des zones que le PKK appelle « zones de défense des Mèdes », en référence aux Mèdes de l'Antiquité. Selon des sources kurdes, les soldats de Leşkerê Gulan, positionnés avant le 14 octobre dans le village de Spilka et dans la région de Barzan, ont

été déplacés le 23 octobre vers Dînarî, Melkê, Dosteka, Gîsê, Mezrînganê, Navxoş, Dîfrî et Mamişmiş. Le 24 octobre, les commandos Zerevani ont installé des points de contrôle à Du-vriye et Gise. Certaines sources ajoutent que parmi les forces positionnées se trouvent des Peshmergas de Syrie.

Ces mouvements s'inscrivent dans un contexte de mise en accusation du PKK par le PDK : le 8 octobre, Gazi Salih Alihan, directeur des forces de sécurité du poste-frontière de Serziri, aurait été assassiné par le PKK, mais l'organisation a rejeté l'accusation. Le Conseil de sécurité de la région du Kurdistan a fait savoir peu après qu'un projet d'attaques contre des représentations diplomatiques et des

institutions économiques avait été déjoué et que 17 suspects, dont 12 liés au PKK, avaient été arrêtés. Toutefois, les membres du Conseil appartenant à l'Union patriotique du Kurdistan (KYB) ont annoncé qu'ils n'étaient pas au courant de ce projet d'attaques, jetant ainsi le doute sur les déclarations officielles. Ces développements ont néanmoins préparé les esprits à une opération militaire.

Des sources du PKK s'expriment auprès d'Al-Monitor voit dans ce déploiement et dans le blocus du mont Garê et la fermeture des voies communications entre Garê et Metina, en lien avec les opérations conduites par la Turquie depuis l'année dernière dans la région de Haf-tanin, les prolégomènes d'un



Photo de la ville de Diyarbakir

glissement du conflit en direction de Metina. Quant aux médias turcs, ils ont annoncé des opérations militaires de grande ampleur du gouvernement régional kurde contre le PKK et rapporté que la région des camps militaires du PKK était assiégée et les liaisons avec l'intérieur coupées.

De manière générale, le PKK voit ces déploiements comme une contribution aux efforts de la Turquie pour éliminer la guérilla. Murat Karayılan, membre du comité exécutif du PKK, explique que le PDK se prépare à combattre dans les régions de Haftanin, Metina, Garê et Behdinan, et ajoute que « [le PDK] cherche à installer des forces partout où nous sommes présents ». Karayılan met en garde contre l'évolution de la situation vers un conflit armé que le PKK ne désire pas. « Je ne veux pas donner l'instruction aux combattants de viser d'autres Kurdes », dit-il. Il rejette les accusations selon lesquelles le PKK prépare une alternative à l'administration régionale du Kurdistan, vise ses institutions et met en danger les acquis des Kurdes : « si la résistance du PKK est brisée, la Turquie s'attaquera à Erbil ».

Le PDK critique quant à lui le PKK, qui fournirait à la Turquie le prétexte pour renforcer sa pré-

sence militaire au Kurdistan. Le président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement du Kurdistan, Rebwar Babkeyi, fait remarquer que le PKK ne tient pas compte du statut constitutionnel du Kurdistan : « le respect par le PKK des institutions du Kurdistan passe par son retrait hors de ses frontières... La présence du PKK dans les zones frontalières a provoqué l'évacuation de villages et la violation des frontières du Kurdistan par la Turquie ». Hikmet Muhammed, membre de la Commission des Affaires Intérieures du Parlement du Kurdistan, accuse le PKK : « si le PKK avait respecté les institutions du Kurdistan, il n'aurait pas assassiné son directeur des douanes ».

Des intellectuels et des hommes politiques se font entendre pour éviter une nouvelle Brakuji, la guerre fratricide de sinistre mémoire qui avait opposé les Kurdes dans les années 1990. Mihemed Emin Pencewini, qui avait joué en 1992 un rôle de médiateur entre les Kurdes, a averti qu'un conflit ne resterait pas limité au PDK et au PKK mais impliquerait tous les Kurdes. Il a appelé chacun à faire preuve de responsabilité, sous peine de ramener la question kurde cinquante ans en arrière.

Mustafa Şefik, un observateur politique actif depuis de longues années dans les mouvements kurdes, considère que jusqu'à présent, de nombreuses erreurs ont été commises, mais que le PKK représente un poids de plus en plus important pour le Kurdistan-Sud. Dans une communication à Al-Monitor, il dit voir dans les opérations de Garê trois facteurs : l'action du PKK provoque un élargissement du champ des opérations turques ; l'accroissement de la pression turque dans le Nord fait glisser le PKK vers le Sud ; le PKK utilise sa puissance pour imposer son hégémonie sur les autres groupes kurdes. « Depuis des années, le PKK n'a pas réussi à mettre ses moyens au service d'une résolution politique du conflit. Plus la situation est devenue difficile dans le Nord, plus lui-même est devenu un problème pour le Sud. Si cela était seulement un problème ponctuel, on aurait pu parler d'erreur tactique. Mais si cela devient récurrent, et on comprend qu'il s'agit d'un problème stratégique. L'accumulation des problèmes est liée au positionnement du PKK. Le PDK sait que depuis toujours, quand le PKK est en difficulté au Nord, il se retourne vers le Sud », précise Şefik. Le discours du PKK a d'abord été attractif et lui a per-

mis de se renforcer, mais ajoutait-il, « de plus en plus, au lieu de mener une politique différenciée dans les quatre parties du Kurdistan, le PKK s'est servi de sa force pour imposer son hégémonie sur les autres organisations. Il y est parvenu dans le Nord mais pas dans le Sud. Si le conflit s'était limité au champ politique, on n'en serait pas arrivé là aujourd'hui. Mais comme il se prolonge dans le champ militaire, il y provoque de violentes tensions. Plus la Turquie a limité le champ d'action du PKK dans le Nord, plus le PKK s'est déplacé vers le Sud, attirant après lui la Turquie, qui est très sensible à ce qui se passe là-bas. Le PKK ouvre à la fois le Rojava et le Sud à la Turquie. Le gouvernement du Kurdistan irakien s'inquiète de cela ». Şefik pense que l'influence du PKK sur les Kurdes et son implication dans les problèmes intérieurs du Kurdistan irakien sont aussi problématiques : « le PKK s'oppose sans cesse au PDK. Il a toujours joué la carte du KYB et pris position en faveur de l'opposition au PDK, au point de lui préférer la Mobilisation populaire chiite (el-Hashd el-shaabi). Il a toujours choisi la mauvaise direction. C'est pourtant du PDK que le PKK a le plus besoin. Or il n'a jamais pris en compte les équilibres du Kurdistan du Sud.

Jusqu'à présent, le PKK et les forces du Sud se sont combattus à quatre reprises. Cela devrait suffire à ne pas reproduire les mêmes erreurs ».

Une source d'Al-Monitor à Erbil ayant requis l'anonymat pense que le mont Garê se trouve trop au sud pour que la Turquie puisse y pénétrer, et que c'est la raison pour laquelle les forces Leşkerê Gulan et Zerevani sont entrées en jeu ; ceci dit, cette source souligne que le PDK règle aussi ses propres comptes. Selon une source

kurde, le PKK accroît sa présence hors de son périmètre traditionnel de ses camps et installe des petites unités entre Soran et Garê. En dépit de son engagement à ne pas recruter en masse au Sud, le PKK dispose de facto d'une base grâce aux interactions locales. Le PDK considère cela comme un danger. Grâce aux opérations d'encerclement du mont Garê, le PDK désire couper les voies de communication entre Behdinan et Soran et rendre plus difficile les échanges avec le Rojava à l'ouest.

Une source proche du PKK rapporte qu'après un petit accrochage près du village de Bamişmiş, au sud de Dîmartê, les forces Leşkerê Gulan se sont partiellement retirées. Les déclarations de Murat Karayılan auraient un peu apaisées les tensions, et grâce à l'intervention de personnalités indépendantes, des réunions entre les deux parties auraient commencé.

En résumé, alors que le PKK défend qu'il faut considérer la question kurde et l'avenir des Kurdes comme un tout, le PDK

pense que le PKK, en attirant vers le sud la Turquie, met en danger le statut constitutionnel du Kurdistan irakien. Sans compter l'incompatibilité entre les programmes politiques des deux entités. Les interventions militaires de la Turquie réveillent des conflits enfouis depuis des dizaines d'années et font craindre une nouvelle guerre fratricide.

(Traduit par Renaud Soler; Paru le 2/11/20 dans Al-Monitor en turc)



November 6, 2020

Tributes paid to former Kirkuk Governor Najmaldin Karim before Pirmam burial

ERBIL, Kurdistan Region — The body of former Kirkuk Governor Najmaldin Karim was received at Erbil International Airport late Friday by several top Kurdistan Region officials before being buried in Pirmam, Erbil province.

Karim died on Saturday in a USA hospital after suffering a stroke. He had said in his will that he wanted to be temporarily buried in the Kurdistan Region, then moved to his hometown of Kirkuk whenever the city falls under the control of Kurdish Peshmerga.

His corpse was received by top government and political officials as well as friends and family members at the Erbil International Airport before being taken to Pirmam.

Born in Kirkuk in 1949, Karim moved to Mosul as a young man to study medicine. He joined the Kurdish Peshmerga forces in 1972 and became the personal physician of famed Kurdish leader Mullah



Mustafa Barzani. Karim accompanied Barzani to the United States for medical treatment, where the leader died.

Karim stayed in the US until 2009 when he returned to the Kurdistan Region. Three years later, he became governor of Kirkuk on the ticket of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani described him on Friday as a "brave and courageous man."

"He tried to gain as much support as possible for the rights of the Kurdistan Region. When he stayed in the US, he really made a lot of friends for Kurds," the president said at Erbil airport.

Karim raised the Kurdistan flag

in the disputed city of Kirkuk, championed the 2017 Kurdistan independence referendum, and supported Kirkuk taking part in the vote. A month later, in October 2017, Iraqi troops and Iranian-backed paramilitary forces drove the Peshmerga out of Kirkuk and other disputed areas. Karim was removed from his post by Baghdad and a warrant was issued for his arrest, leading him to flee to Erbil.

7 novembre, 2020
By Stéphane

Le parti Die Link demande la fermeture des groupes ultranationalistes turcs après l'interdiction des loups gris en France

Suivant les traces de la France, le Parti allemand Die Link a appelé à la fermeture de la Fédération Almany Demokratic Ülkücü Türk Dernekleri Federasyonu (ADÜTDF) organisation faïtière des groupes ultranationalistes turcs dans le pays, y compris les loups gris. Le Parti vert allemand a apporté son soutien à l'appel du Parti Die Link, affirmant qu'il collaborera avec d'autres partis sur cette question.

« Le gouvernement fédéral [allemand] doit immédiatement prendre l'exemple de la France et doit interdire la Fédération des associations des

idéalistes démocrates turcs (ADÜTDF), qui est l'organisation faïtière des « Loups gris » dans ce pays », a déclaré le député du Parti Die Link Sevim Dağdelen, le 5 novembre.

Sevim Dağdelen a décrit l'ADÜTDF comme « l'une des plus grandes organisations de droite opposées à la Constitution » en Allemagne, affirmant que le groupe compte 7 000 membres et 170 associations locales.

L'organisation de droite tente de « pousser l'Allemagne dans la polarisation et la division par des provocations contre les Kurdes, les Armé-

niens, les Alevis, les Grecs et les Juifs », a déclaré Sevim Dağdelen.

« Les loups gris sont étroitement liés au parti de droite turc MHP, qui est le partenaire de la coalition islamiste au pouvoir [Parti de la justice et du développement] AKP, et à une fraction du cercle du président Recep Tayyip Erdoğan, qui poursuit et terrorise ceux qui pensent d'une manière différente de lui », a déclaré Sevim Dağdelen, appelant à « la tolérance zéro pour les organisations islamistes et fascistes ».

Trois législateurs du Parti vert allemand, Cem Özdemir,

Irene Mihalic et Konstantin von Notz, ont également apporté leur soutien à l'appel du Parti Die Link affirmant qu'ils collaboreraient avec d'autres partis sur cette question et présenteraient une motion commune au parlement pour toutes les organisations liées aux ultra-nationalistes de Turquie à fermer.

Dans les années 1970, le MHP a commencé à organiser les travailleurs turcs en Europe occidentale par le biais d'institutions culturelles. Sous la direction du MHP, l'ADÜTDF a été fondée en Allemagne en 1978.

Kurdistan au féminin

Le Kurdistan à travers le regard féminin

7 Novembre 2020

Les renseignements suisses : La Turquie joue un rôle clé pour l'EI

Le rapport du Service fédéral de renseignements suisses fait référence au rôle clé de la Turquie pour l'Etat islamique (EI / DAECH) et à la lutte agressive d'Erdogan pour le pouvoir régional. L'organisation armée kurde, le PKK est décrit comme étant pragmatique dans ce même rapport. Dans son rapport « Sécurité Suisse 2020 », le Service fédéral de renseignement (NDB) évoque le rôle clé de la Turquie comme zone de transit et de repli pour « l'Etat

islamique ». Dans son rapport publié fin octobre, le Service fédéral de renseignement indique que l'organisation DAECH continue de disposer de ressources importantes, tant en termes de personnel que de moyens financiers :

« Elle s'est préparée depuis longtemps à la défaite prévisible : Les cadres et les ressources financières ont été mis en lieu sûr. Aujourd'hui, c'est une organisation clandestine fragmentée en Syrie

et en Irak, mais elle dispose de structures intactes au niveau régional. Depuis la chute du califat, elle a perpétré des milliers d'attaques en Syrie et en Irak, et malgré ces limites, l'organisation centrale dispose également de vastes réseaux transnationaux. La Turquie joue ici un rôle clé en tant que zone de transit et de retrait. Cette observation est soulignée par le fait que des représentants de l'Etat islamique ont été appréhendés ou tués à plusieurs reprises à proximité

immédiate de la frontière turque. En 2019, le ministre turc de l'intérieur a publiquement confirmé la présence croissante et les activités accrues des djihadistes en Turquie. La même année, l'« Etat islamique » a déclaré que la Turquie était l'une de ses provinces ».

Le pouvoir régional agressif de la Turquie sous Erdogan

Dans son évaluation de la situation de la Turquie, le

rapport dit : « Malgré les difficultés politiques et économiques intérieures, la Turquie n'abandonnera pas ses efforts pour obtenir le pouvoir régional sous le président Erdogan. Dans le contexte de sa perception des menaces, l'établissement d'une zone de sécurité dans le nord de la Syrie oblige la Turquie à renforcer ses liens avec la Russie, augmentant ainsi la zone de friction avec ses partenaires traditionnels. La poursuite des intérêts de la Turquie dans la région méditerranéenne y contribue également. Néanmoins, la Turquie n'abandonnera pas fondamentalement ses relations avec ses partenaires de l'OTAN et de l'UE ».

Selon la NDB, le terrorisme djihadiste pourrait être l'un des bénéficiaires des conflits politiques de pouvoir, et l'EI continue de montrer la voie à cet égard. La menace terroriste en Suisse reste élevée et de nouvelles attaques en Europe sont probables, selon la NDB.

Erdogan perd son soutien malgré une politique étrangère agressive

En ce qui concerne la Turquie, le rapport indique : « Le président Erdogan ne peut pas améliorer la situation économique médiocre malgré la richesse de son pouvoir. Son parti au pouvoir, le Parti de la justice et du développement (AKP), est affaibli depuis sa défaite aux élections locales de mars et juin 2019 dans les principales villes.

Malgré les interventions militaires populaires de la Turquie dans le nord de la Syrie et le nord de l'Irak, il continue de perdre le soutien populaire. Les cofondateurs renégats de l'AKP gagnent du soutien, creusant les fissures de l'AKP. L'opposition est cependant divisée et ne représente pas actuellement une alternative sérieuse. La Turquie fait des efforts pour installer les réfugiés syriens d'origine arabe dans sa zone de sécurité au nord de la Syrie. Cela pourrait entraîner

un coin démographique dans les régions revendiquées comme autonomes par les Kurdes. Dans la zone économique de Chypre, en Méditerranée orientale, la Turquie continue à chercher du gaz naturel malgré les protestations des États-Unis et les sanctions symboliques de l'UE. En outre, avec le mémorandum sur le redécoupage des frontières maritimes avec le gouvernement de Sarraj en Libye, la Turquie ignore le droit maritime international. Erdogan menace toujours de laisser les plus de trois millions de réfugiés syriens se diriger vers l'Europe si l'UE critique plus fortement sa politique étrangère ».

Selon le service de renseignement, les tensions politiques internes en Turquie vont se poursuivre : « L'équilibre politique du pouvoir risque de se déplacer davantage au détriment du parti au pouvoir du président. La situation économique restera fragile et risque de se détériorer encore ».

Erdogan continuera à ajuster tactiquement ses relations avec l'UE, les États-Unis, la Russie et les États du Proche et du Moyen-Orient afin de préserver autant que possible l'indépendance de la Turquie. La NDB suppose que la Turquie continuera à intervenir militairement en Syrie et en Irak « afin de contenir ce qu'elle perçoit comme la menace la plus importante – le « terrorisme du PKK » – et en même temps de rapatrier des millions de réfugiés syriens dans les années à venir ».

Le PKK est pragmatique

Alors que la NDB met le « terrorisme du PKK » entre les guillemets dans la section Turquie, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est inscrit dans la section « terrorisme djihadiste et ethno-nationaliste ». Dans la brève section sur le PKK, le comportement de l'organisation kurde en Europe est décrit comme pragmatique.

l'express

7 novembre, 2020

Par Jean-Maurice Ripert (Ambassadeur de France).

Jean-Maurice Ripert : Erdogan, l'homme qui cultive les tensions... et les contradictions

Après 17 ans au pouvoir, le président turc, qui exacerbe les tensions avec la France et plusieurs voisins, est avant tout motivé par sa survie politique. Voici la première des chroniques internationales de Jean-Maurice Ripert, ambassadeur de France, pour l'Express.

La France d'Emmanuel Macron est le partenaire idéal pour une relation d'amour-haine comme Recep Tayyip Erdogan les affectionne. Notre pays est depuis Atatürk une référence culturelle et politique. Notre

volonté d'indépendance, notre combat pour la diversité culturelle, notre laïcité sont une référence pour des élites formées à et dans notre langue.

Les relations se tendent sous

Nicolas Sarkozy qui, avec la chancelière allemande Angela Merkel, bloque plusieurs chapitres de la négociation d'adhésion à l'Union européenne. Elles s'apaisent sous François Hollande, du fait de son engagement

contre Bachar el-Assad, jusqu'à ce qu'il fasse le choix de soutenir sur le terrain les forces arabo-kurdes, qui supportent l'essentiel du combat contre Daech en Syrie.

Les relations se tendent sous

Nicolas Sarkozy qui, avec la chancelière allemande Angela Merkel, bloque plusieurs chapitres de la négociation d'adhésion à l'Union européenne. Elles s'apaisent sous François Hollande, du fait de son engagement contre Bachar el-Assad, jusqu'à ce qu'il fasse le choix de soutenir sur le terrain les forces arabo-kurdes, qui supportent l'essentiel du combat contre Daech en Syrie.

Même la lutte contre l'Islam radical sépare Paris et la Turquie, où vivent de nombreux leaders islamistes, qu'Ankara menace de nous envoyer. Après les propos du président turc visant Emmanuel Macron et ses déclarations contre l'islamisme, l'ambassadeur de France à Ankara a été appelé à Paris pour consultation. Le président turc n'a personnellement condamné ni l'assassinat de Samuel Paty ni l'attentat de Nice. La publication par Charlie Hebdo d'une caricature attaquant nommément le président Erdogan n'arrange pas les choses.

Rodomontades

Au-delà des relations bilatérales, l'année 2020 donne une nouvelle preuve de la démesure, des rodomontades et des reculades d'Erdogan en politique étrangère. Il a ouvert une nouvelle crise avec Athènes, sur la réunification de Chypre, la délimitation des eaux territoriales entre la Turquie et la Grèce, l'exploration et l'exploitation de gaz dans les eaux chypriotes, et enfin l'afflux de migrants qu'il menace de faire déferler sur les îles grecques, donc en Europe.

En Syrie, Turquie et Russie sont de nouveau à cran : des bombardements russo-syriens continuent de tuer des civils mais aussi des soldats turcs. Pourtant Ankara est

l'allié de Moscou au sein du processus d'Astana visant notamment à désarmer les forces arabo-kurdes. Erdogan, s'oppose aussi à Moscou en Libye, en supportant et armant (en violation de l'embargo de l'ONU) le régime de Tripoli face au maréchal Haftar armé par les Russes. Autre terrain d'intervention, au Haut-Karabagh, il arme et lance l'Azerbaïdjan contre l'Arménie, deux pays alliés de la Russie, qu'il place en position délicate. Parallèlement, le président turc, qui n'est pas à une contradiction près, reproche à l'OTAN de ne pas le soutenir dans ses aventures extérieures, tout en achetant des missiles S400 russes.

Situation économique mauvaise

Après 17 ans au pouvoir Recep Tayyip Erdogan est avant tout motivé par sa survie politique. Son Parti de la justice et du développement (AKP) a perdu la majorité et a dû composer avec le Parti d'extrême-droite nationaliste MHP. La situation économique du pays est mauvaise : croissance en berne, taux de chômage impressionnant, Lire turque en chute libre, investissements étrangers en baisse. La crise du COVID-19, a réduit les exportations, tout comme la consommation et les prix de l'énergie.

Le président n'a pas réussi à éradiquer le mouvement de Fethullah Gülen, qui professe un Islam modéré depuis son exil aux États-Unis. Il a besoin de reprendre la main pour valider son rôle de grand dirigeant de l'Islam. Il en va des intérêts de l'"État profond" (théorisé précisément en Turquie en 1990 pour caractériser les liens unissant élite politique, appareil de sécurité et "grandes familles" économiques), mais aussi des siens et de ceux de sa famille.

La réforme constitutionnelle de 2017 présidentialise le régime et lui permet d'islamiser à marche forcée un peuple qui résiste et entend rester "musulman laïc", comme l'ont montré les manifestations de la place Taksim à Istanbul en 2013. Après le coup d'État manqué de 2016, des purges ont frappé plus de 100.000 personnes dans l'armée, l'administration, les médias et l'université, ainsi que la société civile kurde, aggravant la fracture profonde qui divise le pays. L'opposition et la société civile regrettent les tensions avec l'Union Européenne, qui les privent d'un espoir de progrès sur les droits humains, la démocratie et l'état de droit. Enfin, le "problème kurde" persiste avec son coût en vies humaines, malgré l'espoir d'une sortie par la négociation en 2013, que les services secrets turcs (MIT) ont fait échouer.

Diplomatie "néoottomane"

A l'international, Recep Tayyip Erdogan poursuit des objectifs là encore partiellement contradictoires. D'abord la poursuite improbable du rêve d'une "grande Turquie", couvrant de son influence l'ensemble du monde turcophone au Caucase et en Asie centrale. Ensuite, la concrétisation de sa diplomatie "néoottomane", visant à replacer la Turquie au centre du monde musulman, dont il regrette l'égarement, sous l'influence des Occidentaux et du wahhabisme saoudien.

Le président turc se vit en premier défenseur de l'Islam sunnite et rêve de rétablir le califat aboli par Atatürk en 1924. Enfin, il cherche à empêcher par tous les moyens la formation de toute entité kurde, y compris hors de Turquie, qui pourrait entretenir d'un Kurdistan indépendant. Malgré ses dénégations, le

président turc espère un retour en grâce auprès des États-Unis et la reconnaissance de la place majeure de la Turquie dans l'OTAN. Mais son comportement conduit à l'inverse Washington à s'interroger sur le maintien de la Turquie dans l'Organisation. Parallèlement, Ankara persiste dans son refus de se compromettre avec l'Union européenne dans les négociations d'adhésion, qui sont au point mort.

Nul ne sait où l'ego, les ambitions et l'absence de tout respect pour la loi internationale et les droits humains pourraient conduire le régime de Recep Tayyip Erdogan. L'enjeu est crucial pour l'Union européenne, qui risque de perdre un partenaire commercial majeur et un acteur majeur au Proche et Moyen-Orient, où l'effacement américain se fait sentir encore plus qu'ailleurs. "La fiancée turque est fatiguée" me disait-on lorsque je représentais l'Union européenne à Ankara. Certes, mais il est tout aussi vrai que l'Europe est aujourd'hui excédée par le comportement turc. Le président Macron a appelé à "sortir de l'hypocrisie" et à envisager avec la Turquie une "autre forme de partenariat" que l'adhésion. Cette idée gagne peu à peu en Europe, qui reste, malgré la crise, le premier partenaire commercial de la Turquie et le premier investisseur étranger dans le pays. Il lui faut éviter que Recep Tayyip Erdogan ne mette sa menace de lui envoyer les millions de migrants qui se trouvent en Turquie. La voie est donc étroite. Les Européens doivent garder leur sang-froid, maintenir leurs exigences d'un retour à la démocratie en Turquie, à travers un dialogue ferme et exigeant, mais ouvert. En espérant qu'il ne soit pas déjà trop tard.



November 7, 2020
By Khazan Jangiz

Kurdish leaders congratulate Joe Biden on presidential win

Kurdish leaders congratulated President-elect Joe Biden on Saturday, after he defeated President Donald Trump in the race to become the United States' 46th president.

"My heartfelt congratulations to President-Elect @JoeBiden and Vice President-Elect @KamalaHarris on their victory in the U.S. presidential election. I look forward to working together to further strengthen our partnership and bilateral ties," President of the Kurdistan Region Nechriwan Barzani wrote on Twitter.

"I look forward to continuing close, strong cooperation between the Kurdistan Region

and the US," prime minister Masrour Barzani tweeted on Saturday evening, congratulating Biden and vice president-elect Kamala Harris. "Our partnership is crucial to regional stability and prosperity," he added.

The former US vice-president was declared the winner following a prolonged and charged process of vote counting that started on Tuesday. Pennsylvania's 20 electoral votes pushed Biden over the threshold to a total of 273 electoral votes, reported CNN. The state of Nevada was also projected to go to Biden shortly after.

"I extend warmest congratula-

tions to President-elect @JoeBiden, a friend and trusted partner in the cause of building a better Iraq. We look forward to working to achieve our common goals and strengthening peace and stability in the entire Middle East," Iraq's President Barham Salih tweeted.

Deputy Prime Minister Qubad Talabani also congratulated Joe Biden and "the first ever female #VPOTUS" Kamala Harris, tweeting "we look forward to working with his administration to build on our already strong partnership with the US government, the US military and the American people."

US vice president-elect Ka-

mala Harris, will be the first Black woman and first person with South Asian ancestry to hold the role.

"I express my heartfelt congratulations to you, my friend, president-elect @JoeBiden for your victory. I sincerely hope and pray that the free world under your leadership will witness more peace and prosperity" the leader of Kurdistan Democratic Party (KDP), Masoud Barzani, said in a tweet.

Biden was Delaware's longest-serving senator, and served as vice-president under President Barack Obama. He will be the 46th president of the US when sworn into office in January.



November 8, 2020
By Hiwa Shilani

COVID-19: Iraq infections near half a million, as gov't sets school opening date

Iraq's Ministry of Health and Environment on Sunday reported 2,530 new coronavirus infections and 44 deaths due to the disease in the past 24 hours.

The health ministry in its statement mentioned that it had conducted 15,965 tests in the last 24 hours, making for a total of 3,002,586 tests since the beginning of the outbreak in Iraq.

According to official data, the total number of infections in

Iraq has now reached 498,549, including 428,928 recoveries, and 11,327 deaths.

It is important to note that a patient classified as a "recovery" means they are no longer actively treated by health professionals, not that they have fully recovered.

Increasingly, medical experts recognize that some COVID-19 symptoms, such as chronic fatigue, often continue long after an individual's formal recovery

and that various other symptoms, including significant lung damage, could be permanent.

On Saturday, Iraq's coronavirus task force, a federal committee coordinating the nation's response to the disease, issued a directive that set the start of the new school year at the end of November 2020.

The committee stated that the opening plans of the ministries of education and higher education and scientific research

must adhere to the preventative measures outlined by the ministry of health. The plans would reportedly be presented to the next committee meeting.

The coronavirus has infected more than 50 million people worldwide and killed over 1.26 million, according to Johns Hopkins University's database. The actual figures could be dramatically higher due to insufficient testing capabilities or underreporting.



8 Novembre 2020

Coronavirus Death Toll Surpasses 147, 600 in 462 Cities

Mohsen Rouhol-Amini, regime Parliament Deputy from Tehran: The lack of quarantine in Tehran will cause the death of several thousand. Perhaps one can control the situation without a lockdown in the short term, but at what price? People's lives? (Hamshahri daily, November 10, 2020)

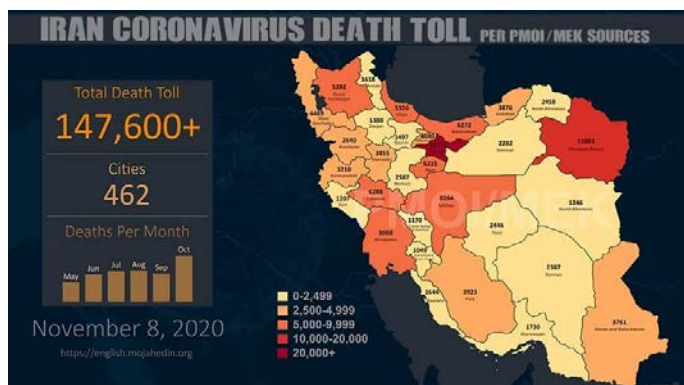
Eqbal Shakeri, Parliament Deputy from Tehran: National Coronavirus Task Force has opposed a two-week lockdown and no sufficient answer has been given. (Hamshahri daily, November 10, 2020)

Masih Daneshvari Hospital: The number of victims may go up. Two nights ago, 65 Medical School presidents wrote to the

Health Minister and asked for a two-week-long of the country. (State Television, November 7, 2020)

Regime's Parliament Deputy in Ilam: Coronavirus has spread widely, and people are watching the death of their beloved and young siblings every day. Quarantine must be put on the agenda as the most urgent action. (Regime's Parliament website, November 10, 2020)

The People's Mojahedin Organization of Iran (PMOI / MEK) announced this afternoon, Tuesday, November 10, 2020, that Coronavirus has taken the lives of more than 149,700 people in 462 cities across Iran.



The death toll in various provinces include: 36,311 in Tehran, 11,183 in Khorasan Razavi, 8,658 in Khuzestan, 8,389 in Isfahan, 6,413 in Lorestan, 6,285 in Qom, 5,422 in East Azerbaijan, 5,366 in Gilan, 4,489 in West Azerbaijan, 4,125 in Alborz, 4,026 in Fars, 3,926 in Golestan, 3,885

in Hamedan, 3,841 in Sistan and Baluchistan, 3,278 in Kermanshah, 2,692 in Central, 2,516 in Yazd, 2,478 in North Khorasan, 2,446 in Yazd, 2,452 in Kerman, 1,638 in Ardebil, 1,405 in Zanjan, 1,291 in South Khorasan, and 1,242 in Ilam.

The Guardian

8 Novembre 2020
By Bethan MCKERNAN

Art as resistance : exiled Kurdish artist's daring Istanbul show

An exiled artist who spent almost three years in jail in Turkey is shining a light on Kurdish feminism with a daring exhibition of works she created while behind bars.

Zehra Doğan was among the thousands of people who have been caught up in arrests and detentions in Turkey since the 2016 attempted coup against President Recep Tayyip Erdoğan's government. Those detained are accused of either supporting the Gülenist move-

ment, blamed for the failed putsch, or the Kurdistan Workers' party (PKK), a militant group, both of which are outlawed.

She was jailed for a painting depicting a town in the majority-Kurdish south-east of the country that was destroyed in a Turkish military operation after peace talks between Ankara and the PKK broke down in 2015.

Êşa Şahmeran (Shahmeran's Pain), 2016. Created in Mardin

prison, south-eastern Turkey. Photograph: Zehra Doğan

The painting, together with her work as a journalist, led to a sentence of two years and 10 months for terrorist propaganda and inciting hatred. On her release last year, the 31-year-old left the country, and fears she will be unable to return.

"In prison, I had two choices: either to accept it, and complain, or to try to continue with my art as a means of resistance," she said.

Turkish and Kurdish writers have long found their voices in prison, whereas the work of visual artists, cut off from materials and mediums, has suffered. With no paper, Doğan used newspaper, cardboard and clothes as canvases. For paint, she found that crushed herbs made green, kale was a substitute for purple, and pomegranate or menstrual blood could be used for red. Blue ballpoint pen, cigarette ash, coffee grounds, pepper and turmeric make up much of the rest of her prison palette.

The result is a striking series of works that were smuggled out of her cell as dirty laundry, now on display at the Kiraathane24 art space in Istanbul as Not Approved, her first solo exhibition in Turkey.

Kızıl Ay Tutulması 3 (Red Moon Eclipse 3). Created in 2018 in Diyarbakır prison from coffee, tea, cigarette ash, turmeric, bleach, tomato paste and pencil on the artist's sister's skirt. Photograph: Zehra Doğan

Women's faces and bodies, along with Shahmaran, the half-woman, half-snake of Kurdish mythology, feature prominently. Drawn or painted on scarves and cloth, they are depicted as bound up in rope made from human hair, faces twisted in pain from childbirth or menstruation framed by traditional Kurdish clothing and jewellery.

In one piece, Womanhood, ghost-like female faces with no hair stare at the observer from the skirts of a coffee-stained

dress hung from a curtain rail. It is pinned up in such a way that it looks as if an invisible wearer is dancing through the air.

The exhibition has been well received by both critics and the public. But despite its success, Kurdish art in Turkey is still struggling to find a platform.

The ruling Justice and Development party (AKP) took steps to improve cultural and linguistic rights for Turkey's 18% Kurdish minority in 2009, leading to the flourishing of Kurdish media outlets and the establishment of the first Kurdish-language university department at Artuklu in Mardin.

Since talks with the PKK collapsed, however, many Kurdish politicians, including the leader of the pro-Kurdish Peoples' Democratic party (HDP) Selahattin Demirtaş have been removed from office and imprisoned, and media and cultural projects have been shut down.

In Womanhood, ghost-like female faces stare at the observer from a coffee-stained dress. Photograph: Zehra Doğan

The latest victim was Bêrû, a Kurdish-language adaptation of the Italian play Trumpets and Raspberries by the Nobel laureate Dario Fo, which was cancelled by local administrators just hours before opening night in October. It had been billed as the first Kurdish-language production by the Istanbul Municipality City theatre in its 106-year history.

Şener Özmen, a Kurdish artist and writer, said: "Kurdish artists, those who express themselves as Kurdish and are not afraid of that identity, face more and more disappointing difficulties today. Kurdish is still a language that can be banned and is banned.

"A growing issue is theatres, institutions and gallery owners basically suggesting the artists censor themselves [in order not to attract trouble]."

Ez Zehra (I, Zehra), 2019. Started in Diyarbakır prison, finished in Tarsus prison; made from feathers, hair and menstrual blood. Photograph: Zehra Doğan

Doğan is more optimistic. From afar, she is helping organise workshops for young Kurdish artists and is collaborating with the Chinese dissident Ai Weiwei in Switzerland soon.

Now out of prison, and outside Turkey, the artist says she is focusing on larger systems of entrapment created by borders. "There is always room for improvement but the Kurdish art scene is changing rapidly at the moment and there is a wave of creative new artists," she said.

"Kurds have been fighting for our rights for 100 years now. Some choose to fight with weapons. We need to learn to fight through other means. For me, that is art."



9 Novembre 2020

Erdoğan continues repression of Kurdish political and cultural rights

The year 2020 has been especially difficult for Turkey's already embattled Kurdish population. President Recep Tayyip Erdoğan and his Justice and Development Party (AKP) continue to imprison Kurdish activists and overturn the democratic will of Kurdish voters at an alarming pace, putting the future of Kurdish political and cultural aspirations in a dire position.

As COVID-19 continues to ravage the country, Erdoğan and his allies have cynically used the crisis as a smoke screen to

double down on the Kurds, removing elected mayors and banning public displays of Kurdish culture and language.

Turkey's restrictions and disregard for its Kurdish minority, which makes up roughly 20 percent of the population, is not new. Although Erdoğan eased some of Turkey's systematic anti-Kurdish laws in the mid-2000s, he later went on to walk back many of his reforms in a bid to cater to the ultranationalist Nationalist Movement Party (MHP), a party with which he is in a ruling coalition.

This dynamic became especially pronounced in the aftermath of the 2016 failed coup, which resulted in an intensification of Ankara's operations against the Kurds both at home and abroad.

The ruling government has curtailed Kurdish language, literature and culture on trumped-up charges ever since.

The last year has been particularly difficult for Turkey's Kurds. Of the 65 mayors elected in last year's local elections for the Kurdish-led

People's Democratic Party (HDP), Ankara has forced out or detained 59, replacing them with loyal AKP trustees. The large-scale crackdown on the HDP has led its co-chair Mithat Sancar to raise concern that the government will pressure the Constitutional Court to enact a total closure of the political party.

Erdoğan ultimately aims to equate the HDP with the Kurdistan Workers' Party (PKK) – a Kurdish militant group that has waged an armed conflict with the Turkish state for

nearly 40 years. Now the HDP, its leaders, its members and its supporters are in danger from the AKP-led government.

In September, police arrested 82 HDP-affiliated figures on the false charge of taking orders from the PKK to “incite a rebellion” during the October 2014 Kobane protests, in which security forces killed 31 Kurdish protestors. Meanwhile, in Hakkari, police arrested Leyla Güven, a former deputy from the HDP and one of its most popular figures, on dubious charges of aiding the terrorist actions of the PKK. Their arrests are part of the wide net cast by the AKP in its battle against local and state governments with ties to the HDP – and the charges of association with the PKK show that Erdoğan is magnifying his efforts to paint the HDP as identical to the PKK.

Erdoğan’s desire to crush Kurdish political aspirations also reaches into the cultural sphere. Most recently, the governor of Istanbul’s Gaziosmanpaşa district halted the production of a Kurdish-language play in Istanbul on the grounds that its content would “disturb public order”. This is one of many examples



of the government utilising outdated laws to suppress the Kurds’ basic civil rights.

The mounting pressure is also forcing residents of predominantly Kurdish areas such as Diyarbakir to hold underground Kurdish language classes in order to avoid reprisals from the government. Higher education is also under attack. Turkey’s Council of Higher Education (YÖK) has banned students from writing their dissertations in Kurdish. Diyarbakir’s Dicle University has also backtracked on its use of Kurdish language as a medium of instruction, with the university insisting that it never offered courses taught in Kurdish, despite the claim by for-

mer academic Selim Temo that Ankara has changed the language of instruction from Kurdish to Turkish.

Kurdish media, like other media outlets critical of Erdoğan, has not fared well under the AKP. As of Oct. 6, the popular Iraqi Kurdistan-based news website Rudaw is banned from operating in Turkey as a result of a controversial social media law passed, further stifling platforms critical of the government. Ankara also heavily censors books in Kurdish or about Kurdish history. In 2018, the Turkish courts banned the distribution and sale of nine Kurdish books detailing the history and struggles of the Kurds on the

grounds that they were spreading “terrorist propaganda”.

Erdoğan’s draconian anti-Kurdish measures leave no room for doubt that the lifting of restrictions on Kurdish culture or politics that he enacted earlier in his rule was purely a political ploy. His alliance with the MHP and near total adoption of their anti-Kurdish outlook exposes the limits of Kurdish political and cultural rights in AKP-ruled Turkey. Although Turkey’s Kurdish minority aspires to enjoy the same rights and freedoms as other Turkish citizens, the Erdoğan government’s systematic repression of even the most basic of their demands will only exacerbate the Kurdish conflict.



9 Novembre 2020
By Henri BARKEY

A Biden administration a setback for Erdogan

Joe Biden’s victory in the US presidential election represents a significant setback for Turkey’s president. Recep Tayyip Erdogan had managed to establish a close and personal relationship with President Donald Trump that protected him from a Washington establishment, Republican and Democrat, increasingly critical of Turkey’s aggressive foreign policy and intensifying authoritarianism.

Trump’s lackadaisical approach to Erdogan provided the latter with an opening for an aggressive and revisionist set of policies that pushed the boundaries of Turkey’s relations with the US and Europe. Biden, on the other hand, is unlikely to countenance Erdogan’s belligerence. Thus we should not be surprised if Turkish-American relations are subject to some serious and contentious disagreements.

In the four years since Trump became president, Turkish-American relations have been subject to some of the severest disagreements and clashes. The list is long and includes such issues as the Turkish intervention in Syria against America’s allies, the Syrian Kurds, who successfully and at great sacrifice fought against Islamic State (ISIS) at Washington’s urging.

Trump shocked and angered congressional Republicans and Democrats by greenlighting Erdogan’s partial takeover of northern Syria and by reducing the presence of American troops there.

In contrast, Biden is on record saying “Turkey is the real problem,” and that he would tell “Erdogan that he will pay a heavy price.” So chances are the new administration will in-

crease help for the Syrian Kurds, given that ISIS remains a serious threat.

Erdogan also has been intent on extending Turkish influence throughout the Mediterranean. In Libya, he intervened decisively on behalf of the Tripoli government by deploying his country's highly effective drones, along with advisers and thousands of Syrian jihadists, turning the tide against the insurgent Khalifa Haftar.

(These same tactics, down to the deployment of Syrian jihadists, are being employed in the conflict over Nagorno-Karabakh between Armenia and Azerbaijan.)

Then there is Turkey's hawkish challenge to Greek and Cypriot exclusive economic zones in the Eastern Mediterranean – a development that has shaken the European Union, to which both Cyprus and Greece belong. The maritime disputes are not new; what is new, however, is Ankara's all-or-nothing approach that risks instigating a serious conflict with military ramifications.

Perhaps the most immediate challenge awaiting the Biden administration is a dispute for which there appears to be no immediate solution: Turkey's decision to purchase the Russian S-400 anti-aircraft system, which it is claimed compromises America's most modern,

multipurpose fighter aircraft, the F-35.

It is important to understand this crisis because it is emblematic of the state of current relations between Ankara and Washington. Turkey was repeatedly warned by the US and its allies of severe consequences if it went ahead with the S-400.

But Erdogan was oblivious to those appeals. He assumed that its allies would eventually give in, as they had in the past, because "Turkey is simply too important," and that Trump would find a way around this particular challenge. To his surprise, the US acted quickly to cast out Turkey from the F-35 program.

It would not receive any of the planes that its air force had counted on to refurbish its aging fleet. Turkey, which planned to earn billions of dollars by producing and exporting F-35 parts, now finds itself excluded from this as well, thereby also forsaking the benefits of technology transfer.

Yet the S-400s needn't be the most pressing problem, provided the Turks do not deploy them. But having paid the Russians almost US\$2.5 billion and invested much prestige in their acquisition, Erdogan does not have a face-saving exit. He cannot return them, like a buyer

having second thoughts; Moscow is not Amazon.

The absence of confidence in Erdogan means that even if the missiles were to remain undeployed in Turkey, the US would not countenance Ankara's return to the F-35 program.

The S-400s, which Turkey recently tested, have unified all segments of the Washington establishment in opposition, from Democrats and Republicans in Congress to the Department of Defense, usually an important supporter.

Congress voted for further sanctions against Turkey that, were it not for Trump blocking it, would have augmented Ankara's pain. A President Biden, who already has a fraught relationship with Turkey, is likely to be supportive of sanctions, certainly as a diplomatic tool.

Turkey's leadership and its supporters, especially in the media, have made clear their dislike of Biden. His past statements suggesting that he would engage with the opposition have been repeatedly disseminated by government allies to insinuate that he would support "an overthrow" of the government.

After all, Biden was US vice-president during the 2016 attempted coup that the Erdogan administration has consistently blamed on Washington. Turkey

would very much like the US to extradite the cleric Fethullah Gülen, whom it accuses of organizing the coup. Ankara has not been able to supply the requisite legal documents that the US needs to begin an investigation. For Turkey, the apparent American reluctance is evidence of bad faith.

Erdogan has enjoyed unusual access to Trump, calling him often and succeeding in getting the American president to agree to requests that left the American bureaucracy aghast. In many ways, the two leaders are very much alike: They prefer the informal over the formal in conducting business, and both are bombastic personalities who fancy themselves as "mutinous" leaders intent on transforming the existing global system.

They enjoy putting their opponents on the defensive, by constantly attacking and accusing them of outlandish wrongdoings, to shrewdly achieve political goals. The difference is that Erdogan could jail anyone he disliked, and Trump could not.

Biden is going to be a very different president. He is an institutionalist. Erdogan will be unable to circumvent the US government bureaucracy and go directly to Biden, nor will the new American president consider making side deals.



9 Novembre 2020

Iran: plus de 147.600 décès dus au coronavirus dans 462 villes - NCR Iran

Au moins 8200 décès la semaine dernière

Dans ses chiffres, le ministère de la Santé du régime a annoncé un nouveau record

de 459 décès dus au Covid-19 et 5523 malades graves ces dernières 24 heures. Ces deux chiffres sont sans précédent depuis le début de l'épidémie en Iran.

Iraj Harirchi, vice-ministre de la Santé : 6.300 lits d'USI ont été dédiés aux malades du Covid-19. (Télévision d'État, 7 novembre 2020).

Un membre du conseil de Té-

héran : Nous approchons les 200 décès par jour. Malheureusement, malgré des demandes répétées, un confinement de Téhéran pendant deux semaines n'a pas été accepté. Une directive in-

complète et faible a été émise par le centre national de lutte contre le coronavirus, qui n'est même pas appliquée. (Quotidien Hamshahri, 8 novembre 2020).

Hôpital de Daneshvari : Les malades graves sont plus nombreux que lors des pics précédents. Les lits de l'USI sont toujours occupés et nous sommes obligés de garder ailleurs les patients que nous hospitalisons dans le passé à l'USI. (Télévision d'État, 7 novembre 2020).

Le président de la commis-

sion parlementaire de l'Éducation du régime : Un dixième des victimes sont originaires de la province d'Azerbaïdjan oriental. (Agence Fars, 8 novembre 2020)

Le directeur des affaires hospitalières de la province d'Alborz : Ces dernières 24 heures, nous avons eu besoin de transférer 60 personnes en soins intensifs. Elles attendaient que les lits se vident. (Télévision d'État, 8 novembre 2020).

L'Organisation des Moudjahi-

dine du peuple d'Iran (OMPI / MEK) a annoncé ce 8 novembre 2020, que le nombre de décès dus au coronavirus a dépassé les 147.600 dans 462 villes d'Iran. Le bilan des décès dans les différentes provinces est le suivant : 35.771 pour Téhéran, 11.083 Khorassan-Razavi, 8568 Khouzistan, 8264 Ispahan, 6215 Qom, 5326 Guilan, 5282 Azerbaïdjan oriental, 4489 Azerbaïdjan occidental, 4080 Alborz, 3855 Hamedan, 3923 Fars, 2640 Kurdistan, 2587 Markazi, 2458 Khorassan du nord, 2446 Yazd, 2387 Kerman, 1618 Ardebil,

1730 Hormozgan, 1380 Zanzan, 1246 Khorassan du sud, 1207 Ilam, 1170 Chaharmahal-Bakhtari, et 1049 Kohgiluyeh-Boyer-Ahmad. Ainsi, au cours de la semaine dernière, au moins 8 200 personnes ont perdu la vie à cause du coronavirus.

La porte-parole du ministère de la Santé du régime a annoncé un nouveau record de décès et de patients gravement malades, soit 459 et 5523 respectivement. Ces deux chiffres représentent un nouveau record depuis la propagation du virus en Iran.

ROJ

9 Novembre 2020

Cizre : 10 kurdes arrêtés par la police d'Erdogan

La police anti-terroriste turque (TEM) a procédé lundi, tôt dans la matinée, à l'arrestation de 10 membres du Parti démocratique des Peuples (HDP), dans le district de Cizre, à Şirnak.

Plusieurs perquisitions ont été menées simultanément,

tôt dans la matinée, dans le quartier Yafes de Cizre.

« Ils ont perquisitionné notre domicile tôt dans la matinée, ils m'ont mis à terre et ont commencé à me donner des coups avec leurs armes pendant qu'ils étaient en train de chercher mon frère », a témoigné le

frère de Abdülmülalip Tetik, Kahraman Tetik.

Parmi les 9 enquêtes ouvertes contre Güler Tuñç, Co-maire de Cizre destituée par le gouvernement d'Erdogan, également arrêtée ce matin, une serait ouverte pour motif de s'être rendue sur la tombe de son mari et

son beau-frère tués par l'armée turque pendant le couvre-feu de Cizre en 2015.

D'autres personnes seraient toujours recherchées, selon le bureau du Procureur de Şirnak.

Le Monde

10 Novembre 2020

La Turquie condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour avoir détenu des journalistes d'opposition

L'affaire était devenue le symbole des atteintes à la liberté de la presse sous Recep Tayyip Erdogan. Dans un arrêt, rendu mardi 10 novembre, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a condamné la Tur-

quie pour avoir placé, en 2016, dix journalistes du journal d'opposition Cumhuriyet en détention provisoire.

Ces derniers étaient accusés par Ankara de faire la « propagande » d'organisations quali-

fiées de « terroristes » par le régime turc, comme le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et le réseau du prédicateur Fethullah Gülen.

« La détention provisoire imposée aux requérants dans le

cadre d'une procédure pénale engagée contre eux (...) constitue une ingérence dans l'exercice de leur droit à la liberté d'expression », a ainsi conclu la Cour qui siège à Strasbourg. Placé en détention provisoire en novembre

2016, un des requérants n'est sorti qu'en avril 2018.

Incarcérés sur « de simples soupçons »

Leur interpellation et leur placement en détention provisoire, quelques mois après le putsch manqué de juillet 2016 contre le président Recep Tayyip Erdogan, avaient eu lieu en raison de « la ligne éditoriale suivie par le quotidien Cumhuriyet, dans ses articles et dans les médias sociaux, critiquant certaines politiques gouvernementales », rappelle la cour dans un communiqué.

Pour justifier leur détention, la justice turque avait alors estimé « qu'il existait de forts soupçons selon lesquels les intéressés étaient responsables des activités permanentes du quotidien Cumhuriyet consistant à faire la publicité et la propagande d'organisations terroristes », poursuit la CEDH.

Ils étaient notamment accusés de faire de la propagande pour le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ou le FETÖ, acronyme désignant le réseau du prédicateur Fethullah Gülen accusé par Ankara

d'avoir fomenté le coup d'Etat avorté de 2016.

Leur interpellation et leur maintien en détention provisoire « reposaient sur de simples soupçons et non pas sur des raisons plausibles », relève la juridiction européenne. Elle relève que « les interventions dont les requérants ont été tenus pénalement responsables relevaient de débats publics sur des faits et événements déjà connus » et ne contenaient « aucun soutien ni promotion de l'usage de la violence dans le domaine politique ».

Elles ne comportaient aucun « indice au sujet d'une éventuelle volonté des requérants de contribuer aux objectifs illégaux d'organisations terroristes, à savoir recourir à la violence et à la terreur à des fins politiques », épingle encore la CEDH.

La Turquie devra verser 16 000 euros pour dommage moral à chacun des journalistes. Le pays occupe la 157e place sur 180 au classement 2019 de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières.



11 Novembre 2020

Rojhelat • L'eau se fait rare, la colère monte à Sanandaj

Dans un petit village kurde près de la ville de Sanandaj, en Iran, quelques dizaines de personnes font la queue pour remplir des jerrycans à une source d'eau pure.

La vidéo a largement circulé sur les réseaux sociaux fin octobre au Rojhelat1. L'accès à l'eau potable y est un problème récurrent. Une chaîne Telegram consacrée à ce sujet a été lancée le 24 octobre : elle atteignait quasiment les 20 000 abonnés au début du mois novembre. Bien que, pour se protéger de la répression des autorités, répétant qu'il ne s'agissait pas là de revendications politiques, ses abonnés semblaient assez en colère pour suggérer l'imminence d'un important mouvement de contestation. Outre les coupures d'eau dues à un appauvrissement des ressources aquifères, la qualité de celle disponible la rend souvent impropre à la consommation, en particulier à cause d'une im-

portante pollution à l'arsenic. Des protestations ont éclaté, notamment à l'échelle locale, dans les villages de la région. Pour l'essentiel, les habitants s'élèvent contre le mauvais goût de l'eau, tenant les pouvoirs publics pour responsables de la pollution.

L'eau qui sort du robinet a une couleur jaunâtre.

D'après Ali2, un journaliste local, la pénurie d'eau s'explique par des pluies peu abondantes et une surexploitation des ressources pour l'agriculture, qui épuisent les réserves. L'eau est notamment utilisée pour la culture du blé, dont le gouvernement a fait un enjeu politique, comme nous l'explique l'activiste de l'association Çiya. Ciwan3: «Quand le régime a pris le pouvoir en Iran, il a mis en place une division agricole pour les différentes régions. Par exemple, les agrumes pour le nord de l'Iran, du blé et du grain pour le centre et le Kurdistan.



Dans un petit village kurde près de la ville de Sanandaj, en Iran, quelques dizaines de personnes font la queue pour remplir des jerrycans à une source d'eau pure.

[...] Le gouvernement accorde certaines aides à ceux qui cultivent ce qu'il leur demande pour les encourager. Mais ces aides ne sont pas basées sur des recherches agricoles et elles ne sont pas écologiques, elles sont basées seulement sur la demande. Par exemple, Khamenei dit qu'on veut être

autosuffisant pour le blé. Donc une grande quantité des eaux souterraines sont extraites dans ce but, seulement pour dire que l'Iran est autosuffisant dans la production de blé. Ce n'est pas écologique. En Iran, il y a 600 plaines, dont 270 sont complètement sèches et incultivables. C'est le résultat

de l'utilisation abusive des eaux souterraines. [...] Les réserves aquifères doivent être utilisées à 20 % au maximum, c'est-à-dire dans les situations les plus tendues. [...] L'Iran qui a déjà utilisé près de 80 % de ses réserves d'eaux. L'agriculture en Iran est en crise et les plaines vont devenir des déserts. La question de l'eau sera un problème crucial pour l'avenir de l'Iran."

Largement partagé sur les réseaux sociaux ce texte dit : "Nos chers compatriotes de Sanandaj, l'eau pure ne doit pas avoir de couleur, pas d'odeur ni de goût. C'est un droit des plus basiques des citoyens. Pour demander ce droit rejoignez la chaîne Telegram de notre campagne"

La pollution à l'arsenic pourrait être causée par l'activité de mines d'or d'après Azad. Des études scientifiques affirment quant à elles que cette pollution proviendrait de la croûte terrestre. Difficile d'en savoir plus : les autorités refusent de mener toute étude sérieuse, tout en ayant, d'après les habitants, une gestion hasardeuse des ressources. Loin du ressenti des habitants, une étude conduite en 2014 par des chercheurs iraniens concluait à des taux de pollution des eaux par les métaux lourds inférieurs aux normes internationales, et à une contamination des végétaux au chrome et au plomb, qu'elle

attribue à la circulation des voitures et des camions sur les routes proches des exploitations agricoles... Une autre étude, en date de 2020, atteste bien, par contre, d'une forte pollution à l'arsenic attribuée au processus de différenciation magmatique lors de la formation de la croûte terrestre.

Placé devant le fait accompli, la municipalité et les responsables de la province représentant le régime font des promesses à court terme. Ainsi, ils se sont engagés cette année, si le gouvernement leur en donnait le budget et l'autorisation, de transférer de l'eau du barrage de Azad, situé 40 kilomètres à l'ouest de Sanandaj vers la ville, et de renforcer la lutte contre le forage illégal de puits. "Ce qui est important dans cette partie de l'Iran", ajoute Ali, "C'est une gestion sérieuse. Si elle est mise en place, il y a assez de ressources en eau disponibles." Cette mauvaise gestion, combinée à des sécheresses récurrentes, a conduit à une accentuation de la crise depuis 2017. De plus celles et ceux qui dénoncent l'incurie des pouvoirs publics risquent lourd.

Ainsi même si l'écologie est l'un des seuls domaines dans lesquels il est possible d'avoir une action publique sans être immédiatement arrêté, les activistes écologistes font l'objet d'une sévère répression, avec des dizaines d'arrestation ces

dernières années. Khabat Ma-fakheri en fournit un exemple. Arrêté le 11 août à Sanandaj, il est libéré au prix du versement d'une lourde caution, puis de nouveau réarrêté le 26 septembre. Il est toujours en prison, sans avoir le droit d'entrer en contact avec sa famille, qui ignore de quelles charges il est accusé. Ciwan témoigne : "Le gouvernement n'est pas du tout bienveillant avec nous. À l'heure actuelle certains de mes amis sont en prison. Il met toujours des obstacles à nos activités. Pour lui l'environnement n'est pas une priorité lorsqu'il planifie un projet. Ceux concernant la fabrication des barrages sont seulement politiques et pas environnementaux, ils ne servent pas la population. [...] Je donne une autre statistique : la province du Kurdistan est la 6e ou 7e province en terme de terres agricoles mais la deuxième pour les ressources en eau. Vu toutes ces statistiques le Kurdistan devrait être 3e ou 4e pour la production agricole en Iran, mais il n'est que 19e. L'agriculture de Kurdistan n'est donc pas du tout bien organisée. Et de plus les eaux du Kurdistan vont vers les provinces voisines. Le Kurdistan est largement défavorisé par rapport [à d'autres provinces] il n'y a même pas une industrie ou une usine ayant 1 000 ouvriers. Ça a provoqué l'émigration des Kurdes vers les autres régions du pays pour travailler comme ouvrier ou même

comme ingénieur dans l'industrie. Parce que dans leur province ils ne peuvent pas trouver d'emploi."

En effet, les mauvaises pratiques de gestion dénoncées s'inscrivent dans une politique plus large du régime central iranien à l'égard des 8 millions d'habitants des régions kurdes. Depuis la tentative d'autonomie de la région de la part d'organisations kurdes ayant participé à la révolution iranienne en 1979, le régime réprime féroce toute contestation politique et toutes revendications identitaires. Les régions kurdes, en marge des régions centrales perses, sont volontairement maintenues dans la précarité économique, et ses ressources, dont l'eau, exploitées au profit du gouvernement central. Il n'y a pas d'industrie, et le chômage y est endémique, poussant les habitants soit à s'exiler vers les grandes villes perses pour y trouver un emploi, soit à faire kolbers, c'est-à-dire transporter des marchandises sur leur dos à travers la montagne de l'Irak à l'Iran, au prix de risques élevés.

L'eau pourrait bien n'être qu'un prétexte pour enflammer de nouveau la colère des Kurdes d'Iran, qui s'étaient déjà massivement mobilisés lors des manifestations de 2019, au prix d'une lourde répression.



November 11, 2020
By Sirwan Kajo

Syrian Kurds Optimistic About Continued US Support Under Biden Presidency

Syrian Kurdish leaders are expressing optimism about continued U.S. support for their forces following former Vice President Joe Biden's victory in last week's U.S. presidential election.

Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) have been a major U.S. partner in the fight against the Islamic State (IS) terror group. Backed by the U.S.-led international coalition against IS, SDF fighters have

freed most of the territory once held by IS militants in Syria.

Mazloun Abdi, the commanding general of the SDF, congratulated President-elect Biden and Vice President-elect

Kamala Harris on their election victory.

"We look forward to continued close cooperation with the United States to protect our gains in the fight against

Daesh and build a better future for Syrians,” he said in a tweet Sunday, using an Arabic acronym for IS.

Following the partial U.S. troop withdrawal from northeast Syria in October 2019 and the subsequent Turkish invasion of the region, there were fears among the Kurdish community in Syria that the United States would permanently abandon them.

But Kurdish officials say they're confident Washington would continue its support for them as the United States and Kurdish forces “have a common objective to defeat terrorism in Syria.”

“The U.S. support for us in the fight against Daesh has continued since 2014,” said Sinam Mohamad, SDF's political representative in the United States.

“Our partnership started under [former President Barack] Obama, continued under [President Donald] Trump and will continue under Biden,” she told VOA. “What we would like to see from the new U.S. administration is translating this military support into political support for us.”

Mohamad said that Kurds are not represented in Syrian peace talks in Geneva and “that's why we hope the Biden administration will bring more political support for us to be included in talks that will determine our future and that of Syria as a whole.”

Experts say Syrian Kurds are optimistic about the new U.S. administration since then-candidate Biden expressed support for Kurdish forces in Syria while on the campaign trail.

“The main important mission for the SDF now is to get some guarantees from the Biden administration to keep U.S. forces in northeast Syria,” said Shores Darwish, a Kurdish affairs analyst.

“What the Kurds really want

from the new U.S. administration is a sort of protection from future Turkish attacks on the region,” he told VOA.

2019 drawdown

During a campaign speech in the U.S. state of Iowa in October 2019, Biden described President Trump's decision to withdraw U.S. forces from Syria as a “complete failure,” saying that such a withdrawal would leave Syrian Kurds open to attacks from Turkey, which views Syrian Kurdish fighters as terrorists.

“It's more insidious than the betrayal of our brave Kurdish partners; it's more dangerous than taking the boot off the neck of ISIS,” Biden said at the time, using another acronym for Islamic State.

Then-Defense Secretary Mark Esper defended Trump's proposed withdrawal of what he called “less than 1,000 troops” to prioritize the safety of American soldiers, arguing that the United States wouldn't be able to deter Turkey from invading Syria.

“Fifty service members are not going to stop a Turkish advance,” Esper told “Fox News Sunday” in an October 2019 interview, referring to a small “trip wire” military unit positioned along the Turkish border that Trump had recently withdrawn. “The U.S. doesn't have the forces on hand to stop an invasion of Turkey that is 15,000 strong.”

After mounting pressure from Congress and U.S. foreign allies, President Trump decided to keep some 700 troops in northeast Syria. U.S. officials say their mission is to continue the war against the remnants of IS and prevent the Syrian regime from accessing oil fields in eastern Syria.

Post-IS stabilization

Nicholas Heras, a Syria expert at the Institute for the Study of War in Washington, says the most important change that a Biden administration could

make in its Syria policy would be to increase funding for civilian-led stabilization projects in northeast Syria.

“Biden's closest foreign policy advisers have already stated that a Biden administration would continue to work to prevent the resurgence of ISIS in Syria, and work with the SDF to achieve that goal,” he told VOA.

“The real need in SDF-controlled areas is increased U.S. assistance to post-ISIS areas to rehabilitate local communities, which is best done by civilian agencies,” Heras noted.

“If a Biden administration took that approach to increase funding for these types of stabilization projects, and increased the number of U.S. civilian experts to support these projects, that would be a big boost to the SDF,” he added.

Supporting intra-Kurdish dialogue

In June 2020, the United States announced its backing for unity talks between rival Kurdish groups to govern Syria's northeast. Kurdish officials believe that Biden's administration should continue

The Iraqi parliament on early Thursday passed a budget deficit law with a majority of its members in the absence of representatives from the Kurdistan Region, who boycotted the session over disagreements about a clause that Kurdish lawmakers described as “unfair” for the autonomous region's share in the federal budget.

The Iraqi government in October sent a fiscal deficit draft law, asking approval for a \$35 billion-loan to secure the remaining four months of public pensions for its employees. Previously, the parliament allowed the Iraqi government to borrow \$12 billion internally to pay public wages.

The parliament only allowed \$10 billion to be borrowed for state pensions.

The disagreements between the Kurdish and Arab lawmakers arose on Article 5 (2) of the bill, related to the securing of the Kurdistan Region's share in the federal budget.

In August, the Iraqi government and the Kurdistan Regional Government (KRG) agreed on a nearly \$270-million monthly payment by Baghdad as a partial restoration of the autonomous region's share of the budget in return for 250 thousand barrels of oil per day (bpd) from Kurdistan.

The parliament's finance committee amended the section on Thursday, setting a condition for the Kurdistan Region to submit all of its oil and non-oil revenues in order to benefit from its partial share, less than the \$780 million the KRG needed to function monthly.

Iraq's second deputy speaker for the Iraqi parliament described the Iraqi faction's demand to submit all the revenues without providing the region with a necessary budget as “declaring a war.”

“It is unfair and like declaring a war,” Hadad told Kurdistan 24 during an interview before the parliament passed the bill in the absence of Kurdish parliamentarians.

Iraq's budget is 90 percent dependent on hydrocarbon sales as its revenues drastically declined due to the global fall of oil prices because of the coronavirus pandemic. The state needs around \$7 billion to pay all its necessary expenses, including public wages, according to Iraq's finance ministry. In September, the country earned \$3.16 billion from oil exports, a \$4 billion deficit to pay the financial dues.

Iraq's finance minister, Ali A. Allawi, previously told AP that Iraq's heavy reliance on oil to

pay its civil servants is “unsustainable.”

“I’ve said many times before, the portion of oil revenues devoted to salaries in 2004 was 20 percent, now its 120 percent,” Allawi told AP.

The KRG has not yet commented on the unilateral voting by the Iraqi parliament on the bill as it puts its agreement with the Iraqi government into uncertainty. supporting such talks.

“These are important talks for

us and they won’t succeed without full-fledged American support,” said Kamiran Hajo, a senior official with the Kurdish National Council in Syria, a political alliance involved in the U.S.-supported Kurdish dialogue in Syria.

“What we really expect from President-elect Biden and his administration is to make sure that these Kurdish talks come up with tangible results in the near future,” Hajo told VOA.

ROJ
INFO

11 Novembre 2020

Les murs d’occupation turcs au nord de la Syrie

La Turquie construit des murs au Rojava, dans le nord de la Syrie, annexant des villages dans la zone frontalière. Dans le même temps, l’armée turque renforce ses positions près de Dirbêsiyê et effectue des vols de reconnaissance au-dessus de Zirgan.

L’État turc construit des murs le long de sa frontière avec la Syrie, empiétant largement sur le territoire syrien, en violation du droit international. Déjà entre 2016 et 2017, un mur de 415 kilomètres de long a été érigé entre le village de Ain Diwar, près de Dêrik, à l’extrême nord-est de la Syrie, et le village de Zor Mixar, près de Kobanê. Le mur de trois mètres de haut recouvert de barbelés est une des plus grandes manifestations de l’oc-

cupation turque au Rojava. Le gouvernement de Damas et la communauté internationale gardent cependant le silence. Les murs construits par la Turquie en territoire syrien devraient conduire à l’annexion des villages de Goran, Qere Mox et Aşmê au nord de Kobanê, ainsi que des villages situés le long de la frontière entre Amûdê et Dirbêsiyê, dans la région de Cizîr. Selon l’Organisation des Droits humains de Cizîr, plus de 2700 hectares terres syriennes ont annexées jusqu’à présent par la Turquie à travers la construction des murs qui a causé la destruction d’environ 13 000 oliviers et pistachiers dans la région d’Afrin.

Dans le même temps, l’armée turque renforce ses positions



Les murs érigés par la Turquie le long de sa frontière avec la Syrie, sur des centaines de kilomètres, empiètent largement sur le territoire syrien

militaires entre les villages de Çetelê et de Qermanê, dans la région frontalière de Dirbêsiyê (Al-Darbasiyah). Des tranchées sont creusées tandis que les blocs de béton précédemment installés ont été retirés.

L’armée turque a par ailleurs effectué, au cours de la journée de mardi, des vols de reconnaissance au-dessus du village de Zirgan (Abu Rasen), près de la zone occupée de Serêkaniyê (Ras al-Aïn).

bianet
BAĞIMSIZ İLETİŞİM AĞI

November 11, 2020

Press freedom in Turkey: 3 journalists appeared before judge per day in October

Formed by a group of voluntary journalists and documenting lawsuits against journalists in Turkey for two years, the Press in Arrest initiative released its October 2020 Press Freedom Report on November 5.

The report of the initiative has shown that in October in Turkey, in at least 45 press-related trials in 7 provinces, at least 74 journalists were prosecuted.

In the trials concerning these 74 journalists, the prosecutor’s

offices demanded 3 counts of aggravated life sentences, and a total of 321 years 6 months to 916 years 4 months 15 days in prison.

The report has also shared the following comment about the

current state of press freedom in Turkey: “Barriers before the ‘the people’s right to receive news’ crystallized this time in the detention of 4 journalists who reported on the allegation that security forces had detained two citizens in Van and



then thrown them out of a helicopter."

'Judiciary weaponized against journalists'

Other highlights from the report are as follows: The judiciary continued to be weaponized against journalists in Turkey, as confirmed by the fact that every day in October, an average of 3 journalists were obliged to defend in a courtroom their profession and the people's right to receive news.

"In October in Turkey, in at least 45 press-related trials in 7 provinces, at least 74 journalists were prosecuted. 21 of them were women.

"In the trials concerning these 74 journalists, the prosecutor's offices demanded 3 counts of aggravated life sentences, and a total of 321 years 6 months to 916 years 4 months 15 days in prison.

"Women journalists appearing in court faced a total of 70 years 3 months 15 days to 185 years 8 months in prison.

"In the legal proceedings during October,

- 1 journalist was charged without a 'legal justification'.
- 26 journalists, 7 of whom were women, were charged

with 'terrorism' offences.

- 8 journalists stood trial for allegedly 'insulting the President'.
- 10 journalists, including 4 women, were acquitted.
- 4 journalists were sentenced to a total of 7 years 11 months of imprisonment and 500 TL of administrative fine.

The controversial 'Simple Trial Procedure' was implemented in a trial against a journalist for the first time.

Panels of judges changed in trials concerning 40 journalists. The 'publicity of trial' principle was violated 32 times. The "presumption of innocence" principle was violated 3 times.

The trials of at least 43 journalists prosecuted in October were adjourned until 2021.

Highlights from the legal proceedings:

•Bank accounts of journalists will be examined to determine whether they made any financial gain via their social media posts and news stories.

"Due to a 2018 news story about the 'economic crisis linked to the depreciation of the Turkish Lira vis-à-vis the dollar', 6 journalists stand trial for allegedly 'violating the Capital

Market Law'.

"Back then, the USD-TRY exchange rate had shot up in two weeks from 4.70 TL to 7 TL as a political crisis erupted between the United States and Turkey for the imprisonment of pastor Andrew Brunson pending trial.

"The prosecutor alleged that the news story "includes fabricated and ill-intentioned allegations to give the impression that our country's banking and financial system is in dire straits".

"At the end of the fourth hearing, held in October, the court ruled to examine the journalists' bank accounts to determine whether they made any financial gain from their news reports and social media posts.

Prosecutor requested sentence for a journalist without presenting a 'justification'

"Journalist Ender İmrek stands trial for an article he penned in June 2019 as regards President Recep Tayyip Erdoğan's wife Emine Erdoğan's French-made bag allegedly worth 50 thousand dollars.

"In the third hearing of the trial, in October, the prosecutor requested that İmrek be sentenced. However, he did not

present a "justification" for this request. Lawyers objected to the prosecutor's 'judicial opinion without justification'. The judge overruled their objection.

"As the debate between the lawyers and the judge raged on, the hearing prosecutor stated, 'You must understand that my judicial opinion provides ample information. The trial was adjourned to receive İmrek's defense against this 'judicial opinion without justification.'

•"Simple trial procedure" employed in a press trial for the first time.

"The 'simple trial procedure' was added to the judiciary system with the legal amendment popularly known as the 1. Judiciary Reform Package.

"Accordingly, the legal proceedings concerning certain charges can be conducted on the basis of the case file, without holding a hearing.

"Journalist Hikmet Tunç, who is charged with 'insulting a state official on duty', and his lawyer accepted the 'simple trial procedure'. Accordingly, no hearings will be held during the legal proceedings, the defense statements and evidence will be presented in writing, and in case of a prison sentence, the prison term will be reduced by one fourth.

"In the month of October, journalists had to face not only these ongoing legal proceedings, but also new investigations and lawsuits, as well as arrests:

•At least 9 journalists faced a new investigation and/or criminal complaint, were detained or summoned to testify.

•New lawsuits were brought against at least 2 journalists.

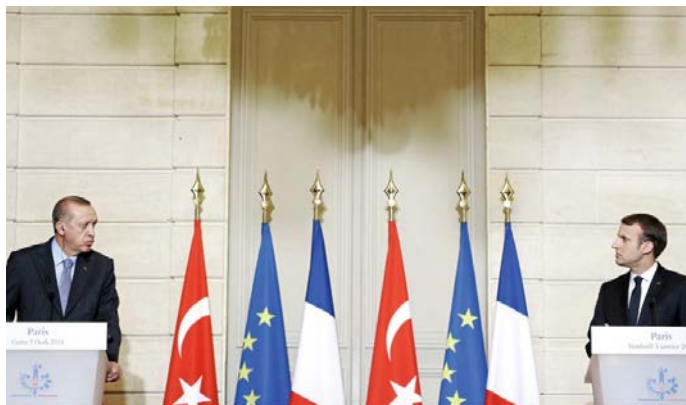
•4 journalists were arrested.

Le sultan à la conquête de l'Europe

Il était un président autoritaire: le Turc Erdogan s'est mué au fil des ans en restaurateur de l'Empire ottoman et en ambassadeur de l'islamisme international. Enquête sur une menace de plus en plus prégnante.

L'Europe ne connaît plus son histoire ; on ne peut pas en dire autant de Recep Tayyip Erdogan. Le 10 juillet dernier, le président turc signe le décret transformant la basilique Sainte-Sophie d'Istanbul en mosquée, comme l'avait déjà fait, au XVe siècle, le sultan Mehmed II le Conquérant. Deux semaines plus tard, agenouillé dans la mosquée, il récite une sourate du Coran et écoute la prédication du chef de la Diyanet, département d'État des Cultes, qui prêche en brandissant un cimeterre, emblème de conquête pour les Ottomans. La mise en scène joue parfaitement sur les symboles pour enterrer l'ordre international et faire du président Erdogan un nouveau calife. « Ils'agit d'une déclaration programmatique, mais les Européens souffrent d'amnésie, note Jean-François Colosimo, auteur du film documentaire Turquie, nation impossible. Ils n'en ont pas compris la dimension historique: la réouverture du bras de fer entre les empires. »

Ce n'est pourtant pas comme si Erdogan avançait masqué. L'Europe est la cible privilégiée mais non exclusive de ce désir de conquête. La doctrine officielle de la Turquie lors de l'arrivée au pouvoir du président du Parti de la justice et du développement (AKP en turc), en 2003, synthétisée par l'expression « zéro problème avec nos voisins », s'est inversée depuis quelques années pour devenir « zéro vois sans problèmes ». La Turquie



Emmanuel Macron reçoit Erdogan à Paris en 2018. Il est en Europe l'adversaire le plus résolu du président turc. DENIS/REA

avance ses troupes dans le nord de la Syrie et de l'Irak, intervient en Libye, occupe une partie de Chypre, soutient l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabagh et exporte des djihadistes de l'opposition syrienne sur ces terrains de guerre en fonction de ses besoins stratégiques. Face à l'Europe, elle use du chantage migratoire et déploie sans trembler sa doctrine de la Patrie bleue, qui vise à s'approprier les gisements de gaz situés dans les eaux grecques au mépris des traités internationaux. Depuis l'été dernier, le navire turc d'exploration gazière Oruc Reis sillonne les eaux territoriales helléniques encadré par des bâtiments de guerre. La France peut dépêcher sur place des Rafale, le porte-hélicoptères Tonnerre et la frégate La Fayette, Erdogan est déterminé à aller jusqu'à l'affrontement : « Lorsqu'il s'agit de combattre, nous n'hésitons pas à donner des martyrs. La question est la suivante: ceux qui s'érigent contre nous en Méditerranée et au Proche-Orient sont-ils prêts aux mêmes sacrifices ? »

ERDOGAN EST PRET A L'AFFRONTEMENT :
« **LORSQU'IL S'AGIT DE COMBATTRE, NOUS N'HE-**

SITONS PAS A DONNER DES MARTYRS »

Dans le cas de l'Europe, le président turc semble connaître la réponse : la virulence de la Turquie à l'encontre de l'Union européenne s'explique d'abord par la faiblesse de cette dernière. « Le mode opératoire devrait toujours être le même pour traiter avec un gouvernement autocrate, explique le directeur académique et de la recherche de l'institut-Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES), Pierre Razoux. Il ne faut pas l'humilier publiquement, mais lui faire passer des messages clairs en petit comité : présenter ses intérêts vitaux, établir des lignes rouges et le prix à payer si elles sont franchies. Et surtout, toujours mettre ses menaces à exécution. » Prévenu par les Russes et les Américains des limites à ne pas dépasser dans leurs sphères d'influence respectives, Erdogan, étroitement surveillé sur les détroits des Dardanelles et du Bosphore, la mer Noire, l'Arménie, la Syrie et l'Irak, avance ses pions dans les deux seules directions où personne ne menace de lui taper sur les doigts : l'Europe et la Méditerranée orientale.

Dans un monde de rapports de force, l'Europe "a tous les attributs de la puissance, sauf la volonté de s'en servir".

En matière de politique étrangère, l'Union européenne est en effet intrinsèquement impuissante. Comment dresser la liste de ses intérêts vitaux quand il faut l'unanimité de 27 membres aux perspectives souvent opposées ? Ce blocage n'est pas lié à la spécificité du dossier turc, même si, en l'occurrence, la paralysie de l'Allemagne, tétanisée par la présence de 2,5 millions de personnes d'origine turque sur son sol, complique encore plus la question. Résultat ? Début octobre à Bruxelles, discutant d'éventuelles sanctions contre la Turquie, l'Union européenne renvoie à décembre la prise de décision et Berlin, qui assure la présidence tournante, prône sans relâche le dialogue et la « désescalade ». À l'issue de cette réunion, interprétant cette attitude pour ce qu'elle est — un signal de faiblesse —, Erdogan renvoie au large de l'île grecque de Kastelorizo les navires qu'il avait rappelés quelques jours avant le Conseil européen... Le symptôme est le même pour l'Otan, en état de « mort cérébrale » selon Emmanuel Macron, qui préfère appeler au « dialogue » en feignant de ne pas voir que la frontière entre deux de ses États membres (la Grèce et la Turquie) est une véritable zone de guerre.

« On revient aujourd'hui, tout particulièrement en Méditerranée et au Moyen-Orient, à un monde où prédominent les rapports de force, analyse Pierre Razoux. Celui qui s'impose est celui qui dispose de la force militaire et prouve qu'il est prêt à l'utiliser. L'Union eu-

ropéenne a tous les attributs de la puissance, sauf la volonté de s'en servir... » Sur le papier, pourtant, les Européens sont nettement supérieurs à leur belliqueux voisin. Ankara se gargarise de la présence de 150 chasseurs F-16 devant l'île de Chypre, face auxquels les deux Rafale français déployés récemment ne pèsent pas lourd, mais il n'est pas certain que l'armée de l'air turque ait les moyens d'en développer tout le potentiel : « Beaucoup de pilotes et d'officiers de l'armée turque impliqués dans le coup d'État de 2016 ont été emprisonnés par Erdogan et les F-16 turcs dépendent des pièces de rechange livrées par les Américains et les Européens, poursuit l'historien spécialiste des relations internationales. Cela pose aujourd'hui de réels problèmes opérationnels. » La marine est également réputée inférieure à de nombreuses flottes occidentales, celles de la France, du Royaume-Uni et des États-Unis, mais aussi de l'Espagne et de l'Italie. « Cela ne signifie pas qu'il n'y aurait pas de pertes pour ceux qui s'opposeraient militairement à la Turquie, conclut Pierre Razoux, mais cette dernière n'est pas capable de tenir la distance face à une action déterminée des marines occidentales. » L'Europe dispose surtout d'un formidable moyen de pression avec la menace de mesures de rétorsion commerciales, à condition d'être prête à les mettre en œuvre...

C'est là que réside le malaise européen. Face à une Turquie entrée en guerre contre un ennemi identifié — elle désigne l'Europe comme un club chrétien, celui de Lépante et Vienne —, l'UE nie son identité et ses racines et s'accroche à l'idée d'une alliance possible avec la Sublime Porte, pourtant rivale éternelle, dont le processus d'adhésion à l'Union n'a jamais été abandonné. Un retour au temps long est nécessaire pour comprendre la politique menée par Recep

Tayyip Erdogan avec le soutien d'une majorité de sa population et mettre en évidence les aveuglements occidentaux.

Au sortir de la Grande Guerre, l'Empire ottoman se trouve dans le camp des vaincus. Le gouvernement des jeunes turcs est balayé et on achève avec le traité de Sèvres de 1920 de disloquer ce qui reste de l'Empire. Dans le Sud, les provinces arabes (qui deviendront l'Irak, la Syrie, le Liban, la Jordanie et Israël) passent sous mandats de la France et du Royaume-Uni, qui conservent également des zones d'influence au cœur de l'Anatolie. À l'est, l'Arménie prend son indépendance et on reconnaît une autonomie aux Kurdes. En trois siècles, la superficie de l'Empire a été divisée par douze. Trois ans plus tard, Mustafa Kemal, qui mène la résistance nationaliste, venge cette humiliation en obtenant à Lausanne un redécoupage des frontières correspondant à peu de chose près à la situation actuelle. La Turquie a failli ne pas exister. Cette angoisse initiale conditionne largement la psychologie d'un peuple qui se bat depuis cent ans contre tous les ennemis qui le menacent de disparition.

Les commentateurs occidentaux opposent souvent Mustafa Kemal, dit Atatürk, à son lointain successeur Recep Tayyip Erdogan. La Turquie européenne, passée au calendrier latin et à l'éducation obligatoire, contre la Turquie réactionnaire, religieuse et traditionnelle. La Turquie laïque contre la Turquie islamiste. C'est passer totalement à côté du fait que le président actuel — le portrait d'Atatürk trône en majesté au-dessus de son bureau — poursuit par un moyen différent le même objectif que le père de la nation. « Nous ne comprenons pas ce qu'Atatürk entendait par "laïcisation", explique Jean-François Colosimo. Contre le modèle communautaire ottoman commence le



Lors de la première prière musulmane dans la basilique Sainte-Sophie d'Istanbul reconverte en mosquée. XINHUA/REA

processus d'homogénéisation ethnique et confessionnelle. L'État produit le citoyen modèle, à la fois turc et sunnite. Donc religieusement nationaliste. C'est ça, la laïcité à la turque : une nationalisation de l'islam. » Erdogan, après lui, enclenche le processus inverse d'islamisation de la nation. « C'est en fait la même construction artificielle, poursuit Jean-François Colosimo, d'une identité militante qui se définit contre l'adversaire intérieur et l'adversaire extérieur. Qu'il soit régénéré par la caserne ou la mosquée, le Turc a pour mission de restaurer l'âge d'or. » Sur la route des deux autocrates se dressent les mêmes ennemis, combattus depuis cent ans avec la même virulence.

Reprendre les marches de l'Empire ottoman

Ceux de l'intérieur, d'abord. Au cours du siècle d'existence de la République, la répression des minorités fut une constante, des Grecs aux Arméniens en passant par les Kurdes, qui continuent de résister.

Ceux de l'extérieur, ensuite. La rhétorique est omniprésente dans le discours d'Erdogan : il faut reprendre les marches de l'Empire ottoman. C'est vrai dans la mer Égée, dans les zones frontalières syrienne et irakienne, mais aussi dans l'Azer baïdjan turcophone qu'il faudrait réunifier en éliminant l'Arménie, obstacle géographique : dans

chaque cas, selon Ankara, la Turquie ne fait que remettre la main sur des territoires ottomans qui lui ont été arbitrairement soustraits en 1920. Ces extensions territoriales étaient déjà présentes chez Atatürk, qui ne s'est jamais satisfait des frontières de la Turquie issues du traité de Lausanne. Dans les années 1930, il revendique déjà Mossoul et Alep, stoppé par Paris et Londres. En 1939, pour se ménager les faveurs de la Turquie, la France lui cède le sandjak d'Alexandrette, lieu de refuge en Syrie des Arméniens rescapés du génocide, et déporte ces derniers à Marseille. En 1974, on ferme les yeux sur l'invasion du nord de Chypre. Le projet de restauration ottomane n'est donc pas une invention d'Erdogan, mais le cadre de la mondialisation et l'explosion des grandes lignes de force des relations internationales lui permettent d'aller plus loin que ses prédécesseurs. Là où le leader de l'AKP innove, c'est dans sa volonté désormais affichée de retrouver le califat.

“La Turquie finira, si on ne l'endigue pas, par réincarner le pouvoir inséparablement religieux et politique du Califat.”

Dans l'esprit d'un islamiste comme Erdogan, restaurer le califat signifie devenir le patron de l'internationale des Frères musulmans. Ses interventions en Syrie et en Libye allaient dans ce sens. Dans un colonialisme de proximité,

Erdogan regarde en direction de Chypre, des Ouïgours de Chine et des pays musulmans des Balkans (Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Albanie), où les “Turcs de l'étranger”, convertis à l'islam depuis des siècles mais éjectés de l'Empire au moment de son rétrécissement, expriment parfois une très forte volonté de retour. Là encore, il joue des symboles.

Avant Sainte-Sophie à Istanbul, il avait déjà reconverti Sainte-Sophie d'Iznik (ancienne Nicée), lieu du premier concile œcuménique, ainsi que Sainte-Sophie de Trébizonde (aujourd'hui Trabzon), où avait été couronné le dernier prétendant au trône de Byzance, cinq ans après la chute de Constantinople. « Reconvertir symboliquement un temple, c'est réarmer militairement un peuple, analyse Jean-François Colosimo.

La Turquie finira, si on ne l'endigie pas, par réincarner le pouvoir inséparablement religieux et politique du califat. » La détermination d'Erdogan à mener ses projets impérialistes est d'autant plus grande qu'ils constituent pour lui une planche de salut au moment où sa situation politique est de plus en plus menacée sur le plan intérieur.

Car avant de songer à unifier sous sa bannière les musulmans du monde entier, le maître d'Ankara doit assurer sa propre réélection. Voilà un autre symbole qu'il ne peut négliger : 2023, date du prochain scrutin présidentiel, correspond au centenaire de l'accession au pouvoir de Mustafa Kemal Atatürk. Une victoire lui permettrait d'apparaître avec ce dernier comme l'un des deux hommes les plus importants de la Turquie moderne. Mais le deal politique qui a assuré sa longévité au pouvoir — garantir le développement économique et la

prospérité du pays en échange d'un soutien sans faille dans les urnes — est remis en question par les crises financière et économique que traverse la Turquie. Son image souffre des purges ayant suivi le coup d'État avorté de 2016 et de l'état d'urgence permanent dans lequel s'est installé le pays. L'immunité parlementaire a été supprimée pour permettre l'emprisonnement des parlementaires d'opposition, des universitaires peuvent être licenciés ou emprisonnés simplement pour avoir signé une pétition exigeant la reprise du processus de paix avec les Kurdes, l'indépendance de la justice a été malmenée par les restructurations des instances judiciaires les plus importantes du pays... Le chef charismatique se transforme en tyran capable de laisser mourir en prison une opposante, l'avocate Ebru Timtik, après 238 jours de grève de la faim pour réclamer un procès équitable. Aux élections municipales de mai 2019, l'AKP subit son premier gros revers électoral depuis son avènement, il y a dix-sept ans, notamment en perdant la mairie d'Istanbul. Selon l'institut d'études d'opinion Avrasya, si l'élection présidentielle avait lieu cet automne, Erdogan obtiendrait 38,7 % des voix, contre 41,9 % pour le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu... En pareille situation, dans ce pays très nationaliste, le meilleur moyen de se refaire une popularité reste encore de chercher un ennemi extérieur capable de fédérer tous les Turcs contre lui.

“Allez d'abord faire des examens de santé mentale”

Erdogan l'a trouvé : il s'appelle la France. Depuis quelques années déjà, la “fille aînée de l'Église” se trouvait dans le collimateur du leader turc. En 2011, au moment des printemps arabes, Erdogan prend fait et cause contre les dicta-

teurs, flairant là une opportunité d'étendre son influence bien au-delà de ses frontières : « L'effondrement du système étatique arabe ouvrirait un boulevard à une puissance islamique disposant d'une armée considérable, qui se trouvait soudain face à des possibilités d'expansion nouvelles dans tout le Moyen-Orient et même au-delà, à travers les populations immigrées, en Belgique, en Allemagne aux Pays-Bas ou en France », décrypte l'éditorialiste Christian Makarian. La dernière citée, comportant la plus large population musulmane d'Europe, est évidemment ciblée spécialement par le président turc. « Emmanuel Macron est l'adversaire idéal pour Erdogan, qui est deux fois contre lui : comme islamiste et comme nationaliste », poursuit Christian Makarian.

Depuis son arrivée à l'Élysée, le président français se dresse en effet quasi systématiquement sur le chemin des ambitions territoriales de la Turquie. En Libye, il pointe la « responsabilité historique et criminelle » d'Ankara, principal soutien international du gouvernement d'accord national (GNA en anglais) de Tripoli ; en Syrie, il qualifie de « folie » l'offensive turque contre la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG) dans le nord-est du pays et suspend les exportations d'armes vers la Turquie ; en Méditerranée, il dénonce le « comportement inadmissible » d'Ankara, appelle l'Union européenne à se montrer « ferme » et renforce la présence militaire française en soutien de la Grèce. En France, sa volonté d'en finir avec les envois d'imams et de prêcheurs étrangers contrecarre l'opération de prise de contrôle de l'islam français menée par la Turquie, qui dépêche chez nous ses fonctionnaires du culte (elle représente à elle seule la moitié des 300 imams détachés de l'étranger) et

truste des postes influents jusqu'au plus haut niveau du Conseil français du culte musulman.

Si Erdogan ne supporte pas ce président qui se comporte comme un « caïd » et cherche à « faire le spectacle », ce n'est pas comme leader turc qu'il monte finalement au front face à Macron, mais comme héraut mondial de l'islam politique. Alors que la France vient d'être touchée par la décapitation de Samuel Paty, il réagit au discours prononcé par Emmanuel Macron à la Sorbonne, sans un mot de condoléances : « Tout ce qu'on peut dire d'un chef d'État qui traite des millions de membres de communautés religieuses différentes de cette manière, c'est : “Allez d'abord faire des examens de santé mentale.” » Le discours du leader turc sur la France « islamophobe » enflamme le monde musulman. En Turquie, on dénonce une attitude comparable à la « diabolisation des juifs dans les années 1920 ». L'ancien Premier ministre malaisien, encore très populaire dans son pays, écrit que « les musulmans ont le droit d'être en colère et de tuer des millions de Français pour les massacres du passé ». L'Iran, la Jordanie ou le Koweït dénoncent les caricatures et boycottent les produits français, l'université égyptienne d'Al-Azhar, grande autorité théologique et intellectuelle du sunnisme, dénonce des propos « de nature à enflammer les sentiments de 2 milliards de musulmans dans le monde ». En France, 150 Turcs en transe mènent à Vienne (Isère) une expédition punitive à la recherche d'Arméniens au cri de « Allahuakbar ». Depuis son immense palais d'Ankara, le nouveau calife a haussé le ton contre la France et dans le monde entier, jusqu'au fin fond de nos banlieues françaises, la communauté musulmane lui a emboîté le pas.

Erdogan, le grand frère musulman

A force de dissimulation, l'ancien islamiste a su se hisser au pouvoir sous les traits d'un libéral-conservateur au point qu'aujourd'hui le président turc fait figure de modèle pour les musulmans du monde entier. Mais il n'a jamais été aussi contesté par les siens. Et si le calife était nu ?

Le cliché date de l'année 1997. Moustache finement taillée, cheveux coiffés de près, Erdogan a encore des allures de jeune premier dans son costume bleu roi.

S'il est déjà maire d'Istanbul depuis trois ans et ne cache pas qu'il a des ambitions plus grandes encore, c'est plein d'humilité et de déférence qu'il reçoit Gulbuddin Hekmatyar. L'ancien Premier ministre afghan jouit d'une réputation flatteuse dans les milieux islamistes. Il a combattu l'armée russe puis mené une guerre sans merci au commandant Massoud, héritant au passage du surnom de "boucher de Kaboul" après avoir bombardé la capitale pour s'assurer son contrôle. Pour Erdogan, alors membre du Refah, le Parti du bien-être, c'est un honneur que de recevoir cet allié des talibans. Mieux, il s'efface devant son hôte. Gulbuddin Hekmatyar trône dans un salon d'apparat tandis que le maire d'Istanbul se tient à ses genoux et lui baise la main en signe de soumission spirituelle et d'allégeance, comme le veut la tradition musulmane. Quand, six ans plus tard, le 10 juillet 2003, la photo est publiée à la une du quotidien Star en même temps qu'une vidéo de la scène, Erdogan ne décolère pas. Cem Uzan, le propriétaire de ce groupe de presse d'opposition, est immédiatement recherché par la police turque avant de trouver

refuge en France. Il ne fait pas bon contrarier le story-telling du nouveau Premier ministre turc. Le leader de l'AKP, qui met toute son énergie à faire valoir auprès de ses interlocuteurs européens et américains qu'il peut être un dirigeant musulman moderne, soucieux de démocratie et des minorités, est renvoyé, en un cliché, à son passé de militant islamiste.

Un palais à sa démesure

En Turquie, les réseaux kémalistes s'inquiètent de l'agenda caché d'Erdogan. Déjà, la Diyanet, le ministère des Affaires religieuses turc, entreprend de faire construire des mosquées dans les villages kurdes et chrétiens du sud-est du pays. L'église de Kars est ainsi transformée en mosquée. Mais à Paris comme à Washington, personne ne s'émeut de ces révélations et de l'islamisation à bas bruit de la Turquie... Les dirigeants occidentaux préfèrent noter avec satisfaction que le nouveau Premier ministre turc est un pragmatique qui entreprend des réformes libérales bénéfiques pour l'économie de son pays.

C'est là toute la force d'Erdogan, qui pratique l'art de la dissimulation avec habileté. Élevé dans une famille pieuse et conservatrice, envoyé faire ses études dans la seule école confessionnelle d'Istanbul, Erdogan, qui a, pendant quelques années, caressé l'espoir de devenir footballeur professionnel avant que son père ne mette fin à cette chimère, se tourne vers la politique avec succès. Il adhère à un parti islamiste mais comprend bien vite que dans cette Turquie laïque, contrôlée par les militaires, il lui faudra

ruser pour se hisser au pouvoir. N'a-t-il pas été envoyé en prison pendant quatre mois en 1999, après s'être affranchi de cette prudence en reprenant à son compte, lors d'un meeting, les mots du poète nationaliste Ziya Gökalp : « Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles nos casques / Les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats » ?

Il a vécu douloureusement cet épisode et s'est depuis convaincu que les islamistes doivent changer de tactique pour espérer l'emporter.

En 2001, il fonde l'AKP, une version relookée des partis islamistes où il a fait ses premières armes. Son idée est simple : quand ses mentors n'hésitaient pas à promouvoir ouvertement la charia, lui édulcore ses discours et défend plus volontiers un certain ordre moral. Son phrasé est simple, sa ns emphase, efficace. L'ancien gamin de Kasimpacha, un quartier populaire du centre d'Istanbul, n'a pas son pareil pour sentir les aspirations du petit peuple, las de la corruption qui gangrène son pays. Celui qui n'hésitait pas à jouer du coup de poing dans la rue a ce côté viril qui plaît aux Turcs.

Plus que sa religiosité, ce qui le caractérise alors est de toute évidence son populisme. Il aime sincèrement le peuple et se défie des élites occidentalisées qui ont perverti, selon lui, la Turquie et humilié l'islamité de son peuple. Lorsqu'il était maire d'Istanbul, il a fait fermer certains débits de boissons dépendants de la municipalité. Maintenant qu'il est au pouvoir, il n'est pas rare de voir

Erdogan arracher, lors d'un bain de foule, la cigarette d'un de ses supporters, au motif qu'elle nuit à sa santé. Voilà pour le père la morale. Mais c'est d'une main de fer qu'il conduit les transformations de la Turquie et muselle les oppositions.

IL AIME SINCEREMENT LE PEUPLE ET SE DEFIE DES ELITES OCCIDENTALISEES QUI ONT PERVERTI, SELON LUI, LA TURQUIE ET HUMILIE L'ISLAMITE DE SON PEUPLE

Surtout, il ne prend plus la peine de taire ses rêves de califat. Si Erdogan a souvent écrit droit avec des lignes courbes, le président de la Turquie se veut désormais l'architecte d'un véritable État islamique dont il serait le leader. Il s'est fait construire à Ankara un palais de plus de 1 000 pièces, qui illustre à merveille la folie des grandeurs du nouveau sultan. Ses déboires électoraux récents n'entament en rien sa volonté et ne font que souligner le projet qui l'a toujours animé. « La démocratie, c'est comme un tramway, une fois arrivé au terminus on en descend », prévenait-il, il y a plus de vingt ans, sa ns que personne ne le prenne au sérieux.

Il se révèle désormais tel qu'en lui-même, autocrate, tyranique. Les Turcs se détournent de lui, mais une grande partie du monde musulman l'a pris pour modèle. Le cheik qatari Youssouf al-Qaradawi, qui ne dissimule pas les objectifs de conquête et d'islamisation de l'Occident, invite depuis des années les Frères musulmans à soutenir le président turc néo-ottoman : « Vous avez le devoir de le soutenir, de lui prêter allégeance. » Ses

diatribes contre la France, Macron, sont reprises comme autant de fatwas jusqu'en Indonésie et au Pakistan.

Le voilà calife. Mais le calife est nu. Tout s'effondre autour de lui. Son économie est en crise, sa monnaie dépréciée comme jamais au point qu'il a

dûlimoger pas plus tard que samedi dernier le gouverneur de sa Banque centrale. Pour s'accrocher au pouvoir, Erdogan, plus que jamais, a besoin

de boucs émissaires. En interne avec les Kurdes. À l'international, avec l'Europe, son idéal et son éternel repoussoir.

VALEURS
ACTUELLES

le 12 novembre 2020
Par Victor-Isaac Anne

Les hommes de main d'Ankara à l'assaut de nos rues

Naguère discrets, les réseaux islamo-nationalistes du président turc pratiquent un prosélytisme de plus en plus débridé. Entre milices qui ne disent pas leur nom, maillage culturel et partis politiques, panorama d'une ingérence.

Nous pourrions être à Ankara, mais c'est à Dijon, capitale de la Bourgogne, que la scène se déroule. Il est aux alentours de 20 heures, ce jeudi 29 octobre, lorsqu'une soixantaine d'individus, capuche sur la tête, s'engagent dans les rues du centre-ville. Comme dans un cortège de supporters de football, des fumigènes sont craqués, des drapeaux agités et des slogans lancés sur un ton martial. Mais ce soir-là, rue Jean-Jacques-Rousseau, l'heure n'est ni au chambrage ni aux algarades folkloriques qui font le sel de certaines rivalités.

Cette démonstration de force est en réalité l'œuvre de manifestants nationalistes turcs, désireux d'en remonter aux « ennemis » du « néosultan » Erdoğan. Échaudée par le conflit dans la région du Haut-Karabagh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan soutenu par la Turquie, enhardie par la campagne anti-France orchestrée par le maître d'Ankara, l'escouade hurle sa haine contre Emmanuel Macron et l'Arménie « terroriste », le tout ponctué de la scansion rituelle « Allahou akbar ». Une formule in-

soutenable dans un pays où, le même jour, à Nice, en début de matinée, un terroriste islamiste ôtait la vie de trois fidèles catholiques, puis se ruait sur les policiers en criant ces deux mots.

“On va tuer les arméniens”, “Allahou akbar”, pouvait-on notamment entendre parmi les slogans.

Après quelques minutes d'agitation factieuse, les manifestants sont dispersés au niveau de la gare de Dijon sous les tirs de grenades lacrymogènes des forces de l'ordre. « Il s'agit d'une manifestation, rien de plus », s'est empressée de commenter la préfecture de la Côte-d'Or. Les événements de la veille donnent pourtant à penser le contraire. Mercredi 28 octobre au soir, quelque 250 personnes originaires de Turquie avaient également défilé dans le centre-ville de Décines-Charpieu, haut lieu français de la diaspora arménienne dans le Rhône. Là encore, les motivations du cortège pavoisé aux couleurs de la Turquie ne souffraient d'aucune ambiguïté. « On va tuer les Arméniens », « Allahou akbar », pouvait-on entendre notamment parmi les slogans.

La raison de ce défilé en forme d'expédition punitive ? Un blocage organisé le matin même au niveau du péage de Vienne (Isère) sur l'autoroute A7, en « soutien au peuple arménien du Haut-Karabagh ».



Dans la nuit du 31 octobre, le mémorial du génocide arménien de Décines-Charpieu a été profané. Ici, les initiales du président turc et la signature des Loups gris. JEFF PACHOUD/AFP

Des affrontements avaient alors éclaté avec des automobilistes turcs, faisant quatre blessés dont un grave, avant de s'étendre vers le nord. D'abord dans le centre-ville de Vienne, où des véhicules de police ont essuyé des tirs de mortier par des membres de la communauté turque, puis à Décines-Charpieu dans la soirée.

Deux jours plus tard, dans la nuit du 31 octobre, des profanations ont été commises sur le mémorial du génocide arménien et sur les façades de la Maison de la culture arménienne de Décines-Charpieu. Celles-ci sont signées “Loup gris” à la peinture jaune et en lettres capitales. Parmi les autres inscriptions vandales, le sigle des initiales du président turc, Recep Tayyip Erdoğan, “RTE”.

À la manœuvre derrière ces exactions, le réseau islamo-nationaliste turc des Loups gris. Fondée en 1968, cette organisation paramilitaire liée à la formation néofasciste MHP (le Parti d'action nationaliste turc) au Parlement d'Ankara dispose d'importants relais dans la diaspora. Ces nervis se sont fait connaître du grand public au cœur de l'été en attaquant une manifestation pacifique pro-arménienne, à Décines-Charpieu, le 24 juillet. Emmenée par Ahmet Cetin, une figure de la scène identitaire turque en France, l'équipée violente avait jeté des pétards agricoles en direction des manifestants groupés devant le mémorial du génocide arménien.

“Erdoğan, qui se rêve en parrain de l'Islam mondial, mène une véritable opa sur la diaspora turque en Europe.”

« Rendez-vous compte, l'homme à l'origine de cette descente en forme de pogrom, Ahmet Cetin, déclarait quelques jours plus tard sur Instagram : "Que le gouvernement [turc] me donne 200 euros et une arme et je ferai ce qu'il y a à faire partout en France". Nous en sommes là », s'alarme Ara Toranian, coprésident du Conseil de coordination des organisations arméniennes de France (CCAF). Après ce premier acte, Jules Boyadjian, président du Comité de défense de la cause arménienne (CDCA), avait demandé au ministère de l'Intérieur la dissolution des Loups gris en tant que "groupement de fait". Il vient d'être entendu. Mercredi 4 novembre, en Conseil des ministres, le gouvernement a prononcé la dissolution des "Loups gris" sur ordre du président de la République. Une décision symbolique plus que pratique dans la mesure où ce groupuscule, si tapageur soit-il, n'est qu'une incarnation marginale de cette radicalisation identitaire. Néanmoins, Ankara, qui a besoin de tous ses supplétifs pour conquérir les cœurs et les âmes de la diaspora, a aussitôt dénoncé une « provocation » et a prévenu qu'il répliquerait « de la plus ferme des manières ».

Accentuée par des désaccords diplomatiques entre la France et la Turquie, liés notamment à la Syrie, la Libye, la Méditerranée orientale ainsi que la lutte contre l'islam conquérant, cette poussée de fièvre irrédentiste ne date pas d'hier. Certains signes avant coureurs étaient perceptibles dès 2017. Cette année-là, le 13 avril, l'Olympique lyonnais affronte le club turc de Besiktas en quart de finale aller de la Ligue Europa de football. Quelque 15 000 supporters turcs, issus pour l'essentiel de la diaspora, investissent les gradins du stade de l'OL. Rapidement,

des incidents éclatent dans les tribunes. Visés par des tirs des projectiles et des pétards, de nombreux supporters lyonnais descendent sur la pelouse pour se protéger. Interrogé sur ces incidents le soir même à la télévision turque, le président Recep Tayyip Erdoğan expédie : « C'est très dangereux si les supporters français ont pénétré sur la pelouse. »

À deux jours du référendum en Turquie sur le renforcement de ses pouvoirs, le gardien de la Sublime Porte, non sans cynisme, soigne sa diaspora en Europe. Soit une réserve de 4 à 6 millions de voix. « Si cela peut servir ses desseins électoraux, Erdoğan se porter a toujours caution des Turcs de l'étranger, quelles que soient les dérives auxquelles ils se livrent », explique un universitaire qui souhaite garder l'anonymat. Et ses zélotes le lui rendent bien. Ainsi, lorsque le Point titre en une d'un numéro de mai 2018 « Le dictateur, jusqu'où ira Erdoğan ? », l'hebdomadaire s'attire les foudres des soutiens du président turc en France. À l'instar de leur chef d'État, qui embastillait à la même époque les journalistes qui ne lui plaisaient pas, certains militants arrachent ou exigent de faire retirer les affiches de l'hebdomadaire dans certains kiosques à journaux. Insidieusement, sans que nous ne prenions garde à ces signaux faibles, l'état d'Ankara se resserrait sur la diaspora.

Si les réseaux officiels du pouvoir turc en France ne sauraient être tenus directement responsables de ces exactions politico-religieuses, ils ont néanmoins créé les conditions de ce climat d'hostilité. Comme l'explique le géopolitologue Alexandre Del Valle, auteur la Turquie dans l'Europe, un cheval de Troie islamiste ? (Éditions des Syrtes),

« Erdoğan, qui se rêve en parrain de l'islam mondial, mène une véritable OPA sur la diaspora turque en Europe. Cette offensive vise particulièrement la France, qui présente le double avantage d'accueillir la plus forte communauté musulmane du continent ainsi que la deuxième communauté turque de l'Union européenne, derrière l'Allemagne ». Une stratégie d'expansion qui repose sur une diffusion officielle de la parole officielle d'Ankara.

Objectif d'Ankara : empêcher l'assimilation des Français d'origine turque

C'est pourquoi le leader turc investit massivement dans la gestion du culte musulman en France. À ce jour, sur les 300 imams détachés en France — dont Emmanuel Macron a annoncé la fin progressive de leur activité dans notre pays —, 151 sont envoyés par l'État turc. Soit plus que par l'Algérie et le Maroc réunis, alors que la communauté turque ne représente que 10 % des musulmans du pays. Ce quadrillage islamo-nationaliste passe également par la création de mosquées et d'écoles privées hors contrat chapeautées par deux organes officiels d'Ankara : la Ditib, une administration turco-islamique chargée des affaires religieuses à l'étranger, et le Millî Görüs ("Vision nationale"), une organisation islamiste dont le président turc est lui-même issu.

Cette nébuleuse affiliée à l'AKP, le Parti de la justice et du développement d'Erdoğan, a acquis une importance telle que certains de ses représentants occupent une place privilégiée au sein de l'islam de France. Ahmet Ogras, fief défenseur du président turc, a présidé le Conseil français du culte musulman (CFCM) entre 2017 et 2019. Selon Alexan-

dre Del Valle, ce proche du Millî Görüs et des Frères musulmans, hostile aux lois républicaines interdisant le voile dans l'espace public, est « l'incarnation même de l'entrisme turco-néo-ottoman d'Ankara ». L'universitaire mentionné plus haut ne dit pas autre chose de Fatih Sarikir, le secrétaire général de la confédération Millî Görüs France et secrétaire général du CFCM depuis février. « Comme Ogras, Sarikir a le même objectif que le pouvoir turc : empêcher l'assimilation des Français d'origine turque dont ils abhorrent fondamentalement le mode de vie. » Contactés par Valeurs actuelles, ni le Millî Görüs ni la Ditib n'ont donné suite à notre demande d'entretien.

En revanche, quand on se tourne vers les membres de la communauté à l'événement, une minorité musulmane libérale turque honnie par Ankara, les langues se délient. « En France, la diaspora turque est majoritairement acquise à l'AKP. Comme les Kurdes, nous devons faire profil bas. Les relais du pouvoir, notamment dans le Grand Est, sont très actifs. Exprimer trop bruyamment son désaccord, c'est prendre le risque d'être fiché en Turquie ou d'être privé de passeport. Sans compter les pressions et les menaces dont nos familles et amis peuvent faire l'objet ici, dans les villes à forte présence turque », se désole Özkan (le prénom a été modifié), étudiant à Strasbourg, haut lieu de l'immigration turque. C'est d'ailleurs à Mulhouse, autre ville de la région à forte communauté anatolienne, que le président de la République avait lancé sa bataille contre le séparatisme, le 18 février. Neuf mois plus tard, cette offensive trouve une résonance particulière à l'heure où le "Reis" nous défie frontalement.



November 12, 2020
By Halgurd Sherwani

Iraq's parliament passes deficit law, despite Kurdish objections

The Iraqi MPs raise their hands to pass the fiscal deficit law inside the Iraqi parliament, Nov. 12, 2020.

ERBIL (Kurdistan 24) – The Iraqi parliament on early Thursday passed a budget deficit law with a majority of its members in the absence of representatives from the Kurdistan Region, who boycotted the session over disagreements about a clause that Kurdish lawmakers described as “unfair” for the autonomous region’s share in the federal budget.

The Iraqi government in October sent a fiscal deficit draft law, asking approval for a \$35 billion-loan to secure the remaining four months of public pensions for its employees. Previously, the parliament allowed the Iraqi government to

borrow \$12 billion internally to pay public wages.

The parliament only allowed \$10 billion to be borrowed for state pensions.

The disagreements between the Kurdish and Arab lawmakers arose on Article 5 (2) of the bill, related to the securing of the Kurdistan Region’s share in the federal budget.

In August, the Iraqi government and the Kurdistan Regional Government (KRG) agreed on a nearly \$270-million monthly payment by Baghdad as a partial restoration of the autonomous region’s share of the budget in return for 250 thousand barrels of oil per day (bpd) from Kurdistan. The parliament’s finance committee amended the section on Thursday, setting a condition for the

Kurdistan Region to submit all of its oil and non-oil revenues in order to benefit from its partial share, less than the \$780 million the KRG needed to function monthly.

Iraq’s second deputy speaker for the Iraqi parliament described the Iraqi faction’s demand to submit all the revenues without providing the region with a necessary budget as “declaring a war.”

“It is unfair and like declaring a war,” Hadad told Kurdistan 24 during an interview before the parliament passed the bill in the absence of Kurdish parliamentarians.

Iraq’s budget is 90 percent dependent on hydrocarbon sales as its revenues drastically declined due to the global fall of oil prices because of the coronavirus pandemic. The state

needs around \$7 billion to pay all its necessary expenses, including public wages, according to Iraq’s finance ministry. In September, the country earned \$3.16 billion from oil exports, a \$4 billion deficit to pay the financial dues.

Iraq’s finance minister, Ali A. Al-lawli, previously told AP that Iraq’s heavy reliance on oil to pay its civil servants is “unsustainable.”

“I’ve said many times before, the portion of oil revenues devoted to salaries in 2004 was 20 percent, now its 120 percent,” Allawi told AP.

The KRG has not yet commented on the unilateral voting by the Iraqi parliament on the bill as it puts its agreement with the Iraqi government into uncertainty.



November 12, 2020
By Hiwa Shilani

Trump administration has been 'very bad for the Kurds': Bernard-Henri Levy

ERBIL (Kurdistan 24) – After election tallies over the past week began to show that US voters had denied President Donald Trump a second term, French philosopher and public intellectual Bernard-Henri Levy told Kur-

distan 24 that the controversial leader’s administration has dealt with Kurds in a negative way and has committed two distinct acts of betrayal against the ethnic group.

In an interview conducted over

Skype, Levy, also an author and filmmaker, said that the situation during the Trump administration has been “very bad for the Kurds,” noting, in particular, events that surrounded the Kurdistan Region’s 2017 independence referendum.

“Masoud Barzani was not treated as a fair and loyal ally,” he said.

This isn’t the first time Levy has spoken to Kurdistan 24 on the subject. In March 2017, he spoke at length about the

issue after the publication of his book: The Empire and the Five Kings: America's Abdication and the Fate of the World.

In the interview, which Kurdistan 24 presented in two separate installments, Levy said that he was prompted to write the book as he witnessed, in dismay, the American and European response to the Kurdistan Region's independence referendum and its aftermath: the Iranian-orchestrated assault on Kirkuk.

In this week's Skype interview, he said, "The West for the first time had the blood of its best friends on its hand and not its

enemies when Kirkuk was taken over."

"The second betrayal with the Kurds was committed by the Trump administration two years later, specifically in 2019, during the decision to withdraw the US army and grant Turkey and its militias the green light to occupy the Kurdish lands in Syria in Rojava."

"Neither I, nor anyone else, can predict the policy of the Biden administration towards the Kurds, but I can say it will not be worse than the last four years," Levy added.

"Myself with my friend Thomas Kaplan started a campaign in order to inject the Kurdish cause in the platforms of the two parties, Republicans and Democrats, in the US through our non-profit campaign called Justice for Kurds (JFK) to ask them to introduce the Kurdish cause in the two platforms," he added. "I can tell you that in the Democratic Party it was not too difficult to do."

The French intellectual explained that there is real support among Democratic congressmen towards the Kurds, but at the same time indicating that no one can be sure, "I really think that, among the people

who will be in charge of US foreign policy in the Biden administration, the Kurds will have some real true friends."

Levy also expressed his optimism about the future of the Kurdish cause, vowing that he would continue his endeavors with those sympathetic to the plight of the Kurds through his organization.

"Though that," he concluded, "you will have a vocal, and a tool for campaigning for the truth and justice in the next years."

Citizen arrested after criticizing Erdoğan in a street interview

Peoples' Democratic Party (HDP) Şırnak MP Hüseyin Kaçmaz has submitted a Parliamentary question regarding a citizen who was first placed under house arrest for criticizing Turkey's economic situation and the government in a video interview in Antalya, then has been arrested.

In his question addressed to Vice President Fuat Oktay, HDP MP Kaçmaz has raised concerns that the criticisms targeting the ruling Justice and Development Party (AKP) in general, and its Chair and President Recep Tayyip Erdoğan in particular ends in investigation and prosecution.

According to the figures shared by Hüseyin Kaçmaz, over 100 thousand investigations have been launched into criticisms about Erdoğan and 30 thousand people have faced a lawsuit for the same reason.

'Arrest after the second criticism'

In his Parliamentary question, HDP MP Kaçmaz has briefly summarized what İsmail Demirbaş went through in this process:

"In this period when all types of criticisms and statements voiced by citizens are considered to be insults, a citizen named İsmail Demirbaş, who criticized the state of affairs in the economy and the government in a street interview in Antalya province, was first placed under house arrest, then he has been arrested and sent to prison.

"After he had criticized the economy and the government in a street interview, the house of 49-year-old İsmail Demirbaş was raided and he was taken into custody. Following this detention procedure, he was sentenced to house



arrest. After he criticized the government again in a second street interview, this time, he was detained and has been arrested.

"According to the Article 26 of the Constitution, 'everyone has the right to express and disseminate his/her thoughts and opinions by speech, in writing or in pictures or through other media, individually or collectively. This freedom includes the liberty of receiving or imparting information or ideas without inter-

ference by official authorities.'

"While the related article of the Constitution says this, the lawsuits filed against people and their ensuing arrests for solely criticizing the policies of the government shows that the related article of the Constitution is violated."

'Is it a crime to criticize the AKP?'

Against this backdrop, HDP Şırnak MP Kaçmaz has asked the following questions to Vice

President Fuat Oktay:

Is the citizen named İsmail Demirbaş arrested only because he criticized the policies of the government?

Is it a crime to criticize the AKP's policies and the course of the economy?

While the related article of the Constitution is obvious, doesn't the arrest of İsmail Demirbaş mean that this article has been violated?

If criticisms about the bad state of affairs in the economy cannot be directed to the AKP, which has been in power for 18 years, then, to which person or institution are these criticisms to be directed?

Will any action be taken to

ensure the release of the citizen named Abdullah Demirbaş, who has been arrested just because he criticized the government's policies?

How many people have faced a lawsuit and/or been arrested for criticizing the AKP and its policies in the last 18 years?

CLICK - 36 thousand people investigated for 'insulting the president'

What happened?

Abdullah Demirbaş criticized the AKP government, its economy policies and AKP Chair and President Recep Tayyip Erdoğan in his street interview to the reporter of "Kendine Muhabir" (Reporter to One-self) in Turkey's Mediterra-

nean province of Antalya in October.

Demirbaş said that President Erdoğan should be put on trial at the Supreme Criminal Tribunal for what he had done. Shortly after the video of this street interview was published, Demirbaş was taken into custody by six police officers from his home on the night of October 24.

Released on probation, Abdullah Demirbaş gave another street interview and talked about what he had gone through. He criticized both Erdoğan and the AKP in this interview as well.

Demirbaş was detained again and sentenced to house arrest. The day after, he went to

the courthouse to object to his house arrest. Submitting a petition there, he has been arrested and sent to the Antalya Type E Prison.

'My father did not commit a crime'

As reported by Hacı Bişkin from Gazete Duvar, Melih Demirbaş, the son of Abdullah Demirbaş, has denounced the arrest of his father:

"My father did not do anything wrong. He suffered so much because he had expressed his opinions. He did not commit a crime. Unfortunately, in the country where we live, people are arrested for expressing their own opinion. I want my father to be released as soon as possible." (EKN/SD)



12 Novembre 2020

Un groupe parlementaire britannique lance une enquête sur le traitement des politiciens kurdes par la Turquie

Le groupe parlementaire britannique sur le Kurdistan en Syrie et en Turquie s'est penché sur le traitement des politiciens kurdes et des communautés kurdes en Turquie.

Lloyd Russell Moyle, député travailliste et président du groupe parlementaire multipartite sur le Kurdistan en Syrie et en Turquie s'est entretenu avec le journaliste Erem Kansoy au sujet de l'enquête ouverte par le groupe sur le traitement des politiciens kurdes et de la communauté kurde en Turquie.

Cette enquête vise à interpellier les responsables politiques, les ONG, les élus municipaux, les journalistes sur la question cruciale du traitement égalitaire et de la représentation des

kurdes. À l'issue de l'enquête, le groupe parlementaire doit adresser au gouvernement britannique des recommandations sur la meilleure façon de garantir le respect des principes démocratiques en Turquie.

Lloyd Russell-Moyle, député de Brighton Kemptown, a déclaré: « J'ai été très impressionné par l'intérêt des députés pour cette enquête. Je suis, comme beaucoup d'autres parlementaires britanniques, extrêmement troublé par l'attitude du président Erdogan qui semble profiter de l'épidémie de Covid-19 et de l'instabilité dans la région pour destituer les dirigeants démocratiquement élus en Turquie. »

« Le but de l'enquête est de faire la lumière sur ce qui se passe et de proposer des re-

commandations sur la manière dont le gouvernement britannique peut promouvoir la paix et la stabilité dans la région », a ajouté le député.

Après une première phase de recueil de données, le groupe parlementaire procédera à des auditions de témoins lors de séances prévues en décembre et janvier.

Les questions qui déterminent le cadre de référence de l'enquête sont les suivantes :

- Quels sont les principaux obstacles à la représentation kurde en Turquie ?
- Le gouvernement turc aborde-t-il la question de la représentation kurde, et si oui, comment ?
- Quel est l'impact de l'ap-

proche actuelle du gouvernement turc en matière de droits et de représentation des kurdes ; quel en est l'effet sur la paix et la sécurité en Turquie et dans la région au sens large ?

• Quels sont les aspects de genre pertinents dans la crise de la représentation kurde ?

• Quelle relation le gouvernement turc entretient-il avec les communautés de la diaspora kurde ?

• Dans quelle mesure le gouvernement britannique peut-il influencer la politique sur ces questions et quels sont les meilleurs moyens de soutenir la consolidation de la démocratie en Turquie et la promotion de la coexistence pacifique et de l'harmonie dans la région ?

CEDH: La condamnation à prison d'un Kurde pour un discours lors du Newroz a violé la liberté d'expression

La Cour européenne des droits de l'homme a conclu que la liberté d'expression d'Halil İmrek a été violée car il a été condamné à la prison pour son discours du Newroz (Nouvel-an kurde) à Adana / Osmaniye en 2016.

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a rendu son arrêt concernant la peine de prison infligée à Halil İmrek pour son discours lors des célébrations de Newroz dans la province d'Adana en 2016.

Le tribunal a conclu que la peine de prison en question avait violé la liberté d'expression du journaliste.

Le 18 mars 2006, alors qu'il était membre de la direction du Parti travailliste (EMEP), le journaliste Halil İmrek a assisté aux célébrations du Newroz dans la province d'Adana.

En avril 2006, il a été placé en garde à vue pour «propagande pour une organisation terroriste [PKK]». Sa participation aux célébrations de Newroz et son discours à Osmaniye un jour plus tard le 19 mars ont été cités comme preuve criminelle

contre le journaliste. Il a ensuite été arrêté et envoyé en prison.

Dans le procès intenté un mois plus tard, il a été jugé pour le délit de «propagande pour une organisation terroriste» conformément à l'article 7/2 de la loi antiterroriste (TMK). Libéré en juillet 2006, İmrek a été condamné à 1 an de prison lors de sa dernière audience le 16 septembre. Sa peine de prison a été confirmée par la Cour de cassation en janvier 2012.

En réponse, İmrek a saisi la CEDH, indiquant que sa liberté d'expression avait été violée. Dans son arrêt du 10 novembre 2020, la CEDH a conclu que sa liberté d'expression garantie par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) a été violée. La Turquie paiera à İmrek 5 000 euros à titre de dommages-intérêts non pécuniaires. (Bianet)

Pour info, la Turquie est le pays le plus condamné par la CEDH pour la violation des droits, dont les droits linguistiques et ethniques des Kurdes.



Qu'est-ce que le Newroz?

Le Newroz (ou Nawroz) fait référence à la célébration du Nouvel an zoroastrien dans la culture kurde. Avant l'islamisation des peuples iraniens en Asie, les ancêtres des Kurdes étaient des adeptes du zoroastrisme. Dans la doctrine zoroastrienne, le feu est un symbole de vision, de bonté et de purification. Angra Mainyu, l'esprit démoniaque opposé au dieu Ahura Mazda dans le zoroastrisme, était défié chaque année par un grand feu par les Zoroastriens. Dans la légende kurde, la fête célèbre la délivrance des Kurdes du tyran Dehak et elle est considérée

comme une autre façon de démontrer le soutien à la cause kurde.

La fête du Newroz – célébré depuis au moins 3 000 ans et profondément enraciné parmi les rituels et les traditions du zoroastrisme – coïncide avec l'équinoxe de mars, qui tombe généralement le 21 mars et se déroule habituellement du 18 au 24 mars. Le festival occupe une place importante en termes d'identité kurde pour la majorité des Kurdes. Les Kurdes se rassemblent pour accueillir la venue du printemps. Ils portent des vêtements colorés et dansent ensemble.



12 Novembre 2020
Par Nils Andersson

Le PKK une organisation terroriste ? L'injure faite au peuple kurde

Le 7 novembre 2020, le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué se rapportant au Kurdistan irakien, sans rapport

avec les Kurdes de Turquie, s'oblige à rappeler que le PKK est considéré par l'Union européenne comme une organisation terroriste. Révoltant et

honteux. Les Kurdes de Turquie n'ont cessé depuis la fin l'Empire ottoman en 1920 de réclamer leur droit à l'indépendance ou une autonomie au

sein de l'État turc. Depuis plus de quarante ans, le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) lutte, avec les armes de la démocratie et des moyens paci-

fiques. Le refus de toute concession et la brutale répression du pouvoir d'Ankara ne laissant pas d'autres voies, comme les Vietnamiens, comme les Algériens, comme en France, les résistants à l'occupation nazie, les militants kurdes ont eu recours à la lutte armée. Le PKK fut alors qualifié de terroristes. Mettant fin à la lutte armée, en 2013, un cessez-le-feu a été conclu au terme de négociations avec la Turquie, cessez-le-feu que le pouvoir turc n'a jamais respecté, la seule politique d'Erdogan est la violence et la répression. Double peine, non seulement les droits des Kurdes sont niés, mais ils sont qualifiés de terroristes.

Qui sont les terroristes ? Pour connaître la lutte et les souffrances des populations kurdes, mais aussi connaître un bel acte de solidarité militante, il faut lire Vingt-cinq années aux côtés du peuple kurde[1], qui relate de 1994 à 2019, l'engagement des Amitiés kurdes de Bretagne. Ce livre témoigne par les liens créés sur le terrain en Turquie, de la répression des militantes et militants kurdes qui demandent la reconnaissance de leur langue, de leurs traditions, de leur identité. Il témoigne des violences militaires, policières et des forces spéciales, des bombardements et des destructions de villages, des humiliations et des contrôles permanents, des arrestations massives, des tortures, des viols, des procès où la défense

est entravée, des prisons, des grèves de la faim jusqu'à la mort, des disparitions, des assassinats en Turquie et à Paris, de l'exil. Ce livre nous fait entendre la voix de ce paysan : « Si je vous parle, je risque d'être tué, mais vous pourriez dire ce qui se passe ici. Si je ne parle pas, je risque d'être tué quand même, mais personne n'en saura rien » ou celle de Gülcihan Şimşek, incarcérée pendant des années sans jugement qui, apprenant l'assassinat à Paris de Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Soylemez par les services d'Erdogan, écrit de sa cellule : « Nous avons été réveillés par ces exécutions inacceptables. Pourtant, nous avions prévu de nous réveiller avec des espoirs de paix... »

Vingt-cinq années aux côtés du peuple kurde, c'est aussi le témoignage d'une solidarité exemplaire, que ce soit pour dénoncer la répression, alerter sur les actes commis, appeler au respect des droits de l'homme, mobiliser personnalités et autorités pour intervenir contre l'iniquité des procès et la libération de ceux qui sont dans les prisons. Travail d'alerte indissociable de celui fait avec les Kurdes exilés, confrontés comme l'écrit si justement André Métayer, à « l'abandon de tout pour pouvoir survivre et l'exil comme seule issue, les difficultés, les peurs et les humiliations subies, parce qu'étrangers, l'espoir aussi de retrouver un souffle pour pouvoir, à distance, continuer le

combat. » Une solidarité contre la barbarie qui a ouvert le chemin à une compréhension partagée des différences de traditions et de culture et permis que s'établisse une confiance touchant à l'intime.

Une lutte qui a connu ses victoires, évitant les expulsions, des dizaines de réfugiés ont obtenu leur carte de séjour et retrouvé l'espoir, mais il demeure des plaies ineffaçables, celle de Siddik Kaya, son village détruit, grâce à l'entraide qui lie les opprimés, réussit à gagner la France. L'asile politique lui ayant été refusé par l'OFPPA, Siddik Kaya sera renvoyé en Turquie, torturé puis retrouvé mort dans le Tigre.

Vingt-cinq années aux côtés du peuple kurde, c'est aussi une solidarité avec les Kurdes de la Rojava, région annexée à la Syrie par l'accord franco-turc du 20 octobre 1921. Les Yekîneyên Parastina Gel (Unités de protection du peuple kurde) ont, dans le cours de la guerre civile en Syrie, résisté et vaincu Daech à Kobané puis, avec les Forces démocratiques syriennes, elles ont fait tomber Raqqa, la « capitale » de l'État islamique, mettant fin au califat. Mais, comme leurs frères et sœurs en Turquie, sur l'autel de la réalpolitik, les Kurdes de la Rojava ont été abandonnés et trahis par la communauté internationale, capitulant devant Erdogan. Pourquoi un peuple lutte, pourquoi un peuple se soulève-t-il jusqu'à prendre les armes ?

Les Kurdes se sont soulevés en Turquie contre les discriminations, les injustices, pour le droit à leur culture, pour leur identité. Akim Birdal, président de l'Association turque des droits de l'homme, le dit, comme un cri : « Le choix qui est imposé au peuple kurde est soit de se mettre du côté de l'État turc, en devenant protecteur de village, soit de prendre son arme et d'aller à la montagne... Ou encore de prendre le chemin de l'exil. »

Mais l'Histoire porte jugement et distingue qui sont les vrais terroristes. Le Tribunal international des peuples a rendu en 2019 à Bruxelles son verdict[2] : « L'état turc est reconnu responsable du déni au peuple kurde de son droit à l'autodétermination, en lui imposant l'identité turque, en niant l'identité et la présence du peuple kurde, en réprimant sa participation à la vie politique, économique et culturelle du pays, interprétés comme une menace à l'autorité de l'état turc... Le président de l'État turc, Recep Tayyip Erdogan, porte une responsabilité directe pour les crimes de guerre et les crimes d'État commis en particulier dans les villes du Sud Est de l'Anatolie. »

Les Amis kurdes de Bretagne sont porteurs de ce jugement citoyen, comme ils portent le souhait de Gülcihan Şimşek. : « Nous espérons toujours voir la paix arriver sur les ailes d'une colombe ou pousser sur les branches d'un olivier. »

Kurdistan au féminin

Le Kurdistan à travers le regard féminin

13 Novembre 2020

SYRIE. Il y a 60 ans, 250 enfants kurdes brûlaient vifs dans le cinéma d'Amûdê

Le 13 novembre 1960, des centaines d'écoliers kurdes, dont la plupart avaient moins de 14 ans, périrent dans un incendie dans un cinéma d'Amûdê, en Syrie. Le

nombre de morts varie entre 180 et 300 enfants. Personne ne sait avec certitude, sauf que presque toutes les familles d'Amûdê ont perdu un enfant ce jour-là.

Le film d'horreur égyptien «The Midnight Ghost» était projeté au cinéma d'Amûdê. Le directeur du sous-district d'Amûdê avait ordonné à tous les élèves du primaire d'assister au film.

L'Algérie se battait à cette époque pour son indépendance face à la France et la recette du film devait être reversée aux Algériens.

C'était la dernière représentation de la journée et 500 enfants étaient entassés dans la structure de bois, de paille et d'argile conçue pour accueillir 200 personnes. La plupart des enfants étaient entassés les uns à côté des autres sur de longs bancs. Le projecteur avait tourné toute la journée pour montrer le film égyptien à des centaines d'autres personnes. Dans cette dernière projection, il a surchauffé et s'est enflammé et les flammes se propagèrent rapidement à travers le bâtiment.

Les enfants piégé par les flammes ont paniqué. Ils coururent vers les sorties – deux portes étroites de seulement 80 cm de large – tombant et trébuchant l'une sur l'autre. Les portes s'ouvraient vers l'intérieur et avec les enfants à l'intérieur empilés contre les portes, ils ne pouvaient pas les ouvrir.

Amûde n'avait pas de pompiers. On a appelé les pompiers de Qamişlo et Heseke (al-Hasakeh), mais ils sont arrivés trop tard.

Des témoins oculaires de l'époque ont déclaré que le projectionniste et les propriétaires du cinéma étaient partis après que l'incendie se soit déclaré et

que les portes avaient été bloquées de l'extérieur. Ils ont également déclaré que lorsque les parents et les résidents ont tenté de sauver la vie des enfants emprisonnés à l'intérieur, la police les a arrêtés, affirmant que c'était « trop dangereux ». Cependant, un résident local, Mihemed Deqorî, a réussi à sauver 11 enfants de l'incendie, mais a péri en essayant de sauver un douzième.

Des sources kurdes estiment que 283 à 300 ont péri dans l'incendie du cinéma. Un journal égyptien Akhir Daqiqah a cité 200 morts et 450 blessés. Le magazine égyptien al-Musawwir a fait état de 180 morts et 121 blessés. De nombreux enfants gravement blessés ont succombé par la suite à leurs blessures.

Cette tragédie a eu lieu pendant l'union éphémère de la Syrie et de l'Égypte – la République arabe unie (1958-1961). Les Kurdes étaient considérés comme une menace majeure pour le projet d'unité panarabe et le sentiment anti-kurde était élevé. Les activités politiques et culturelles des groupes minoritaires ont été étroitement surveillées; Des professeurs égyptiens ont été envoyés dans la région.



Le cinéma d'Amûde après l'incendie

C'est dans ce climat de tension que les affirmations de la population kurde et des partis syro-kurdes ont fait surface selon lesquelles l'incendie était une attaque délibérée contre les Kurdes, motivée par un sentiment anti-kurde. Le rapport KurdWatch sur l'incendie déclare qu'«il n'y a aucune preuve concrète que l'incendie et la catastrophe qui s'en est suivie étaient autre chose qu'un accident causé par des mesures de sécurité inadéquates». Il dit plutôt que les événements de l'époque ont donné lieu à cette interprétation.

Le régime syrien n'a jamais mené d'enquête sur la cause de l'incendie qui a dévoré des centaines d'enfants kurdes.



Mihemed Deqorî (Saeed Agha)

R  **J** **INFO**

Raid de la police turque à Diyarbakir: au moins 12 Kurdes arrêtés

Au moins 12 personnes, dont le co-maire destitué de la municipalité de Sur, Cemal Özdemir, ont été arrêtées à Diyarbakir, dans le cadre d'une opération politique visant 19 personnes.

La police turque a mené, vendredi tôt dans la matinée, des perquisitions aux domiciles de

plusieurs membres et dirigeants du Parti démocratique des Peuples (HDP) visés par des mandats d'arrêt pris par le procureur de Diyarbakir pour « affiliation au PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) »

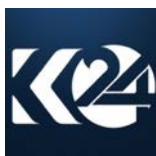
Outre Cemal Özdemir, ancien co-maire de Sur (centre historique de Diyarbakir), déchu de

son mandat en décembre 2019, en même temps que l'autre co-maire Filiz Bulutekin, quatre soignants licenciés précédemment par des décrets-lois figurent parmi les personnes arrêtées.

Arme pointée sur des enfants lors d'une perquisition

Les sources locales ont rapporté

des violences policières dans le cadre de la perquisition au domicile d'une des personnes arrêtées, Hacı Karakuzu (45 ans), dans le district de Bağlar. Après avoir enfoncé la porte avec un bélier, les policiers ont forcé l'épouse de Karakuzu à s'allonger face contre terre et l'un d'eux aurait pointé son arme sur les enfants du couple.



November 15, 2020
By Wladimir Van Wilgenburg

Fourth New York Kurdish Film Festival focuses on Kurdish unity

ERBIL (Kurdistan 24) – This year's New York Kurdish Film and Cultural Festival began online on Friday and ends Sunday, with the main focus being uniting Kurds.

The event is being held in co-operation with the London Kurdish Film Festival and the Middle East Cinema Academy. Like the London Kurdish Film Festival held in August, this year's festival will be online due to COVID-19.

"This year's theme is the Kurdish national unity and peace. As we know that the Syrian civil war really closed and deepened Kurdish conflict with the tremendous effect and pressure from outside players such as Turkey," Xeyal Qertel, the founder and director of the Kurdish Film and Cultural Festival of New York, told Kurdistan 24.

"So, first, we like to solidify our brotherhood and sisterhood among Kurds..., that is our first and foremost goal," she said.

Qertel added, "I am in contact with Kurdish artists and directors from four parts of Kurdistan because we wanted all parts to be represented in our festival, and we managed to do that."

She noted that 40 films were on the docket for screening.

The last day of the festival also includes a talk among Iranian Kurdish book authors, including award-winning writer Behrouz Boochani and Ava Homa.

The opening night of the festival began on Friday with a letter from the imprisoned former Co-chair of Turkey's pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) Selahattin Demirtas.

"We reached out to him, and his message was read by his wife, Basak Demirtas."

The opening film was one based on a novel Demirtas penned from his prison cell.



A poster for the New York Kurdish Film and Cultural Festival of 2020. (Photo: New York Kurdish Film and Cultural Festival)

Qertel said this was a message of solidarity to thousands of Kurdish activists and HDP members imprisoned in Turkey.

Demirtas was detained and put in prison in November 2016, along with nine other lawmakers in a crackdown that purged President Tayyip Erdogan's political rivals shortly after a failed alleged military coup attempt in July.

Ankara then dismissed HDP mayors, replacing them with state trustees, and arrested thousands of HDP members and activists after the state of

emergency that followed the attempted coup.

"The opening night with a message of Mr. Demirtas is really our message to Turkey and their human rights abuses. There are thousands and thousands of Kurds, political leaders, activists, whoever stands against their brutality is held captive. So this is really our message to Turkey," Qertel concluded.

The proceedings of the festival will be donated to the Kurdish Red Crescent (Hevya Sor).

Kurdistan au féminin

17 novembre, 2020

ROJAVA. Campagne de plantation de 4 millions d'arbres à Qamishlo contre la désertification

Un groupe de volontaires a lancé une campagne de plantation de 4 000 000 d'arbres dans la région kurde de Qamishlo pour lutter contre la désertification. Ils attendent la participation d'autres pays et ONG à leur projet qui est très ambitieux.

Cet automne, cinq volontaires ont lancé une campagne de reboisement dans le nord-est de la Syrie, qu'ils ont baptisée « Green Strands ». La campagne vise à planter environ 4 000 000 d'arbres en cinq ans.

Des milliers de graines

L'équipe des participants a semé environ 15 000 graines dans des sacs dans la pépinière Afrin de la ville de Qamishli, afin de les transplanter après un an, selon les responsables de la campagne. Les volontaires préfèrent planter des graines et attendre

qu'elles poussent en gaules, plutôt que d'en acheter des prêtes car il s'agit d'un projet de volontariat.

Ziwar Sheikho, le porte-parole de la campagne Green Strands, n'a pas nié la difficulté de la tâche, qu'il a décrite

comme «un grand défi à travers lequel nous visons à changer les conditions environnementales dans la région».

Au cours des dernières décennies, le sol des régions du nord de la Syrie s'est gravement détérioré, le gouvernement central de Damas ayant mandaté la culture du blé et d'autres cultures qui ont un effet néfaste sur la qualité du sol. Le gouvernement syrien a infligé des amendes à ceux qui poussaient des arbres sur des terres agricoles et a brûlé, coupé et vendu des milliers d'oliviers dans le nord du pays, selon Sheikho.

Participation ouverte

La campagne a choisi de planter des arbres forestiers qui pourraient s'adapter à plusieurs climats.

Jilan Hussein, un volontaire de la campagne, a déclaré que le projet est une campagne de volontariat et que n'importe qui peut participer. « Ces arbres modifieront le climat et changeront le climat sec dans la région du Rojava », a-t-elle déclaré, ajoutant qu'« ils joueront un rôle important dans l'augmentation de la végétation, car ils sont excellents pour la santé et l'esthétique. »

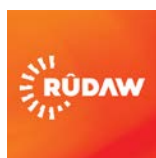
Les volontaires ont contacté des partis et des institutions locales et internationales afin d'expliquer l'objectif de la campagne et les inviter à y participer.



Gulistan Sido, coordinatrice de la campagne, a déclaré que de nombreuses parties sont intéressées par ces projets environnementaux et ont exprimé leur volonté de soutenir et de participer, que ce soit matériellement ou moralement.

Le mois prochain, Sido prévoit d'expliquer l'importance de la

campagne lors d'une conférence officielle à laquelle plusieurs pays participeront. Il est prévu que la campagne gagnera plus de coopération et de soutien pendant la conférence, à laquelle plusieurs organisations et personnalités concernées par l'environnement seront présentes.



November 17, 2020
By Karwan Faidhi Dri

Turkish court acquits police killer of Kurdish man at Newroz celebrations

A court in Turkey's southeastern Diyarbakir province has acquitted a police officer who shot dead a young Kurdish young man during 2017 Newroz celebrations despite the public prosecutor's demand for nine years in prison.

Identified only by his initials Y.S., the police officer shot 23-year-old Kemal Kurkut in Diyarbakir province's Baglar district on March 21, 2017 while the university student was en route to attend Newroz (Kurdish new year) celebrations.

Kurkut was carrying a knife when he was shot by the police officer, with the incident captured by a Kurdish journalist at the scene.

The public prosecutor had demanded up to nine years in prison for the officer's use of

“excessive force”, the independent Duvar news outlet reported on Tuesday.

However, the Diyarbakir Seventh Heavy Penal Court decided on Tuesday to acquit the accused, ignoring the Public Prosecutor's demand and pictures which purportedly prove the murder, according to the news outlet.

The court said there was insufficient proof to convict the accused, according to the BBC's Turkish service.

Kurkut was initially accused of carrying a suicide bomb, which was debunked by photos in which he was shown to be topless when he was shot.

Abdulrahman Gok, the journalist who took the pictures, told Ozguruz radio on Tuesday that had it not been for his pictures, “an

honest young man like Kemal.. would be known as a person who tried to turn Newroz celebration into a bloodbath.”

Gok faces up to 20 years of imprisonment for “making propaganda for a terrorist organization” after he covered the 2009 Newroz celebrations for Roj TV, an outlet affiliated to the Kurdistan Workers Party (PKK). He currently works as a news editor at the pro-Kurdish Mezopotamya Agency (MA).

“The fact that he was not sentenced at all but acquitted instead ... is a very good decision to reveal the real face of the judicial and legal systems because the incident was recorded with a camera,” he said.

Ercan Kurkut, the brother of the deceased, says his family feel

“helpless” in light of the acquittal. “Believe we are not good. This time we wanted to be wrong, but unfortunately we were not. One feels helpless. We have trouble breathing,” he said in a tweet on Tuesday.

Cihan Aydin, chair of the Diyarbakir Bar Association, condemned the court decision, saying “police impunity continues at full speed.”

Meral Danis Bestas, parliamentarian for the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) also spoke out against the decision, saying that “Kurds have been trying to prove that their people have been killed in this country for a hundred years” but “no one has been sentenced for killing Kurds.”

Press freedom in Turkey: 3 journalists appeared before judge per day in October

Formed by a group of voluntary journalists and documenting lawsuits against journalists in Turkey for two years, the Press in Arrest initiative released its October 2020 Press Freedom Report on November 5.

The report of the initiative has shown that in October in Turkey, in at least 45 press-related trials in 7 provinces, at least 74 journalists were prosecuted.

In the trials concerning these 74 journalists, the prosecutor's offices demanded 3 counts of aggravated life sentences, and a total of 321 years 6 months to 916 years 4 months 15 days in prison.

The report has also shared the following comment about the current state of press freedom in Turkey: "Barriers before the 'the people's right to receive news' crystallized this time in the detention of 4 journalists who reported on the allegation that security forces had detained two citizens in Van and then thrown them out of a helicopter."

'Judiciary weaponized against journalists'

Other highlights from the report are as follows: The judiciary continued to be weaponized against journalists in Turkey, as confirmed by the fact that every day in October, an average of 3 journalists were obliged to defend in a courtroom their profession and the people's right to receive news.

"In October in Turkey, in at least 45 press-related trials in 7 provinces, at least 74 journalists were prosecuted. 21 of them were women.

"In the trials concerning these 74 journalists, the prosecutor's

offices demanded 3 counts of aggravated life sentences, and a total of 321 years 6 months to 916 years 4 months 15 days in prison.

"Women journalists appearing in court faced a total of 70 years 3 months 15 days to 185 years 8 months in prison.

"In the legal proceedings during October,

1 journalist was charged without a 'legal justification'.

26 journalists, 7 of whom were women, were charged with 'terrorism' offences.

8 journalists stood trial for allegedly 'insulting the President'.

10 journalists, including 4 women, were acquitted.

4 journalists were sentenced to a total of 7 years 11 months of imprisonment and 500 TL of administrative fine.

The controversial 'Simple Trial Procedure' was implemented in a trial against a journalist for the first time.

Panels of judges changed in trials concerning 40 journalists. The 'publicity of trial' principle was violated 32 times.

The "presumption of innocence" principle was violated 3 times.

The trials of at least 43 journalists prosecuted in October were adjourned until 2021.

Highlights from the legal proceedings:

Bank accounts of journalists will be examined to determine whether they made any financial gain via their social media posts and news stories.

"Due to a 2018 news story about the 'economic crisis linked to the depreciation of the Turkish Lira vis-à-vis the dollar', 6 journalists stand trial for allegedly 'violating the Capital Market Law'.

"Back then, the USD-TRY exchange rate had shot up in two weeks from 4.70 TL to 7 TL as a political crisis erupted between the United States and Turkey for the imprisonment of pastor Andrew Brunson pending trial.

"The prosecutor alleged that the news story "includes fabricated and ill-intentioned allegations to give the impression that our country's banking and financial system is in dire straits".

"At the end of the fourth hearing, held in October, the court ruled to examine the journalists' bank accounts to determine whether they made any financial gain from their news reports and social media posts. Prosecutor requested sentence for a journalist without presenting a 'justification'.

"Journalist Ender İmrek stands trial for an article he penned in June 2019 as regards President Recep Tayyip Erdoğan's wife Emine Erdoğan's French-made bag allegedly worth 50 thousand dollars.

"In the third hearing of the trial, in October, the prosecutor requested that İmrek be sentenced. However, he did not present a "justification" for this request. Lawyers objected to the prosecutor's 'judicial opinion without justification'. The judge overruled their objection.

"As the debate between the la-

wyers and the judge raged on, the hearing prosecutor stated, 'You must understand that my judicial opinion provides ample information. The trial was adjourned to receive İmrek's defense against this 'judicial opinion without justification.' "Simple trial procedure" employed in a press trial for the first time.

"The 'simple trial procedure' was added to the judiciary system with the legal amendment popularly known as the 1. Judiciary Reform Package.

"Accordingly, the legal proceedings concerning certain charges can be conducted on the basis of the case file, without holding a hearing.

"Journalist Hikmet Tunç, who is charged with 'insulting a state official on duty', and his lawyer accepted the 'simple trial procedure'. Accordingly, no hearings will be held during the legal proceedings, the defense statements and evidence will be presented in writing, and in case of a prison sentence, the prison term will be reduced by one fourth.

"In the month of October, journalists had to face not only these ongoing legal proceedings, but also new investigations and lawsuits, as well as arrests:

At least 9 journalists faced a new investigation and/or criminal complaint, were detained or summoned to testify.

New lawsuits were brought against at least 2 journalists. 4 journalists were arrested.

PORTRAIT

SOUHEILA YACOUB

FIGURE LIBRE

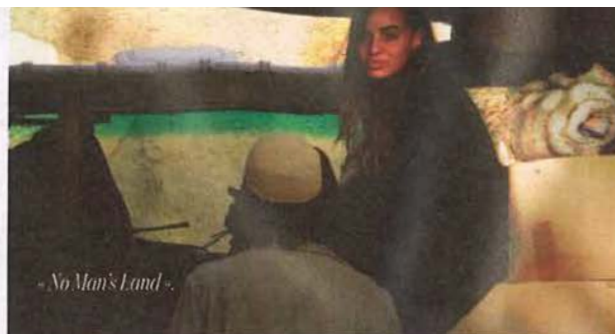
Un vent d'irréductible liberté souffle sur l'itinéraire de la comédienne, rescapée d'une adolescence sous le joug de la gymnastique. Dans la passionnante série « No Man's Land », jeudi sur Arte, elle incarne une combattante kurde et impressionne à nouveau par son réalisme. Par Marjolaine Jarry

Jeudi 20h55
ARTE

Visage mat de poussière, clope au bec, regard par en dessous. La première fois qu'on a rencontré Souheila Yacoub, c'était au Maroc, sur le tournage de « No Man's Land », la série d'Arte où elle incarne une cheffe de guerre kurde. En treillis et longue natte brune, harnachée de son barda et de son fusil, elle restituait, sans esbroufe, la rugosité et la juvénilité de ces soldates montées au front contre Daech. Le soir venu, hors plateau, on la redécouvrait, crevette échappée de l'armure, athlète en total look survêt, essorée et bossueuse. Pour les besoins de la série, elle a appris le kurde – « Cela me semblait indispensable pour interioriser l'expérience de ces combattantes » – avec la facilité des enfants bilingues (sa langue maternelle est le néerlandais, elle parle le français depuis son entrée à l'école, en Suisse, pays de son enfance). Pendant des mois, elle s'est plongée dans l'histoire de ces jeunes femmes qui affrontent le groupe Etat islamique. Au point de se demander ce qu'elle « foutait là ». Elle se reprend aussitôt, déjouant le cliché de l'actrice aux combustions éphémères : « Cela peut paraître égoïste et superficiel dit ainsi, mais je me suis vraiment posé la question de les rejoindre, elles qui se battent pour la liberté, pour nous tous. » Un trouble profond, au cœur de « No Man's land » qui fouille, sans romantisme, les raisons de l'engagement : celles qui ont poussé de jeunes Européens à partir

pour la Syrie rejoindre les Kurdes, et d'autres à grossir les rangs de Daech, dans un affrontement guerrier et idéologique.

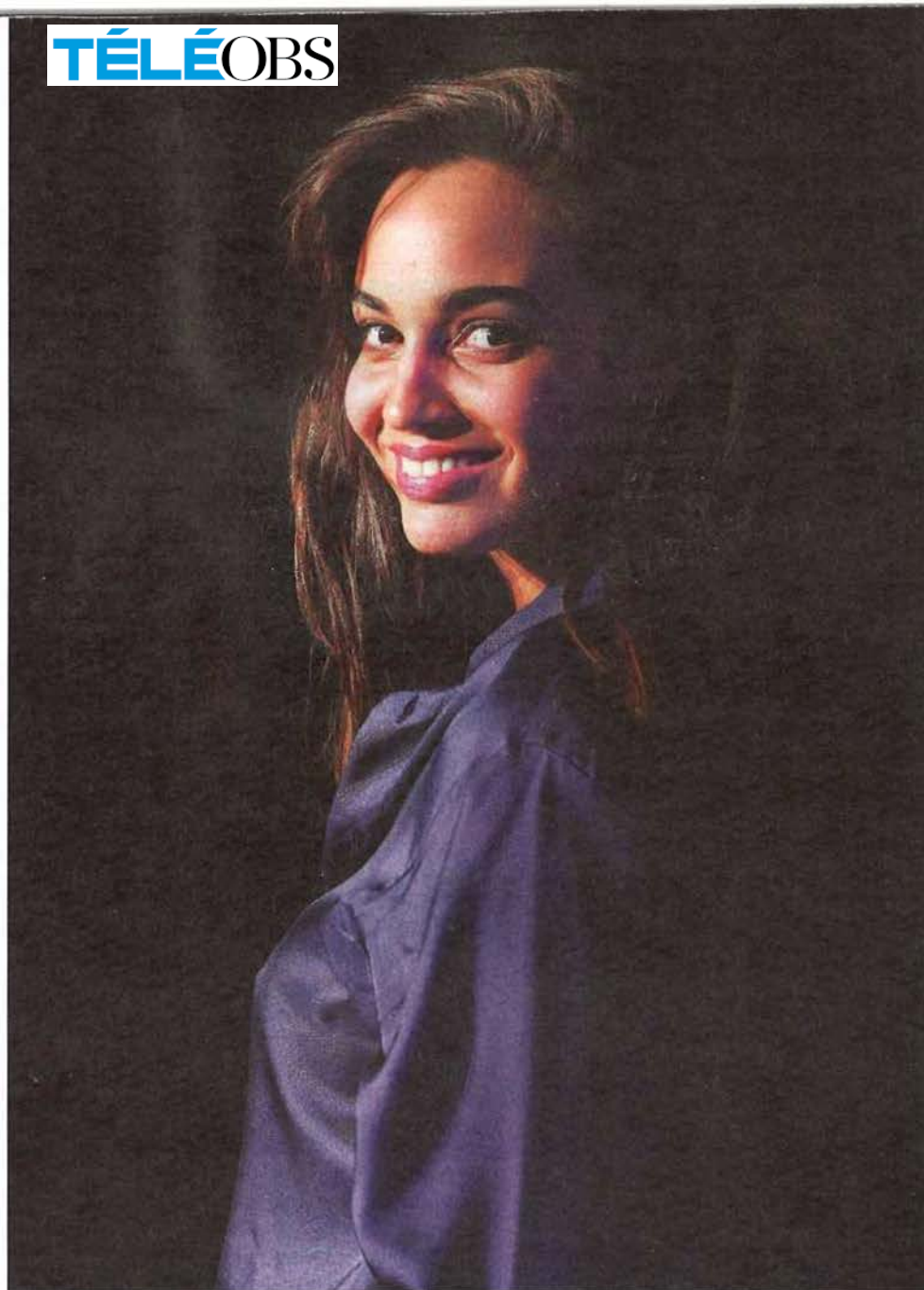
« Au Rojava [région autonome kurde, NDLR], les femmes sont regardées comme... des êtres humains ! On en est encore tellement loin en France... » Et la comédienne de lister l'inégalité salariale, la discreditation du féminisme, les agressions banalisées : « Chaque jour, constate-t-elle, on me parle dans la rue, chaque jour, on m'insulte. » Elle qui rappelle ne pas avoir suivi de longues études fait feu de tout bois : l'esprit crépite, alerte et critique. « Le casting pour l'éternel rôle de la petite amie du héros, j'évite. Celui où l'on me demande de prendre l'accent "caillera" parce que je suis métisse, j'ai aussi appris à éviter. De toute façon, je réponds que je suis suisse et que ma mère est belge flamande ! » Slalom gagnant : à 28 ans, sa trajectoire impressionne. Sur scène, elle révèle une force démesurée chez Wajdi Mouawad (« Tous des oiseaux ») ; à la télé, on l'a découverte bluffante en communicante politique aiguisée, au service de son président de père (Roschdy Zem) dans la série de Rebecca Zlotowski (« les Sauvages » sur Canal+) ; au cinéma, cet été, elle rayonnait dans le dernier Philippe Garrel, « le Sel des larmes ».



Elle a le débit fébrile de ceux qui craignent de laisser l'auditoire, la ferveur aussi de ceux qui savent le pouvoir de la parole. « Je me suis retrouvée sur scène, avec des gens qui étaient là juste pour m'écouter, après avoir passé des années à m'entendre dire de me taire. Moi qui avais tant de mal à m'exprimer, tout a changé, même la tessiture de ma voix... » Grand écart. Souheila Yacoub a commencé la gymnastique rythmique à 4 ans, intégré l'équipe nationale suisse à 14. Championnats d'Europe, du monde, qualification pour les JO... A 16 ans, elle ne va plus en cours, vit coupée du monde, dans un centre d'entraînement. « On nous avait convaincues qu'il n'y avait rien d'autre que la gym, on vivait en dictature. » Les coaches ? « Les Bachar al-Assad de la gym ! », lance-t-elle, bravache. Cet été, dans les médias suisses, certaines de ses anciennes coéquipières

TÉLÉOBS

19 Novembre 2020



**ELLE A LE DÉBIT FÉBRILE DE CEUX
QUI CRAIGNENT DE LASSER L'AUDITOIRE,
LA FERVEUR AUSSI DE CEUX QUI SAVENT
LE POUVOIR DE LA PAROLE.**

ont dénoncé le harcèlement physique et moral dont elles ont été victimes. « *Cela a fait resurgir tellement de choses...* » Au temps des copains et de l'aventure, ces jeunes filles prisonnières de leur corps d'enfant (« *J'ai eu mes règles à 20 ans.* ») s'entraînent cinquante-deux heures par semaine et subissent un anéantissement méthodique. « *On nous interdisait de raconter ce qu'il se passait à nos parents, une des coachs me disait que je finirais sur le trottoir... A la fin, je me sentais un déchet.* »

Sur les images d'un reportage de l'époque, Souheila se déploie vers les rubans tourbillonnants, puis se recroqueville au sol en un instant au rythme de la musique, poupée de chiffon pâlotte, cheveux tirés en chignon et corps élastique. Face caméra, l'adolescente évoque les « *blessures aux pieds* », la difficulté à comprendre la coach qui ne s'exprime qu'en bulgare. On entend là une petite voix dissidente, un appel à l'aide, un noyau de résistance... « *Plutôt un grain de sable, minimise-t-elle. Mais oui, cela devait être là, puisque je m'en suis sortie.* » Après avoir finalement échappé aux JO et traversé une dépression consécutive à ces années d'emprise, elle gagne le concours de Miss Suisse romande et rencontre des jeunes « *qui ont une vie* ». Sur son ordinateur, elle tape : théâtre + Paris. Google répond : « *Cours Florent* ». Grâce à une bourse d'études, la fille d'aide-soignante et d'agent

de voyages s'inscrit pour ce qui s'avère être un peu plus qu'une formation pour actrice en devenir : « *Une renaissance.* »

Son tout premier rôle devant ses camarades ? Héléna déclarant sa flamme à Démétrius dans « *Un Songe d'une nuit d'été* ». « *Moi qui n'avais rien vécu, je parlais d'amour et ces mots avaient un tel effet sur moi ! A la gym, j'avais subi un lavage de cerveau, je ne ressentais plus rien, j'étais un robot.* » Ultime refuge, l'anesthésie émotionnelle fond comme neige au soleil. A peine reçue au prestigieux Conservatoire national supérieur d'Art dramatique, le dramaturge libanais Wajdi Mouawad l'engage pour la création de « *Tous des oiseaux* », en 2017. Au fil des quatre heures que dure la pièce, dans le rôle de Wahida, thésarde américaine d'origine arabe amoureuse d'Eitan, chercheur issu d'une famille juive-allemande, elle est l'œil du cyclone, la force vive au cœur de ce maelström qui charrie le conflit israélo-palestinien, les fils qui nous lient, le fantasme de l'identité. La pièce a été l'occasion de retrouver le chemin de l'arabe, « *langue perdue* », parlée par son père, tunisien. Et même de renouer avec son prénom au grand complet, après avoir longtemps préféré « *Sou* », diminutif à la saveur mondialisée. Quand on sait que son prénom désigne l'astre à suivre « *quand on est perdu dans le désert* », on se dit que cette fille est, à n'en pas douter, sa propre étoile.

En cette première semaine de reconfinement, Souheila Yacoub ne cache pas, au téléphone, les angoisses qui la cernent alors qu'elle vient d'apprendre l'annulation des représentations à venir de « *Tous des oiseaux* ». L'éclipse du spectacle vivant l'étreint, l'inquiétude pour ces amis qui galèrent depuis des mois aussi, elle qui sait sa chance de pouvoir continuer à travailler sur les plateaux de cinéma. Le tournage du film d'Anaïs Volpé, dans lequel elle tient le premier rôle, vient à peine de s'achever qu'elle se prépare à jouer dans le prochain Klapisch. Alors que « *No Man's Land* » et « *les Sauvages* » devraient connaître une saison 2, elle sera aussi à l'affiche du premier long-métrage que réalisera la jeune romancière Alice Zeniter, auteure de l'impressionnant « *l'Art de perdre* » – « *Ce sera très politique* », glisse-t-elle, avec une joie retrouvée. Pendant le précédent confinement, à l'initiative du Théâtre de La Colline, elle avait choisi de lire, parmi « *les Lettres persanes* », le chant de mort et de défi de Roxane révélant à Usbek qu'elle a instigué la révolte du sérail où il la maintenait prisonnière. Elle fait sonner crânement cette phrase qui lui va si bien et à laquelle on aimerait prêter le pouvoir de nous porter un peu en ces temps rétrécis : « *J'ai pu vivre dans la servitude, mais j'ai toujours été libre.* » ■

Les forces iraniennes tuent deux autres kolbars

Deux kolbars ont été tués mercredi par l'armée sur une zone frontalière iranienne.

Des Pasdarans iraniens ont tiré contre un groupe de Kolbars (travailleurs transfrontaliers transportant des marchandises sur leur épaule) qui transportaient leurs marchandises le long de la frontière.

L'Association des droits de l'Homme du Kurdistan a an-

noncé que l'attaque avait été signalée dans la région de Shino.

« Deux kolbars nommés Hakan Mihemed Zade et Wesim Ferdin Zade ont perdu la vie », a annoncé l'association.

Toujours selon la même association de défense des droits de l'Homme, 6 kolbars ont perdu la vie et au moins 5 kolbars ont été blessés pendant le mois de novembre.



Nouvelles arrestations dans les milieux prokurdes

Les autorités turques ont arrêté vendredi plusieurs dizaines de militants de la cause kurde, dont des avocats, médecins et écrivains, soupçonnés d'être membres d'une organisation qu'Ankara accuse de liens avec le "terrorisme".

La police turque a interpellé 72 personnes à Diyarbakir et Adiyaman, dans le sud-est majoritairement kurde de la Turquie, ainsi qu'à Istanbul et Izmir (ouest), a indiqué à l'AFP une source judiciaire ayant requis l'anonymat.

La police était à la recherche d'une trentaine de personnes supplémentaires sous le coup d'un mandat d'arrêt.

Ces arrestations s'inscrivent dans le cadre d'une enquête pilotée par le parquet de Diyar-

bakir sur le "Congrès de la société démocratique" (DTK), une organisation que les autorités turques accusent d'être liée au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe qualifié de "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux. Parmi les personnes arrêtées figurent notamment 24 avocats, dont 17 sont membres du barreau de Diyarbakir régulièrement inquiété par les autorités.

"Ces opérations reflètent une volonté d'étouffer la voix du barreau de Diyarbakir et sont une intervention directe dans les activités de la société civile", a dénoncé le barreau dans un communiqué.

Une autre procédure judiciaire visant les anciens dirigeants du barreau de Diyarbakir pour avoir commémoré le génocide



arménien et utilisé le mot "Kurdistan" dans leurs déclarations est aussi en cours.

Les milieux prokurdes, en particulier le Parti démocratique des peuples (HDP), font l'objet d'une répression implacable depuis plusieurs années en Turquie. Selahattin Demirtas, la figure de proue du HDP

et un ancien rival du président turc Recep Tayyip Erdogan à l'élection présidentielle, est en prison depuis 2016.

Après des élections municipales en 2019, les autorités turques ont arrêté ou évincé plusieurs dizaines de maires élus sous les couleurs du HDP dans le sud-est de la Turquie.



November 21, 2020
Par Karwan Faidhi Dri

US commissioner impressed by Rojava religious freedom, ethnic equality

Nadine Maenza, United States commissioner for religious freedom, said she was surprised to see how consistent conditions in northeast Syria (known to Kurds as Rojava) were in terms of religious freedom and gender equality during her weeks-long trip to the region.

Maenza arrived in Rojava in late October and stayed for several weeks, meeting with officials of the Kurdish-led Autonomous Administration of North and East Syria (NES), on a trip not sponsored by the US Commission on International Religious Freedom (USCIRF) where she is a commissioner. She is now in the Kurdistan Region capital where she is meeting with a number of top officials, and sat down for an interview with Rudaw English on Saturday.

During her tour of Rojava, she was surprised by the inclusion of minorities in local government and said she would give Rojava perfect marks for religious freedom.

“There is no restriction on the rights to practice your faith,” she said. “Part of the reason I wanted to come and stay for so long was to understand how they set up the government, how it works and could this be something that other people can do in other places.”

The US has some 900 troops in Rojava. There are fears from locals that any withdrawal of these forces would be followed by a new military offensive by Turkey and its Syrian proxies. Maenza said USCIRF’s reports and information they have sha-

red with US officials have contributed to Washington’s decisions on troops numbers in northeastern Syria.

“I definitely think it has had influence on that and it has been made clear to us that at this point of time the US is not pulling troops,” she said.

The following interview has been edited for length and clarity.

Nadine Maenza: I think the most interesting thing I saw was the consistency of conditions. People have the right to freedom, whether they live in the majority Kurdish area or majority Arab area. I was surprised how consistent the conditions were for religious freedom and, really, I would say gender equality as well.

What about Kurds? What was the most interesting thing you saw about them?

Just how they fostered this environment. Self-governance started in Kurdish areas, so I think the untold story of what happened in northeast Syria and how they set up the self-governance that supports religious freedom and gender equality. And certainly that has started in Kurdish areas, after the SDF liberated areas from ISIS, they would set up self-governance. I was trying to remind people they [SDF] did not impose governance, they allowed the people to set up the governance where they have co-chairs – a man and a woman. They set up all these committees and they start literally meeting the needs of the community. They did it in a way



Nadine Maenza, United States commissioner for religious freedom, speaks with Rudaw’s Karwan Faidhi Dri at Erbil’s Rotana Hotel on November 21, 2020. Photo : Bilind T. Abdullah/ Rudaw

that promoted ethnic diversity, religious diversity, acceptance of one another... It created conditions that are unique to the rest of the Middle East.

You also went to Raqqa, one of the previous strongholds of ISIS, which persecuted religious minorities. What did you feel when you arrived there?

It was remarkable to me that what were the worst conditions for religious minorities and women three years ago, are the best conditions for religious minorities and women in the Middle East. How in three short years this should happen in a place like Raqqa... So, I was very excited about how the government there is so strong. They have figured out how to get people services, and women’s groups are so strong. The legal system there protects people’s rights. The thing about the [Rojava] government is that they have done more than just having tolerance seminars, encourage tolerance. They have embedded it in the

legal system and governance. That’s why these conditions are so pervasive throughout the entire region.

Some people, such as Arabs, complain that they have been marginalized by the autonomous administration. You were there, what did people tell you about this?

I probably spent as much time in Arab areas as the Kurdish areas because I felt like it is important to find out what is happening in Arab areas. The thing I think about the self-governance is that people need to understand that self-governance means that people in that area are the ones governing. So, obviously, in Arab areas it is Arabs. This idea that the Kurds are somehow imposing their rights in Arab areas isn’t the case. The Arabs are running the Arab areas. So, I was able to talk to them and get their perspective on how the [Rojava] government is making progress. But I want to mention that in Arab areas you

still have people left over, obviously from the ISIS times. Some people are sympathetic to ISIS but there are also people sympathetic to the regime. There are different forces that are going to say that they are not working.

Ethnic or religious equality works well in Rojava?

I think both because there are some areas, like Arabs areas, where they do not have a lot of religious diversity because the Christians were forced to leave, the Yezidi minorities left during ISIS years and a few have come back. And I know, for instance in Tabqa, they wanted the Christians to come back and they have saved 25 homes of Christians. They started to come back and I think seven families returned, but Turkey invaded. The Christians became concerned about the instability and it stopped them from returning again. In those areas, you see more ethnic diversity.

What I found... was that you will see that a commune where the co-chairmen or the chair would be an Arab and a Kurd and the vice-chair would be a Circassians and a Turkman. Even though they have tiny percentages, they get a representation. The administration makes sure that every ethnicity has a voice. That surprised me because no one had prepared me for how ethnic diversity had been worked into the governance as well.

A new report from the US-CIRF is expected to be published in April. How much of your findings will be reflected in the report?

I think it will be a lot of what I am saying now... Honestly, my findings are just consistent with what we had heard before and found before. So I will say I have more details, but they are consistent with the information we have been getting about northeast Syria in the [last] couple of years.

Will new people from US-CIRF come to prepare the report or you will share your findings with them?

We may do a different report, an additional report, on my trip to northeast Syria.

So part of your findings will be included in the report?

Part of it will be in the report, but part of it may be in some other independent reports. We do a lot of those kinds of things at the commission.

According to my understanding, you may turn your findings into a book. Am I correct?

Maybe... I have not decided.

There is fear among locals, especially in Ain Issa, that Turkey may launch a new military offensive against the SDF there. What did people tell you about this?

Yeah, I heard the same thing that a lot of people fear, there is a lot of fear from the Administration, a lot of fear among citizens. But we know Turkey is in a lot of places, doing a lot of things. So, although it is not the case, there is definitely fear.

What did they request of you?

Most of the time it was just to share what I saw. I didn't really get a lot of requests other than telling Americans what it is like here. Our recommendations for the US commission are really Rojava autonomous administration recommendations, which is to give them political recognition, lift sanctions, include them in political solutions for all Syria, pressure Turkey to withdraw.

What can Rojava people expect from you? What can your trip produce for them?

I think the most important thing that I can do for everybody, and we have already been doing, is briefing key members

of the [US] administration, key members of Congress. I have already spoken with some really important folks. Some of the top people in the administration plan to talk to me in the coming weeks. I think the most important part of the work we do is the private stuff. We are sharing information privately. I think some of that will be some of the most important work we do. The administration makes sure they also have the same information.

Do you think your report and the information you share with US officials affects their foreign policy to stay longer in Rojava?

Yes, absolutely. I have no doubt that we have influenced that decision. People have an understanding of the costs of pulling out troops, what it would mean for religious minorities, what would it mean for Syria, and for this whole area. I definitely think it has had influence on that and it has been made clear to us that at this point of time the US is not pulling troops.

Is your trip to the Kurdistan Region a completion of your trip to Rojava?

I have met with Christians from Nineveh Plains, I have met with Yezidis, I have met with Turkmens, I have met with the Baha'is, I went to their center... I am really more listening here than anything and just trying to understand what is happening, what is the way forward in some of the difficult places like the Nineveh Plains and Sinjar.

Are you going to Iraq-controlled areas as well?

I am not going past Erbil on this trip but I hope next time I can go further down to those areas.

How do you compare religious freedom in the Kurdistan Region and Iraq?

You know, it is just different. I think people have the right to

practice their faith... In northeast Syria, people can change their religion but in Iraq that is difficult. I think Iraqi laws make a lot of things difficult. Obviously, Kurdistan has done an amazing job with religious freedom. They have been a refuge for all Christians and Yezidis fleeing from the Nineveh Plains and Sinjar... I do think they do not get enough credit for all the work they have done to support religious minorities.

Okay, back to Rojava. You hear many positive things about the Rojava administration. What about complaints? What negative things did you see there?

Some people say something is not working and they are not being heard and they do not receive a seat at the table, or whatever. You hear that everywhere.

Do they include Assyrians?

They do absolutely. The problem with Christians is that some of them are afraid to join the [Rojava] government because they are afraid that the Assad regime will come back. They fear to support the Administration without recognition... but they all admit that the conditions were remarkable for Christians there and they were thankful for that.

How much would you give Rojava out of ten for religious freedom?

Ten! That's what is so interesting. There is no restriction on the rights to practice your faith. In Arab areas, you have seen that growing in those areas which were under ISIS years ago. So, they are definitely onto something. That could be a model for setting up in other places but there has been conflict. Part of the reason I wanted to come and stay for so long was to understand how they set up the government, how it works and could this be something that other people can do in other places.

Erdoğan crushes expectations for release of Osman Kavala, Selahattin Demirtaş

President Recep Tayyip Erdoğan has crushed expectations for the release of Osman Kavala and Selahattin Demirtaş. "Where we stand is clear. There are no changes in our course," Erdoğan said in an apparent response to Bülent Arınç, a member of the Presidential High Advisory Board.

President Recep Tayyip Erdoğan has crushed expectations for the release of prominent human rights activist and philanthropist Osman Kavala and Peoples' Democratic Party (HDP) former co-chair Selahattin Demirtaş.

"Where we stand is clear. There are no changes in our course," Erdoğan told members of his ruling Justice and Development Party (AKP) on Nov. 22, in an apparent response to Bülent Arınç, a member of the Presidential High Advisory Board, who recently criticized the indictments into Kavala and Demirtaş.

"Demirtaş might be released.

Osman Kavala needs to be released," Arınç said on Nov. 19, adding that pre-trial detentions should be the last resort, while also urging judges not to rule for arrest unless it is an "exceptional" situation.

Erdoğan, in response, accused Arınç without naming him personally of trying to cause trouble within the party "via using our emphasis on reforms as an excuse."

"We see that trouble is being tried to be caused by using our emphasis on our reform agenda as an excuse through some personal statements that are absolutely not related to us. No one's personal statements can be linked to our government and party even if we worked together in the past," Erdoğan said.

"Those who are involved in terrorism can't be individuals that we are in contact with," he added.

Despite previous court orders for their release, Demirtaş has

been in prison for more than four years while Kavala, a philanthropist accused of helping organize the attempted coup, has been jailed for more than three years.

If convicted, Demirtaş faces up to 142 years in jail on terrorism charges. Kavala, now jailed on espionage charges related to the 2016 failed coup, was earlier acquitted from charges related to the anti-government Gezi Park Protests in 2013.

Erdoğan said that "those who caused the deaths of thousands of people can never be defended" by his comrades, reiterating his accusations that Demirtaş is linked to the Kurdistan Workers' Party (PKK).

On Kavala, Erdoğan said, "We can never be the defender of those who financed Gezi Protests. We can stand with Kavala."

"We reject attempts to causing trouble. We ask you to be careful against them as well," he told AKP members.

Erdoğan 'content' with People's Alliance

Erdoğan also said that the party is content with the course of the People's Alliance consisting of the AKP and the Nationalist Movement Party (MHP).

"We were sincere when we protected the People's Alliance and we're content with its course," he said, apparently responding to reports of a rift between the two parties over a mafia leader's remarks.

Alaattin Çakıcı, a notorious mafia leader, threatened main opposition Republican People's Party (CHP) leader Kemal Kılıçdaroğlu for criticizing the government.

While MHP leader Devlet Bahçeli defended his mafia leader friend, AKP officials said that threatening the main opposition leader is "unacceptable" and the judiciary will do what's necessary.

Belgique : un policier jugé pour la mort par balle de Mawda, fillette kurde de 2 ans

La petite fille se trouvait dans une camionnette venant de Grande-Synthe.

Un policier belge comparait lundi devant le tribunal de Mons, près de la frontière française, pour répondre de la mort d'une fillette kurde de deux

ans, mortellement blessée pendant une course-poursuite, une affaire devenue un symbole de la "criminalisation" des migrants dénoncée par les ONG.

Accusé d'homicide involontaire, le policier est jugé avec deux Kurdes d'Irak, le chauffeur de la camionnette où se

trouvaient Mawda et ses parents, et le passeur soupçonné de les avoir fait monter à son bord pour rejoindre l'Angleterre.

Le policier visait un pneu L'audience doit durer deux jours, lundi et mardi. Le tribunal correctionnel devrait en

suite mettre son jugement en délibéré.

Les faits remontent à la nuit du 16 au 17 mai 2018, sur une autoroute de Wallonie, au sud de Bruxelles. Une camionnette transportant une trentaine de migrants pris en charge à Grande-Synthe, près de Dun-

kerque avait tenté d'échapper à vive allure à une voiture de police qui voulait l'intercepter.

Face au refus d'obtempérer, l'un des policiers avait sorti son arme par la fenêtre et visé, selon ses explications, "le pneu avant gauche" en doublant.

Mais un brusque coup de volant de son collègue avait dévié son tir vers l'habitacle du véhicule pourchassé, où Mawda installée derrière le chauffeur, avait été touchée d'une balle dans la tête. Elle était décédée dans l'ambulance.

"Épouvantable"

Dans ce dossier, le policier auteur du tir, qui comparaît libre, a rapidement reconnu avoir sorti son arme pour stopper la course folle du véhicule.

Mais il assure n'avoir jamais su que des migrants se trouvaient à bord et s'est dit "anéanti" par la mort de fillette.

"Avoir l'image de celui qui est responsable de la mort d'un enfant, c'est absolument épouvantable", dit son avocat, Me Laurent Kennes.

"Il a l'impression de tout prendre dans la figure, de porter le

poids des erreurs du parquet, de la politique migratoire", ajoute le pénaliste.

#Justice4Mawda

Le démarrage de l'enquête a été chaotique. Le procureur qui en était chargé a d'abord été évasif sur la question du tir par un policier. Il a évoqué l'hypothèse d'une personne armée à bord de la camionnette, ce qui a ensuite été démenti.

De leur côté, les parents de Mawda, partis d'Irak en 2015 (à moins de 25 ans) avec le projet initial de s'établir au Royaume-Uni, se sont installés en Belgique après le drame.

Parties civiles dans la procédure, ils sont défendus par un trio d'avocats et aidés par un collectif citoyen qui a mobilisé des célébrités sur les réseaux sociaux pour une campagne baptisée #Justice4Mawda.

Soutien de personnalités

"Quelles circonstances peuvent justifier de tirer sur une camionnette remplie de passagers ?", s'est indigné dans une vidéo le cinéaste britannique Ken Loach.

Le cofondateur des Pink Floyd, Roger Waters, a appelé à



© THIERRY ROGE / BELGA / AFP

"faire du bruit" pour que la mort de Mawda ne soit pas "cachée sous le tapis".

Les migrants fuient souvent une guerre et sont victimes des trafiquants mais cet homicide "est le résultat de leur déshumanisation et de leur criminalisation", proclame un des messages de la campagne.

La question du partage d'informations entre autorités françaises et belges sur les trafics de migrants devrait être évoquée au procès.

Jusqu'à 5 ans de prison

La camionnette était surveillée via une balise GPS posée dans le cadre d'une enquête

en France, ce que les Belges ignoraient, selon l'enquête.

Le policier encourt jusqu'à cinq ans d'emprisonnement pour homicide involontaire. Mais selon son avocat, le parquet pourrait ne requérir que de la prison avec sursis.

Les deux coprévenus kurdes ont eux été inculpés notamment pour "entrave méchante (dangereuse, ndlr) à la circulation avec la circonstance aggravante du décès".

La petite Mawda a été enterrée à Bruxelles en juillet 2018. Ses parents bénéficient depuis février 2019 d'un droit de séjour en Belgique pour des raisons humanitaires.



November 23, 2020
By Halgurd Sherwani

COVID-19: Kurdistan Region records over 490 cases, 17 fatalities in 24 hours

ERBIL (Kurdistan 24) – Officials from the autonomous Kurdistan Region announced on Sunday that health workers had recorded over 490 new coronavirus cases over the past day, raising total infections there so far to more than 93,000 since

the start of the pandemic in early March.

In their daily coronavirus update, officials from the regional health ministry announced 495 new infections over the previous 24 hours out of over 6,505 tests completed in that period.

Adding the new figures, the Kurdistan Region has seen 93,433 cases since the advent of the pandemic in early March. Officials have blamed a recent spike in the number of patients, at times over 1,000 new daily cases, primarily on the public's failure to follow health

measures enacted to stem the spread of the disease.

Health officials announced this week that over 31,000 COVID-19 patients are currently being treated for the disease in hospitals and clinics throughout the Kurdistan Region.

The health ministry says that over 57,000 people have recovered from the coronavirus, but it is important to note that a "recovery" classification only indicates that a patient is no longer being actively treated by health professionals—not

that they have fully recovered from the disease.

Increasingly, medical experts recognize that COVID-19 symptoms, some of them quite serious, often continue long after an individual's for-

mal recovery and that various other effects, such as significant lung damage, could be permanent.

The coronavirus has infected more than 57 million people

worldwide and killed almost 1.4 million, according to Johns Hopkins University's database. The actual figures could be dramatically higher due to insufficient testing capabilities or underreporting.

The Washington Post

November 24, 2020

Kurdish and Turkey-backed fighters clash in Syria, 11 killed

BEIRUT — Clashes between Kurdish fighters and Turkey-backed opposition gunmen in northern Syria left at least 11 fighters dead in some of the most intense fighting in weeks between the two sides, an opposition war monitor and a Kurdish spokesman said Tuesday.

Exchange of fire and shelling between the Kurdish-led Syrian Democratic Forces and Turkey-backed opposition gunmen who identify as the Syrian

National Army have not been uncommon since Turkish troops invaded parts of northern Syria in October of last year.

The Monday night clashes near the town of Ein Issa were triggered by an attack by Turkey-backed gunmen on SDF positions, according to the Britain-based Syrian Observatory for Human Rights, an opposition war monitor. The Observatory said Turkey-backed fighters lost 11 gunmen in the battle and an unknown number

of SDF fighters were also killed or wounded.

An SDF spokesman who goes by the name of Mervan Qamishlo confirmed the clashes, saying that the group's fighters were repelling a Turkey-backed attack. He did not comment on how many SDF gunmen were killed.

A spokesman for the Turkey-backed fighters did not respond to requests for comment.

Turkey says Kurdish fighters in

Syria are linked to the Kurdistan Workers Party, or PKK, that has led a decades-long insurgency in Turkey's mainly Kurdish southeast region and is considered a terrorist organization by Turkey, the United States and the European Union.

The U.S.-backed SDF played a major role in defeating the Islamic State group in Syria that lost its last sliver of land in March last year. The SDF is holding thousands of IS militants in jails it runs.

obianet
BAĞIMSIZ İLETİŞİM AĞI

25 November 2020

Bülent Arınç resigns from Presidential High Advisory Board

Criticized by President and AKP Chair Erdoğan for saying that Selahattin Demirtaş and Osman Kavala should be released, Presidential High Advisory Board member Arınç, also a former Parliamentary Speaker from the AKP, has resigned from office.

Releasing a written statement on his Twitter account yester-

day afternoon (November 24), Bülent Arınç has announced that he has resigned from office as a member of the Presidential High Advisory Board.

The resignation of Bülent Arınç, also a founding member of the ruling Justice and Development Party (AKP) and a former Parliamentary Speaker, came after President and AKP Chair Recep Tayyip Erdoğan

and Nationalist Movement Party (MHP) Chair Devlet Bahçeli criticized him over his remarks about Selahattin Demirtaş and Osman Kavala.

The Presidential Communications Directorate has also released a brief statement, confirming that his resignation has been accepted by Erdoğan.

'Focus of my speech was reform'

In his written statement on social media, Bülent Arınç has stated that he "felt the need to make a statement as the speeches he had made on a television program sparked vigorous public debate."

Referring to his speech, Arınç said, "The major focus of my

speech was the reform to be introduced. I expressed my opinion as a legislator. As a person who has defended the rule of law and justice all through my life, I once again expressed the same opinions of mine."

Bülent Arınç has also indicated that "when journalists asked him questions by naming certain persons during the program, he underlined that they should not discuss the issue through names."

Arguing that the debates were "taken the wrong way," Arınç has indicated that his name was mentioned together with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and the "Fethullahist Terrorist Organization (FETÖ)", which was held responsible for the coup attempt on July 15, 2016.

Arınç has reiterated that "he spoke at the program not as

the member of the Presidential High Advisory Board, but as Bülent Arınç."

Within this context, Arınç has indicated that "Turkey's need for a reform in judiciary, economy and other fields is obvious," adding, "As I also mentioned on the related television program several times, I have seen our Mr. President's will to do this and I support it."

Expressing his concerns that "his speech might hinder the related reform efforts," Bülent Arınç has announced that he has resigned from his post as the member of the Presidential High Advisory Board.

He has also added that he submitted his resignation to President Erdoğan, who has also approved Arınç's resignation.

What happened?

Bülent Arınç, who is also one of the founding members of the ruling Justice and Development Party (AKP) and a former Parliamentary Speaker, made remarks about the continued arrest of Selahattin Demirtaş, the arrested former Co-Chair of the Peoples' Democratic Party (HDP), and Osman Kavala, the arrested businessperson and rights defender.

Attending a live program at Habertürk TV yesterday on November 19, Arınç referred to the indictments lodged against Kavala and Demirtaş and said, "I thought that they could not be even a child's work, I even felt like wearing the tog." Expressing his "astonishment" that Kavala was still arrested, he said, "Demirtaş can be released as well."

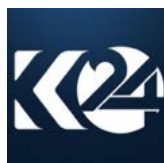
As the issue of Demirtaş has come up, I would like to say something to the ones who are

now listening to us. There is a very nice storybook written by Demirtaş, its name is 'Devran.' Please, buy and read it.

"I have read it in this process. You will perhaps not change your views on Demirtaş after reading it, but so much will change in your minds about Kurds and the trauma experienced by Kurds," he also said.

Shortly after this speech, President and ruling AKP Chair Recep Tayyip Erdoğan referred to Arınç without naming him and said,

"Even if we worked together in the past, no one's personal opinion can be associated with the President, our government or our party. We can never be together with Kavalas, nor can we forget Kobanê." (HA/SD)



November 25, 2020
By Laurie Mylroie

Middle East minorities lead COVID vaccine development: what it says about them and others

WASHINGTON DC (Kurdistan 24) – As the world awaits a COVID-19 vaccine, it has yet to recognize—and properly hail—the frontrunners in that race: individuals from the Middle East, who have a background as a minority, whether ethnic or religious—and who now live in the West.

The best known in that regard is Dr. Ugur Sahin, CEO of the German company, BioNTech, which is partnered with the US pharmaceutical giant, Pfizer. On Nov. 9, they became the first to announce the successful production of a coronavirus vaccine. The foreign dimension of that

key discovery was reported soon afterwards.

"Dr. Sahin, who is Turkish, had developed a friendship with Albert Bourla, the Greek chief executive of Pfizer," with which BioNTech has partnered since 2018, when they worked together on a flu vaccine, The New York Times said the next day.

However, the Times' report also reflected the superficial knowledge of the Middle East that prevails in the US and elsewhere: it failed to note that Sahin and Bourla both came from communities persecuted in their homelands. Pfizer and BioNTech: Alevis, Greeks, and Jews

Bourla is from Thessaloniki, ruled for centuries by the Ottoman Turks, and which did not become part of Greece until 1912, with the first Balkan War.

In the preceding decades, the Greeks of Thessaloniki faced successive waves of Ottoman persecution, even as most of Greece gained its independence decades earlier.

Moreover, Bourla is Jewish, and the Jews of Thessaloniki faced additional, far more devastating, persecution. Another New York paper, the Forward, a Jewish paper, more accurately described Bourla's background: "a member of a Jewish community that's ancient, sto-

ried—and still plagued by antisemitism."

So strong is anti-Jewish virulence in some quarters, the Forward noted, it has even prompted challenges to the efficacy of the Pfizer vaccine.

"A Greek newspaper, whose publisher was recently convicted of antisemitic defamation, called Pfizer's COVID-19 vaccine 'poison' and paired a photo of Bourla with that of Dr. Josef Mengele, an infamous Nazi," the Forward said. Under Nazi occupation during World War II, "The Jewish community of Thessaloniki was almost entirely wiped out," it explained, and "some 90% of

Thessaloniki's Jewish community perished during the war."

Ugur Sahin and Özlem Türeci

Sahin's family immigrated to Germany, when he was a toddler. His father worked at a Ford factory in Cologne, and he "grew up wanting to be a doctor," the Times wrote. He became a physician and then earned a doctorate on immunotherapy in cancer cells.

Sahin has been the object of vituperation similar to that directed against Bourla. Sahin is not simply a Turk. His family is from Iskenderun (Alexandria) on the Mediterranean coast, in southern Turkey, just north of Syria, and they are Alevi: a heterodox Shi'a sect, which constitutes some 11% of Turkey's Sunni Muslim population. In Syria, the Alevi—Bashar al-Assad and his family—rule a predominantly Sunni country.

"One of the most popular Google searches about Sahin in Turkish was the question: 'Is Ugur Sahin an Alevi?'" Dr. Aykan Erdemir, Senior Director of the Turkey Program at Washington's Foundation for Defense of Democracies and a former Turkish parliamentarian, told Kurdistan 24.

"In Turkey's popular and online platform and collaborative hypertext dictionary, Eksi Sozluk," Erdemir continued, "there are now 18 entries under the title, 'The Ugly Search About Prof. Dr. Ugur Sahin,' where many users criticize the pervasive sectarianism in Turkey that led to such attention."

The Turkish sociologist, Gulay Turkmen, who is based at Germany's University of Goettingen, had a telling tweet, Erdemir added. She explained that "her mother told her about people who say that since Ugur Sahin is an Alevi, his vaccine is not good for them to use."

"It's interesting that I can still be surprised about discrimination in the country [Turkey]," she stated.

Sahin's wife, Dr. Özlem Türeci, is BioNTech's chief medical officer. Her father, a physician, immigrated from Istanbul to Germany, where she was born and raised, and later earned a medical degree. She, too, is regularly said, including by the Times, to be Turkish.

"She had early hopes to become a nun," the Times reported. A nun? What Muslim girl, or young Muslim woman, would aspire to be a nun?

She is not Muslim—at least not in her family origins. That is what one source, a Kurd from Turkey, with family in Germany, told this reporter. Rather, he said, her family is Greek, originally from eastern Turkey.

Moderna: Armenian from Lebanon

A week after Pfizer and BioNTech announced their vaccine, the US biotechnology company, Moderna, based in Cambridge, Massachusetts, announced the successful results of its vaccine trial.

Dr. Noubar Afeyan is co-founder and chairman of Moderna. He is an Armenian, born in Beirut. In 1976, when Afeyan was 14, his family fled Lebanon's civil war and emigrated to Canada.

Afeyan received his bachelor's degree from Montreal's McGill University, before moving to the US, where he studied at the Massachusetts Institute of Technology and from which he received a Ph.D. in biochemical engineering.

Armenians had a minimal presence in Lebanon—until the Ottoman's 1915 Armenian genocide. Somewhere between 600,000 and one million Armenians died then, and many sought refuge in Lebanon.

Lebanon remained a relative safe haven, until 1975, when the country's protracted civil war began, prompting many Armenians, including Afeyan's family, to flee.

Why should this be so?

Perhaps, it is just a coincidence that minorities from the Middle East who live in the West have been so prominently involved in the development of a vaccine against COVID-19.

But there is also, perhaps, an entirely comprehensible reason. Many minorities know chronic insecurity—not just on the individual level, but passed on through generations. In an instant, you can become the target of the most horrible atrocities, as the Yezidis have just experienced,

The insecurity leads to a drive for security and achievement—and medicine is a safe field: there will always be sick people in need of cure. And then living in the West, creates the opportunity for that drive to thrive.

Maybe, that helps explain this phenomenon? Aykan Erdemir—who received his doctoral degree in anthropology from Harvard University—suggested something similar to Kurdistan 24.

"Turkey's ethnic and religious minorities are used to studying and working twice as hard as the Sunni Turkish majority to break glass ceilings," Erdemir said.

"If and when they or their children settle in relatively meritocratic societies, their resilience and strong work ethic give them an edge to succeed among their peers," he continued, as he noted, "Many Kurds and Alevis who were condemned to marginalization and poverty in Turkey have become success stories in Europe and the United States."

Indeed, Erdemir's insight—write large—may help explain the relative success of the Kurdistan Region versus the rest of Iraq: we must succeed, because the alternative can be disaster.

As a series of US officials have said: the Kurdistan Region is what we wanted Iraq to be, or, put another way, the Kurdistan Region can be a model for Iraq as a whole.

That is what Joey Hood, Deputy Assistant Secretary of State for Near Eastern Affairs, told the US Congress in late 2019: "The Kurdistan Region could serve as a model for the rest of Iraq."

After visiting the region earlier in 2019, Sen. Tammy Duckworth (D, Illinois), spoke similarly. "I think what the Kurds have been able to do," she said, "sets an example" for the rest of Iraq.

John Hannah, National Security Advisor to Vice-President Dick Cheney during the Bush43 administration, now a senior counselor at the Foundation for Defense of Democracies, suggested something similar in an interview with Kurdistan 24 last June.

And, much earlier, Lt. Gen. Jay Garner, US Army (Ret.), who oversaw Operation Provide Comfort and first led the post-2003 US effort at Iraqi reconstruction, put it, like a military officer, more bluntly: "Kurdish Iraq is the Iraq we wanted to have. Kurdistan is what we wanted Iraq to be."

This also supports a point regularly made by Amb. Sam Brownback, US Ambassador at Large for International Religious Freedom: the US has a strong interest in promoting religious freedom in the region.

Middle East minorities make an important contribution—whether to their own societies or to those to which they emigrate.

Finally, this has implications for immigration policy in the West, particularly Europe, where terrorist attacks regularly raise protest against Muslim immigration, along with the demand—expressed most recently by French President

Emmanuel Macron—for better, more effective integration of Muslim communities into the broader society.

Some have hailed Ugur Sahin and Ozlem Türeci as vindication of an open immigration policy: “a shot in the arm for

Germany's Turkish community,” as Britain's The Guardian put it.

The Guardian noted that the German paper, Tagesspiegel described the couple's success as “balm for the soul” of “Ger-

mans with Turkish roots after decades of being stereotyped as lowly educated greengrocers.”

Unfortunately, that conclusion is not really justified. Rather, the couple's remarkable achie-

vement—for which the world is much indebted—speaks to the talent, resilience, and contribution of persecuted minorities who find a safe haven which allows those qualities to fully blossom.



November 25, 2020

Turkey becomes country with third highest number of daily COVID-19 cases after change in reporting figures

Turkey on Nov. 25 became the country with the third highest number of new coronavirus cases, after the Health Ministry resumed publishing all positive cases, including asymptomatic ones. The country recorded 28,351 new COVID-19 cases in the last 24 hours, including 6,814 with symptoms.

Turkey on Nov. 25 became the country with the third highest number of new coronavirus cases, after Ankara resumed publishing all positive cases, including asymptomatic ones.

The country recorded 28,351 new COVID-19 cases in the last 24 hours, including 6,814 with symptoms, Health Minister Fahrettin Koca said on Nov. 25, the first time since July Ankara has included asymptomatic cases in the total.

The total was by far the highest reported by the government since the outbreak began. The previous daily high, which only included symptomatic cases, was 7,381, recorded on Nov. 24.

Ankara had only been reporting symptomatic cases since the summer, which critics said masked the true scale of the outbreak.

During a news conference following a meeting of the Coronavirus Science Committee, Koca unexpectedly said Ankara would begin announcing the total numbers.

"In line with requests from our people, we plan on including positive cases that do not show symptoms in the daily table," he said, adding that around 80 percent of people who test positive were asymptomatic or lightly symptomatic.

Health Ministry data on Nov. 25 showed 168 people had died due to COVID-19 in the last 24 hours, the most since the beginning of the outbreak, raising the death toll to 12,840.

Heavier restrictions might be on way depending on course of pandemic, minister warns

The minister said that if people do not follow the measures resolutely, heavy restrictions would be inevitable in upcoming days. Asked if the Coronavirus Science Committee will advise the government to implement tighter measures, Koca said that the decision will be taken next week depending on the course of the pandemic.

"The restrictions started last weekend. It would be possible

to see their effects in two weeks on average. Therefore, it is early to make an evaluation. We will see how the restrictions had an effect on the course of the pandemic next week," Koca said.

Last week, the government announced tighter restrictions in the fight against the virus, including the introduction of weekend partial curfews and limitations on the opening hours of restaurants, cafes, and shopping malls.

15 provinces register 50 percent increase in COVID-19 cases

The minister said that almost every Turkish province has recently registered an increase in COVID cases. "The number of cases has increased by 50 percent in 15 provinces over the last week," Koca said.

Istanbul and the western provinces of Kocaeli, Bursa and İzmir, are now going through a third wave of the virus, said Koca, adding that intensive care unit (ICU) bed occupancy rate of hospitals in these four provinces has exceeded 70 percent.

"Our hospitals are putting an effort to manage the high patient numbers, but there is a

limit to every capacity. In some of the hospitals, there is a problem with intensive care units," he said.

Turkey signs 50 mln dose COVID-19 vaccine deal with China's Sinovac

Separately, Koca said Turkey had signed a contract to buy 50 million doses of COVID-19 vaccine from China's Sinovac Biotech Ltd.

"We have signed a contract for 50 million doses of vaccines to be delivered in the months of December, January and February," Koca said.

"The important thing here for us to start using vaccines which are known to be effective and reliable. ... I think the vaccination calendar could start on Dec. 11."

Sinovac's experimental COVID-19 vaccine CoronaVac triggered a quick immune response, but the level of antibodies produced was lower than in people who had recovered, preliminary trial results showed.

CoronaVac and four other experimental vaccines developed in China are in late-stage trials to determine their effectiveness.

FINANCIAL TIMES

November 25 2020

By Laura Pitel

Erdogan's ultranationalist friends fuel ruling party tensions

Turkish president's room for manoeuvre limited by the rightwing Nationalist Movement party

When Recep Tayyip Erdogan was derided by Turkey's opposition for floating the idea of judicial reform, the Turkish president was publicly defended by an uncomfortable supporter: a mafia boss.

"Watch your step," Alaattin Cakici — a man convicted of murder and involvement with organised crime — warned Kemal Kilicdaroglu, the opposition leader, on social media last week, after the politician questioned the president's sincerity.

The 67-year-old Mr Cakici, who was sentenced to 19 years in jail in 2006 for ordering the killing of his former wife, is an important figure for the rightwing ultranationalists who are propping up Mr Erdogan's government.

The Nationalist Movement party (MHP) successfully lobbied for the convict's release from prison earlier this year as part of a coronavirus amnesty. Following his threat to Mr Kilicdaroglu, MHP leader Devlet Bahceli praised the mobster as a "comrade" and "patriot."

The importance of the MHP is often under-appreciated outside Turkey: Mr Erdogan dominates the headlines. But the president, who has held power for the past 18 years, has always ruled through informal coalitions.

In the past, his allies were liberals, Kurds and the Gulen mo-

vement — an opaque network of followers of an exiled cleric who helped Mr Erdogan gain control of the state.

Today, his key partner is the MHP, which is hardline on national security, supports the death penalty and has faced allegations of links to street violence.

Its ideology used to be loathed by Mr Erdogan. But the MHP has delivered him votes. It has also filled a void that was left by the implosion of his relationship with the Gulenists, which culminated in a violent 2016 coup attempt (although the group's leader denies ordering the putsch).

"Their power within the system is far bigger than the electoral support that they're bringing to the table," said Asli Aydintasbas, a senior policy fellow at the European Council of Foreign Relations. "They're providing the human resources within the security services and other parts of the bureaucracy that Erdogan needs."

As a result, she said, breaking up the coalition would be difficult. Yet the alliance causes discomfort for some AKP factions, who see it as a factor in the erosion of their party's public support.

Tensions have risen to the surface. In a striking intervention last week, AKP veteran Bulent Arinc called for the release of Turkey's two well-known politi-



Recep Tayyip Erdogan is flanked by Ersin Tatar, the Turkish Cypriot leader, right, and Devlet Bahçeli, leader of the Nationalist Movement party, on a visit to Famagusta in Turkish-controlled northern Cyprus this month © Murat Cetinmuhurdar/Presidential Press Office/Handout/Reuters

cal prisoners: the philanthropist Osman Kavala and the Kurdish politician Selahattin Demirtas.

But the MHP hit back and Mr Erdogan made clear that he had no intention of releasing either detainee. On Tuesday Mr Arinc resigned from one of the president's advisory committees. The episode highlights the dilemma for the Turkish leader. Even if he were genuine in his calls for judicial and democratic reform — a premise viewed with deep scepticism by many — the MHP could veto anything that breached its red lines.

Mr Erdogan could face the same problem on any attempt to reset relations with Europe, especially if it required concessions in an continuing dispute with Cyprus, which is so important to the MHP that the party's first headquarters featured a pool in the shape of the island.

"He's a bit stuck in terms of how to keep the AKP together while also guaranteeing 50 per cent or more of the vote," said Yaprak Gursoy, a senior lecturer in politics and international relations at Aston University in the UK. "How does he reconcile the interests of these two groups?"

Ms Aydintasbas believes that the Turkish president, an arch-pragmatist, may be testing the water for a change of coalition partner. But, having alienated most other groups, it is not clear whom he could find to replace the MHP.

For now, Mr Erdogan is maintaining a united front. On Sunday, he lashed out at those fomenting "sedition" in the ruling alliance and thanked the ultranationalists for "standing by our side in every matter that is in the interest of our country and our nation".

Les plans du conquérant turc Erdogan

Jusqu'où ira-t-il? Le leader nationaliste, qui s'est trouvé un meilleur ennemi avec Emmanuel Macron, multiplie les conflits aux portes de la Turquie. Ses coups d'éclat masquent une stratégie impérialiste qui mise sur l'Orient.

Dimanche 15 novembre, Recep Tayyip Erdogan a voulu « faire un pique-nique » dans la ville fantôme de Varosha pour célébrer sa dernière conquête. Cette station balnéaire, sur la côte orientale de Chypre, a été vidée de sa population lorsque l'armée turque a débarqué en 1974, et tout a été laissé en l'état depuis près d'un demi-siècle. C'est l'un des symboles de la division de l'île et de l'expansionnisme turc dans la région. Malgré les condamnations de l'Union européenne, dont Chypre est membre, Varosha a été offert sur un plateau au leader nationaliste turc par le nouveau président pro-Ankara de l'île, Ersin Tatar, élu le 18 octobre dernier. Et si le vent et la pluie se sont invités à la fête pour contrarier le pique-nique d'Erdogan, cela ne l'a pas empêché de se livrer à un virulent plaidoyer en faveur d'une partition définitive de Chypre : « *Il y a deux peuples séparés et deux Etats. Une solution à deux Etats doit être négociée* », a-t-il martelé dans son discours.

Alliance avec l'extrême droite

C'est pourtant le même Erdogan qui, en 2004, avait pris le risque de soutenir le plan de réunification du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, contre l'avis de l'armée turque. Mais sur Chypre comme sur d'autres sujets – la Grèce, le Haut-Karabakh, la question kurde –, le



leader turc a progressivement adopté le discours de l'extrême droite nationaliste avec laquelle il s'est allié depuis 2015. Selon le politologue Cengiz Aktar, spécialiste des questions européennes, le changement de cap d'Erdogan sur Chypre pourrait même annoncer une intention plus radicale encore : « *Proclamer une annexion pure et simple*. » Un « *Anschluss* » qui relancerait ce conflit gelé sur le sol européen et envenimerait un peu plus les relations entre la Turquie et ses alliés occidentaux.

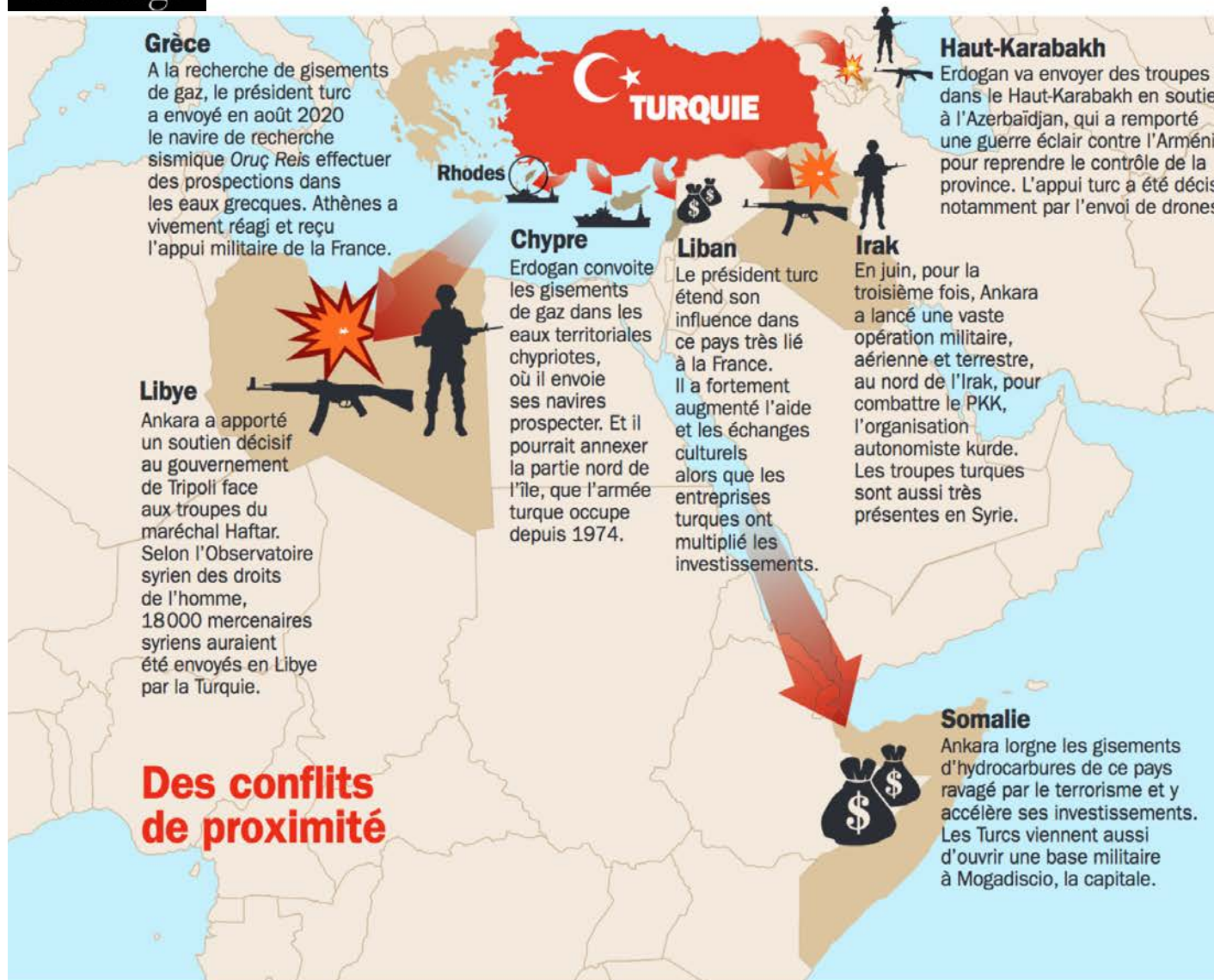
A l'est de l'Anatolie, c'est sur un autre front historique que s'est pro-

jetée la Turquie. Ses députés ont validé, le 17 novembre, l'envoi de troupes dans le Haut-Karabakh en soutien à l'Azerbaïdjan. Ce petit Etat turc du Caucase vient de remporter une guerre de quarante-cinq jours contre l'Arménie, pour reprendre le contrôle de cette province disputée depuis la fin des années 1980. L'appui de la Turquie a été décisif, notamment grâce à deux armes fatales. Les drones TB2 de la firme Baykar, qui ont rapidement pris possession des airs et ont semé la panique parmi les combattants arméniens. Et les supplétifs islamistes syriens, mobilisés dès début septembre. Au total, c'est désormais sur six terrains de guerre extérieurs que l'armée turque est déployée : en Syrie, en Irak, en Libye, à Chypre, dans les eaux de la Méditerranée orientale et en Azerbaïdjan.

Tension permanente

La diplomatie turque, dont le mot d'ordre il y a dix ans était « zéro problème avec les voisins », a changé son fusil d'épaule. L'armée est aux ordres du commandant en chef Erdogan, désormais à la manœuvre. La Turquie multiplie les conflits dans son environnement immédiat. Dans le nord de la Syrie, qu'elle a envahi pour la troisième fois en octobre 2019 pour y imposer son ordre. A la frontière grecque, où elle a envoyé des bus de migrants en février dernier pour faire pression sur

Recep Tayyip Erdogan au congrès de l'AKP, le 1^{er} novembre, à Samsun (Anatolie). Progressivement, le leader turc a adopté le discours de l'extrême droite nationaliste avec laquelle il s'est allié en 2015.



les pays européens. Ou dans les montagnes du Kurdistan irakien, où elle fait la chasse aux rebelles kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Des conflits avec ses ennemis historiques – kurdes, grecs et arméniens – comme avec ses alliés traditionnels, Union européenne et Otan.

Et, enfin, l'affrontement avec la France d'Emmanuel Macron, que le maître d'Ankara ne cesse d'attaquer, voire d'insulter – il a conseillé au président français de « *se faire soigner* » en mettant en doute sa « *santé mentale* » –, a franchi un cap avec l'appel au boycott des produits français (*lire page 47*). Cette stratégie de la tension permanente permet au leader turc d'occuper l'espace médiatique et de « *provoquer la remobilisation nationale autour du drapeau* », estime Umut Özkirimli,

spécialiste du nationalisme turc et professeur au Centre d'études internationales de Barcelone.

L'intérêt pour Erdogan est surtout de faire oublier ses échecs en interne et l'usure de son pouvoir, après dix-huit ans de règne. Sa cote de popularité est tombée sous les 30%, ce qui n'était jamais arrivé depuis 2003. L'économie, son meilleur atout pendant près d'une décennie, est devenue son talon d'Achille. Au point qu'il a été obligé de mettre sur la touche, début novembre, son ministre des Finances Berat Albayrak, l'époux de sa fille aînée (*lire encadré page 46*). En vue des prochaines échéances électorales, en 2023, Erdogan veut renforcer son alliance avec les partis d'extrême droite avec qui il a pactisé en 2015. Parmi eux, le MHP (Parti d'action nationaliste), les fameux « *Loups gris* »,

dont l'idéologie s'inspire des mouvements fascistes des années 1930. Cette alliance islamiste et nationaliste a ramené la démocratie turque vingt ans en arrière, déconstruit l'Etat de droit et fait fuir les investisseurs étrangers.

Nostalgie de l'Empire ottoman

Mais cet agenda guerrier n'est pas seulement une tactique opportuniste à court terme. En Méditerranée, dans les Balkans, en Afrique ou en Asie du Sud, une vision impérialiste et conquérante s'est imposée, selon l'historien Hamit Bozarslan, directeur de recherches à l'Ehess. « *L'erdoganisme part du principe que la nation turque, bras armé de l'islam, aurait reçu de l'histoire la mission de dominer le monde pour lui apporter justice et harmonie* », explique-t-il. Ce projet est ►►►

Repli tactique sur le terrain de la finance



Anadolu Agency/AFP

Berat Albayrak, ex-ministre des Finances. Le propre gendre d'Erdogan, partisan d'une hausse des taux, a été démis le 9 novembre.



A. Altan/AFP

Murat Uysal, ex-gouverneur de la Banque centrale turque. Il a aussi été débarqué le 7 novembre, Erdogan défilant les marchés.

Va-t-en-guerre sur le terrain diplomatique, le président Recep Tayyip Erdogan vient de perdre une bataille face aux marchés financiers. Des mois durant, le leader turc s'est opposé à une hausse massive des taux d'intérêt par la Banque centrale du pays, seule arme capable d'endiguer la dégringolade de la livre turque, qui a perdu jusqu'à 30%, sous l'effet d'une inflation galopante. Il vient de faire volte-face. Longtemps, pourtant, le reis d'Ankara s'est félicité que la Turquie lutte vaillamment contre le

« triangle diabolique des taux d'intérêt, du taux de change et de l'inflation ». Droit dans ses bottes, il a même démis, le 7 novembre, le gouverneur de la Banque centrale de Turquie, Murat Uysal, ainsi que son propre gendre, le ministre des Finances Berat Albayrak, partisans d'une forte hausse des taux. Mais une semaine plus tard, le même Erdogan a opéré un virage à 180°, allant jusqu'à saluer la décision de Naci Agbal, nouveau président de la Banque centrale, qui vient de monter les taux d'intérêt de 10,25% à 15%. Bis

repetita. Pendant l'été 2018, le président turc avait mis en scène la même confrontation avec les marchés financiers. Mais la banque centrale s'était vue contrainte de remonter les taux de 17,75% à 24%, pour endiguer la chute de sa devise. Au-delà de la récession provoquée par la pandémie de Covid-19, les « Erdoganomics » qui avaient dopé le PIB (croissance moyenne de 5,7% par an de 2002 à 2016), propulsant la Turquie au 17^e rang des puissances mondiales, ont perdu leur pouvoir. **J.-P. L. R.**

▶▶▶ souvent réduit, à tort, à une forme de « *néo-ottomanisme* », une nostalgie d'un empire qui, à son apogée, s'étendait sur trois continents. Erdogan joue effectivement sur le sentiment de frustration né des traités imposés au lendemain de la Première Guerre mondiale, à Sèvres en 1920 et Lausanne en 1923, qui ont taillé en pièces l'empire ottoman. La Turquie n'a jamais digéré la perte de certains territoires. Au point aujourd'hui de revendiquer des « frontières du cœur » avec un fort accent de revanche historique. La Thrace grecque, les îles du Dodécannèse, Alep ou Mossoul ne sont pas des terres inconnues pour les Turcs, avait déclaré le président turc

en 2016, dans un discours fondateur, à Rize, sa ville d'origine sur la mer Noire : « *Ce sont des morceaux de notre âme.* »

Coalition hétéroclite

Pour mobiliser par-delà ses frontières, Erdogan n'hésite pas à s'appuyer sur l'islam, et à se projeter en leader politique global. De là à restaurer le califat, qui permit aux Sultans de dominer le monde musulman durant quatre cents ans ? Ses soutiens sont en réalité peu nombreux. Le Qatar et la nébuleuse des Frères musulmans qu'il sponsorise sont les plus réceptifs à son discours. « *Et l'islam, dans l'histoire, n'est qu'un élément du nationa-*

lisme turc », estime Umur Özkirimli. Toutes les factions nationalistes, laïques ou religieuses, ont en effet fait allégeance à Recep Tayyip Erdogan depuis 2015, en formant une coalition hétéroclite. Erdogan fait la synthèse. Au sein des forces armées, de la police et du renseignement, les partisans de Dogu Perinçek sont légion. Cet ex-militant maoïste exerce une influence capitale au sein de l'Etat turc. C'est l'un de ses disciples, l'amiral Cem Gürdeniz, ancien chef de la marine, qui est le père de la théorie « *Mavi Vatan* » (la Patrie bleue), doctrine militaire sur laquelle s'appuie le pouvoir pour justifier son déploiement des forces en Méditerranée.

« *La Turquie souhaite redevenir une nation maritime* », affirme l'officier. Comme du temps de Barberousse, le corsaire ottoman qui conquiert Alger. Pour cela, Ankara tente de conquérir de larges zones économiques en mer Egée et en Méditerranée, au détriment de la Grèce et de Chypre, sous couvert de protéger ses intérêts. Son débarquement en Libye s'inscrit dans cette logique. La Turquie repousse ses frontières, se projette en mer Rouge, dans le golfe Persique, avec des bases en Somalie et au Qatar. Le développement de l'industrie de défense, largement aux mains de proches de Recep Tayyip Erdogan, accompagne ce déploiement.

Ideologie panturquiste

Cet expansionnisme obéit aussi à l'idéologie panturquiste. Ce dogme nationaliste en vogue à Ankara vise à réunifier tous les peuples de « race » et langue turque sur un territoire qui, grâce à la percée de l'Azerbaïdjan, forme un continuum de la Méditerranée à la Mongolie. Depuis cinq cents ans, la Turquie regarde vers l'ouest. Mais voilà plusieurs années que le président turc affiche son rapprochement avec la Russie de Poutine pour concurrencer son alliance traditionnelle avec l'Occident. Il a ainsi défié l'Otan en acquérant des missiles russes S400. Un mouvement poussé par les nationalistes « eurasistes », partisans d'une alliance avec la Russie et la Chine plutôt que Washington et Paris. Le grand dessein d'Erdogan ne fait que commencer. **Guillaume Perrier**

Le boycott de la France reste un vœu pieux

L'offensive du président Erdogan contre les entreprises tricolores, importants employeurs turcs, a fait pschitt. Mais Paris et l'Europe perdent du terrain.



Magasin Yves Rocher, à Istanbul, le 26 octobre. Le boycott a été peu suivi par les Turcs, car de nombreux produits français sortent des usines locales : 450 entreprises françaises emploient 150 000 salariés dans le pays.

« **J**e m'adresse d'ici à ma nation : surtout ne prêtez pas attention aux marques françaises, ne les achetez pas. » Le 26 octobre, deux jours après avoir déjà attaqué Emmanuel Macron sur sa « santé mentale », Recep Tayyip Erdogan persévère et cible cette fois les entreprises hexagonales, dont il demande le boycott. Dans la foulée, plusieurs médias proches d'Aksaray – le palais présidentiel – diffusent une liste de 150 marques tricolores présentes en Turquie. Y figurent Total, qui pos-

sède de nombreuses stations-service dans le pays, Bel, dont les fromages Kiri ou Babybel garnissent les étals des supermarchés locaux, ou encore le spécialiste des cosmétiques Yves Rocher.

Seulement, l'appel de l'homme fort d'Ankara, bien que relayé par une partie de la classe politique et des mouvements proches des Frères musulmans, n'a pas franchement rencontré le succès escompté. « Il n'y a eu aucun boycott important des produits français en Turquie, précise l'entourage de Franck

Riester, le ministre délégué au Commerce extérieur, qui a créé dès le 26 octobre une cellule de suivi basée au Quai d'Orsay sur ce sujet. *Dans certains pays comme la Jordanie, le Qatar ou le Koweït, le boycott a été un peu plus prononcé.* » Cette relative indifférence de la population turque a une explication assez simple : de nombreux produits français sortent en réalité des usines du pays. « Il y a des marques françaises qui produisent en Turquie. Va-t-on également les boycotter ? Ce sont nos citoyens qui ►►►



Lancement de la construction d'un hôpital à Dört Yol (province de Hatay), en avril 2019. L'Agence française de développement porte des financements européens liés à la crise des réfugiés.

Et pourtant les subventions françaises pleuvent

Trois milliards d'euros. Cette somme rondelette représente l'ensemble des financements accordés par l'Agence française de développement (AFD) à Ankara depuis 2004. La Turquie est même le pays qui en a le plus bénéficié. Ces largesses envers le régime autoritaire de Recep Tayyip Erdogan suscitent aujourd'hui beaucoup d'incompréhensions. « Il n'est pas normal qu'un pays avec lequel nous sommes en conflit sur la plupart des grands dossiers géopolitiques soit à ce point subventionné par un organisme public français », tempête le

sénateur LR Jérôme Bascher. De son côté, l'AFD assure que ces financements visent avant tout à promouvoir une « croissance inclusive et sobre en carbone, au bénéfice non pas de la seule Turquie, mais de la communauté internationale ». Dans les faits, les trois quarts du volume des interventions financent, par le biais des banques, divers projets écologiques ou pour l'emploi des femmes, ou, en direct, des infrastructures de transport ou d'eau. Est aussi incluse l'aide, via des délégations de fonds européens, aux régions affectées par la crise des

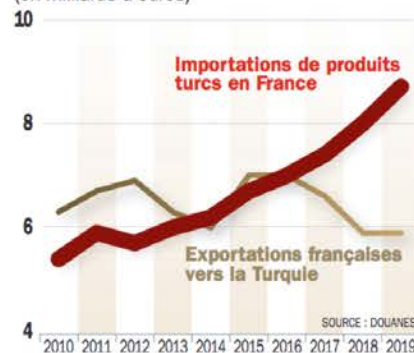
réfugiés syriens. « La question des réfugiés est centrale dans la place de la Turquie au sein de l'AFD, souligne un diplomate. Cela s'inscrit pleinement dans l'accord avec l'Europe. » En 2016, la Turquie s'est en effet engagée à retenir les migrants désireux de rejoindre le Vieux Continent en échange d'un chèque de 6 milliards d'euros. Elle devrait rester l'un des principaux bénéficiaires de l'AFD, qui, dans sa stratégie pays 2020-2023, propose une « augmentation contrôlée » de ses subsides vers Ankara. Tout en soulignant « l'incertitude du risque turc ». A. I.

►►► travaillent là-bas ! » avait raillé le 27 octobre dernier à la télévision Ali Babacan, l'ancien vice-Premier ministre d'Erdogan devenu opposant. Et pour cause : 450 entreprises françaises emploient 150 000 personnes dans le pays. Notamment Sanofi, qui compte 2 500 salariés, ou Danone, qui en emploie 2 000 dans ses huit centres de conditionnement d'eau minérale et sa grande usine de produits laitiers en Thrace orientale. Dans l'automobile, les effectifs sont encore plus fournis, avec, par exemple, Renault, qui produit l'essentiel de ses Clio sur le site de Bursa (lire encadré page 49). Contactés par *Challenges*, les états-majors d'Aéroports de Paris (ADP), qui possèdent une filiale en Turquie,

et de Sanofi confirment que le boycott n'a eu « aucun effet » sur leur activité dans le pays. « Nous nous sommes bien sûr interrogés, mais il n'y a pas eu de levée de boucliers, commente-t-on au sein d'ADP. Les

Dépendance économique

(en milliards d'euros)



La Turquie n'est plus que le 14^e client de la France et aurait plus à perdre à un regain des tensions, alors qu'elle a fortement accru son excédent commercial.

campagnes de boycott antérieures avaient aussi eu très peu d'impact. » En 2012, après l'adoption d'une loi par le Parlement français visant à pénaliser la négation du génocide arménien – elle sera finalement invalidée par le Conseil constitutionnel –, plusieurs appels au boycott de produits français avaient émergé sur les rives du Bosphore. « Il s'agissait surtout d'effets d'annonce qui n'ont eu que très peu de retombées sur nos relations économiques avec la Turquie, indique Patrice Moyeuve, chercheur à l'Iris et attaché de défense auprès de l'ambassade française à Ankara de 2010 à 2013. Aujourd'hui, c'est la même chose, le pouvoir turc adopte une posture diplomatique dont l'incidence sur les affaires sera faible. »

Partenaire de second rang

Dans ce regain de tensions entre Paris et Ankara, la Turquie semble aujourd'hui avoir plus à perdre sur le plan économique. Son excédent commercial vis-à-vis de la France s'est élevé à 2,8 milliards d'euros en 2019 et le pays dépend davantage du marché hexagonal que l'inverse. « L'an dernier, les ventes françaises vers la Turquie ont atteint 5,9 milliards d'euros, ce qui représente 1,2% des exportations totales de la France, c'est-à-dire assez peu, souligne Julien Marcilly, chef économiste de l'assureur-crédit Coface. De son côté, Ankara a représenté 1,5% de nos importations (8,7 milliards). La Turquie, dont la balance commerciale est excédentaire, est donc plus exposée que la France à une guerre économique entre les deux pays. »

Partenaire économique de second rang, la Turquie est actuellement le 14^e client de la France. Les locomotives tricolores de ce business sont Airbus et le secteur aéronautique (490 millions d'euros d'exportations), la sidérurgie (455 millions) et l'automobile portée par le duo Renault-PSA (420 millions). Avec une bonne nouvelle à relever : l'agroalimentaire a fortement progressé l'an dernier, dopé par les importations massives de céréales par Ankara (+85%). Mais cela ne compense pas l'érosion de la part de marché française en Turquie (3,1% en 2019),

alors que dans le même temps celle de certains pays, comme la Russie (11,1%), a bondi. « Ces dernières années, la Chine et la Russie ont gagné du terrain au détriment des Européens comme l'Italie, partenaire ancien de la Turquie, ou de la France », appuie Deniz Ünal, économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii). Symbole de ce déclin des affaires avec l'Europe, Ankara ne pèse plus que 4% des échanges de l'Union.

Autonomie stratégique

A cela s'ajoute la volonté affichée de la Turquie de conforter son autonomie industrielle dans certains domaines. C'est particulièrement vrai dans le secteur de la défense, qui a connu une spectaculaire montée en puissance ces dernières années, notamment dans le naval, puisque Ankara inaugurerait en 2021 son premier porte-avions.

Autre fleuron de l'industrie de défense : les drones. Produits par la société Baykar, dirigée par le gendre du président Erdogan, ils ont été récemment utilisés par l'armée azerbaïdjanaise dans le Haut-Karabakh. « Cela fait quinze ans que nous n'avons pas remporté un seul contrat dans le pays, se désole un vendeur d'armes français. Plusieurs sociétés, comme Aselsan, le Thales local, ont pris de l'ampleur. »

Cette course à l'autonomie stratégique explique également le volontarisme turc en matière d'exploration gazière. Outre la Méditerranée orientale, objet de tensions récurrentes entre Ankara et Paris, qui a pris le parti d'Athènes et de Nicosie, c'est en mer Noire que la Turquie a fait une découverte de premier ordre. La compagnie nationale TPAO y a en effet localisé l'été dernier un champ très important à même de changer la donne énergétique pour un pays qui importe aujourd'hui la quasi-totalité du gaz de Russie, d'Iran et d'Azerbaïdjan. « C'est une découverte majeure, mais les Turcs seront obligés de faire appel à une major étrangère pour l'exploiter », observe un expert. Ironie de l'histoire, les géants italiens (ENI) et français (Total) pourraient alors bien en profiter.

Antoine Izambard

L'alliance avec l'armée turque, le meilleur rempart de Renault



M. Sezer/Routers

Usine Renault de Bursa, en Turquie. Codétenue par l'armée, la société Oyak-Renault produit ici le best-seller de la marque, la Clio V, un des produits phares des exportations turques.

L'offensive anti-française de Recep Tayyip Erdogan peut-elle aller jusqu'à attaquer Renault ? Ce serait dangereux pour l'autocrate turc. Car Renault est tout simplement le deuxième plus gros constructeur automobile du pays. La firme au losange a généré l'an dernier 23% de la production turque de véhicules, contre 26% pour Ford, 18% pour Toyota et 15,5% pour Tofas, partenaire local de Fiat. Mieux, la société locale Oyak-Renault est détenue à 49% par le puissant conglomerat Oyak, qui n'est autre que le fonds de pension de l'armée turque créé en 1961 ! Dans ces conditions, difficile pour Erdogan de contrer les intérêts de sa propre armée. Le site historique de Bursa, qui vient de fêter son 50^e anniversaire, est le deuxième centre de production du groupe Renault dans le monde, juste derrière l'usine roumaine de Pitesti. Bursa a fabriqué l'an dernier 342 000 voitures, 507 000 moteurs, en employant 6 300 salariés. Réputée pour sa productivité et sa qualité au sein du système industriel Renault, l'usine est d'autant plus cruciale pour le groupe qu'elle produit les

trois quarts des nouvelles Clio V, son best-seller. Elle vient même de démarrer en exclusivité la production de sa déclinaison hybride. Et la Clio est l'un des produits phares des exportations automobiles turques. Renault compte produire 450 000 Clio V en année normale (avec un complément en Slovénie), selon une source interne. Ce sera donc, a priori, le modèle le plus fabriqué par le groupe tricolore. C'était le cas de la précédente Clio IV, déjà assemblée très majoritairement à Bursa. Renault a choisi dès le début des années 2010 de délocaliser la production de ses petites voitures dans l'usine turque. Carlos Ghosn, l'ex-PDG, avait même été convoqué d'urgence début 2010 à l'Élysée par le président Nicolas Sarkozy pour lui demander des explications. Renault, qui détient presque 18% du marché turc (en 2019), y jouit d'une belle réputation remontant aux années 1970 et 1980, quand sa R12 était la voiture nationale. Jusqu'alors, la coentreprise avec Oyak lui a toujours permis de tirer son épingle du jeu politique local. Grâce à l'influence de l'armée. **A.-G. V.**

La fin de la doctrine du “zéro problème”

Ahmet Davutoglu, l'ancien chef de la diplomatie d'Ankara, avait fait florès avec son slogan simple “zéro problème” avec les voisins de la Turquie. Il a été le chef d'orchestre de la politique étrangère turque entre 2009 et 2011. L'environnement géopolitique de son pays l'avait poussé à établir une politique étrangère aussi pragmatique que prudente. Il souhaitait avoir de bonnes relations avec ses voisins. Ce fut une tentative pour Ankara de développer des relations constructives avec les puissances régionales, selon les paradigmes mis en œuvre par Davutoglu, qui fut l'instigateur de cette politique dans un contexte géopolitique précédant les révoltes arabes de 2011.

À cette période, des changements politiques radicaux ont eu lieu dans les pays arabes, de la Tunisie jusqu'au Bahreïn en passant par la Syrie. Des événements qui ont donné un élan prépondérant à la politique étrangère et de défense de la Turquie. Ankara se positionnant comme un État pivot dans la région.

La guerre civile en Syrie — une guerre qui s'est transformée au fil des années de conflit armé en une guerre par procuration entre les puissances régionales et mondiales, à l'instar du conflit libyen — a provoqué un vrai séisme politique à l'intérieur de la Turquie, à cause de l'afflux migratoire. Selon l'Afad (l'agence gouvernementale des situations de catastrophe), plus de quatre millions de Syriens sont entrés en Turquie entre 2011 et 2020, fuyant les atrocités du régime de Bachar al-Assad et des groupes terroristes.

Devant cette nouvelle situation, Ankara a décidé d'établir une politique humanitaire, sou-

tenue encore une fois par Ahmet Davutoglu, sous le nom de “la politique de la porte ouverte”.

Cette orientation a bouleversé la politique de sécurité intérieure mais aussi la démographie de la Turquie. Ankara, bien consciente du défi sécuritaire posé par l'hétérogénéité ethnique et confessionnelle de ces millions de Syriens venus s'installer en Turquie, a dû faire face à cet afflux massif de réfugiés, constituant un double défi, mêlant politique humanitaire et impératif sécuritaire.

En conséquence, Ankara, qui aurait voulu continuer à combler un vide diplomatique et coopératif avec ses adversaires idéologiques et historiques dans la région en étendant ses activités économiques et diplomatiques, s'est retrouvée dans une situation géopolitique instable et a dû revoir sa copie. La doctrine de Davutoglu “zéro problème” avec les voisins de la Turquie était devenue insuffisante. Ankara devait se ranger soit du côté des régimes autoritaires arabes et soutenir le courant contre-révolutionnaire, soit du côté des peuples.

Soutenir les régimes autoritaires, comme ceux du régime de Bachar al-Assad ou du général Sissi, était impossible. La Turquie est un pays démocratique, émergeant comme un État-puissance selon la définition classique de la théorie des relations internationales. En réalité, ni la posture ni la stratégie de la Turquie n'ont changé à l'égard de ses voisins. En revanche, les régimes des voisins ont changé. La Turquie a dû alors faire un choix qui, il faut le souligner, a eu des répercussions coûteuses financièrement et géopolitiquement pour Ankara.



Le coup d'Etat manqué du 16 juillet 2016 contre Erdogan reste une cicatrice dans la société turque

Jusqu'ici, la politique étrangère turque sous l'administration de l'AKP était associée au nom d'Ahmet Davutoglu. Il avait été le conseiller principal en politique étrangère du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan avant d'être nommé ministre des Affaires étrangères en 2009, puis Premier ministre en 2014. En tant qu'universitaire, il a exposé sa doctrine de politique étrangère dans plusieurs publications, dont son livre *La Profondeur stratégique*. Le Dr Davutoglu est, en quelque sorte, le “Henry Kissinger” de la politique étrangère turque et de l'AKP.

La guerre civile en Syrie a provoqué un vrai séisme politique à l'intérieur de la Turquie, à cause de l'afflux migratoire. Plus de 4 millions de Syriens sont entrés en Turquie entre 2011 et 2020.

Ankara a dû réévaluer ses paramètres géostratégiques et économiques

Sa doctrine avait été vite incorporée au mouvement politique national-conservateur/islamiste, ayant comme objectif la création d'un État d'abord na-

tionaliste portant les valeurs de l'Empire ottoman, englobant les identités ethniques, linguistiques et religieuses. Elle était conçue pour avoir un écho supranational sur la communauté musulmane dans le monde. Le terme a été repris dans les médias et au sein des milieux académiques “laïcs” en Turquie et ailleurs sous le nom de “néo-ottomanisme”.

Chronologiquement, trois dates clés permettent de comprendre comment la doctrine Davutoglu est devenue essentielle.

En 1974, la Turquie est frappée par l'embargo de livraisons d'armes imposé par Washington, pourtant allié dans l'Otan. En 1991, la chute de l'empire soviétique change le système international issu de la Seconde Guerre mondiale. Et enfin, 2002, avec l'accession de l'AKP au pouvoir.

Cette doctrine de meure un élément clé dans la définition classique des relations diplomatiques. En effet, elle remet en cause l'impératif du système unilatéral des années 1990 et 2000 et la domination des superpuissances dans le

système international post-guerre froide. C'est une modification qui a poussé Ankara à réévaluer ses paramètres géostratégiques et économiques pour se tourner vers une diplomatie de non-alignement positif vis-à-vis des puissances internationales et plus combative à l'égard des puissances régionales. La Turquie a adopté une posture nouvelle dans sa dimension géographique, historique et géopolitique, dans un contexte généralement hostile à Ankara sur fond d'enjeux énergétiques en mer Noire et en Méditerranée.

En dépit de la crise financière, Ankara mène une politique indépendante et opérationnelle

Elle s'inscrit dans une perspective de redéfinition des rôles par une politique cohérente avec la doctrine de Davutoglu du "zéro problème" avec les voisins. Ankara mène donc une politique indépendante et opérationnelle, en dépit de la crise financière qui frappe le pays depuis quelques mois.

La doctrine de Davutoglu était avant tout une démarche idéologique et intellectuelle. Son élaboration, d'ordre académique, a bel et bien permis de réaliser un schéma pratique

pour la mise en œuvre de la nouvelle diplomatie turque. Elle a été consolidée par la longévité au pouvoir acquise démocratiquement par l'AKP, renforçant par là même la solidité du leadership de l'État turc, notamment après le coup d'État manqué de l'été 2016 contre le président Recep Tayyip Erdogan.

Dans un proche-orient déchiré, une mer méditerranée en eaux troubles, une Afrique du nord en doute, Ankara capitalise sur le vide stratégique du proche et Moyen-Orient

Malgré cet apport essentiel dans les outils de la politique étrangère turque, une page est désormais bel et bien tournée, comme le souligne le Dr Ali Baker, spécialiste de la politique extérieure de la Turquie, « il ne reste plus grand-chose de la doctrine Davutoglu, son nouveau parti, Gelecek ["le Futur"], va lui aussi disparaître » à l'approche de l'élection présidentielle de 2023. Il restera son héritage qui aura permis de souligner l'importance de la profondeur de la Turquie dans la région environnante, où elle prend ses racines. Le renforcement des liens avec ses voisins restera un objectif pour améliorer sa position régionale et internationale.

Ahmet Davutoglu, désormais témoin de ces changements, ne s'y oppose pas frontalement. Il a choisi le vert pour couleur de son nouveau parti, couleur généralement utilisée par les Ottomans comme par l'islam. Certaines déclarations publiques de Davutoglu indiquaient clairement qu'il ne s'opposait pas aux positions actuelles de la Turquie sur les dossiers de sa politique étrangère.

Ainsi, il estime que la politique de la Turquie en Méditerranée orientale et en Libye est justifiée, et que personne ne doit s'attendre à ce que la Turquie renonce à ses droits dans la région. Cependant, il insiste sur la nécessité pour Ankara de corriger rapidement ses relations avec l'Égypte en raison de son rôle historique et de son poids géopolitique dans la région.

Pour mieux comprendre la politique d'Erdogan, il faut essayer de répondre aux analystes sceptiques en tant qu'évoquer la position actuelle de la Turquie en se référant uniquement à la doctrine de Davutoglu, qui est un mélange d'idéalisme à la turque, accompagné d'un pragmatisme adapté, avec les mécanismes des développements géopolitiques dans la région. Elle est souvent qualifiée de "néo-otto-

manisme". L'utilisation de ce terme est un élément sémantique pour désigner l'administration du président Recep Tayyip Erdogan. Il est utilisé par les médias et les politiciens occidentaux et les régimes autoritaires arabes. Ce terme ne permet pas de comprendre que la Turquie n'est plus un État périphérique, comme l'Europe le considère encore.

La réalité est tout autre. Dans un Proche-Orient déchiré, une mer Méditerranée en eaux troubles, une Afrique du Nord en doute, Ankara continue sur sa trajectoire en capitalisant sur le vide stratégique du Proche et Moyen-Orient. Tandis que les Européens se cherchent, les Russes se réjouissent de leur bonne relation avec Ankara. Du côté de Washington, Joe Biden va relancer la doctrine Obama avec une stratégie de "leading from behind" ("diriger depuis les coulisses").

Aujourd'hui, la Turquie a dépassé la doctrine Davutoglu et continue sa stratégie équilibrée entre l'Occident et l'Orient, guidée plus que jamais par les impératifs de ses intérêts nationaux et de sa sécurité nationale.



26 Novembre 2020
Par Antoine COLONNA

“Les provocations turques : une atteinte à la sécurité européenne”

L'espace maritime grec est régulièrement violé par les opérations de recherche énergétique turques. La Grèce a-t-elle reçu suffisamment de soutien de ses partenaires européens et de l'Otan ?

Nous constatons malheureusement que, depuis cet été, la

Turquie a décidé de poursuivre une politique de provocations et de transgressions du droit international en mer Méditerranée en envoyant des navires de recherche sismique sur le plateau continental grec et en émettant des Navtex [messages d'information de sécurité maritime, NDLR] illégaux à cet égard. Face à cette

stratégie de tension délibérée, la Grèce s'est gardée de toute réaction hâtive, en mettant en évidence, avec détermination, sa capacité de réponse à toute atteinte à ses droits souverains. Notre pays est un défenseur inlassable du droit international, de la stabilité et de la sécurité dans la région, face à toute provocation inten-

tionnelle ou menace déstabilisatrice.

Cela dit, la Grèce, en poursuivant sa longue tradition de relations diplomatiques multilatérales, a aussitôt commencé à informer partenaires, alliés et organisations internationales tels que l'Union européenne, l'Onu et l'Otan

afin de mieux les renseigner sur la gravité et l'intensification des provocations turques.

En ce qui concerne nos partenaires de l'Union européenne, les Conseils européens successifs de ces derniers mois ont permis de démontrer le niveau de coordination et de volonté politique au sujet de l'agressivité turque. La solidarité européenne exprimée envers la Grèce et Chypre — cette dernière soumise de puis long temps à de sérieuses pressions turques, hormis l'occupation militaire d'une grande partie de son territoire — a été déterminante, en confirmant bel et bien qu'il s'agit d'un différend turcoeuropéen. Il est aussi évident que la perception de la Turquie au sein de la communauté occidentale est en train de changer : en se rangeant du côté des forces révisionnistes et en ravivant des ambitions "néo-ottomanes", notre voisin a choisi un cours politique de marginalisation vis-à-vis des valeurs démocratiques et humanitaires. Bref, nous sommes bien conscients des changements progressifs dans les politiques de l'Union européenne, mais aussi de leur importance une fois accomplies — un immense paquebot aux virages lents mais décisifs, pour reprendre la métaphore utilisée par le Premier ministre, Kyriakos Mitsotakis, à la suite du sommet du 16 octobre dernier.

Pour ce qui est de l'Otan, nous avons, de même, informé nos alliés sur le paradoxe d'un pays membre qui en menace un autre et émet des revendications à son encontre, tout en poursuivant un déplacement géopolitique de plus en plus opportuniste. Des décisions, telles que le blocage de la livraison des avions F-35 par les États-Unis à la Turquie, confirment les nouveaux points communs au sein de la communauté occidentale face aux dérives radicales de la Turquie.

"Notre pays est un défenseur

du droit international, de la sécurité dans la région, face à toute provocation intentionnelle ou menace déstabilisatrice."

À cet égard, qu'avez-vous pensé de l'attitude de la France ?

Tout au long de cette période, la France s'est portée, encore une fois, garante du respect du droit international et des valeurs européennes, en montrant sa solidarité envers la Grèce, au sein des institutions européennes.

Le partenariat franco-grec est actuellement en pleine évolution, tant dans le domaine stratégique que politique, surtout au niveau des débats sur "l'avenir de l'Europe", un projet politique dont les enjeux réunissent les citoyens français et grecs. Nous sommes reconnaissants du soutien de la France et fiers du progrès acquis dans nos relations bilatérales à travers des situations difficiles, qui ont peut-être aussi, oserais-je dire, forgé une perception commune. La Grèce est et sera un partenaire de la France digne de notre histoire et de notre avenir communs.

Quelles négociations peuvent mener avec Ankara sur la question de la délimitation des eaux territoriales ?

Pour ce qui est des tensions gréco-turques, celles-ci concernent un seul différend, la délimitation du plateau continental. Depuis des années, la Turquie entreprend systématiquement, par voie de provocations et de demandes en tout genre, d'inventer toutes sortes de nouveaux "différends bilatéraux", ayant même recours à des menaces de guerre, tels que le soi-disant sujet des eaux territoriales. Il n'existe pas de différend sur la question des eaux territoriales. La Grèce réserve son droit légal et souverain d'étendre sa mer territoriale jusqu'à 12 milles marins, tel que stipulé par le

droit de la mer, et comme le font, d'ailleurs, les pays côtiers, y compris la Turquie par exemple dans la mer Noire. Cette extension sera faite lorsque la Grèce le jugera approprié.

Le différend en question, sur le plateau continental et les zones maritimes, relève bel et bien de négociations, pour lesquelles la Grèce est prête. Cependant, la Turquie opte pour une politique de désorientation en prônant un dialogue "ouvert" sur tout sujet. Il est impératif d'établir un cadre de référence solide, par la voie d'un dialogue préliminaire, afin que ces négociations ne s'avèrent pas contre-productives.

Dans le cas où ces dernières ne porteraient pas de résultats, la Grèce serait toujours disposée à recourir à la Cour internationale de justice, notre pays ayant accepté la juridiction obligatoire de celle-ci. Néanmoins, cela présuppose un réalisme ment radical de la Turquie sur les normes juridiques de la communauté internationale, ce qui paraît, en cette période, de plus en plus lointain.

En cas d'échec de cette voie, faudra-t-il prendre des sanctions contre Ankara ?

La Grèce a signifié à la Turquie qu'elle ne tolérera pas ses provocations, en déployant tout moyen nécessaire pour contrer son agressivité. Étant donné que les provocations turques constituent une atteinte permanente à la sécurité de l'Union européenne, cette tension est devenue inévitablement une question sur les relations entre la Turquie et l'Union. Le résultat diplomatique se verra lors du prochain Conseil européen en décembre. Dans le cas où l'intransigeance de la Turquie se poursuivrait, l'Union devra déployer des sanctions politiques et économiques pour protéger la sécurité des pays membres ainsi que la stabilité régionale. De toute évidence, l'avenir du projet européen passe par les eaux de la Méditerranée.

La Grèce est l'une des frontières de l'Europe et se trouve en première ligne face à la pression migratoire illégale favorisée par Ankara. Quelles solutions préconisez-vous face à ce problème, tant pour les Grecs que pour tous les Européens ?

Depuis février dernier, la Turquie instrumentalise les flux migratoires sur la frontière terrestre gréco-turque, pour ses stratégies "hybrides" : en encourageant ou en obligeant des milliers de migrants transportés aux portes de l'Europe à devenir des pions humains, la Turquie a dénué de tout sens les notions d'"asile" ou de "réfugié", portant ainsi une grave atteinte au droit humanitaire. Notre pays a réagi de manière efficace et proportionnelle à des épisodes orchestrés survenus juste avant l'éclatement de la première vague de la pandémie en Europe et en Turquie. Désormais, les nouvelles données sanitaires nous obligent à augmenter les précautions et les contrôles quant à la mobilité des populations partout sur le continent européen. La défense de notre intégrité territoriale face à l'instrumentalisation "hybride" des flux migratoires est constante, en plein respect du droit international et en coopération avec Frontex.

"La Turquie instrumentalise les flux migratoires en encourageant ou en obligeant des milliers de migrants à devenir des pions humains."

Où en est la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ? Vous êtes justement un spécialiste des questions européennes, que pouvez-vous nous dire à ce sujet ?

La Turquie continue de violer les clauses fondamentales de l'union douanière et les critères d'adhésion à l'Union européenne. Les rapports de la Commission sont révélateurs. En même temps, il y a une di-

vergence accrue entre la Turquie et l'Europe, du moins au niveau des dirigeants politiques. L'Union doit assumer ses responsabilités face à cette ingérence politique et économique, qui reflète aussi des contradictions internes au sein de la société turque, la société civile et les défenseurs des droits de l'homme, des jeunes, des femmes ou des minorités subissant les conséquences d'un autoritarisme féroce. L'abus des privilèges de l'union douanière, sans pour autant respecter ses obligations, est indicatif d'une conception bien originale du principe de l'État de droit.

À part des sanctions spécifiques, nous appelons à ce que toute autre option soit discutée et envisagée, si la Turquie ne respecte pas les valeurs fondamentales du projet européen.

Craignez-vous que M. Erdogan instrumentalise les populations turques et musulmanes installées en Europe pour mettre plus de pression sur les gouvernements européens ?

Les citoyens européens, quelle que soit leur foi, sont parés et unis contre les extrémismes de toute origine, malgré les efforts divers pour

semer la discorde et instrumentaliser les différences. L'intégration des populations immigrées dans les sociétés d'accueil, quant à elle, est un défi majeur particulier, nécessitant, entre autres, un contrôle décisif des divers réseaux clientélistes ou paraétatiques, qui peuvent promouvoir une vision "séparatiste", pour reprendre l'expression du président français. Face à ce danger, nous devons être pleins de respect, de tolérance, mais aussi de fermeté et de détermination.

Plus gravement, les dernières attaques de Nice et de Vienne sont-elles un tournant ?

Ces attaques terroristes, d'une lâcheté extrême, s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie contre la cohésion de nos sociétés et de leurs valeurs. Ayant présidé le Comité des ministres du Conseil de l'Europe tout au long de cette sombre période qui a débuté avec le meurtre ignoble de Samuel Paty, j'ai condamné ces actes. Nos sociétés doivent se rendre compte des nouvelles réalités sur le plan mondial et des défis posés par le terrorisme, sans excès, loin des préjugés quant aux solutions pour protéger nos frontières et garantir la sécurité de nos citoyens.

**VALEURS
ACTUELLES**

26 Novembre 2020
Par rdavan Amir-Aslani

Un nouveau Califat Ottoman, le rêve pas si secret d'Erdogan

Après deux décennies de bonne santé économique, la Turquie s'enfonce aujourd'hui toujours plus profondément dans une double crise sociale et économique, et le fait ne date pas de l'épidémie de Covid-19. Celle-ci accentue au contraire une tendance bien antérieure, en raison de l'extrême dépendance de l'économie turque à la croissance mondiale et européenne, et de clivages identitaires de plus en plus marqués au sein de la société.

À cette situation problématique, Recep Tayyip Erdogan répond, fidèle à son caractère, par le combat, voire le bellicisme. « La Turquie a besoin d'un nouvel esprit de conquête », avait-il déclaré lors de l'inauguration, dans l'enceinte du palais Topkapi, du musée de la Conquête retraçant la fetih, la prise de Constantinople par les Turcs en 1453. Car le président turc n'ambitionne pas

seulement de faire de son pays la dixième puissance économique mondiale, il souhaite également ressusciter son passé et renouer avec la gloire impériale qui fut celle de la Turquie durant six siècles. C'est dans cette optique qu'il mène, sur la scène intérieure, une véritable contre-révolution de "réislamisation" de la société turque et de mise à l'écart des acquis du kémalisme, et, sur la scène extérieure, une stratégie expansionniste et de conquête à la fois de l'autonomie énergétique et du leadership du monde musulman sunnite. Cette stratégie comporte plusieurs dimensions.

On oppose régulièrement Erdogan à Atatürk, le "père" de la Turquie moderne, qui imposa une occidentalisation de sa société à marche forcée après la chute du califat en 1924, un "cataclysme" que les ultranationalistes turcs, notamment



A Manbij, au Kurdistan syrien, des soldats turcs font le signe des Loups gris

du parti MHP, n'ont jamais réellement accepté et qu'ils considèrent comme une perte de prestige et de puissance pour leur pays. Le fait est que Mustapha Kemal a délibérément choisi de conférer à la Turquie des institutions inspirées du modèle européen, d'exalter une "turquicité" expurgée de ses apports arabes et persans en rompant avec

des traditions aussi bien vestimentaires que culturelles, et surtout d'assurer le contrôle de la religion par l'État, dans une forme de "laïcité" qui impose entre autres la prière dite en turc et fait des imams des agents de la fonction publique.

Rejetant progressivement cet héritage, Erdogan s'emploie, notamment de puis l'échec du

processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, à tourner son pays vers l'Orient et ses racines musulmanes. Son projet idéologique, voire messianique, sans doute assez ancien dans son esprit, est ainsi qualifié de "néo-ottomanisme" car, en puisant dans le passé historique de l'Empire ottoman et dans l'islam, il l'inscrit dans le temps long, suivant en cela la démarche de Xi Jinping et Vladimir Poutine, dirigeants d'anciens empires qui aspirent à le redevenir.

La querelle régulièrement ravivée avec la Grèce répond aussi à une volonté de "révisionnisme" d'un découpage territorial entre les deux pays qu'Ankara juge lui être défavorable.

Accélérés depuis le coup d'État manqué de 2016, l'expansionnisme et l'hyperactivité militaire de la Turquie constituent la déclinaison internationale de ce projet, motivée à la fois par des considérations énergétiques et politiques. Idéalement située à un carrefour culturel et énergétique entre l'Asie, l'Europe et le Moyen-Orient, la Turquie use de sa position géographique pour redessiner la carte de son influence perdue, et répondre directement à plusieurs enjeux qui lui sont propres. Ainsi, l'implication d'Ankara en Syrie répond en premier lieu à la gestion de la problématique kurde ; son interventionnisme en Libye, à la maîtrise de ressources d'hydrocarbures précieuses dont elle est naturellement dépourvue ; ses provocations vis-à-vis de la Grèce et de Chypre en Méditerranée orientale et au printemps et à l'été 2020, à la doctrine de la "patrie bleue", très populaire dans les cercles militaires eurasiens, partisans d'une alliance avec la Russie et la Chine, pour assurer à la Turquie le contrôle d'un vaste espace maritime allant de la mer Noire aux confins de la Méditerranée orientale, en passant par la mer Égée... et de toutes les ressources éner-

gétiques qui s'y trouvent. Au passage, la querelle régulièrement ravivée avec la Grèce répond aussi à une volonté de "révisionnisme" d'un découpage territorial entre les deux pays qu'Ankara juge lui être défavorable de longue date.

L'implication de la Turquie dans le conflit au Haut-Karabagh, où elle soutient l'Azerbaïdjan, concentre également plusieurs problématiques : en premier lieu, une détestation naturelle pour l'Arménie, sur laquelle il n'est nul besoin de revenir ; un enjeu énergétique supplémentaire, Bakou étant l'un des principaux pourvoyeurs de pétrole et de gaz de la Turquie ; un enjeu ethnolinguistique enfin, car cette ingérence répond aussi à l'idéal "panturquiste" des ultranationalistes et des Loups gris, la branche paramilitaire du MHP. Également nommé "pantouranisme" — en référence au Touran, cet empire mythique et rival de la Perse qu'évoque longuement le poète iranien Firdousi dans le *Shâh Nâmeh* —, ce projet idéologique vise la réunification des peuples turcophones et altaïques, qui se rencontrent du Xingjiang, avec les Ouïghours, à l'Iran et l'Azerbaïdjan, avec les Azéris, en passant évidemment par les Turcs modernes et les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale, sous la bannière d'un seul et même empire touranien. Rêve qui peut certes paraître utopique, mais qui inquiète suffisamment les voisins de la Turquie à travers le Caucase — à commencer par l'Iran — pour son potentiel de séduction auprès de leurs propres mouvements séparatistes.

Ce soft power, qui se décline de plus en plus en hard power à travers le Moyen-Orient, se heurte volontairement aux autres puissances musulmanes de la région, en premier lieu l'Égypte, les pétromonarchies du golfe Persique, et la République islamique iranienne. Entre toutes ces nations se livre actuellement une guerre de légitimité

politique et religieuse pour obtenir le leadership du monde musulman, un rôle que la Turquie estime lui revenir de droit en vertu de son héritage ottoman, même si sa mémoire est sélective et qu'elle semble "oublier" les mauvais souvenirs que l'Empire ottoman a pu laisser aux peuples arabes... In fine, l'objectif de la vaste entreprise politico-culturelle d'Erdogan — dont la manifestation la plus récente est la récupération de la polémique liée aux caricatures de Mahomet en France — est bien d'imposer la Turquie comme une alternative crédible et séduisante de société musulmane idéale, et surtout démocratique.

Cette Turquie se veut un contre-modèle d'islam politique face au système pyramidal et clientéliste de la monarchie Wahhabite saoudienne, comme du modèle Révolutionnaire et théocratique de Téhéran.

Profondément inspirée, sous l'impulsion du président turc, par le modèle politique des Frères musulmans qui fondent leur légitimité sur le processus électoral et l'expression populaire, cette Turquie-là se veut un contre-modèle d'islam politique face au système pyramidal et clientéliste de la monarchie wahhabite saoudienne, comme du modèle révolutionnaire et théocratique de Téhéran. C'est en raison de ce fondement idéologique que la Turquie a soutenu les printemps arabes en 2011, la prise du pouvoir des Frères à travers l'élection de Mohamed Morsi en Égypte un an plus tard, l'émergence de leurs divers avatars comme le parti islamiste Ennahdha, en Tunisie, ou encore le Qatar, terre d'exil des Frères musulmans égyptiens depuis 2014. Ce modèle démocratique est particulièrement honni de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, qui considèrent naturellement tout transfert de légitimité au peuple comme une menace existentielle — et tout soutien aux partis islamistes comme un soutien au terrorisme. L'an-

tagonisme quasi axial entre la Turquie et le Qatar d'un côté, l'Égypte, l'Arabie saoudite et les Émirats de l'autre s'exprime en Syrie et, en Libye, s'est considérablement accentué après l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi à Istanbul en 2018, et justifie également l'actuelle sur-enchère islamiste d'Erdogan à l'encontre de la France.

Il faut néanmoins conserver à l'esprit que ce vaste projet multidimensionnel répond à une angoisse très concrète pour Erdogan : celle de voir son pouvoir et son aura s'affaiblir de plus en plus sous les coups portés à la fois par la crise économique, par le désenchantement de la population turque et par son aventurisme à l'étranger, qui ne séduit plus au-delà de la base la plus fidèle de l'AKP. À cet égard, sa défaite aux élections municipales de mars 2019, et singulièrement à Istanbul, sa ville natale dont il a été l'édile durant quatre ans, résonne encore comme un sombre avertissement. Les Turcs sont désormais bien plus préoccupés par leur quotidien et un futur incertain que par un passé fantasmé. La Turquie a des défis énergétiques qui ne pourront être résolus par la guerre mais par la diplomatie et la coopération avec les pays voisins. La crise mondiale actuelle souligne en permanence l'importance de cette stratégie.

L'objectif d'Erdogan est de se maintenir à la tête du pays au moins jusqu'en 2023, voire au-delà. Année particulièrement importante, elle fera coïncider le centenaire de la République fondée par Atatürk avec la prochaine élection présidentielle... qui, si elle devait se dérouler aujourd'hui, serait perdue par le président sortant, selon un récent sondage mené en Turquie. Trois ans le séparent de cette échéance, et déjà les augures sont des plus sombres. Le trône du sultan vacille de plus en plus, pourtant rien n'indique pour l'heure qu'il cessera sa fuite en avant.

La Turquie et le problème palestinien

Le président Recep Tayyip Erdogan accorde une grande importance à la question palestinienne, se présentant comme le défenseur des Palestiniens et des lieux saints de l'islam à Jérusalem. Il faut considérer son engouement pour cette cause et en particulier les relations très étroites de la Turquie avec le Hamas, le mouvement islamiste radical, dans un contexte plus large. C'est celui des objectifs idéologiques et stratégiques d'Erdogan et de son parti, l'AKP. La question palestinienne est également une carte importante sur la scène intérieure turque, un drapeau de ralliement populiste pour les masses islamistes.

L'ancien ambassadeur turc Faruk Logoglu, en 2010, a décrit le changement de paradigme dans la politique étrangère turque comme « une extension et une manifestation de la dynamique interne mise en mouvement par les dirigeants actuels de la Turquie... un véhicule pour la posture politique intérieure ». La vision du monde des dirigeants de l'AKP est façonnée par une profonde conviction religieuse, « une Weltanschauung [vision du monde] définie par l'islam ». Dans l'évaluation de Logoglu, ce changement de paradigme est un processus continu. Il est fort probable qu'il produira des « mouvements déroutants dans les relations extérieures de la Turquie » avec l'Occident.

Au cours du deuxième mandat d'Erdogan en tant que Premier ministre, l'AKP, le parti islamiste autoproclamé "conservateur", a considérablement modifié son image "modérée" et a accéléré son programme interne de lutte contre la laïcité. L'un des signes de ce processus d'islamisation a été la poli-

tique anti-Israélienne manifeste du gouvernement Erdogan. À la suite de l'opération Plomb durci à Gaza, la critique d'Israël par Erdogan est devenue particulièrement virulente. Lors du Forum économique mondial de Davos en janvier 2009, Erdogan est sorti avec colère d'un groupe de discussion avec le président israélien Shimon Peres, après avoir décrit Gaza comme une « prison à ciel ouvert » et accusé Peres : « Quand il s'agit de tuer, vous savez bien comment tuer. » Erdogan et son gouvernement n'ont en revanche jamais dit un mot contre les attaques à la roquette du Hamas sur le territoire israélien.

En mars 2006, Erdogan a invité une délégation de haut niveau du Hamas à se rendre en Turquie, immédiatement après le succès de l'organisation aux élections du Conseil législatif palestinien de janvier. Il a justifié cette visite en arguant qu'elle créait une opportunité pour les autorités turques de « transmettre sincèrement les attentes de toute l'humanité à la délégation du Hamas ». Le gouvernement de l'AKP a appelé les pays occidentaux à « reconnaître le Hamas comme le gouvernement légitime du peuple palestinien », tout en qualifiant le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas de « chef d'un gouvernement illégitime », soulevant ainsi les soupçons et la colère d'Abbas concernant les objectifs réels de la Turquie.

En exploitant la question palestinienne, Erdogan tente de présenter la Turquie au public Arabe comme une puissance de premier plan au Moyen-Orient.

Le soutien opérationnel de la Turquie au Hamas s'est concrè-



Le « Mavi Marmara » a été l'un des symboles les plus visibles du soutien d'Ankara à la cause palestinienne, jusqu'à provoquer la brouille avec Jérusalem.

tisé en mai 2010, lorsque le Mavi Marmara, un navire turc transportant une équipe importante de la Fondation d'aide humanitaire (IHH), une ONG islamiste turque, à la tête d'une flottille internationale, a tenté de briser le blocus israélien de Gaza. Les dirigeants turcs ont soutenu la flottille et son action provocatrice, qui s'est soldée par une attaque militaire israélienne et la mort de neuf militants turcs de l'IHH. L'ancien juge antiterroriste français Jean-Louis Bruguière a confirmé que l'IHH jouait un rôle logistique important dans l'obtention de faux passeports et autres documents contrefaits, le trafic d'armes, le recrutement de combattants et l'infiltration de djihadistes dans divers pays.

À la suite des événements de la flottille de Gaza en mai 2010, cheikh Yousef al-Qaradawi, le chef spirituel du Hamas, a félicité la Turquie pour sa contribution : « Tous nos frères turcs sont des chahids — les descendants de Mahomet le Conquérant et de ses puissants frères. »

Le « printemps arabe » en Égypte a également influencé les relations avec le Hamas. Le chef de l'armée égyptienne, le général Abdel Fattah al-Sissi, a

dirigé en juillet 2013 une coalition qui a destitué Mohamed Morsi, le président égyptien, également chef des Frères musulmans.

En octobre 2013, les nouveaux dirigeants égyptiens ont interdit la visite à Gaza d'Erdogan, alors Premier ministre, qui était prévue de longue date.

En exploitant la question palestinienne, Erdogan tente de présenter la Turquie au public arabe comme une puissance de premier plan au Moyen-Orient. Il s'agit d'acquiescer à une légitimité islamique et de construire une infrastructure économique dans la région. En septembre 2014 à New York, devant le Council on Foreign Relations (CFR), l'un des principaux think tanks des États-Unis, le président Erdogan déclarait : « La question palestinienne ne est une question importante qui a un impact non seulement sur les Palestiniens, mais sur tous les musulmans et tous ceux qui ont une conscience dans le monde. En fait, la question palestinienne est au cœur de bon nombre des problèmes de la région. »

La Turquie, plate-forme du terrorisme du Hamas contre Israël

Depuis l'accord de 2011 entre Israël et le Hamas pour relâcher le soldat israélien Gilad Shalit en échange de la libération de 102 7 terroristes palestiniens emprisonnés et l'expulsion de 10 anciens condamnés vers Ankara, la Turquie est devenue une "deuxième maison" pour les militants du Hamas. Là, ils recrutent de nouveaux membres, lèvent des fonds et coopèrent avec d'autres acteurs contre Israël. Une fois arrivés en Turquie, les militants du Hamas étaient censés être sous le contrôle des renseignements turcs et n'étaient pas autorisés à circuler sans surveillance. En réalité, le pouvoir turc n'a rien fait pour limiter ou encadrer leurs déplacements, y compris à l'étranger.

En 2014, la Turquie a accueilli Salah al-Aroui, un haut membre du bureau politique du Hamas et le principal chef opérationnel chargé de mettre en place, de financer et de renforcer l'infrastructure terroriste du Hamas en Cisjordanie. Il opère depuis Istanbul. Entre mai et août 2014, les forces de sécurité israéliennes ont arrêté 94 membres de cellules du Hamas à Naplouse, Bethléem, Jérusalem et Tulkarem se préparant à commettre des attentats terroristes en Israël. Le chef de ce réseau, Riyad Nasser, avait justement été recruté par Salah al-Aroui depuis Istanbul. L'activité de son réseau était également supervisée de cette ville. On sait aujourd'hui que l'un des objectifs du réseau était de renverser Mahmoud Abbas de la tête de l'Autorité palestinienne.

La Turquie est également devenue l'un des principaux bailleurs de fonds du Hamas. Il semble que la Turquie se soit engagée à fournir au Hamas entre 250 et 300 millions de dollars par an. Mieux encore, Ankara a également accordé la citoyenneté à certains de ses membres, bien qu'il existe des informations crédibles selon lesquelles l'organisation a planifié des attaques contre des cibles israéliennes en Turquie.

Erdogan constitue sa propre garde islamiste. objectif : la Palestine ?

Le soutien turc aux djihadistes n'est pas simplement une tactique visant à renverser Bachar al-Assad en Syrie. C'est en réalité une décision stratégique turque pour influencer les affaires du Moyen-Orient par le biais d'acteurs non étatiques, comme l'Iran le fait depuis la révolution khomeyniste. Le soutien de la Turquie aux djihadistes transitant en Syrie et l'établissement de liens étroits avec le Hamas et les Frères musulmans sont des aspects communs de cette stratégie.

Cette tendance s'est accélérée depuis la tentative de coup d'État militaire du 15 juillet 2016. Malgré l'accord de 2018 entre Erdogan et le président russe Vladimir Poutine, la Turquie a étendu son recours aux groupes et éléments djihadistes dans le cadre de sa stratégie néo-ottomane : à Idlib en Syrie, en Libye et tout dernièrement dans le conflit du Haut-Karabagh entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

C'est dans ce contexte que se sont formées plusieurs organisations paramilitaires au service du président Erdogan personnellement, comme l'IHH, Ottoman Hearths, l'IBD A-C (Great Eastern Islamic Raiders Front) et quelques autres.

Sadat peut être comparée au corps des gardiens de la révolution islamique iranienne, pour fournir un appui dans la politique intérieure Turque.

La plus importante est SADAT International Defense Consulting, fondée par le général de brigade à la retraite Adnan Tanriverdi en février 2012. C'est la seule entreprise en Turquie qui fournit au niveau international des services de conseil et de formation militaire au secteur international de la défense et de la sécurité intérieure. SADAT Inc. « vise à établir la coopération entre les pays islamiques dans le domaine des industries militaires



Ismaïl Haniyeh, le chef du Hamas, un mouvement soutenu financièrement et logistiquement depuis la Turquie.

et de défense, afin d'aider le monde islamique à obtenir le rang qu'il mérite parmi les superpuissances mondiales en tant que puissance militaire autosuffisante, proposant des services concernant l'organisation des forces armées, des conseils en matière de défense, la formation militaire et les munitions ».

SADAT peut être comparée au corps des gardiens de la révolution islamique iranienne (GRI), pour fournir un appui potentiel dans la politique intérieure turque. Avec le soutien du service de renseignements turc (MIT), SADAT sert d'agent pour des missions étrangères, comme la force al-Qods des GRI.

En décembre 2017, avant le sommet de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), convoqué par Erdogan à Istanbul, SADAT a proposé de former une « armée conjointe de l'islam » constituée par les États membres de l'OCI, pour assiéger et attaquer l'État d'Israël. Selon cette proposition, si les États membres de l'OCI s'unissent militairement, ils formeront la plus forte armée du monde et pourront jouer un rôle majeur pour prendre Jérusalem.

En janvier 2018, les services de sécurité israéliens ont arrêté le militant turc Cem il Tekeli lors de sa visite à Jérusalem. Il avait été recruté par le Hamas en Turquie pour l'aider à financer ses activités et à transférer de l'argent à Gaza. Lors de son interroga-

toire, il est apparu qu'il était un proche associé d'Adnan Tanriverdi. Il a révélé que SADAT aidait le Hamas à former une "armée palestinienne". Est-ce que l'armée palestinienne envisagée par SADAT représente la première phase de la bataille d'Erdogan pour Jérusalem ?

En ce qui concerne Israël, c'est Erdogan qui est à la manœuvre, et il est personnellement responsable de la détérioration des relations bilatérales. Des diplomates américains, cités dans des documents de WikiLeaks, ont rapporté que des sources tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement turc ont confirmé qu'Erdogan témoignait de forts sentiments antisémites et anti-israéliens, basés sur des croyances religieuses profondément enracinées.

Soutien aux ONG et associations caritatives européennes liées au Hamas

Le lancement du "comité international populaire de soutien à la bande de Gaza" a eu lieu à Istanbul en septembre 2014. La Turquie finance et soutient un réseau inter connecté d'organisations des Frères musulmans à travers l'Europe, y compris le Hamas. Istanbul a accueilli au moins dix conférences internationales des Frères musulmans mondiaux. L'une de ces conférences, la plus importante, a été la "conférence internationale pour la victoire de Gaza", tenue en février 2009, organisée par la Campagne mon-

diale anti-agression (GAAC). La déclaration finale de la conférence affirmait que l'oumma musulmane était obligée de « poursuivre le djihad et la résistance contre l'occupant jusqu'à la libération de toute la Palestine ». Cette déclaration est connue sous le nom de "déclaration d'Istanbul".

La Turquie entretient également sa toile en Europe. Ainsi, les liens d'Ankara avec le mouvement islamique en Grande-Bretagne se situent au sein d'un réseau international plus large qui soutient le Hamas à Gaza, mi lite pour le "droit au retour" des Palestiniens et diabolise Israël.

Après la décapitation du professeur Samuel Paty le 16 octobre dernier dans une ville proche de Paris, les autorités françaises ont dissous l'ONG islamique turque BarakaCity. Le ministre français de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a déclaré que cette organisation non gouvernementale islamique dirigée par Driss Yemmou, connu sous le nom d'Idriss Sihamedi, « incitait à la haine, entre tenait des relations au sein de la mouvance islamiste radicale, se complaisait à justifier des actes terroristes ». Baraka-City recueillait de l'argent via le zakat (don annuel des musulmans) au profit d'organisations caritatives opérant à Gaza. Sur Twitter, Sihamedi a interpellé le président

turc pour demander l'asile pour lui et les membres de son organisation, qui auraient reçu des menaces de mort.

S'adressant à la nation concernant son décret du 10 juillet 2020 ordonnant la reconversion de Sainte-Sophie en mosquée, après que le plus haut tribunal administratif eut annulé un décret présidentiel de 1934 qui en faisait un musée, Erdogan avait souligné que « la résurrection de Sainte-Sophie annonçait la libération de la mosquée al-Aqsa » à Jérusalem. Sans surprise, le chef politique du Hamas, Ismaël Haniyeh, a salué la décision d'Erdogan de rendre la basilique Sainte-Sophie à son ancienne fonction de mosquée.

Le vice-président de l'AKP, Numan Kurtulmus, a déclaré que l'"Héritage" de Jérusalem devrait être le prochain objectif de la Turquie après la basilique Sainte-Sophie.

Un mois plus tard, le vice-président de l'AKP, Numan Kurtulmus, a déclaré que l'"héritage" de Jérusalem devrait être le prochain objectif de la Turquie après la basilique Sainte-Sophie. « Nous avons maintenant devant nous Al Quds Sharif [Jérusalem], l'héritage du calife Umar [Omaribn al-Kh attab, le deuxième calife de l'islam], Saladin Ayyubid [le fondateur de la dynastie ayyubide qui a pris Jérusalem en 1187 aux croisés] et

le sultan Selim le Résolu [sultan ottoman qui a transféré le califat à la dynastie ottomane en 1517], et cela doit rester dans un coin de nos esprits. »

Avec Erdogan, les relations entre la Turquie et l'Autorité palestinienne n'ont jamais été très bonnes. Le président Mahmoud Abbas voyait d'un mauvais œil l'axe entre Ankara et le Hamas. Cependant, ils ont tenté de présenter une image de coopération et de solidarité. En 2014-2015, la coopération s'est renforcée à mesure que la Turquie tentait d'appuyer le statut de la Palestine en tant qu'observateur auprès des Nations unies. En janvier 2015, Mahmoud Abbas a été le premier invité accueilli dans le nouveau palais d'Erdogan, inauguré après l'élection de ce dernier à la présidence. Les efforts déployés par Erdogan pour réconcilier l'Autorité palestinienne et le Hamas ont été salués par les deux parties.

Après que les Émirats arabes unis eurent signé un accord de normalisation avec Israël en août 2020, Erdogan a menacé de suspendre les relations diplomatiques avec Abou Dhabi, sans faire référence à un quelconque déclassement de ses propres relations diplomatiques avec Tel-Aviv, déclaration critiquée par beaucoup dans le monde arabe comme de l'hypocrisie. Le ministère turc des Affaires étrangères a

décrit l'accord comme une trahison de la cause palestinienne. Alors que les dirigeants palestiniens étaient abattus par la vague de pays arabes normalisant leurs relations avec Israël, par les "accords d'Abraham", ils se sont tournés plus que jamais vers le soutien turc. Aujourd'hui, le nouveau contexte stratégique régional pousse Erdogan à tenter à nouveau de réconcilier le Hamas et l'Autorité palestinienne, sous sa tutelle. En septembre 2020, les principaux dirigeants du Fatah se sont rendus en Turquie, avec le feu vert de Mahmoud Abbas aux pourparlers, après qu'il eut exhorté Erdogan à soutenir l'unité palestinienne. Les factions palestiniennes rivales devraient se réunir à Istanbul pour des discussions directes visant à mettre fin à une rupture vieille de quinze ans. Les discussions porteraient sur « la fin des divisions et l'application des directives de la conférence des chefs des factions palestiniennes », faisant référence à une récente rencontre de hauts responsables palestiniens en réponse à la décision des Émirats arabes unis de normaliser leurs relations avec Israël.

Il sera désormais très intéressant de suivre l'évolution des stratégies d'Erdogan et des dirigeants palestiniens suivant le résultat des élections américaines.



November 26, 2020
By Hamideh Taati

Iran: Coronavirus Update, Over 169,100 Deaths, November 26, 2020, 6:00 PM CET

The People's Mojahedin Organization of Iran (PMOI-MEK) announced this afternoon, November 26, 2020, that Coronavirus has taken the lives of more than 169,100 in 465 cities

across Iran. The death toll in various provinces include: 41,641 in Tehran, 12,015 in Khorasan Razavi, 9,595 in Isfahan, 9,090 in Khuzestan, 6,975 in Kurdistan, 6,785 in Qom, 6,734 in East Azerbaijan, 6,592

in Mazandaran, 6,170 in West Azerbaijan, 4,752 in Fars, 4,532 in Alborz, 4,271 in Sistan & Baluchistan, 4,255 in Hamedan, 4,202 in Golestan, 3,646 in Kermanshah, 3,303 in Markazi (Central), 3,174 in Kerman,

2,991 in Kurdistan, 1,900 in Ardebil, 1,850 in Hormozgan, 1,729 in Qazvin, 1,695 in Ilam, and 1,189 in Kohgiluyeh & Boyer-Ahmed. This is in addition to reports obtained from other provinces.



November 26, 2020
By Dilan S. Hussein

Iraqi activist shot in Baghdad after criticising militia on social media

ERBIL, Kurdistan Region — An Iraqi activist was wounded after being shot by masked men in Baghdad on Wednesday, a day after criticising a militia group on social media.

Akram Adhab was wounded after being attacked by masked men on Wednesday night in the al-Talbiya neighbourhood in east Baghdad.

A friend present with Adhab at the time of the attack has told Rudaw he has “strong opinions” against political parties published to his social media accounts.

“A masked man in a white Sorento car shot at Adhab with a silenced gun,” said activist Omar Faruq. “Another car was parked nearby, and another masked man came out and also shot at Adhab.”

“We asked for help, but did not receive any, because it seems that the area is home to these armed forces,” he said, adding that they seemed “as if they owned the place.”

“No attack will ever stop us from revealing the truth and fighting corruption and control of armed militias in the country,” he added.

Adhab is in a stable condition, according to Faruq.

“Baghdad is a prison run by Rab’allah,” Adhab had posted on Facebook on Tuesday. “They practice their hobby of constantly abusing people.”

Rab’allah are a newly-formed armed group linked to the Popular Mobilization Forces (PMF, or Hashd al Shaabi) who were responsible for the attack on the Kurdistan Democratic Party

(KDP) Baghdad office back in October.

Certain PMF factions are said to be behind the killing of hundreds of Iraqi protesters, including many activists and journalists, who took to the streets across central and southern Iraq from October 2019.

Nearly 560 protesters and security force members have been killed since October 2019, according to data provided by Hisham Dawoud, advisor to Prime Minister Mustafa al-Kadhimi.

Activists who now live in the Kurdistan Region have told Rudaw they fled Baghdad because of threats from militias.

“We fled because of the militias, they kill all the activists involved in last year’s October protests,” said activist Qahtan Adnan.

Iraqi security analyst and Rudaw columnist Husham al-Hashimi was assassinated in July by unknown armed groups in Baghdad, with many accusing Iran-backed militias of being behind his death. Despite Kadhimi’s promise to hunt down the killers, no one has been arrested over his death.

“We vow to hunt down the perpetrators to bring them to face justice.. we will not stop chasing the criminals, and we will use all of our efforts to return the control of weapons to the state...no power is above the power of the rule of law,” he said after Hashimi’s murder. “Two people have been identified that are linked to the assassination of Hashimi, but they have fled the country,” the PM’s spokesperson Ahmad Mulla Talal told state media on November 15.

l’Humanité

26 novembre, 2020

L’Europe doit se tenir aux côtés du peuple kurde

A l’occasion de l’anniversaire en 1978 de la création du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), nous publions l’appel de Cemil Bayik, co-président du Conseil exécutif de l’Union des communautés du Kurdistan (KCK) qui regroupe le PKK (Turquie), le PYD (Syrie), le PJAK (Iran) et le PCDK (Irak).

Par Cemil Bayik Co-président

du Conseil exécutif de l’Union des communautés du Kurdistan (KCK)

Historiquement, le problème kurde est un problème de liberté et d’existence (ontologique). De-puis sa création, l’État turc mène une politique qui nie l’existence libre et démocratique du peuple kurde. Face aux politiques de déni, de rejet et d’assimilation, la lutte du

peuple kurde pour conserver son existence est un combat juste et naturel.

Les attaques dont le peuple kurde a été victime, sont similaires aux génocides subis par les grecs, les arméniens, les assyriens et les juifs qui ont eu lieu après les années 1915. Le PKK est apparu comme un mouvement de défense contre les politiques de destruction, de

déni et d’assimilation des Kurdes en Turquie. En fait, la lutte du PKK a créé une sensibilité au problème kurde en Europe. En revanche, l’État turc a eu recours à des relations bilatérales basées sur les intérêt avec les États européens. Par le biais de l’Allemagne et la France il a exercé différents moyens de pression. En conséquence, l’Allemagne et la France ont formellement interdit

les associations kurdes et le PKK en juin et novembre 1993. Les États européens ont non seulement imposé ces interdictions, mais ils ont également porté le PKK sur la « liste des organisations terroriste » de l'Union Européenne. L'inscription du PKK sur la liste des organisations terroriste a eu lieu à une période où le PKK a suspendu la lutte armée, afin de mettre en avant une solution démocratique par la voie politique. Cette décision a été une décision purement politique. Dans trois affaires distinctes conclues en Belgique en 2019, et dans une affaire conclue par la Cour de justice de l'Union Européenne, il a été jugé que « le conflit entre le PKK et l'Etat turc est une guerre bilatérale » ; que le PKK ne pouvait être évalué dans le cadre d'une organisation terroriste.

A ce stade, profitant du chaos au Moyen-Orient, la Turquie mène des opérations d'occupation en envoyant des groupes islamistes radicaux qu'elle forme, en Syrie, en Libye, en Irak et dans les pays du Maghreb. Elle crée une instabilité et des tensions avec des politiques agressives en Méditerranée contre la Grèce, la France, l'Égypte, la Chypre et l'Italie. Elle mène une politique de chantage, en déclarant orienté vers l'Europe les réfugiés ayant fui la guerre. À ce stade, la Turquie suit des politiques hostiles non seulement à l'égard du peuple kurde, mais contre l'ensemble de la région et de l'Union Européenne.

Le placement sur la liste des organisations terroristes et les interdictions à l'encontre du PKK de la part de l'Union européenne sont devenue un

moyen de base et de légitimité des politiques autoritaires, expansionnistes et antidémocratiques de la Turquie. La liste des organisations terroriste et les interdictions à l'encontre du PKK légitime et encourage également la poursuite de la guerre de l'État turc contre le Kurdistan et constitue un obstacle à une solution pacifique. Ainsi, l'État turc criminalise tous les Kurdes sur le fondement du terrorisme.

Je tiens particulièrement à souligner qu'il faut retirer le PKK, qui lutte en faisant de grand sacrifice afin de démocratiser la région et la Turquie, de la liste des organisations terroriste ; que les mauvaises décisions prises pour des raisons politiques contre le mouvement du PKK, doivent à présent être corrigées.

Le PKK détient une stratégie pour résoudre la question kurde

pacifiquement et démocratiquement à l'intérieur même des frontières des États existants sur une base de garantie constitutionnel. En ce sens, dans l'histoire, comme toutes les organisations qui luttent pour la reconnaissance de leur droit, notre mouvement est un mouvement de liberté. Comme l'a statué la justice belge, le PKK est une partie dans un conflit non international. Il s'agit d'une force armée non étatique, en ce sens, elle n'entre pas dans le cadre du terrorisme. En conséquence, je pense qu'il est temps que les lois et interdictions qui criminalisent le PKK et les kurdes, qui rendent la vie commune des peuples difficiles, l'intégration impossible et empêchent la stabilité dans la région et la Turquie, soit abolies. Espérant que les peuples d'Europe nous comprendront, je leur adresse mes sincères salutations.



November 26, 2020
By Khazan Jangiz

KRG demands four months of budget share in official letter to Baghdad

ERBIL, Kurdistan Region — Kurdistan Regional Government (KRG) ministers decided on Wednesday to send an official letter to Baghdad demanding the Region's budget share for four months of this year, according to a government statement.

The KRG Council of Ministers held a meeting on Wednesday and "decided to send an official letter to Iraq's Council of Ministers demanding the Kurdistan Region's budget share for the months of May, June, July, and October," the KRG said in the statement.

They added that the delay of the budget share payment has nothing to do with the recent pas-

sing of a contentious fiscal deficit law, and is "a violation of the Kurdish people's legitimate rights."

Erbil and Baghdad signed an agreement in August, compelling Kadhimi's cabinet to send 320 billion dinars (\$268 million) every month, which has so far yet to be sent on time.

The Kurdistan Region is heavily dependent on its share of the Iraqi budget, and the KRG has said it cannot pay civil servants without its fair share of federal government money.

In December 2019, Baghdad agreed to send Erbil a 12.67 percent share of the federal budget in exchange for 250,000 barrels of oil per day, but the

deal failed to be implemented.

Budget transfers to the KRG were halted in mid-April in a decision made by Iraq's former Prime Minister Adil Abdul-Mahdi, with the KRG again struggling to pay its civil servants. Several delegations have visited Baghdad in attempts to resolve the issue.

The council also praised Jeanine Hennis-Plasschaert, head of the UN Assistance Mission in Iraq (UNAMI) for her stance on the issue.

"The payment of public civil servants should be shielded from political disputes; they cannot and should not be collectively victimized. A solution is urgent,

and political will to find a way out will - once more - prove essential," Hennis-Plasschaert said on Tuesday during a virtual briefing of the UN Security Council.

KRG President Nechirvan Barzani praised Hennis-Plasschaert on Wednesday for her comments.

"I welcome the engagement of international community to help in this regard," he tweeted.

"We are optimistic that Baghdad will send the 320 billion Iraqi dinars in the next few days," KRG spokesman Jotiar Adil told Rudaw on Wednesday, saying the government "will have other alternatives" if needed.

TURQUIE. Arrestation de 26 militants de la cause kurde à Istanbul

ISTANBUL – Ce matin, au moins 26 militants de la cause kurde, dont des journalistes, ont été arrêtés lors de raids policiers aux domiciles des membres du Parti démocratique des peuples (HDP) et du Congrès démocratique du peuple (HDK) à Istanbul.

Des opérations de génocide politique ont été menées dans

15 districts d'Istanbul. Au moins 28 appartements ont été perquisitionnés dans le cadre de l'opération lancée tard dans la nuit suite à un mandat d'arrêt émis contre 26 personnes.

Les noms de certaines personnes arrêtées sont :

Maire adjoint de Şişli Cihan Yavuz, membre du Conseil des

peuples et des croyances du HDK Çiğdem Kılıçgün Uçar, journalistes Davut Uçar et Kesire Önel, Alaattin Altıntaş, membre de l'Association pour la solidarité avec les familles qui ont perdu leurs proches (ANYAKAY-DER), Erşan Ongulu (membre d'HDP), Mehmet Montenegro, Muhsin Demir, le coprésident de l'Association des familles des pri-

sonniers de Marmara (MATUHAYDER) Hüsnü Taş et les cadres de l'association Muhlis Bozdemir, Nazım Adıgüzel, Yusuf Çelik, Emine Kaya.

Des policiers qui se sont rendus au domicile de la journaliste Kesire Önel, qui était absente, à Bağcılar, ont fait irruption chez un collègue à Balat également. (ANF)



November 26, 2020
By Karwan Faidhi Dri

Kurdish MP sentenced to over 6 years in Turkey on terror charges

ERBIL, Kurdistan Region – A Turkish court in the southeastern province of Diyarbakir on Thursday sentenced a Kurdish parliamentarian from the Peoples' Democratic Party (HDP) to six years and three months in jail for terror-related offenses. The lawmaker condemned the court decision as "political."

Diyarbakir 4th High Criminal Court handed Kemal Bulbul, who represents Antalya province, six years and three months jail time for "being a member of a terrorist organization," reported state-owned Anadolu Agency.

Bulbul condemned the court decision and said he was charged for attending a meeting of the pro-Kurdish Democratic Society

Congress (DTK) more than two years ago. In a statement on Facebook, he said the Diyarbakir court opened a case against him on January 4, 2018 after he attended the DTK meeting, adding he went in his position as the head of two Alevi institutions and on the invitation of the DTK. "If I am invited today, I will attend again!" he declared.

DTK is a civil organization working towards resolving the status of Kurds in Turkey. It was formed in 2007. Ankara accuses it of having ties to the Kurdistan Workers' Party (PKK). Alevi are a religious minority in Turkey.

Bulbul said he attended civil society meetings as an Alevi leader and an individual, to fulfill his moral duty.

He criticized the court decision that labeled DTK a "criminal organization."

The 57-year-old politician described the ruling against him as "political" and promised to "continue the fight for freedom, equality and justice."

He did not attend the trial in person. His lawyer has appealed the decision.

According to Anadolu Agency, a copy of the ruling has been sent to parliament to revoke the MP's parliamentary immunity. Such a motion is likely to pass unimpeded through the legislature, which is dominated by the ruling Justice and Development Party (AKP) and its far-right ally the Nationalist Movement Party (MHP).

Bulbul's sentencing comes as security forces are cracking down on the DTK. Turkish police last week detained at least 72 members of DTK and the Diyarbakir Bar Association.

The organization's co-chair, Leyla Guven, elected to the parliament in 2018 on a joint ticket with the pro-Kurdish HDP, was arrested on terror-related charges and accusations of ties with the PKK, an armed group struggling for the increased cultural and political rights of Kurds in Turkey. Most charges against Kurdish activists, politicians, and journalists are related to alleged links to the PKK. Kurdish parties and leaders accuse the judicial system of being under the influence of President Recep Tayyip Erdo-

La classe moyenne iranienne menacée de disparition par la crise économique

Des voix s'élèvent en Iran pour demander à Joe Biden le retour des Etats-Unis dans l'accord sur le nucléaire, et la levée des sanctions, qui ont plombé les finances du pays.

Pour boucler ses fins de mois, l'actrice iranienne Sholeh (le nom a été modifié) est devenue « presque végétarienne ». « Je n'achète pratiquement plus de viande ni de poulet. Je mange plutôt des pommes de terre, du riz et des légumes, dit cette Iranienne de 43 ans. Tout est devenu deux fois plus cher. » La flambée des prix des produits de première nécessité en Iran fait la « une » des journaux du pays ces derniers jours. Le prix du poulet a, par exemple, augmenté de presque 50 %, en seulement deux semaines. Les réseaux sociaux sont inondés de vidéos et de photos montrant de longues queues formées par des Iraniens qui attendent une distribution de poulet et d'huile à un prix subventionné par l'Etat.

Minée par une corruption endémique et une mauvaise gestion, l'économie iranienne est, depuis 2018, plombée par les sanctions américaines, qui ont été rétablies après le retrait unilatéral des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien par le président Donald Trump. Ces sanctions ont entraîné la chute des exportations de pétrole, la première ressource du pays, et entravé les transactions bancaires entre Téhéran et le reste du monde, donnant lieu à des pénuries de médicaments et de produits de première nécessité. La monnaie iranienne s'est effondrée face aux devises étrangères. L'euro s'achetait, le 25 novembre, à

presque 300 000 rials sur le marché noir, soit deux fois plus cher qu'il y a un an.

Pour assombrir encore ce tableau, la pandémie de Covid-19 a porté un nouveau coup dur à l'économie du pays, le plus touché de la région avec officiellement 46 207 morts – un chiffre sans doute sous-estimé. Au cours du mois iranien d'Aban (du 22 octobre au 21 novembre), les dépenses des familles ont augmenté de 46,4 % par rapport à il y a un an, selon les chiffres publiés par le Centre iranien des statistiques.

« Acheter une voiture semble inconcevable »

Les classes pauvres et moyennes sont les plus affectées par la crise économique. « Les couches les moins favorisées sont celles qui ressentent le plus l'impact de l'inflation dans leur capacité à s'approvisionner en produits de première nécessité, explique l'économiste Albert Baghazian, professeur à l'université de Téhéran, cité dans le quotidien iranien Ebtakar. Puisqu'il n'y a déjà plus grand-chose qu'elles puissent supprimer de leurs achats journaliers, c'est leur santé qui est en jeu aujourd'hui. »

Au cours des derniers mois, de nombreuses sociétés iraniennes ont réduit leurs effectifs ou mis la clé sous la porte. Sina, chef d'une agence de publicité à Téhéran, le confirme : « Je reçois tous les

jours des CV d'anciens chefs d'entreprise qui ont récemment fermé leur entreprise à cause de la récession. » Lui-même a vu son pouvoir d'achat s'effondrer. « Il y a deux ans, je gagnais l'équivalent de 4 000 dollars [3 550 euros], explique cet homme de 39 ans. Aujourd'hui, après avoir payé mes employés, il ne me reste plus rien. J'essaie seulement de maintenir la situation à flots, que nous ne sombrions pas davantage. »

Ni Sina ni Sholeh, l'actrice, n'achètent plus de produits importés de l'étranger, devenus quasiment introuvables sur le marché iranien, si ce n'est à des prix exorbitants. Ils ne se permettent plus aucun écart. « Nous, la classe moyenne, devenons de plus en plus pauvres, glisse Sholeh. Il y a quelques années, je pensais acheter une nouvelle voiture, aujourd'hui ça me semble inconcevable. »

La détresse des patients atteints du Covid-19

Les familles qui ont été touchées par le Covid-19 ressentent encore plus durement la crise économique. « Il n'y a plus de place dans les hôpitaux publics, explique un médecin à Téhéran qui a souhaité conserver l'anonymat. Les hôpitaux privés préférèrent ne pas contaminer leurs unités avec le Covid-19 et continuer à gagner de l'argent en soignant d'autres malades. Dans le cas où ils acceptent un patient testé positif au

Covid-19, la place est extrêmement chère. » Les hôpitaux ont un quota limité en médicaments. « Au marché noir, les médicaments pour traiter un patient atteint du Covid-19 peuvent aller jusqu'à 10 000 euros », affirme le même médecin. Ceci alors que le salaire minimum en Iran est de 70 euros.

Helia, secrétaire dans une entreprise à Téhéran, a dû puiser dans ses économies et celles de son frère pour payer les soins médicaux de leur père, malade du Covid. « Une semaine dans l'unité de soins intensifs d'un hôpital privé de Téhéran, les médicaments, l'achat du respirateur artificiel pour le domicile, les analyses et les scanners : tout cela nous a coûté l'équivalent de 700 euros », soit quatre fois son salaire mensuel, énumère l'Iranienne de 43 ans. Pour faire face à ces dépenses, elle a dû se contenter de faire réparer son ballon d'eau chaude, plutôt que d'en acheter un neuf.

« De toute manière, l'usine est à l'arrêt, faute de pièces détachées[du fait des sanctions]. Nous sommes sur une liste d'attente, et le prix d'achat ne nous sera annoncé que le jour où les produits seront à nouveau disponibles. » Helia a aussi supprimé de son panier de courses certains fruits, devenus trop chers, et a diminué sa consommation de poulet. Elle ne s'achète plus aucun vêtement.

La marge de manœuvre réduite de Rohani

Dans la perspective de l'arrivée à la tête de l'administration américaine, en janvier 2021, du démocrate Joe Biden, l'un des architectes de l'accord sur le nucléaire iranien sous la présidence de Barack Obama, des voix s'élèvent en Iran, bien que timides, pour demander la reprise des négociations avec Washington. L'économiste Albert Baghazian a appelé les autres signataires de l'accord de 2015, notamment les Européens (France, Allemagne et

Royaume-Uni), à faire pression sur les Etats-Unis pour qu'ils réintègrent l'accord et lèvent les sanctions. « C'est le seul moyen pour que l'Iran puisse vendre son pétrole, explique-t-il. Ensuite, nous pourrions remédier aux problèmes internes comme l'inflation. »

Conscient des difficultés économiques que rencontre la population, le président Hassan Rohani, l'architecte iranien de l'accord, a appelé, mercredi 25 novembre, Joe Biden à revenir à « la situation qui prévalait » avant Donald Trump. « La politique du gouvernement

de la République islamique, c'est : respect des engagements contre respect des engagements (...), actes contre actes », a déclaré le chef de l'Etat, dans une allusion à la reprise de certaines activités nucléaires par Téhéran, dont l'augmentation de son stock d'uranium enrichi, depuis la sortie des Etats-Unis de l'accord.

La veille, le Guide suprême iranien, Ali Khamenei, avait pourtant conseillé au président Rohani de ne pas « faire confiance aux étrangers » et de ne pas « espérer une ou-

verture de leur part ». « Nous avons essayé de lever les sanctions [internationales] une fois et avons négocié pendant plusieurs années, en vain », a insisté la plus haute autorité du pays. Ses déclarations laissent penser que le gouvernement Rohani n'aura que très peu de marge de manœuvre, si ce n'est aucune, pour entamer des négociations avec Washington. Et ce, d'autant plus qu'arrivant au terme de son second mandat, Hassan Rohani ne pourra pas se représenter à l'élection présidentielle prévue en juin 2021.

Le Monde

27 novembre, 2020
Par Marie Jégo

Turquie : 337 condamnations à la prison à vie dans le procès du putsch raté de 2016

Un tribunal d'Ankara a condamné des officiers et des civils pour leur implication dans le coup d'Etat manqué, attribué par Ankara au prédicateur Fethullah Gülen.

Un tribunal turc a condamné 337 prévenus à des peines de réclusion à perpétuité, jeudi 26 novembre, pour leur implication dans la tentative de coup d'Etat de 2016 contre le gouvernement du président Recep Tayyip Erdogan. L'audience était l'acte final du plus gros procès intenté à Ankara contre les putschistes affiliés au réseau du prédicateur Fethullah Gülen, un ancien allié de M. Erdogan dans l'islam politique et considéré par les autorités comme l'instigateur du soulèvement raté. Réfugié aux Etats-Unis depuis 1998, l'imam nie toute implication.

La tentative de coup d'Etat, survenue dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016, a fait 251 morts et plus de 2 000 blessés. Cet événement sanglant a durablement marqué la Turquie, servant au passage de prétexte au président Erdogan

pour élargir ses pouvoirs et débarrasser la société civile de ses voix dissidentes. A la suite des vastes purges lancées après le coup d'Etat, près de 150 000 fonctionnaires ont été limogés. Environ 290 000 personnes ont été arrêtées pour leurs liens présumés avec l'imam honni et près de 100 000 d'entre elles ont été emprisonnées en attendant leur procès, selon le ministre de l'intérieur, Süleyman Soyulu.

Pas moins de 290 procès en lien avec la tentative de putsch se sont déjà achevés, neuf autres se poursuivent. Au total, les tribunaux ont d'ores et déjà prononcé plus de 2 500 condamnations à perpétuité.

« **Perpétuité aggravée** »

Quatre ans plus tard, les opérations de police ciblant les



Devant le complexe pénitentiaire de Sincan, près d'Ankara, jeudi 26 novembre. AP

suspects de collusion avec le mouvement de Gülen se poursuivent. Le gouvernement turc justifie la répression et les lourdes peines par la nécessité de nettoyer les institutions d'Etat, les services de police et la justice surtout, lesquelles étaient gangrenées par les gülenistes (adeptes de Gülen), et ce depuis des années. Oubliées, les autorités omet-

tent de préciser que c'est avec leur plein aval que cette pénétration a eu lieu, Gülen étant pendant des années considéré comme un allié de poids du Parti de la justice et du développement (AKP), aux manettes du pays depuis 2002. Accusés d'avoir tenté de renverser l'Etat et d'avoir bombardé des bâtiments gouvernementaux embléma-

tiques, dont une aile du Parlement turc, 475 accusés – des généraux, des pilotes d'avions de chasse et des civils – ont ainsi comparu, jeudi, pour la dernière audience de leur procès. Pendant trois ans, les audiences se sont succédé dans la plus vaste salle du pays, spécialement construite au sein du complexe pénitentiaire de Sincan, aux environs d'Ankara.

Le jour de l'ouverture, le 1er août 2017, les prévenus avaient été conduits au palais de justice sous bonne escorte et menottés. Ils avaient dû déambuler sous les jets de pierre et les huées des manifestants réclamant le rétablissement de la peine de mort, abolie en 2004 dans l'espoir d'une adhésion à l'Union euro-

péenne. L'atmosphère était plus calme, jeudi, aux abords du tribunal.

A l'issue de cette dernière audience, 337 des 475 prévenus ont été reconnus coupables et condamnés à la « perpétuité aggravée », la peine maximale. Parmi eux, l'ancien commandant de la base d'Incirlik, Bekir Ercan Van. Ce général de brigade devra purger 79 peines de perpétuité pour avoir fourni du carburant aux pilotes des F-16 qui, la nuit du putsch, ont bombardé le Parlement, le quartier général des forces spéciales de la police ainsi qu'une zone proche du complexe présidentiel d'Erdoğan dans la capitale turque, au prix de dizaines de victimes. « **La fin de l'ère des coups d'Etat** »

Quinze pilotes de F-16 et quatre « imams civils clandestins » du mouvement Gülen, présents à la base aérienne d'Akinci, aux environs d'Ankara, pour diriger la tentative de coup d'Etat, selon l'accusation, ont été condamnés à trois mille neuf cent un ans et six mois de prison. Soixante suspects ont été condamnés à des peines de prison allant de six à seize ans, tandis que 75 autres ont été acquittés.

Certains des prévenus étaient accusés d'avoir utilisé la base d'Akinci en guise de quartier général pour mener le putsch. Le chef d'état-major de l'époque, le général Hulusi Akar, qui est actuellement ministre de la défense, ainsi que d'autres commandants, avaient été retenus prison-

niers pendant plusieurs heures à l'intérieur de cette base, la nuit du coup d'Etat.

Le tribunal a décidé que le prédicateur Fethullah Gülen, jugé jeudi par contumace, ainsi que d'autres accusés toujours recherchés par les autorités turques devaient être jugés séparément. Les accusés pourront faire appel des verdicts prononcés. L'AKP a salué la décision du tribunal. « Nous sommes heureux de constater que les accusés, qui ont déjà été jugés par la conscience publique, ont reçu leurs châtiments, a déclaré Leyla Sahin Usta, vice-présidente de l'AKP, à l'agence de presse Anadolu. C'est la fin de l'ère des coups d'Etat en Turquie. »



November 28, 2020
By Wladimir Van Wilgenburg

Turkish-backed groups increase attacks on SDF positions despite ceasefire agreements

Turkish-backed groups have increased attacks this week on the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) positions despite ceasefire agreements Turkey has with both the US and Russia.

Turkish-backed groups routinely bomb the town of Ain al-Issa and its countryside, Qeret Zarkan, Tal Tamr, and the Serkaniye (Ras al-Ain) countryside.

Aram Hanna, spokesperson of the Syriac Military Council (SMC) and a senior military commander, told Kurdistan 24 on Tuesday that Turkish-backed groups targeted the Ain al Issa camp that day. They struck the local hospital

and its surroundings with artillery and light weapons, he said.

"It's a mess in Tal Tamr and fronts between us and Turkey-backed militias."

He added that though Turkish drone strikes have declined, artillery attacks have increased. SMC was founded in 2013 to protect Christian populations in Syria and is part of the SDF, a conglomeration of armed groups backed by the US-led Coalition.

"The situation there is terrible; the attacks do not stop," Hanna said. "Even the Russians and the [Syrian] regime forces do not stop it."

"We have like a world cup



Members of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) are pictured during preparations to join the front against Turkish troops near the northern Syrian town of Hasaka, Oct. 10, 2019. (Photo: AFP)

there, and no one can do anything. Especially on the M4 (international) road, if you move on the M4 road, you can find international coalition forces, Syrian regime forces,

Russian forces, FSA (Free Syrian Army) forces."

He added that the Turkish attacks increased after the November 3 US elections. "There

are more movements now than during the US elections.” After Turkey conducted a cross-border attack into northeastern Syria in October 2019, Russia and the US reached separate ceasefire deals with Ankara, which allowed Turkish troops to control the area between Tal Abyad and Serekaniye.

Although US President Donald Trump initially decided last year to withdraw US forces from northeast Syria following a phone conversation with Turkish President Recep Tayyip Erdogan, he was later convinced to keep troops in the northeast to prevent the oil fields from falling into the hands of Iran or the Islamic State.

As a result, there are still US troops in the Hasakah and Deir al-Zor, which contain the majority of Syria’s oil resources even as the US withdrew from bases surrounding Kobani, Manbij, and Raqqa that were later taken over by the Russian military. The Russians also took over one US base in Ain al Issa.

Despite the agreements, Turkish-backed groups and the Turkish army itself continue to target SDF-held areas periodically. In some cases, villagers living in Syrian-Turkish border areas were killed in attacks by the Turkish military and the rebel forces Ankara supports.

“We had a calm situation in the last few months, but the last week we had more movements on the Turkish side, especially Ain al Issa front, that’s why we had responsibility to prevent any attempts for invasion or attacks by the militias supported by Turkey, that’s what I think led to the confrontations during the last few days,” SDF spokesperson Kino Gabriel told Kurdistan 24 on Friday.

“I think there is a need for more focus from the countries guaranteeing the ceasefire, especially the US and Russia, to make Turkey abide by those agreements and stop these attempts to gain more control.”

Gabriel also denied that the SDF tried to infiltrate areas under Turkish control. “It is the

Turkish supported militias that start confrontations and attack with light weapons, artillery, or rockets.”

Commander Aram Hanna stated that Turkey and its militant proxies must end their ceasefire violations.

“We are not attacking; we respect the ceasefire,” he added. “We lost a lot of civilians, properties, and fighters last year (in October). We are ready to defend ourselves if they attack our land.”

He affirmed, however, that this issue should be solved diplomatically, not through war. “We want peace,” Hanna added, expressing hope that the incoming US president, Joe Biden, will solve calm the tensions.

“He has to stop them, so they have to respect the agreement between them and US vice president Pence.”

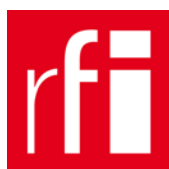
Ilham Ahmed, President of the Executive Committee of the Syrian Democratic Council (SDC), during an interview with Kurdistan 24 on Wednesday, also said Russia is

partially responsible for the increased Turkish attacks near Ain al Issa.

“The Russian forces are in this region. If there is shelling there, it’s the responsibility of Russia,” she said, and stated that “those who signed the agreement with Turkey should follow their commitments.”

On November 24, Turkish-backed launched a big attack on SDF positions near Ain al Issa. According to the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR), at least 31 Turkish-backed militiamen were killed. After Russian mediation, the slain fighters were returned, which according to SOHR and the Rojava Information Centre (RIC) included the body of an ex-ISIS senior leader, Ismail Aydo, who previously served in Tal Abyad.

The RIC on Friday evening reported yet another shelling Turkish-backed groups carried out, targeting the Seda village, Malik village, Ain al Issa camp, and the international road M4 with heavy artillery.



27 novembre, 2020
Par Eric Bataillon

Pour ne pas oublier les Kurdes et le Kurdistan

L’écrivain et reporter de guerre Olivier Weber s’est rendu, à maintes reprises, sur les terres kurdes, en Irak ou en Syrie.

Ses reportages et ses livres ont contribué à mieux connaître la cause du peuple kurde, éparpillé entre au moins quatre États de la région. Mais depuis la chute du territoire contrôlé par l’organisation État Isla-

mique, et le retrait des troupes américaines de Syrie, les populations kurdes se sentent bien seules et c’est pourquoi

Olivier Weber a décidé d’y retourner. Et il raconte ce territoire très autonome qui n’est pas un État, dans un essai « Si je t’oublie Kurdistan », publié aux éditions de l’Aube dans la collection « Monde en cours ».



Assassination in Iran Could Limit Biden's Options. Was That the Goal?

The killing of Iran's top nuclear scientist is likely to impede the country's military ambitions. Its real purpose may have been to prevent the president-elect from resuming diplomacy with Tehran.

WASHINGTON — The assassination of the scientist who led Iran's pursuit of a nuclear weapon for the past two decades threatens to cripple President-elect Joseph R. Biden Jr.'s effort to revive the Iran nuclear deal before he can even begin his diplomacy with Tehran.

And that may well have been a main goal of the operation.

Intelligence officials say there is little doubt that Israel was behind the killing — it had all the hallmarks of a precisely timed operation by Mossad, the country's spy agency. And the Israelis have done nothing to dispel that view. Prime Minister Benjamin Netanyahu has long identified Iran as an existential threat, and named the assassinated scientist, Mohsen Fakhrizadeh, as national enemy No. 1, capable of building a weapon that could threaten a country of eight million in a single blast.

But Mr. Netanyahu also has a second agenda.

"There must be no return to the previous nuclear agreement," he declared shortly after it became clear that Mr. Biden — who has proposed exactly that — would be the next president.

Mr. Netanyahu believes a covert bomb program is continuing, until yesterday under Mr. Fakhrizadeh's leadership,

and would be unconstrained after 2030, when the nuclear accord's restraints on Tehran's ability to produce as much nuclear fuel as it wants expires. To critics of the deal, that is its fatal flaw.

"The reason for assassinating Fakhrizadeh wasn't to impede Iran's war potential, it was to impede diplomacy," Mark Fitzpatrick, a former State Department nonproliferation official, wrote on Twitter on Friday.

It may have been both.

Whatever the mix of motives, Mr. Biden must pick up the pieces in just seven weeks. The question is whether the deal the president-elect has outlined — dropping the nuclear-related sanctions Mr. Trump has imposed over the past two years if Iran returns strictly to the nuclear limits in the 2015 accord — was shot to pieces along with Mr. Fakhrizadeh's S.U.V. in the mountain town of Absard, east of Tehran.

The answer lies largely in how Iran reacts in the next few weeks. Three times since the start of the year, Iran has been on the receiving end of highly visible, highly damaging attacks.

First came the killing of Maj. Gen. Qassim Suleimani, the Iranian commander who ran the elite Quds force of the Islamic Revolutionary Guards Corps, in a drone strike in Iraq,



Protesters demonstrating against the killing of a top Iranian nuclear scientist in Tehran, Iran on Saturday. Credit...Arash Khamooshi for The New York Times.

where the Trump administration said he was planning attacks on American forces.

Then, in early July came the mysterious explosion at a centrifuge research and development center at Natanz, a few hundred yards from the underground fuel-production center that the United States and Israel attacked more than a decade ago with a sophisticated cyberweapon.

And now the killing of Mr. Fakhrizadeh, a shadowy figure often described as the Iranian equivalent of J. Robert Oppenheimer, the scientist who oversaw the Manhattan Project more than 75 years ago in the race for the United States to develop the world's first nuclear weapon.

The chief of staff of Iran's armed forces, Maj. Gen. Mo-

hammad Bagheri, described Mr. Fakhrizadeh's killing as "a bitter and heavy blow to the country's defense system" and said there would be "severe revenge."

The commander in chief of the Revolutionary Guards, Maj. Gen. Hossein Salami, said "the assassination of our nuclear scientists is a clear, violent war against our ability to achieve modern science." He carefully avoided mention of the overwhelming evidence that Mr. Fakhrizadeh taught physics once a week at the Guards' own university, but spent the rest of his time keeping alive the option of building a nuclear warhead that could fit atop one of Iran's growing fleet of missiles.

The Israelis may well be betting that they win either way.

If Iran holds off on significant retaliation, then the bold move to take out the chief of the nuclear program will have paid off, even if the assassination drives the program further underground.

And if the Iranians retaliate, giving Mr. Trump a pretext to launch a return strike before he leaves office in January, Mr. Biden will be inheriting bigger problems than just the wreckage of a five-year-old diplomatic document.

Both those options seem fine with Mr. Trump's departing foreign policy team, which is trying to lock in the radical reversal of Iran policy that has taken place over the past four years.

"The Trump administration's goal seems plain," said Robert Malley, who leads the International Crisis Group and was a negotiator of the 2015 Iran nuclear deal.

The administration's plan, he said, was "to take advantage of the time remaining before it heads to the exits to solidify its legacy and make it all the more difficult for its successor to resume diplomacy with Iran and rejoin the nuclear deal."

Mr. Malley expressed doubts that "it will in fact succeed in killing diplomacy" or the deal.

"The center of gravity in Iran is still with those who want to wait until Biden is president," said Mr. Malley, who has known Mr. Biden's pick for secretary of state, Antony J. Blinken, since they attended high school together in Paris.

Mr. Biden and Mr. Blinken have made clear that returning to the deal Mr. Trump pulled out of is one of their first objectives in the Middle East.

But as Jake Sullivan, the newly appointed national se-

curity adviser, who served as one of the secret emissaries to begin the negotiations that led to the deal, put it on Wednesday at an event at the University of Minnesota, "that's really up to Iran."

"If Iran returns to compliance, for its obligations that it has been violating, and is prepared to advance good-faith negotiations on these follow-on agreements," Mr. Biden is willing to do the same, he said. (While Mr. Biden supported the 2015 deal, he was also in on the decision-making in 2010 as the cyberstrike against Natanz unraveled.)

Before the assassination, there was considerable evidence that the Iranians were laying low, avoiding provocations that might give Mr. Trump a pretense to strike before he leaves office. Iran's leaders have made clear that regime survival is their No. 1 goal, and they have been careful not to take risks that could upend their hopes of lifting sanctions, and restoring the deal, after Mr. Trump's term ends.

After the killing of General Soleimani, there was a brief missile attack on an American facility that miraculously killed no American troops (though there were many cases of traumatic concussion injuries that Mr. Trump dismissed as "headaches.") De-escalation followed.

There was no real response to the explosion at Natanz, also attributed to Israel, other than the subsequent installation of some advanced centrifuges to make the point that Iran's program would move ahead, slowly and methodically. Attacks aimed at American forces in Iraq, many by Iranian proxies, have diminished in recent weeks, and Iran's feared cyberattacks on the American election system seemed more like amateur hour — emails to

some voters purporting to be threats from a far-right group, the Proud Boys.

But the hard-liners are angry, and some experts fear that the combined loss of Iran's most revered general and its most revered nuclear scientist is too much. Pressure is already mounting for some response — either a calculated one, presumably on the orders of the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, or an unscripted lashing out, perhaps by a rogue element of the Iranian military or an Iranian-sponsored militia that does not get the memo to wait for Inauguration Day.

That may be exactly what Mr. Netanyahu — and Mr. Trump and his advisers — is betting on. Any retaliation could result in American military action, exactly what Mr. Trump contemplated, and was argued out of, two weeks ago when news came that Iran was continuing to produce nuclear fuel above the limits of the 2015 accord. (That move, of course, was in response to Mr. Trump's decision in mid-2018 to break out of the agreement himself.)

American military officials said on Saturday that they were closely monitoring Iranian security forces after Iran's vow to retaliate for Mr. Fakhriadeh's death, but that they had not detected any usual Iranian troop or weaponry movements.

The officials declined to comment on any heightened U.S. alert levels or additional measures to protect American forces in the Middle East, noting that the more than 40,000 troops in the region are already at a relatively high level of alert.

A cycle of military action could make it all but impossible to re-



American and Israeli officials say Mohsen Fakhriadeh led a campaign to design an atomic warhead. Credit: Wana News Agency, via Reuters.

constitute the Iran nuclear deal, much less negotiate a bigger, longer-lasting diplomatic arrangement.

If the response to the killing of Mr. Fakhriadeh is a cycle of retaliation and counter-retaliation, the nuclear program will go deeper underground — quite literally — where bombs and saboteurs cannot reach it, and cyberstrikes may be ineffective.

"We should not exclude the use of force, but military strikes won't bring us a long-term shutdown of the program," said R. Nicholas Burns, a former under secretary of state and the Iran nuclear negotiator from 2005 to 2008 under President George W. Bush.

"Our goal is to roll back and shut down its nuclear program for decades to come," said Mr. Burns, who now teaches diplomacy at Harvard's Kennedy School of Government, and "achieving that through tough-minded diplomacy is still a smarter and more effective option than a military strike that could provoke a wider war in the Middle East."



November 28, 2020
By Halgurd Sherwani

COVID-19: Kurdistan Region records over 400 new cases, 26 fatalities in 24 hours

The health authorities of the Kurdistan Region announced over 400 new cases of COVID-19 in the past 24 hours, raising the total infections to over 95,000.

In their daily coronavirus update, officials from the regional health ministry announced 403 new infections over the previous 24 hours out of more than 4,400 tests which were completed in that period.

The Kurdistan Region has seen a decrease in the number of new daily infections, as compared to recent weeks, in which it has experienced an alarming surge in daily infections.

To date, the Kurdistan Region has seen 95,638 cases of COVID-19.

Health authorities also announced

26 deaths over the past 24 hours, bringing the total number of fatalities to 3,104.

Officials have attributed the recent spike in the number of patients—at times over 1,000 new daily cases—primarily to the public's failure to follow mandated health measures to stem the spread of the disease.

Health officials announced this week that over 31,000 COVID-19 patients are currently being treated in hospitals and clinics throughout the Kurdistan Region.

The health ministry has said that over 59,000 people have recovered from the coronavirus, but it is important to note that a "recovery" only indicates that a patient is no longer being actively treated by health professionals—not that they have

fully recovered from the disease.

WHO "impressed" with KRG COVID-19 response

In a joint press conference with the Kurdistan Regional Government's (KRG's) Health Minister, Saman Barjinjy, earlier this week, Adham Ismail, the outgoing representative of the World Health Organization (WHO) in Iraq, said he was "impressed with the health institutions and the Ministry of Health in Kurdistan who cooperated with the WHO in preparing plans to contain the virus among the people, the IDPs, and refugees in the region."

Ismail also stated, "It is good that so far the region's hospitals do not suffer from a lack of oxygen."

The health problems of the Kurdistan Region are typical of the area, and, in fact, may be somewhat better.

Iran was the original epicenter of the virus in the Middle East, because of its close ties to China, where the virus first emerged. On Friday, Iran reported a new daily high in coronavirus infections, bringing that country's total to 922,397 cases.

Iran has the eighth highest number of deaths from the coronavirus, according to the authoritative Johns Hopkins University database.

Iraq reported 2,545 new COVID-19 cases on Friday, bringing its total to 547,215. It is doing rather better than Iran, ranking number 23 on the database.

LA CROIX

29 novembre, 2020
Par Marianne Meunier

« Il ne faut pas réduire la Turquie à son président »

Ces derniers temps, Recep Tayyip Erdogan a tenu des propos très violents à l'encontre d'Emmanuel Macron et de la France, qu'il traite d'« islamophobe ». Au-delà des mots, quelle est son intention ?

Jean-François Pérouse : C'est une réaction épidermique, qui ne s'inscrit pas nécessairement dans une stratégie précise. Reste que vis-à-vis de la population turque, Recep Tayyip Erdogan joue beaucoup sur son aura de leader supposé du monde musulman, qu'il s'est lui-même construite. Dès que possible, il développe une rhétorique passionnelle dans ce registre, un moyen de

masquer quelques difficultés internes. C'est habile. Avant les élections, les sondages montrent que cette stature contribue au prestige que les citoyens lui attribuent.

Mais celle-ci relève de l'auto-promotion, car le président turc a des relations difficiles avec la plupart des grands pays sunnites, dont l'Arabie saoudite et l'Égypte. Aussi, quand il pré-

tend être la voix du monde musulman, il assigne une identité « généralisante » et réductrice à la Turquie. Il y existe une gamme très large de pratiques, allant de l'islam comme vague composante de la culture familiale et nationale à l'islam comme religion observée avec ses rituels et ses devoirs. Sans oublier que le pays compte aussi des chrétiens, des juifs...

Ces accusations relèvent-elles vraiment de la seule rhétorique ? Elles se sont accompagnées d'un appel au boycott des produits français et ont été suivies par des manifestations de militants nationalistes turcs en France.

J.-F. P. : Cette rhétorique a des effets. Le président turc a une aura incontestable auprès de certaines populations dans des pays musulmans et, en grand populiste, il sait la cultiver. Son émergence dans ce registre a commencé au Forum économique de Davos, en 2009, quand il s'est ouvertement opposé au président israélien de l'époque au nom de la défense de la cause palestinienne. Depuis cette sortie, présentée comme un sursaut du monde musulman, Recep Tayyip Erdogan a fait de l'islamophobie son cheval de bataille en usant d'une rhétorique civilisationnelle qui oppose islam et Occident. Un terme, islamophobie, qu'il n'a jamais autant employé que maintenant. Mais pour éviter de participer à ce retour aux oppositions sommaires, il faut s'employer à ne pas réduire la Turquie à son président.

Quelles réalités faut-il aussi prendre en compte ?

J.-F. P. : Au-delà du président turc, un grand nombre d'acteurs font vivre un autre type de relations avec l'Europe, y compris dans son propre parti et son gouvernement, qui a une politique différente, empreinte de pragmatisme. En témoigne l'importance des relations économiques entre la France et la Turquie. Une grande partie des exportations automobiles turques sont le fait d'un consortium entre le fonds de pension turc Oyak et Renault ! Plus généralement, les économies européenne et turque sont si imbriquées qu'il est impossible de revenir en arrière.

Dans ces conditions, comment analyser l'accrochage, en juin, entre une frégate turque et une frégate française en Méditerranée, et les incursions turques dans les eaux grecques ?

J.-F. P. : Ces débordements sont indissociables de la progression du complexe militaro-industriel turc. Ankara veut s'imposer dans la hiérarchie des grands exportateurs d'armement et, pour cette raison, promeut son nouveau matériel militaire, comme ses drones de nouvelle génération, qui ont joué un rôle important en Syrie ou en Azerbaïdjan. C'est un

moyen d'appuyer une diplomatie ambitieuse.

L'accord sur les réfugiés entre l'Union européenne et la Turquie (1) ne place-t-il pas les Européens dans une situation de dépendance vis-à-vis d'Ankara ?

J.-F. P. : Très cyniquement, la guerre en Syrie a donné des atouts inespérés à Ankara, notamment sur la question des réfugiés. Lors de crises avec l'UE, on a pu entendre plusieurs fois en Turquie : « Nous allons ouvrir le robinet migratoire. » La menace, bien qu'indécrite, est un outil d'influence clé. Comme le retour des djihadistes du terrain syrien. Ankara peut choisir de les laisser circuler ou de coopérer avec les Européens.

Les Européens disposent-ils d'outils équivalents ?

J.-F. P. : Leurs registres d'action n'appartiennent pas à cette logique de représailles. Mais il ne faut pas oublier que la Turquie n'a pas totalement renoncé à intégrer l'UE. Si les négociations d'adhésion sont globalement suspendues, l'UE a toujours la capacité de refermer des chapitres de négociations et de ne pas en ouvrir d'autres. Autre levier, les fonds

européens attribués à la Turquie, qui sont assez importants. Pour autant, couper tous les ponts n'aurait aucun sens et reviendrait à jouer contre des liens historiques, de populations, culturels, économiques...

Face à la rhétorique de différenciation et les registres identitaires archaïques déployés par Recep Tayyip Erdogan et ceux qui le diabolisent en France, il faut jouer la carte de l'inclusion. On peut valoriser tout ce qu'il y a de commun entre la Turquie et l'Europe et montrer qu'il en va de l'intérêt des deux partenaires de maintenir un lien. Si la Turquie veut rester ce pont vers des mondes avec lesquels l'Europe n'a pas de relations simples, elle ne peut s'exclure d'une relation certes compliquée, mais ancienne. C'est à elle, aujourd'hui, de faire le premier pas. En face, l'Europe doit regarder la société turque dans toute sa diversité et valoriser les convergences.

(1) En mars 2016, l'UE s'engage à verser 6 milliards d'euros à la Turquie qui, en contrepartie, doit contrôler ses frontières et accueillir les migrants ayant quitté son territoire et ayant été refoulés de Grèce.

Le Monde

29 novembre, 2020

Par Ghazal GOLSHIRI ET Louis IMBERT

Assassinat de Mohsen Fakhrizadeh, acteur-clé du programme nucléaire iranien

Téhéran accuse Israël d'avoir orchestré l'attaque dont a été victime le scientifique vendredi et promet une « vengeance dure ».

Acteur clé du programme nucléaire de Téhéran, le scientifique Mohsen Fakhrizadeh a été assassiné en plein jour, vendredi 27 novembre, à Ab-

sard, une petite ville située à l'est de Téhéran. Haut gradé des gardiens de la révolution – l'armée idéologique de Téhéran –, selon certains médias persans à l'étranger, l'homme a été à l'origine de programmes secrets visant à concevoir une ogive atomique en Iran, disent les services de renseignement américains et

israéliens. Il a été tué alors que sa voiture traversait la ville d'Absard, ont rapporté les médias officiels iraniens. Gravement blessé et transféré à l'hôpital, M. Fakhrizadeh n'a pas pu être sauvé. Avec lui, trois ou quatre autres personnes auraient été tuées, selon différents sites d'information iraniens.

Mémoire du programme nucléaire de Téhéran, figurant de longue date parmi les cibles potentielles d'Israël, M. Fakhrizadeh avait échappé ces dernières années à une précédente tentative d'assassinat attribuée au Mossad, selon le spécialiste du renseignement israélien Yossi Melman.

Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, l'avait lui-même désigné publiquement comme le cerveau du programme nucléaire militaire de la République islamique, en dévoilant un stock d'archives saisi par le Mossad dans la capitale iranienne, en 2018.

Présenté par l'Iran comme un simple enseignant de l'université Imam-Hossein à Téhéran, Mohsen Fakhrizadeh n'a jamais été mis à disposition des enquêteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (l'AIEA), malgré les demandes répétées de cette dernière. En 2008, il avait été placé sur la liste des personnalités iraniennes dont les avoirs ont été gelés par Washington. Téhéran, de son côté, a toujours démenti le caractère militaire de son programme nucléaire.

Quelques heures après cet assassinat, les responsables iraniens n'ont pas hésité à pointer du doigt la responsabilité d'Israël. « Cette lâcheté – avec de sérieuses indications sur le rôle israélien – montre un bellicisme désespéré des auteurs », a ainsi tweeté le chef de la diplomatie de la République islamique, Mohammad Javad Zarif. Le commandant en chef du corps des gardiens de la révolution, le général Mohammad Bagheri a, de son côté, évoqué une « vengeance dure contre les assassins du martyr » Fakhrizadeh.

« Une fois de plus, les mains impitoyables de l'arrogance mondiale, avec le régime sioniste usurpateur comme mercenaire, sont souillées du sang d'un fils de cette nation », a dénoncé M. Rohani dans un communiqué publié samedi sur son site officiel. Le Guide suprême, Ali Khamenei, a quant à lui appelé à « punir les auteurs et les responsables et continuer les efforts scientifiques et techniques de ce martyr dans tous les domaines où il travaillait ».

Possibilité d'une reprise des négociations avec Washington

Dans la nuit de vendredi à samedi, malgré le couvre-feu en vigueur en raison de l'épidémie de Covid-19, des Iraniens appartenant à l'aile dure se sont rassemblés devant la résidence du président Hassan Rohani et devant le Conseil suprême de sécurité nationale à Téhéran, criant : « Non à la soumission aux Etats-Unis ! Seulement la guerre ! »

Ce slogan fait référence à la possibilité d'une reprise des négociations entre Téhéran et Washington après l'arrivée prochaine du nouveau président américain, Joe Biden, en janvier, en vue d'un éventuel retour des Etats-Unis dans l'accord sur le dossier nucléaire iranien de 2015, signé avec la communauté internationale.

En mai 2018, Donald Trump avait retiré unilatéralement les Etats-Unis du « deal », détruisant ainsi l'un des acquis de son prédécesseur, le démocrate Barack Obama, et de son vice-président à l'époque, Joe Biden. Depuis août 2018, les sanctions américaines frappent de nouveau l'Iran qui a, en représailles, repris un certain nombre de ses activités nucléaires, suspendues dans le cadre de l'accord.

L'assassinat de M. Fakhrizadeh survient dix ans après ceux de deux autres scientifiques nucléaires iraniens, en 2010 à Téhéran, Massoud Ali Mohammadi et Majid Shariari, imputés à Israël et aux Etats-Unis. Deux autres scientifiques, Darioush Rezaei-jad et Mostafa Ahmadi Roshan, ont été assassinés respectivement en 2011 et 2012.

Plusieurs incidents déstabilisants

Tout au long de l'année 2020, l'Iran a été frappé par plu-

sieurs incidents déstabilisants prêtés à Washington et Tel-Aviv. En janvier, le général Ghassem Soleimani, le chef des Forces Al-Qods, chargées des opérations extraterritoriales de Téhéran, a été assassiné par les Américains. Ces derniers mois, une vague sans précédent d'incendies et d'explosions a affecté usines et raffineries. Plusieurs services de renseignement étrangers et certains officiels en Iran les ont attribués à des opérations secrètes menées par Israël.

En juillet encore, un haut responsable du renseignement israélien avait reconnu auprès du New York Times, sous couvert d'anonymat, que son pays avait orchestré un attentat à Natanz, tandis que se multipliaient les explosions suspectes sur des sites militaires iraniens. En août, c'est un commando du Mossad qui aurait assassiné, à la demande des services américains, Abou Mohammed Al-Masri, le numéro deux d'Al-Qaida, qui vivait à Téhéran, selon le New York Times.

L'assassinat de Mohsen Fakhrizadeh, cependant, n'apparaît pas dicté par une urgence opérationnelle. Le renseignement militaire israélien estime que Téhéran n'est nullement pressé, en cette année de transition politique aux Etats-Unis, de relancer ses efforts pour obtenir une arme nucléaire – un programme gelé dès 2003, selon le renseignement américain. L'armée juge par ailleurs que Téhéran n'a accéléré qu'avec prudence ses activités d'enrichissement depuis plus d'un an, en prévision de négociations politiques avec la prochaine administration américaine.

Les derniers mois de l'administration Trump ont cependant pu lever des inhibitions israéliennes. A la mi-novembre, Donald Trump avait été dissuadé par ses conseillers de lancer une frappe contre le

site nucléaire de Natanz, selon la presse américaine. Quelques jours plus tard, le secrétaire d'Etat, Mike Pompeo, se rendait en Israël, puis il prenait part à une rencontre en Arabie saoudite entre M. Nétanyahou et le prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, pour évoquer l'Iran et la transition politique américaine.

Un état de guerre fort peu secret

« Dans la fenêtre de temps dont Trump dispose, [l'assassinat de M. Fakhrizadeh] pourrait mener Téhéran à répondre violemment, ce qui pourrait fournir un prétexte à une attaque menée par les Etats-Unis contre des sites nucléaires iraniens », mettait en garde vendredi soir l'ancien chef du renseignement militaire israélien Amos Yadlin, estimant qu'Israël serait prudent de ne pas revendiquer un tel assassinat.

Cette tension persistante incite à considérer l'assassinat de M. Fakhrizadeh comme un élément d'une série, qui pourrait encore se poursuivre jusqu'en janvier. Elle rappelle la réalité d'un état de guerre fort peu secret entre l'Iran, Israël et les Etats-Unis : un aide-mémoire qui vaut aussi bien pour la future administration Biden.

Ces attaques soulignent enfin qu'Israël dispose d'un accès inégalé à l'intérieur des services de sécurité iraniens, sans lequel il lui aurait été impossible d'atteindre ces cibles, et avec lequel Washington doit compter. A Téhéran, pourtant, l'assassinat de Mohsen Fakhrizadeh ne peut qu'affaiblir le poids de ceux qui souhaitent une reprise des pourparlers avec Washington, dont les architectes iraniens de l'accord, c'est-à-dire le président Rohani et Mohammad Javad Zarif.

November 29, 2020
By Thomas L. Friedman

Dear Joe, It's Not About Iran's Nukes Anymore

Biden wants to reinstate the nuclear deal, but first he must confront the new Middle East.

With the assassination presumably by Israel of Iran's top nuclear warhead designer, the Middle East is promising to complicate Joe Biden's job from Day 1. President-elect Biden knows the region well, but if I had one piece of advice for him, it would be this: This is not the Middle East you left four years ago.

The best way for Biden to appreciate the new Middle East is to study what happened in the early hours of Sept. 14, 2019 — when the Iranian Air Force launched 20 drones and precision-guided cruise missiles at Abqaiq, one of Saudi Arabia's most important oil fields and processing centers, causing huge damage. It was a seminal event.

The Iranian drones and cruise missiles flew so low and with such stealth that neither their takeoff nor their impending attack was detected in time by Saudi or U.S. radar. Israeli military analysts, who were stunned by the capabilities the Iranians displayed, argued that this surprise attack was the Middle East's "Pearl Harbor."

They were right. The Middle East was reshaped by this Iranian precision missile strike, by President Trump's response and by the response of Israel, Saudi Arabia and the United Arab Emirates to Trump's response.

First, how did Trump react? He did nothing. He did not launch a retaliatory strike on behalf of Saudi Arabia — even though

Iran, unprovoked, had attacked the heart of Saudi Arabia's oil infrastructure.

A few weeks later Trump did send 3,000 U.S. troops and some antimissile batteries to Saudi Arabia to bolster its defense — but with this message on Oct. 11, 2019: "We are sending troops and other things to the Middle East to help Saudi Arabia. But — are you ready? Saudi Arabia, at my request, has agreed to pay us for everything we're doing. That's a first."

It sure was a first. I'm not here to criticize Trump, though. He was reflecting a deep change in the American public. His message: Dear Saudis, America is now the world's biggest oil producer; we're getting out of the Middle East; happy to sell you as many weapons as you can pay cash for; but don't count on us to fight your battles. You want U.S. troops? Show me the money.

Nicholas Kristof: A behind-the-scenes look at Nicholas Kristof's gritty journalism, as he travels around the world.

That clear shift in American posture gave birth to the first new element that Biden will confront in this new Middle East — the peace agreements between Israel and the United Arab Emirates, and between Israel and Bahrain — and a whole new level of secret security cooperation between Israel and Saudi Arabia, which will likely flower into more formal relations soon. (Prime Minister

Benjamin Netanyahu of Israel reportedly visited Saudi Arabia last week.)

In effect, Trump forced Israel and the key Sunni Arab states to become less reliant on the United States and to think about how they must cooperate among themselves over new threats — like Iran — rather than fighting over old causes — like Palestine. This may enable America to secure its interests in the region with much less blood and treasure of its own. It could be Trump's most significant foreign policy achievement.

considers reopening negotiations to revive the Iran nuclear deal — which Trump abandoned in 2018 — he can expect to find Israel, Saudi Arabia, Bahrain and the United Arab Emirates operating as a loose anti-Iran coalition. This will almost certainly complicate things for Biden, owing to the second huge fallout from the Iranian attack on Abqaiq: the impact it had on Israel.

After Trump scrapped the nuclear deal, Iran abandoned its commitments to restrict its enrichment of uranium that could be used for a nuclear bomb. But since Biden's election, Iran has said it will "automatically" return to its nuclear commitments if Biden lifts the crippling sanctions imposed by Trump. Only after those sanctions are lifted, said Iran, might it discuss regional issues, like curbs on its precision missile exports and capabilities.

This is where the problems will start for Biden. Yes, Israel and the Sunni Arab states want to make sure that Iran can never develop a nuclear weapon. But some Israeli military experts will tell you today that the prospect of Iran having a nuke is not what keeps them up at night — because they don't see Tehran using it. That would be suicide, and Iran's clerical leaders are not suicidal.

They are, though, homicidal.

And Iran's new preferred weapons for homicide are the precision-guided missiles that it used on Saudi Arabia and that it keeps trying to export to its proxies in Lebanon, Yemen, Syria and Iraq, which pose an immediate homicidal threat to Israel, Saudi Arabia, the United Arab Emirates, Iraq and U.S. forces in the region. (Iran has a network of factories manufacturing its own precision-guided missiles.)

If Biden tries to just resume the Iran nuclear deal as it was — and gives up the leverage of extreme economic sanctions on Iran, before reaching some understanding on its exporting of precision-guided missiles — I suspect that he'll meet a lot of resistance from Israel, the U.A.E. and Saudi Arabia.

Why? It's all in the word "precision." In the 2006 war in Lebanon, Iran's proxy militia, Hezbollah, had to fire some 20 dumb, unguided, surface-to-surface rockets of limited range in the hope of damaging a single Israeli target. With preci-

sion-guided missiles manufactured in Iran, Hezbollah — in theory — needs to fire just one rocket each at 20 different targets in Israel with a high probability of damaging them all. We're talking about Israel's nuclear plant, airport, ports, power plants, high-tech factories and military bases.

That is why Israel has been fighting a shadow war with Iran for the past five years to prevent Tehran from reaching its

goal of virtually encircling Israel with proxies in Lebanon, Syria, Iraq and Gaza, all armed with precision-guided missiles. The Saudis have been trying to do the same versus Iran's proxies in Yemen, who have fired on its airports. These missiles are so much more lethal.

"Think of the difference in versatility between dumb phones and smartphones," observed Karim Sadjadpour, a senior fellow at the Carnegie Endow-

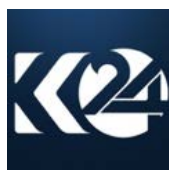
ment. "For the past two decades we have been consumed by preventing Iran's big weapon, but it is the thousands of small smart weapons Iran has been proliferating that have become the real and immediate threat to its neighbors."

That is why Israel and its Gulf Arab allies are not going to want to see the United States give up its leverage on Iran to curb its nuclear program be-

fore it also uses that leverage — all those oil sanctions — to secure some commitment by Iran to end its exporting of these missiles.

And that is going to be very, very difficult to negotiate.

So, if you were planning a party to celebrate the restoration of the Iran-U.S. nuclear deal soon after Biden's inauguration, keep the champagne in the fridge. It's complicated.



November 30, 2020
By Wladimir Van Wilgenburg

Prominent Yezidi activist Ido Baba Sheikh dies from COVID-19

ERBIL (Kurdistan 24) – On Saturday, Ido Baba Sheikh (65), a prominent Ezidi (Yezidi) leader and activist, passed away in a hospital in Erbil due to COVID-19.

Ido Baba Sheikh was the brother of former Ezidi spiritual leader Khartu Hajji Ismael, also referred to as Baba Sheikh, who passed away in October from health complications.

Imad Farhadi, a Patriotic Union of Kurdistan (PUK) party official, said on Twitter that Ido Baba Sheikh had played a role in the PUK's ranks since the 1980s. He later served as an MP in the first Kurdistan Region Parliament in the 1990s. He also served as an adviser to the late president of Iraq, Jalal Talabani.

Ido Baba Sheikh told Kurdistan 24 in 2018 that he had retired and held no official positions. Nevertheless, he participated in many conferences on behalf of the Ezidi community and voiced their concerns during interviews with media and when meeting diplomats.

He was a "prominent activist who played an important role in advocating" for the Yezidis (Ezidis) after the ISIS "genocide" of the ethno-religious minority group, Yazda co-founder and former Executive Director Murad Ismail told Kurdistan 24 on Sunday.

Ido Baba Sheikh "also played a key role in introducing [Ezidi] religion and culture to the Muslim world through his participation in various conferences and engagements with [the] Muslim world."

"Ido was a writer and ambassador for the Yazidi culture as well," Murad added, further praising the late icon as "humble, intelligent, and humane. He was loved by everyone who met him and was widely respected by his people."

"May his soul rests in peace."

During an interview with the Enabling Peace in Iraq Center (EPIC) last year, Ido Baba Sheikh said Ezidis were recovering from the genocidal acts of the so-called Islamic State in



Ido Baba Sheikh (Center), 65, a prominent Ezidi (Yezidi) leader and activist, passed away on Saturday in an Erbil hospital due to COVID-19 complications. (Photo: Facebook page of Ido Baba Sheikh)

2014 and noted that the community had made some positive progress.

"While other social groups that ISIS attacked have denied what has happened to their families and women, ours has dealt with it. Our religious leadership has accepted the female survivors and made them feel welcome."

"Before ISIS, we had ten or twenty activists. Now we have hundreds advocating for the rights of all survivors. Some of those women have written books and received international recognition for their advo-

cacy. Nadia Murad — who was co-awarded a Nobel Peace Prize — is a good example."

Nobel Peace Prize Laureate and Yezidi (Ezidi) activist Nadia Murad in a statement on her Facebook page offered her condolences to the Ezidi community and the family of Baba Sheikh "on the death of a very important person social and cultural figure Ido Baba Sheikh."

"Today our society has lost a lawyer, writer, intellectual, and prominent defender of the rights of the Yezidis (Ezidis) and other minorities. I will keep your words forever."

Ido Baba Sheikh also told EPIC that Sinjar should become its own administrative unit, separate from Mosul province. "If Sinjar became its own administrative unit, that would work well for Yazidis."

Nadine Maenza, Commissioner of the official US Commis-

sion on International Religious Freedom (USCIRF), told Kurdistan 24 that she met with Ido Baba Sheikh on a few occasions in Iraq. "I remember him being so encouraging, supportive of our work to raise awareness of the plight of the Yazidis (Ezidis) in the US."

Zidan Ismail, a Germany-based Ezidi translator, told Kurdistan 24 that "Ido Baba Sheikh was one of the most prominent social and cultural figures in our society. He was a lawyer, writer, intellectual, and a prominent defender of the rights of minorities and Yazidis."

"Ido Baba Sheikh was one of the important voices for Yazidis throughout the years, including during the difficult days. There is no question that the contribution of him and his family will be remembered in our history," Par Ibrahim, Founder and Executive Director of the Free Yazidi Foundation (FYF), told Kurdistan 24.

LA CROIX

30 novembre, 2020
Par Anne-Bénédicte Hoffner

L'Iran face à l'échec de son système sécuritaire

L'assassinat en pleine rue d'un haut responsable du programme nucléaire iranien vendredi 27 novembre est un cuisant échec pour la République islamique. Les hypothèses sont nombreuses mais toutes convergent vers le même constat : le régime ne parvient pas à protéger même ses membres les plus éminents.

On sait encore bien peu de choses sur les circonstances de l'assassinat de Mohsen Fakhri-zadeh, cet éminent scientifique iranien et grand spécialiste de l'énergie nucléaire, vendredi 27 novembre en pleine rue, alors qu'il se rendait dans sa résidence secondaire près de Téhéran. Mais déjà, les hypothèses vont bon train.

Interrogé par des médias iraniens lundi 30 novembre, l'amiral Ali Shamkhani, secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale, évoque « une opération complexe avec un recours à du matériel électronique ». Cette fois, affirme-t-il, « l'ennemi a utilisé un style et une méthode complètement nouveaux, professionnels et spécialisés ». L'agence de presse iranienne Fars parle d'une « mitrailleuse automatique télécommandée » montée sur un pick-up et qui aurait explosé au passage du convoi. Press TV, la chaîne d'information en anglais de la télévision d'État, ajoute un détail : des armes récupérées sur les lieux

de l'assassinat ont été « fabriquées en Israël ».

« Tout le monde fait des commentaires. Mais la vérité est que l'affaire est très compliquée et que nous ne sommes pas bien informés », reconnaît une source iranienne. Seule certitude pour Téhéran : Israël, et plus précisément le Mossad, en sont à l'initiative. Mais comment les services secrets israéliens ont-ils pu monter une opération de cette envergure, sur le territoire même de la République islamique ? La question est douloureuse pour le régime.

Un recrutement facilité par la crise économique

Les Moudjahidine du Peuple, un groupe d'opposition en exil, sont-ils « impliqués », comme l'affirme l'amiral Ali Shamkhani ? « A plusieurs reprises ces dernières années, des doutes ont été émis quant à une concertation entre les Moudjahidine du Peuple et les services de sécurité israéliens », confirme un chercheur, sans pouvoir qualifier leur « degré de collusion ».

Dans le Financial Times, un membre du régime évidemment anonyme, avance une autre hypothèse, plus problématique encore : « La crise économique comme la présence de groupes dissidents politiques et ethniques facilite le recrutement par Israël de

personnes pour perpétrer les assassinats ». Une manière peut-être de mettre en cause la minorité arabe, comme lors de l'attentat commis à Ahvaz contre les Gardiens de la révolution et revendiqué par l'État islamique en 2018, ou, pourquoi pas, les minorités kurde, baloutche ou azérie, mais qui ne convainc pas totalement Raz Zimmt, chercheur à l'Institut pour les études nationales de sécurité à Tel-Aviv : « Je ne suis pas sûr qu'Israël utilise vraiment des 'Iranien ordinaires' ou des 'militants ethniques / politiques' pour l'aider dans ses prétendues activités opérationnelles en Iran ».

« Même s'il apparaît que le véhicule piégé était piloté à distance, des éléments étrangers ont forcément été présents sur le sol iranien », affirme en tout cas cet autre chercheur, bien conscient des risques d'instrumentalisation par le régime de telle ou telle hypothèse. « Derrière les apparences, le système sécuritaire iranien présente des failles. Les images que l'on voit partout montrant le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, désignant la photo de Mohsen Fakhri-zadeh lors d'une conférence en 2018, rappellent que des informations capitales ont été volées par les Israéliens ».

Déjà plusieurs assassinats et un sabotage

Au moins deux scientifiques

iraniens de renom ont déjà été assassinés ces dernières années : l'ingénieur nucléaire Majid Shahriari dans un attentat à la bombe en novembre 2010, puis deux ans plus tard, Mostafa Ahmadi Roshan, vice-directeur commercial du site nucléaire de Natanz dans l'explosion d'une bombe magnétique placée sur sa voiture. Tout récemment, en juillet, ce site sensible a été le théâtre d'une étrange explosion, qualifiée ensuite de « sabotage » par l'Organisation iranienne de l'énergie atomique.

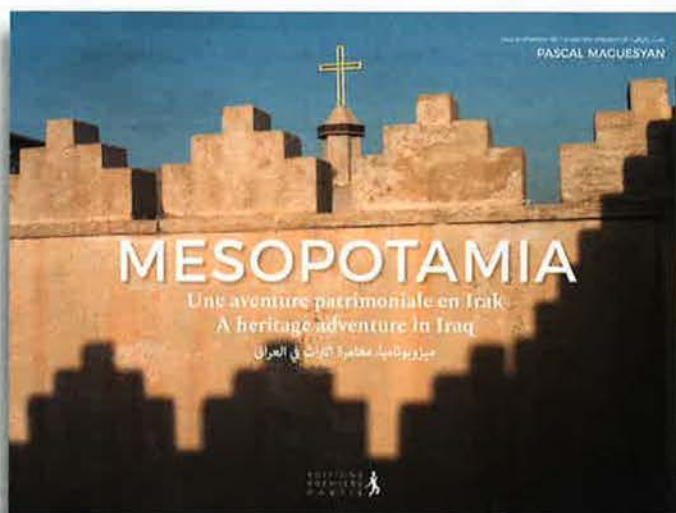
« Pendant des années, Ali Khamenei [ndlr : le Guide suprême] et d'autres ont tenté de relier l'AIEA aux assassinats ciblés de scientifiques nucléaires iraniens. Ils s'opposaient à l'accès de l'AIEA aux scientifiques affirmant que cela mettrait leur sécurité en danger », rappelle sur Twitter la chercheuse Ariane Tabatabai. Un argument qui revient en force aujourd'hui pour demander l'arrêt des inspections de l'organisation onusienne.

Après l'assassinat par les États-Unis le 3 janvier à Bagdad du puissant général Qassem Soleymani et cette deuxième lourde perte symbolique, le régime de Téhéran ne peut que se rendre à l'évidence : malgré son avancée technologique et ses ambitions régionales, il ne semble pas en mesure de protéger ses responsables même au plus haut niveau.

Chrétiens et Yézidis de Mésopotamie

L'ouvrage *Mesopotamia, une aventure patrimoniale en Irak*, publié cet automne, lève le voile sur la situation actuelle des communautés chrétiennes et yézidies d'Irak, dont le riche patrimoine a failli disparaître sous les coups de l'État islamique.

■ PAR JEAN NOËL KOUYOUMDJIAN



La Mésopotamie, le pays entre les fleuves, le Tigre et l'Euphrate, foyer de civilisations brillantes depuis la plus haute antiquité, est aussi, dans ce qui constitue aujourd'hui l'Irak, une terre où le christianisme s'est implanté dès les premiers siècles de notre ère, et qui a pu accueillir au fil des siècles différentes populations chrétiennes, notamment les Arméniens. C'est là aussi que les juifs furent déportés à Ninive et Babylone, aux VIII^e et VI^e siècles avant J.-C., et qu'une autre religion monothéiste aussi originale que celle des Yézidis a pu se développer. L'ouvrage *Mesopotamia, une aventure patrimoniale en Irak*, rend compte de la diversité et de la richesse de cet héritage, et convie à un voyage exaltant à travers l'histoire et l'actualité récente de ces communautés, parmi les hommes qui les constituent et leur patrimoine architectural et religieux.

Ainsi, la tradition rapporte que l'apôtre saint Thomas, venant d'Édesse (Urfa), centre important des premiers chrétiens syriaques, passa par Ninive (Mossoul) et Séleucie-Ctésiphon, en route vers l'Inde. Séleucie, située à 32 km au sud de Bagdad, devint peu à peu un premier foyer d'évangélisation et le siège de l'Église de l'Orient, l'Église apostolique assyrienne, qui y établit ses catholicos de 310 à 780. Les controverses théologiques, portant principalement sur la nature du Christ, humaine et/ou divine, eurent cependant raison de l'unité du monde chrétien. Les conciles d'Éphèse et surtout de Chalcédoine, virent ainsi les Assyriens, puis les Syriaques,

Arméniens, Coptes et Éthiopiens se séparer de l'Église mère. Par la suite, les efforts de Rome pour convertir au catholicisme ces populations aboutirent à des scissions au sein de certaines de ces Églises. Ainsi, se forma au XVI^e siècle l'Église chaldéenne et au XVII^e siècle l'Église syriaque-catholique. Les communautés de langue syriaque constituent encore l'essentiel des Chrétiens en Irak, mais l'émigration continue depuis les guerres du Golfe, a fortement réduit leur présence.

Le cœur de l'ouvrage, dû principalement à la plume et au travail d'exploration de Pascal Maguesyan et de son équipe franco-irakienne, est une recension d'une quarantaine de monuments et églises de ces communautés. Ceux-ci font l'objet d'une fiche descriptive abondamment illustrée, présentant leur situation et leur architecture, leur histoire ancienne et récente, ainsi que les hommes et femmes qui les entourent de leur ferveur. Chaque monument est replacé dans son contexte géographique, au sein des villes et localités des provinces de Ninive, de Kirkouk, du Kurdistan, situées dans le nord de l'Irak, et de la capitale Bagdad. Par ailleurs, une page est dédiée à la présentation de chacun de ces groupes religieux.

Préfacée par Marie-Ange Denoyel, présidente de l'association Mesopotamia, le livre comprend également une chronologie comparée, des cartes et tout un ensemble de textes éclairant l'histoire et l'action conduite en faveur des communautés chrétiennes, dus au professeur honoraire Joseph Yacoub de l'Université catholique de Lyon, au cardinal Philippe Barbarin, à Narmin Ali Amin, archéologue à l'Université d'Erbil (Kurdistan), à Christian Cannuyer, président de la Société royale belge d'études orientales, à Charles Personnaz, chargé de mission de l'Œuvre d'Orient, ainsi qu'à Birgül Açikyildiz, attachée de recherche à l'Université Montpellier III.

Alors que ces minorités religieuses luttent pour leur survie dans une région toujours marquée par l'instabilité, et font preuve d'un bel esprit de résistance face aux persécutions dont elles ont été victimes, de la dictature de Saddam Hussein jusqu'à la barbarie de Daech, ce beau livre, par sa présentation et son contenu, incite au respect de ces hommes porteurs de cultures millénaires, mais aussi à la prise de conscience du soutien nécessaire qu'ils doivent recevoir pour continuer à préserver leur héritage. ■

Mesopotamia, une aventure patrimoniale en Irak.
Éditions Première Partie – Paris – 2020 – 39 €.
Disponible dans toutes les librairies.

Turkey opens secret channel to fix ties with Israel

The Biden administration will not be as lenient on Turkey as the outgoing administration has been, and Recep Tayyip Erdogan finds his country increasingly isolated.

The chief of Turkey's national intelligence service has been holding secret talks with Israeli officials, part of a Turkish-initiated effort to normalize relations, well-placed sources have told Al-Monitor. Speaking to Al-Monitor on condition that they not be identified by name, three sources confirmed that meetings had taken place in recent weeks with Hakan Fidan representing Turkey in at least one of them, but they declined to say where. Governments typically decline to formally comment on intelligence-related issues.

One of the sources said, "The traffic [between Turkey and Israel] is continuing," but he did not elaborate. There has been no ambassador in either country since May 2018, when Turkey showed Israel's ambassador the door over its bloody attacks on Gaza and Washington's decision to move its embassy from Tel Aviv to Jerusalem.

Fidan is believed to have held several such meetings in the past, to discuss joint security concerns in Syria and Libya among other things, as first reported by Al-Monitor, but the sources said the latest round was specifically aimed at upgrading ties back to ambassador level.

There is mounting worry in Ankara that the incoming Joe Biden administration will be less indulgent of Turkish President Recep Tayyip Erdogan's bellicosity, which has seen Turkey mount three separate in-

cursions against the Syrian Kurds since 2016, send troops and Syrian mercenaries to Libya and Azerbaijan, and lock horns with Greece in Aegean and Eastern Mediterranean waters. The biggest concern is that, unlike President Donald Trump, Biden will not shield Turkey from sanctions over its purchase of Russian S-400 missiles and for Turkish state lender Halkbank's paramount role in facilitating Iran's multibillion-dollar illicit oil for gold trade.

"The calculation is that making nice with Israel will win them favor with the Biden team," said a Western official speaking not for attribution. "It's like Lucy and the football; it works each time," he said, referring to a recurring theme in the world-famous cartoon strip "Peanuts."

Gallia Lindenstrauss, a senior research fellow at the Israeli Institute for National Security Studies, agrees that there's a window of opportunity for turning the page. "I would think it would be in the interest of both states not to overstate the meaning of the step of bringing the ambassadors back. As relations were not downgraded in 2018, it is from the diplomatic protocol point of view a simple step."

"Both states can present it as a goodwill step for the coming Biden administration that is likely to be more interested in relaxing tensions between Israel and Turkey than the Trump administration, which didn't

push this agenda at all," Lindenstrauss added in emailed comments to Al-Monitor.

Commercial ties between the two countries — vaunted as the only pro-secular democracies in the Middle East until Erdogan took a sharply authoritarian turn — have remained intact.

But one of the sources aired skepticism at the prospects of a real reset "for as long as Turkey continues to be the global headquarters for Hamas."

"What Turkey can provide at this point, and Israel would want, are Turkish reassurances that Hamas is not using its soil to orchestrate terror activities against it and the Palestinian Authority. Such promises were given to Israel in the past, but there have been reports they were in fact broken. More concrete reassurances in this direction hence can be a good starting point," Lindenstrauss observed.

Israel alleges that hundreds of Hamas operatives, among them US-designated terrorists who have plotted attacks against the Jewish state, have been offered sanctuary and in some cases Turkish nationality by Ankara. In August, the State Department blasted Ankara for hosting two Hamas leaders, including Ismail Haniyeh, head of the Hamas political bureau. "President Erdogan's continued outreach to this terrorist organization only serves to isolate Turkey from the international community, harms the

interests of the Palestinian people, and undercuts global efforts to prevent terrorist attacks launched from Gaza," it said in a statement.

Egypt, which has also had rocky relations with Turkey since the ouster of Mohammed Morsi, similarly accuses Turkey of harboring its Muslim Brotherhood opponents.

The prevailing consensus is that the United States' waning diplomatic and military engagement in the region has eased what many view as Turkish irredentism in its former Ottoman dominions. However, despite its success in curbing Kurdish ambitions in Syria, salvaging Libya's Government of National Accord from the jaws of a rival warlord, and helping Azerbaijan (as did Israel) defeat Armenia, Turkey has found itself increasingly isolated. Israel, Egypt, Greece and Cyprus have united against Ankara's ongoing gas drilling operations in contested waters in the Eastern Mediterranean through a mix of economic and military cooperation accords.

More broadly, Saudi Arabia, France and the United Arab Emirates in particular have been pushing back against Erdogan's efforts to expand Turkey's military hegemony across the Levant, the Maghreb and the Horn of Africa.

The UAE and Bahrain's decision to establish diplomatic ties with Israel — scoring brownie points in Washington is part of their calculus too — has left

Turkey looking even more friendless. Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu will be in no rush to make up with Ankara just as he is courting Turkey's Gulf foes.

Turkey's growing economic difficulties are seen at the root of Erdogan's efforts to shift course. These are poised to grow sharply worse despite continued Qatari benevolence should US or EU sanctions come into play. Tellingly, Turkey withdrew its seismic exploration vessel, the Oruc Reis, from the disputed Mediterranean waters Nov. 30 ahead of an EU summit that is due to be held Dec. 10-11 and where sanctions against Ankara are to be weighed.

In a further climb down, Ankara has now reached out to Saudi Arabia. Erdogan spoke to

Saudi King Salman bin Abdul-Aziz Al Saud Nov. 21 ahead of a G20 summit chaired by Saudi Arabia. Turkish officials quoted by Middle East Eye said Erdogan sought his help to end an unofficial boycott of Turkish goods that is beginning to take a toll. Turkey's exports to the kingdom fell 15% in September compared with the same period last year, the third straight month of decline, Bloomberg reported.

Relations between the two countries took a nosedive following the gruesome Oct. 2018 murder of dissident journalist Jamal Khashoggi at the Saudi consulate in Istanbul. Turkey led a noisy campaign to expose Saudi Crown Prince Mohammed bin Salman's alleged role in the affair. Last week a Turkish court added six new defendants to the 20 Saudis

who are being tried in absentia — including two close aides of the prince — for their alleged participation in killing and then dismembering Khashoggi.

Erdogan had spurned Salman's entreaties to bury the story in the days following Khashoggi's death. The prince's global image has been sullied beyond repair, with the United Nations and the CIA pointing to his complicity. Yet he remains stronger than ever with many Saudis rallying behind their prince in the face of what they see as a global conspiracy.

Turkey's goal was to prevent the prince's accession to the throne, reckons Ali Shihabi, a New York-based expert on the Middle East and the co-author of "The Saudi Kingdom: Between the Jihadi Hammer and

the Iranian Anvil."

"What the Khashoggi affair exposed beyond all was Erdogan's lack of understanding of how the Saudi succession works," Shihabi told Al-Monitor in a telephone interview. Moreover, the notion that any wedge could be driven between the king and his son was never realistic.

While the Saudis are open to bringing relations to a "level of cordiality," Shihabi contended, the steady drip of incriminating evidence against the crown prince through the international media "left a very bad taste."

"I don't see that mistrust of Erdogan disappearing any time soon. Not before Erdogan moderates his regional fantasies," Shihabi predicted.



November 30, 2020
By Rojda Oguz

Missing Kurdish man found in Istanbul police station with torture marks after 45 days

A Kurdish man who had been missing since his arrival in Istanbul on Oct. 14 was revealed to be in the Istanbul Police Headquarters after 45 days. The family was kept in the dark of his whereabouts for days and said that Firat had endured torture and battery by police, as marks on his body revealed in their meeting.

A man from the southernmost province of Hakkari who had been missing since his arrival in Istanbul on Oct. 14 was found in the Istanbul Police Headquarters on Nov. 26 with bruises and battery marks on his body.

Bahtiyar Firat had arrived in Istanbul to take a plane to Iran's capital Tehran but was briefly

detained following passport control in the airport on Oct. 14.

Firat had called his wife Esra Firat after leaving the airport that day to say that his cab was being followed by four cars and to call the prosecutor's office if he went missing, which he did.

The family found out Firat was being held by the police's organized crimes unit on Nov. 26, during a routine phone call with the headquarters.

"We went to the prosecutor's office everyday for 45 days. Nobody told us anything. They said they didn't have him despite all our petitions," said Firat's family. "We called on Nov. 26, find out Bahtiyar is in the police headquarters."



Firat was tortured at the beginning of his detention, and police applied medication on his ailments to hide any injuries, his family said, adding that he experienced extreme weight loss.

"There are signs of violence on his arms and face. He can't

even speak, he's unable to express himself," the family said. "We're very concerned."

The family said that whatever Firat's crime was, which hasn't been disclosed to any of them, it doesn't justify his maltreatment and torture.

30 Novembre 2020

Turkish court arrests man for 'insulting' mafia leader Alaattin Çakıcı

A Turkish court has arrested a man for "insulting" mafia leader Alaattin Çakıcı on social media. The man is accused of "inciting the public to hatred and enmity."

A Turkish court has arrested a man for "insulting" mafia leader Alaattin Çakıcı, a close friend of Nationalist Movement

Party (MHP) leader Devlet Bahçeli.

Police raided Hakim Ekelik's house in the Aegean province of Aydın early on Nov. 28 and detained him. He was arrested on accusations of "inciting the public to hatred and enmity" in a social media post, Gazete RED reported.

His arrest comes after Çakıcı threatened main opposition Republican People's Party (CHP) leader Kemal Kılıçdaroğlu more than once.

Bahçeli, a staunch ally of President Recep Tayyip Erdoğan, defended his mafia leader friend's threats against Kılıçdaroğlu.

While government officials said that an investigation was launched into the incident, no swift action was taken against Çakıcı in contrast to that taken against Ekelik.

Ekelik's relatives said that members of the Ülkücü movement, a group of ultra-nationalist Turks, were attempting to harass the family.



November 30, 2020
By Dilan. S. Hussein

Demirtas denies links to PKK, says democracy is 'antidote' to violence

Jailed leader of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) Selahattin Demirtas has rejected accusations linking him with the Kurdistan Worker's Party (PKK) and said he believes "democracy" is the antidote for violence.

In an interview released by "Bir Arti Bir" on Saturday, Demirtas answered a range of questions on his political affiliations and opinions on the status of Kurds in Turkey.

"I'm a politician and I'm not linked to any organization other than the HDP. I'm a politician who chose the path of democratic politics because I don't find the methods of using violence and arms appropriate," Demirtas told the Turkish magazine.

Demirtas has been imprisoned since November 2016, awaiting trial on a flurry of legal cases and terror-related charges often brought against pro-Kurdish officials and activists.

"If I were a PKK member, I would have at least said that in court, I am what I am." Demirtas said in response to his alleged links with the PKK. "I have nothing to hide, and I have not conducted any illegal activity."

"I believe that democracy is the antidote for violence.... all problems must be solved by peaceful political methods," Demirtas added.

The PKK, which has struggled for decades for increased rights for Kurds in



Selahattin Demirtas during an interview with AFP on April 1, 2015. Photo: Adem Altan/AFP

Turkey, has been branded a terror group by the Turkish government.

In November 2018, the European Court of Human Rights (ECHR) issued a ruling on Demirtas' appeal of his detention, and ordered Turkey

to release Demirtas, a ruling dismissed by Ankara.

Bulent Arinc, a top aide to President Recep Tayyip Erdoğan, resigned last week after calling for the release of Demirtas and jailed Turkish philanthropist Osman Kavalı.

Demirtas expressed optimism regarding the use of Kurdish language in Turkey, and claimed that it is the duty of the administration to make way for the language to be freely used.

“There is no need to be pessimistic... the main way for a language to be preserved is through its constant use,” he said. “In order to preserve this language, we need collaboration from the administration.”

The Kurdish language has been silenced in modern Turkey since its foundation in 1923, due to the oppressive assimilation policies of successive governments. A 2019 study showed that only a

small proportion of Turkey’s Kurdish population can speak Kurdish.



November 30, 2020
By Hardi Mohammed

Kurdish-language school teachers strike in disputed city of Kirkuk

Demanding their months-delayed salaries from the Kurdistan Regional Government (KRG), they took to the streets on Sunday in front of Alla Preparatory School to protest, saying they won’t teach classes again until they get paid.

“We are responsible for the Kurdish education in all of the city [Kirkuk]. What has remained [for Kurds] in this city is Kurdish education,” Sirwa Abdulkarim, the headmistress at Hozan Preparatory School in Kirkuk told Rudaw at the protest. “They have destroyed us. We no longer have morale.”

Sunday’s protest was scheduled for only one day, but the aggrieved employees gave the KRG a 10-day deadline to meet their demands.

According to the directorate of Kurdish Studies in Kirkuk,

nearly 92,000 students are registered at Kirkuk province’s Kurdish-language schools this year — around 9,000 of which are newly enrolled. The schools employ more than 9,000 teachers, most of which, but not all, are on the KRG’s payroll.

“In a specific school, there are teachers who are paid for two months by the central [Iraqi] government, but I have not been paid yet,” Mohammed Rahman, headmaster of Lajan Secondary School in Kirkuk. “I don’t know how to continue our work.”

Parwin Fatih, head supervisor at the directorate of Kurdish Studies in Kirkuk, says the protestors are split along party lines.

“There is chaos among the protesters. Patriotic Union of Kurdistan-affiliated (PUK) headmasters did not work today and the Kurdistan Democratic Party (KDP) ones



KIRKUK, Iraq — A number of Kurdish-language schoolteachers have gone on strike in the disputed city of Kirkuk over delayed pay.

went to work,” said Fatih, despite some protestors telling Rudaw they are striking independent of their political party.

KRG officials in Kirkuk warn school employees that striking in the disputed territory .of Kirkuk has different implications than protesting in the Kurdistan Region.

“We have teachers from the central government [in the same schools as KRG-fun-

ded teachers] they may be moved by the central government. They [the federal government] won’t agree with teachers sitting at home [and get paid]. The students’ parents will move their students to Arabic-language schools,” Sherzad Rashid Kaka, head of the KRG’s Directorate of Kurdish Studies in Kirkuk, told Rudaw. “Boycotting schools in Kirkuk is not like doing so in Sulaimani, Halabja and other cities.”